MARDI 30 AVRIL 1991

QUARANTE-HUTTIÈME ANNÉE - Nº 14388 - 6 F

A paix assurée au Nicara-Egus, c'est maintenant au Salvador et au Gustemala qu'on entrevoit.

vingt-quatre heures d'intervalle, les gouvernements et les guéril-les de ces deux pays ont conclu à Mexico, sous l'égide de l'ONU, des accords limités, certes, mais qui laissent espérer, pour la pre-mière fois, la cessation de guerres civiles qui semblaient ne devoir jamais prendre fin.

C'est entre les partenaires salvadoriens que les pas les plus grands ont été faits, samedi 27 avril. Le gouvernement conservateur de M. Cristiani s'est engagé à promouvoir certaines des réformes que récla-maient les guérilleros pour démocratiser le pays. Reforte de la Cour suprême, des juridictions militaire et électorale, création d'une police sous contrôle gouvernemental, les réformes envisagées visent à renforcer la tutelle civile sur des institutions manlpulées jusqu'à présent par l'oligarchie et l'armée.

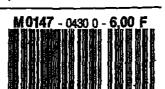
A ■#AIS il y a mieux : une si eb noiseiri IIMO'I oʻarité y ('ONU enquêtera sur les simmic.

en onze ans de guern, ivile. C'était là une revendication essentielle du Front Farabundo-Marti de libération nationale et des défenseurs des droits de l'homme. On sait à quel point ces droits ont été bafoués par les militaires et leurs complices des escadrons de la mort. L'assassinat de Mgr Romero, en 1980, et celui des jésuites de l'université, il y a deux ans, sont les ignominies les plus connues. Il y eut aussi, sous les bombes et les balles, de nombreux massacres de civils innocents, la majorité des 75 000 victimes recensées. Reste que le principal est encore à faire : lors d'un prochain round de négociations, en mai, il faudra s'entendre sur la réduction des effectifs de l'armée, et sur la date et les modalités d'un cessez-le-feu, autant dire sur la réinsertion, dans la société civila, de dizaines de milliers d'hommes en

S'agissant du Guatemala, la nouveauté était que, pour la première fois, gouvernement et taient de discuter. Le conflit qui ensangiante ce pays est moins connu parce que plus sporadi-que: Il n'en a pas moins fait, en trente ans. quelque cent mille morts et quarante mille disparus, si l'on en croit les organisations humanitaires – surtout parmi les Indiens, la majorité de la population. C'est sur les droits des indigènes, précisément, sur les droits de l'homme en général et la démilitarisation du pays, que les deux parties ont accepté, vendredi 26 avril, de négocier, le

CES prémices de paix s'ex-pliquent, évidemment, par les bouleversements de la scène mondiale. L'Europe communiste n'est plus là pour entretenir les foyers tardifs d'une lutte à la Che Guevara. Cuba a trop à faire avec ses pénuries – notamment en armes - pour s'occuper de ses « frères » au combat.

N'étant plus au pouvoir, les sandinistes nicaraguayens ne peuvent fournir qu'une aide limiaux rebelles salvadoriens. Ces demiers se sentent encoura-gés à envisager un « adieu aux armes » depuis les élections législatives et municipales du 10 mars dernier, qui ont vu la gauche devenir la troisième force du pays. Ils pensent qu'ils auront désormals un relais politique, au Parlement et dans les municipalites. De l'autre côté aussi, on a évolué, et les Etats-Unis ont fait des efforts – pas tous les efforts pour faciliter cette évolution.



Les efforts de paix américains au Proche-Orient

# Les relations se tendent entre Jérusalem et Washington

tendues. Le premier ministre israélien, M. Shamir, est revenu, le 28 avril, sur les concessions faites vendredi par son ministre des affaires étrangères, au secrétaire d'Etat américain, M. Baker. ∢En tant que médiateur, a-t-il affirmé. M. Baker pense que ses chances de succès augmenteront avec des concessions israéliennes lui permettant d'annoncer aux Arabes que le cadre de la réunion régionale est permanent, mais nous ne sommes pas d'accord. »



Lire page 3 l'article d'ALAIN FRACHON

Un témoignage

de première main

Histoire d'une

négociation secrète

Seuil

Evguéni Primakov

Les alliés

tentent d'obtenir

davantage de garanties

pour les Kurdes

Les milices libanaises

sont appelées

à rendre leurs armes

pour le 30 avril

Lire page 5 l'article de LUCIEN GEORGE

Lire nos informations

Les pays industriels face au ralentissement de l'économie

# Les sept Grands divisés sur les taux d'intérêt

Réunis le 28 avril à Washington à la veille des assemblées du FMI et de la Banque mondiale, les ministres des finances et gouverneurs des banques centrales des sept grands pays industrialisés ne sont pas parvenus à un accord sur la politique des taux d'intérêt. Lundi, le dollar progressait vivement. Réunis parallèlement, les représentants du tiers-monde ont demandé aux pays riches des « annulations de dette significatives ». Les Sept préparent une initiative pour leur sommet de juillet, à Londres.

# Les dangers de la dette

par Françoise Lazare

«La dette ne risque plus de faire sauter le système financier mondial. » Cette remarque d'un expert français est aujourd'hui largement partagée dans la communauté internationale. Pourtant, neuf ans après la crise mexicaine, la dette du tiers-monde reste l'une des grandes menaces qui pèse sur l'économie mondiale. Les progrès, certains, réali-sés depuis l'été 1982 soulèvent de nouvelles questions. Au Nord (dans les pays riches), comme au Sud et à l'Est, un malaise persiste. Celui-ci plane sur toutes les réunions financières internatio-

nales, sur celle qui a lieu aujourd'hui à Washington notamment.

Des changements radicaux dans la stratégie de la dette sont en train de se produire, qui pour-raient modifier profondément la manière dont les gouvernements des pays industrialisés et de ceux du tiers-monde tentent de gérer le fardeau financier. Ces évolutions présentent trois risques majeurs. Le premier, c'est celui de transformer le débat sur la dette en une confrontation plus politique qu'économique. La récente annulation de plus de la moitié de la dette publique polonaise a constitué, à cet égard, un coup de semonce.

Lire la suite page 24

# Jean-Paul II, acte II

#### Une encyclique sociale et une stratégie pour l'après-communisme

par Henri Tinca

Qui peut prédire la durée d'un pontificat? Jean-Paul II, qui fêtera le 20 mai son soixante et onzième anniversaire, en est à sa treizième année de règne. Plus jeune pape élu depuis un siècle et demi, rescapé d'un attentat qui faillit le laisser pour mort place Saint-Pierre, il y aura exactement dix ans le 13 mai, Karol Wojtyla

Collection L'Histoire

immédiate

dirigée par lean-Claude

Guillebaud

semble bien placé pour battre des records de longévité, même si celui du oape Pie IX, qui au siècle dernier avait régné pendant trente-deux ans, est encore loin!

A la treizième année de son mandat, Jean-Paul II se classe parmi les plus «anciens» dirigeants de la planète, dépassant les présidents américain, français, soviétique, le chancelier allemand et M= Thatcher, qui

vient de lâcher prise au bout de onze ans. Le plus étonnant est. vu de Rome, l'absence de signe d'usure. En déplacement, le pape réduit le nombre de ses étapes et de ses discours, mais le Portugal, du 10 au 14 mai, sera son cinquantième voyage à l'étranger. Dans la foulée, il se rendra en

Lire la suite page 14

#### Un entretien avec M. Kouchner

**BOURSE** 

« Nous entrons dans une époque où il ne sera plus possible d'assassiner massi-vement à l'ombre des fron-tières », nous déclare le secrétaire d'Etat à l'action humanitaire.

#### Surmortalités africaines

Une conférence de l'OUA, réunie au Swaziland, étudíe l'ampleur de la crise sanitaire qui frappe la plupart des pays de l'Afrique subsaha-

> Lire page 16 l'article de JEAN-YVES NAU

### M. Nallet chez lui

Les habitants de Tonnerre aiment leur maire et préfèrent ignorer les attaques dont il est la cible à Paris. Le ministre de la justice leur apparaît, avant tout, comme celui qui, depuis deux ans. a réveillé leur commune.

Lire page 11 l'article de PASCALE ROBERT-DIARD

# L'arme nucléaire pour l'Algérie? Selon le Sunday Times, les

experts chinois auraient fourni aux Algériens les moyens de se doter de la bombe atomique avant

Lire page 8 l'article de DOMINIQUE DHOMBRES

### M. Michel Rocard en Nouvelle-Zélande

Six ans après l'affaire du Raimbow-Warrior, le voyage du premier ministre, marqué par la création d'un fonds de 11,7 millions de francs, vise à relancer l'amitié entre les

> Lire page 9 l'article de PATRICE DE BEER

« Sur le vif » et le sommaire comple

# La presse quotidienne fragilisée

Pologne, en Hongrie, au Brésil.

### La diffusion globale des journaux baisse. Les conditions d'exploitation sont difficiles et les profits insuffisants

par Yves Agnès

La presse quotidienne française, tous titres confondus, dérive lentement. Vers quels rivages? Les faiblesses actuelles de la conjoncture économique n'incitent guère à l'optimisme pour des titres malmenés entre une diffusion globalement à la baisse et des recettes de publicité incertaines. Les éditeurs s'inquiètent. Va-t-on vers une nouvelle « crise de la presse », comme dans les années 70, quand la montée des coûts avait mis

maints journaux en difficulté? Entre 1985 et 1990, la diffusion totale des sept quotidiens nationaux généralistes (1) contrôlés par l'Office de la justification de la diffusion (OJD) a baissé de 1 % (1 828 000 exemplaires en moyenne en 1990 contre 1 847 000 en 1985). Cette diminution cache en fait un phénomène déjà ancien : l'effondrement des quotidiens nationaux populaires. Entre 1970 et 1985, déjà, par réduction de la diffusion ou par disparition pure et simple (Paris-Jour, l'Aurore...), les journaux de cette catégorie avaient vu leurs acheteurs réduits de 1 500 000... France-Soir a Editions du Seuil continué inexorablement sa des-cente aux enfers (- 33,5 % entre

1985 et 1989, dernier OJD connu): l'Humanité a perdu 24 % ces cinq dernières années. Le Parisien - qui a multiplié les éditions locales et ne peut plus guère être considéré comme « national » - a pour sa part augmenté sa diffusion de 9 % pendant cette dernière période, tout en connaissant un reflux en 1990.

En revanche, la presse « non populaire» a progressé de 1985 à 1990, à l'exception de la Croix (- 6 %), qui ne parvient pas à renouveler suffisamment un lectorat vieillissant. La diffusion totale du Figaro augmente de 7,5 %, celle du *Monde* de 12,6 % (mais il a gagné 60 000 exem-plaires en diffusion payée sur la France seule, soit 22,7 %), celle de Libération de 31,5 %. La concurrence entre ces trois titres, alliée à la croissance du nombre des diplômés, sont des facteurs positifs de cette évolution.

La presse quotidienne régionale, qui draine un lectorat mixte mais à majorité populaire, connaît elle aussi un effritement. De 1985 à 1990, la diffusion des dix-neuf quotidiens à plus de 100 000 exemplaires a baissé de 1,7 % (2). Mais ce chiffre global cache une autre disparité, géographique cette fois. Dans l'Ouest et en Alsace l'augmentation, ailleurs la baisse. Ouest-France poursuit son impressionnante ascension (+ 9 % en cinq ans), frisant les 800 000 exemplaires diffusés et consolidant sa place de leader

Lire la suite page 22 (1) Le Figuro, le Monde, le Parisien.

France-Soir. Libération, l'Humanité, la

tance, la tendance est la même d'après les

#### CHAMPS ÉCONOMIQUES

#### Le contrôle des exportations stratégiques, un casse-tête technique

■ Europe monétaire : le roi est nu. ■ Qui redressera l'Albanie ? ■ La chronique de Paul Fabra : maladies déclarées ou cachées

L'ÉTRANGER: Algéria, 4,50 DA; Marco, 8 DH; Turásia, 750 m.; Allenragna, 2,50 DM; Aumicha, 25 SCH; Belgique, 40 FB; Canada, 2,25 S CAN; Antilies-Réunico, 9 F; Côta-d'Ivolra, 485 F CFA; Denemark, 14 KRD; Esp.; Gràca, 200 DR; Hienda, 1,10 £; Italia, 2 200 L; Luxenstrung, 42 FL; Norvèga, 14 KRN; Pays-Bas, 2,75 FL; Portugal, 170 ESC; Sánágai, 450 F CFA; Suèda, 15 KRS; Suissa, 1,90 FS; USA (NY), 2 S; USA

« Nous entrons dans une époque où il ne sera plus possible d'assassiner massivement à l'ombre des frontières » nous déclare le secrétaire d'Etat à l'action humanitaire

«La guerre du Golfe, puis l'exode des Kurdes, ont illustré l'importance que revêt aujourd'hui l'action humanitaire. Cela vous a-t-il surpris ?

- Je n'avais pas perdu l'espoir; et je salue tous les pionniers. Nous entrons des maintenant dans le vingt et unième siècle, où il ne sera plus possible d'assassiner massivement à l'ombre des frontières. Il y aura des reticences, des retours en arrière, mais le droit finira par codifier une nouvelle conception morale et politi-que de la vie. Michel Foucault disait, dans sa dernière leçon au Collège de France, que la souveraineté d'Etat qui consiste à « distribuer la mort ou à laisser vivre » était en voie d'être dépassée, car la société moderne, de son côté, biologiquement, scientifiquement, fait tout pour préserver la vie. Restons prudent. Si les progrès sont eclatants, beaucoup reste à faire.

» Je sais que s'annoncent de grands chocs Nord-Sud, qui naitront de la confrontation entre les pays pauvres et prolifiques et des pays riches et moins peuplés. Je sais les difficultés à l'Est et les migrations qui se préparent. Pour l'instant, nous n'en sommes à intervenir que lorsqu'une famine devient insupportable ou lorsqu'un tyran détruit massivement une partie de sa population... Un moment viendra, que la France aura préparé, où la conscience universelle imposera que l'on s'intéresse au massacre des autres partout. On ne pourra accepter l'inacceptable. parce qu'on l'aura vu. Grâce aux

» Au fond, du Biafra à la mer de Chine, j'ai toujours été préoccupé nar Auschwitz, Est jours, Auschwitz serait encore possible? Auschwitz ou les massacres du Cambodge? Est-ce que l'abri de la frontière serait suffisant pour autoriser l'extermination d'un peuple ? Je réponds non, enfin. Demain, lorsque l'on aura connaissance d'une extermination massive, on ne la supportera plus.

» Il y a la mémoire, les images, le rôle considérable de la presse et une conscience. Le droit d'ingérence est fondamentalement une démarche anti-Auschwitz, antigénocide, une idée généreuse de la France déjà proposée en 1945, que les volontaires de l'humanitaire ont imposée et que François Mitterrand et Roland Dumas ont propulsée bien haut.

 Cette exigence d'ingérence que vous définissez, ce droit d'inrence que vous souhaitez, sont l'aboutissement d'un long par-

- Il y a eu trois étapes principales:

» D'abord, cette formidable invention d'Henri Dunant, fondateur de la Croix-Rouge: on soigne les blessés sur le champ de bataille, quels qu'ils soient, où qu'ils soient. On visite les prisonniers. Première génération, première démarche essentielle de l'action humanitaire. Elle doit subsister, mais elle connaît des limites. Aujourd'hui, il est prouvé que la Croix-Rouge savait ce qui se passait dans les camps d'extermination nazis. Et si elle a choisi de ne pas révéler ce qu'elle savait et de ne pas intervenir, ce fut pour des raisons

qui font rougir aujourd'hui. » J'ai rencontré ces mêmes limites

au Biafra, en 1968. Nous étions sur le terrain avec mes amis qui fonderont, avec moi, Médecins sans frontières. Le peuple biafrais était en train de mourir, nous le savions, nous n'avions pas le droit d'en parler. Nous avions le droit de guérir, nous n'avions pas le droit de préve-nir. Nous le refusâmes en créant le Comité international contre le génocide au Biaîra, où se retrouvèrent des gens de la Croix-Rouge, des médecins, des journalistes, des témoins, des gens qui savaient de quoi ils par-

» Ce fut la deuxième génération de l'action humanitaire, celle qui refuse de se taire, qui s'engage au-delà des frontières, avec ou sans l'assentiment des gouvernements, celle de Médecins sans frontières ou Médecins du monde, les fameux French doctors.

» Il s'agissait d'un devoir d'ingé-rence, né d'une morale individuelle. Des hommes décidaient en Afghanistan, au Cambodge, au Salvador..., de franchir la frontière quand la souffrance était de l'autre côté.

» Troisième étape : l'organisation du droit d'assistance codifié par les

» En 1987, j'avais organisé un colloque sur ce thème au cours duquel le président de la République François Mitterrand et le premier ministre Jacques Chirac s'étaient engages. En 1988, c'est au nom du gouvernement que je propose à l'ONU, qui l'adopte, la résolution prévoyant « l'assistance oux victimes des catastrophes naturelles » et, c'est important, « des situations d'urgence du même ordre ». Formidable avancée qui bouscule le droit international ans plus tard, par une seconde résolution de l'assemblée générale qui prévoit des « couloirs d'urgence humanitaire» et le droit d'accès aux victimes. Comme aujourd'hui vers

» Ainsi est consacré un droit d'assistance. Dans notre esprit, il devait ètre applique essentiellement par les organisations humanitaires. Mais aujourd'hui emerge un droit d'ingérence pris en charge par les Etals et fondé sur une sorte de conscience, de morale internationale. Comme l'a dit le président de la République, désormais « la non-ingérence s'arrète là où commence la non-assistance». Un seuil important a été franchi par l'adoption de la résolution 688 du Conseil de sécurité qui demande à l'Irak un accès immédiat vers tous ceux qui ont besoin d'assistance.

#### Les médias ennemis de l'oppression

L'aurait-il été sans la guerre du Golfe et l'exode des Kurdes?

Malheureux et solitaires, menaces de mon, les Kurdes, hier ignorés, ont imposé le droit d'ingérence ! Ce formidable fracas des corps, ce chaos d'un peuple en exode, ajouté aux remords nés de l'échec d'une juste guerre, qui avait été menée avec l'accord de la communauté internationale mais qui avait négligé de s'inté-resser au respect des droits de l'homme à l'intérieur de l'Irak, a créé une situation insupportable. Insupportable pour l'opinion publique informée, alertée par les médias; insupportable, donc, pour les gouver-

nements démocratiques sensibles à l'opinion. Le droit d'ingérence devient une perspective crédible, et il n'est plus irréaliste de penser que, demain. « avec audace et prudence. en se ganiant de provoquer le chaos », comme le dit M. Perez de Cuellar, les Etats pourront être chargés d'une représentation de la conscience uni-

 Les progrès sont indéniables.
 Mais ne risque-t-on pas de voir ce droit d'ingérence s'appliquer uninent contre les pays pauvres ou faibles, les pays du Proche-Orient ou de l'Afrique, et non contre les puissants et les riches, la Chine par exemple pour son attitude vis-à-vis du Tibet ?

- J'espère bien que ce droit bal-



butiant s'appliquera également à l'égard du Tibet. Danielle Mitterrand, dont on ne dira jamais assez le élan qu'elle donne, et moi-même avons reçu le dalaï-lama, il y a deux ans. George Bush l'a reçu récemment. Les choses avancent. Il en sera ainsi, j'espère, de la Birmanie, du Salvador et du Soudan, où les gens meurent par millions et dont nous revenons. Revons. Le droit d'ingérence agira à titre préventif. Supposons que la conscience universelle ne soit pas à sens unique. Sup-posons que les gouvernements se disent que les oppressions seront plus difficiles à faire accepter s'ils ont besoin d'investissements. Il n'y a pas encore de sanctions, mais il y en aura. Cette préoccupation ne sera pas seulement partagée par la communauté internationale par l'ensemble des peuples et de l'opinion universelle, mais aussi par les oppresseurs. - A condition que cette opinion

soit alertée sur les malheurs, que ceux-ci deviennent visibles. - Le grand ennemi de l'oppression, c'est la photographie, c'est la télévision, et sans les médias il n'y a pas de «grand» malheur. Les journa-listes construisent à nos côtés le

concept d'ingérence. - Comment faire passer ces préoccupations de l'opinion, de la conscience universelle dans la démarche concrète des politi-

 Les idées généreuses, l'aventur humanitaire, ont triomphe avec tres peu de moyens. Le secrétariat d'Etat dispose de 50 millions de francs pour le Fonds d'urgence humanitaire, alors que le budget de Médecins sans frontières est de plus de 200 mil-

» Roland Dumas sait que l'action humanitaire française est connue dans le monde entier. Elle constitue déjà une coloration de notre diplomatie. Grâce au Quai d'Orsay, nous disposons maintenant d'un attaché humanitaire dans chaque ambassade de France. Grâce au ministère de la défense, bientôt les jeunes auront la possibilité de faire un service national humanitaire. Evidemment, il existe des pesanteurs administratives, des lenteurs bureaucratiques, des conservatismes! Mais peu à peu nous avons réussi à faire pénétrer l'idée que l'action humanitaire n'est pas sculement une affaire de boyscouts, de bons Samaritains, mais également une éthique et une méthode, une démarche diplomatique et politique. Comme pour les droits de l'homme, ce n'est pas l'action humanitaire qui est venue à la

#### Le même chemin que l'écologie

politique, mais le contraire.

 Ne craignez-vous pas que votre action évidente dans la guerre du Golfe ne retombe

- Procédons avec prudence. Nous respectons la souveraineté des Etats. Il y aura des résistances de la part des gouvernements, des institutions, de l'opinion ; des réactions négatives venues des conservateurs. L'action humanitaire s'exerce surtout dans le sens Nord-Sud; il convient d'en bannir tout esprit postcolonialiste. Mais une exaction reste une exaction, quel que soit le lieu où elle est perpétrée.

» Ce qui s'est passé avec la guerre « Golfe a créé un mouvement irréversible. On n'acceptera bientôt plus que l'on puisse pénétrer dans un pays pour y faire la guerre et qu'on ne puisse y entrer pour-y faire la n paix... et secourir les hommes.

» L'action humanitaire suit le même chemin que l'écologie. Dommage qu'on ait pensé aux phoques avant les hommes! Lorsque Robert Poujade installait son premier ministère de l'environnement, tout le monde s'en moquait, mais aujourd'hui l'écologie est devenue une pré-occupation mondiale. De même, l'action humanitaire va devenir, peut-être par l'intermédiaire de la création d'une Europe humanitaire, un mouvement qui influencera au plus près les diploniaties et les politiques, un élan qui comptera, comme aujourd'hui l'écologie s'est imposée. A terme, entre l'écologie et l'action humanitaire, il y aura forcément une rencontre, et Brice Lalonde est d'accord avec moi sur ce point.

» L'action humanitaire n'apparaît plus seulement comme l'épopée des bonnes consciences énervées et de quelques hippies de la médecine, mais comme la rencontre des hommes et de l'humain, la découverte du réel : une démarche noblement politique. Elle ne prétend pas régler tous les problèmes économi-ques et politiques de la planète, mais elle en donne une vision plus proche de la réalité. Et c'est en cela qu'elle peut aider à leur solution. »

Propos recueilis par JEAN-MARIE COLOMBANI et JACQUES-FRANÇOIS SIMON

BULLETIN

D'ABONNEMENT

### REVUES

Naissance et fin du social

Les auteurs de la loi de 1884 créant les syndicats voulaient donner à la « question sociale » un cadre institutionnel. Cent ans plus tard, le syndicalisme est en pleine crise, et certains annoncent la « fin du social ». Et pourtant de nouveaux « mouvements sociaux » surgissent périodi-

► I le 1º mai est bien toujours la Fête du travail, il y a longtemps qu'il n'est plus celle des syndicats. Les maigres troupes qu'ils parviennent à grand-peine à rassembler ce our-là ne font que mettre en lumière les deux maux principaux dont ils souffrent : la fuite des militants et la désunion des

Cette déliquescence est sans doute un signe de l'air du temps, marqué par l'individualisme, le consumérisme et la «fin des idéologies ». Mais, à lire Denis Barbet dans la revue Genèses, on constate que bon nombre de questions qu'on se pose aujourd'hui étaient déja présentes dans le long débat qui a marqué la préparation et l'adoption de la loi de 1884 créant les « syndicats professionnels ». Mai vu par la plupart des intéressés, qui y voyaient une tentative d'embrigadement, présenté comme une conquête ouvrière par les chantres de la lit République, ce texte reflétait surtout le désir des républicains modérés de canaliser» la question sociale et de soustraire le monde ouvrier à l'influence des « meneurs » et des révolutionnaires. Les syndicats devaient permettre aux ouvriers (à l'époque, on ne songeait guère agriculteurs, aux fonctionnaires ou aux artisans) de gérer leurs propres affaires, d'apprendre la solidarité et de se doter de responsables représentatifs, clairement identifiés. Les syndicats devaient être un instrument de progrès social et de paix publi-

Pour parvenir à ce résultat, il fallait que la frontière soit nettement marquée entre le syndical et le politique. D'une part, parce que la « politisation » ne pourrait aboutir qu'à la mainmise d'adversaires (c'est-à-dire des socialistes) sur les organisations. D'autre part, parce que les professionnels de la politique ne voulaient pas se voir concurrencés, sur leur propre terrain, par des rivaux investis de la confiance de millions de travail-leurs. Le thème de l'«indépendance syndicale» est d'abord une réaction de défense de ceux qui sont en charge du « général », face aux défenseurs d'intérêts particuliers.

#### Un processus de fuite

Mais d'autres problèmes de frontières faisaient aussi l'objet de débats difficiles : où s'arrête la « défense des intérêts professionnels >? Les syndicats doivent-ils se circonscrire aux limites des métiers ou peuventis s'unir en fédérations? Une fois admise l'existence du fait syndical, l'essentiel était d'en tracer les bornes.

Celles-ci évolueront évidemment, par la suite, en fonction de la pression des intéressés eux-mêmes. Dans un autre article de Genèses, intitulé «Le catégoriel, le professionnel et la classe », Philippe Corcuff montre comment le mouvement ouvrier a toujours oscillé entre le repli corporatiste et l'aspiration communautaire. Entre la catégorie professionnelle et la « classe ouvrière ».

Les périodes d'expansion du combat syndical se sont construites sur deux dynamiques : la solidarité interprofessionnelle (l'« élargissement des luttes » à partir des conflits particuliers) et la conviction que la classe ouvrière et le combat revendicatif sont porteurs d'une transformation globale de la société, d'un nouvel ordre plus juste pour les travailleurs. Comme l'écrivait Emile Pouget, secrétaire adjoint de la CGT de 1902 à 1908, «le groupe producteur devra être la cellule de la

société nouvelle ». Or ce sont ces deux ciments

de l'édifice syndical qui font défaut aujourd'hui, Comme l'observe François Ewald dans le «magazine freudien» l'Ane, la syndicat est la première victime du «règne des fins» qui caracté. rise notre époque. Fin des idéologies. Fin de la Révolution. Fin des espérances... Le syndicalisme, qui se nourrit de l'espois de lendemains meilleurs, ne peut vivre dans une atmosphère aussi délétère. Comment mobiliser les exploités s'ils ne croient pas à le possiblité de changer le monde?

den arzrea.

populations ......

dental a 1000

pen de 2277

DIUS CORTES

100

LLV

\*\*\*\*\*

....

35

3

7....

ris ~ -

....

167.1

32.5

217.00

2:5-

**Se** . . . .

Table to a

**9**73

BC--

T.

T. .

1277

tent mai

de ces

au Kuratan in F

FRÉDÉRIC GAUSSEN

Traçant un paralièle entre l'abstentionnisme électoral, la désyndicalisation et la chute du mur de Berlin par la fuite des Allemands de l'Est, François Ewald voit dans ces processus d'évasion l'une des caractéristiques des comportements modernes. Pour lui, le social, comme le politique, a tout simplement disparu de notre univers. Il s'est dissous. «Le social a pris fin sans même que nous nous en rendions compte, sans qu'on en parle, par déchéance en quelque sorte. (...) Voila une catégorie qui a ordonné la politique et, mieux que la politique, les angoisses des uns et les aspirations des autres pendant un siècle et demi et qui s'est comme évanouie (...) Il n'y a plus de question sociale : à preuve, nous ivons avec deux millions de chômeurs, et cela ne fait pas de problème. » François Ewald date même l'acte de décès du social : c'est en décembre 1988, avec l'institution du revenu minimum d'insertion, «quand on ne donne plus d'autre avenir à l'exclu que, précisément, de « s'insérer ».

#### Un engagement

Liquider ainsi la social est besogne. Il y a toujours des «mouvements sociaux», dont l'ampieur et la violence surprennent régulièrement l'opinion. Mais ceux-ci refusent généralement ce qui assure la légitimité même du syndicalisme : la permanence, la confiance accordée aux délégués et l'unité.

Les mouvements récents ceux des cheminots, des infirmières et des instituteurs - se sont singularisés par l'apparition de structures nouveiles - les Patrick Hassenteufel dans la Revue française de science politique. Spontanés et véhéments, ces mouvements se caractérisent par une mobilisation très forte autour d'une revendication limitée et strictement catégorielle, et par le refus de toute « récupération » par les appareils syndicaux. Il s'agit d'obtenir un objectif précis (le retrait d'une grille de salaire pour les agents de conduite de la SNCF ou du décret sur les maîtres-directeurs pour les instituteurs) ou une revalorisation de salaire « pour être enfin reconnues et montrer ou on

existe » (les infirmières). Ainsi apparaît un phénomène nouveau : celui d'un engagement limité, qui pousse le travailleur à abandonner, pour une durée limitée, son comportement individualiste, afin d'obtenir un avantage précis ou de lutter contre une mesure menaçant son indépendance ou sa dignité. Refusant toute allégeance à un parti ou à une instance professionnelle. Il cherchera à donner au mouvement auquel il participe une forme d'organisation conciliant l'efficacité et le respect de sort autonomie : décisions en assemblées générales où chacun peut s'exprimer, élection de délégués révocables à tout moment et munis de mandats impératifs...

Ainsi le travailleur désyndicalisé et dépolitisé de la fin du vingtième siècle réinvente-t-il, à sa façon, l'Idéologie rousseauiste et anarchisante qui faisait si peur aux républicains de la fin du dixneuvième et contre laquelle pen-saient se prémunir les législeteurs de 1884...

▶ Genèses, « La construction du syndicalisme » nº 3, mars 1991, 85 F. Calmann-Lévy.

► L'Ane. avril-juin 1991, r- 46, 58 F. 74, rue d'Assas, 75006

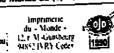
► Revue française de science politique, volume 41, n°1, février 1991, 100 F. Presses de la Fondation nationale des nces politiques.

Le Monde Edité par la SARL le Monde Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Principuex associés de la société : Société civile rédacteurs du *Monde «* « Association Hubert-Beuve-Méry » Société anonym des lecteurs du Monde Le Monde-Entreprises.

M. Jacques Lesourne, gérant. Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, nº 57 437 ISSN :0395-2037 Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33



Tél.: (1) 40-65-25-25 Télécopieur: (1) 40-65-25-99 Télex: 206.806 F Le Monde PUBLICITE

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE

75501 PARIS CEDEX 15

Françoise Huguet, directeur général

Philippe Dupuis, directeur commercial 5, rue de Monttessay, 75007 PARIS Fel.: (1)45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Teles MONDPUB 206 136 F Telefas 45-55-04-70 Societe fibale du pournal le Monde et Reepe Press SA

Le Monde TÉLÉMATIQUE Composez 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM **ABONNEMENTS** PAR MINITEL 36-15 - Tapez LEMONDE

code d'acces ABO

ADMINISTRATION 1. PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 49-60-30-10 Télex : 261.311 F ABONNEMENTS

, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 49-60-32-90 PAYS SUIS-RELG. FLANCE Test LINEWS. **mir**(0)

790 F 572 F 400 F 1 560 F 1 123 F 790 F 2 960 F 2 086 F | 400 F ÉTRANGER : par voic

aérienne tarif sur demande. Pour vous abonner, renvoyer ce balletin ompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invi-tés à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

**DURÉE CHOISIE** Prénom: Adresse: Code postal: \_ Localité : \_ Veuilles avoir l'obligeance d'éerire tous les

démarches diplomatiques visant à assurer une protection aux populations kurdes d'Irak et que sur le terrain les militaires occidentaux s'activent à la construction de camps, les réfugiés restent très circonspects à l'égard de ces initiatives, et la situation au Kurdistan irakien apparaît des

A STORY OF STREET 4-1-4 to (A)

表现在 老人也……

Section of the second

BE OF

Sta French

Ser Salar

State of the state

والموادية المراث والموادية

33

CONTRACTOR OF THE

alliale Sancino

Ser Series ...

Mr. share the same

Library No. 186

क्षित ४० कि

يدرون المستقطين فواز يملونها ويت

Barrier W. . .

Section in the section of the section of

والمنافق والمنافية ودها نواجيتها بالأواجة

A Section Contract

galagani, sagat bisa sa s

100 mg 100 mg 1 mg 100 mg

Branch Contract monado de la

and the second section in the second Called Street, Street

Straight and the second

Called the Section 1999

A Commence of the Contract of

Bi----

Maria Maria

عالانا والمراجعة

eren in the second

医腹腔中部 1000

A CONTRACTOR

**美国的**英格兰

Francisco ( - 1866 -

1 15 7

Fried or Artis

and the second s

المنافعة المنافعة المنافعة

State of the second

· Maria propriedura

e en same

منتجو الهارطوق

THE WAR

plus confuses. Des peshmergas (combattants kurdes) ont établi des points de contrôle à la frontière turco-irakienne et dissuadent les réfugiés de descendre des montagnes pour gagner les zones de protection alliées en Irak. Ils ont dressé des barrages sur la route principale qui mène à la région de Zakho, arrêtent les voitures, contrôlent les identités et interrogent les passagers.

« Ils n'ont pas envie de se trouver pris au piège une seconde fois », disait, samedi 27 avril, le colonel

O Trois cent cinquante réfugiés irakiens transfèrés en Arabie saondite. - Environ trois cent cinquante réfugiés irakiens ont quitté, dimanche 28 avril, le sud de l'Irak occupé par les alliés.
 pour gagner un camp construit specialement pour eux à Rasha, en Arabie saoudite. Ce premier contingent, évacué à bord d'avions américains. devrait voir ses rangs rapidement grossir, quelque mille cinq cents personnes devant être journellement transférées de la zone démili-tarisée, située entre l'Irak et le Koweit, jusqu'au camp de Rafha. -

français, alors que seuls quatre cents réfugies avaient rejoint Kasrok, à michemin de la montagne et de Zakho et que les rebelles n'avaient autorisé que cina à six camions à passer, après intervention de l'armée fran-

L'armée américaine a entrepris samedi et dimanche de transérer par santeti et cintarche de trainéer par hélicoptères certains réfugiés vers le village de tentes installé près de Zakho. Il s'agit de quelques centaines de jeunes gens qui devraient aider à la construction d'autres installations d'accueil et convaincre leur famille d'y venir. «Sì les allies partaient, nous retournerions dans les montagnes », disait cependant l'un d'entre eux dimanche.

Le général britannique Andy Keeling, commandant des Royal marines, a eu une entrevue en fin de gas, après que trois Kurdes eurent olessés vendredi à Zakho lors d'un attentat à la grenade dont les habitants attribuent la responsabilité des policiers irakiens en civil. a Nous espérons que les Américains et les Britanniques nous aideront afin que Zakho soit débarrassée de la nolice secrète. A cause d'elle les gens ne reviennent pas », a déclaré l'un des

combattants. Les responsables militaires alliés ont demandé aux peshmergas d'abandonner leurs armes et de ne pas se servir de la zone de sécurité comme d'un sanctuaire où stocker leur équipement, « Notre mission n'est pas de faire la police. Nous sommes ici pour fournir une assis-tance humanitaire aux Kurdes et pour les aider à rentrer chez eux», a toutefois déclaré le colonnel Thompson, l'un des officiers britanniques.

derniers jours pour tenter de rassurer les Kurdes, Changeant leurs plans, les forces alliées ont plus que doublé la taille de la zone de sécurité initiale prèvue pour abriter les réfugiés dans le nord de l'Irak et s'apprétent à construire un second camp. Samedi soir, une compagnie des British Royal Marines est partie de Zakho pour rejoindre la ville de Batoufla, distante de 30 km. A l'arrivée des Britanniques, une unité de la Garde républicaine a quitté les lieux, ont déclaré des officiers

#### Une force de police de l'ONŪ

De leur côté, les soldats américains de la 24 unité expéditionnaire de marine devraient se rendre à Amadivah, située à 120 km à l'est de Zakho. C'est là qu'un second camp de réfugiés devrait être construit, a déclaré le colonel Jim Christophersen en reconnaissant que ce mouvement « double la taille de la zone de sècurité », portant ses dimensions à 3 500 kilomètres carrés. Après avoir protesté contre la création d'une zone de sécurité dans le nord du pays, Bagdad avait obtempéré aux ordres des alliés quand ils avaient exigé la semaine dernière le retrait des forces armées irakiennes de

Au plan diplomatique, les minis-tres des affaires étrangères des Douze réunis samedi et dimanche au Luxembourg ont approuvé deux ini-tiatives de la France et de la Grande-Bretagne. Paris a demandé samedi une réunion des cinq membres per-manents du Conseil de sécurité pour examiner l'évolution de la situation après l'accord conclu la semaine derkurdes qui a été accueilli avec scepticisme en Occident. A propos de cet accord de principe, le vice-premier ministre irakien a déclaré samedi que la ville pétrolière de Kirkouk ne ferait pas partie de la région autonome kurde.

D'autre part le secrétaire au Foreign Office, M. Douglas Hurd, a proposé l'envoi au Kurdistan d'une « force de police de l'ONL' » qui ac serait munie que d'armes légères. Cette mesure ne nécessiterait pas de nouvelle résolution de l'ONU, a indique M. Hurd, en mentionnant le précédent de Chypre en 1974 où une telle force avait été dépéchée pour tenter de prévenir les incidents entre les deux communautés.

Un rapport publié à Genève par le bureau du coordinateur des Nations unies pour les secours en cas de catastrophe (UNDRO) estime à prés de 1 500 000 le nombre des rélugiès kurdes en Iran et en Turquie. Sur les 1 020 000 réfugiés qui se trouvent en Iran, à peine le centieme - 10000 selon le Haut commissariat pour les réfugiés - sont revenus dans leur pays. ~ (AFP, AP, Reuter.)

Le 54° anniversaire du président Saddam Hussein

### Manifestations officielles pour célébrer la « naissance de l'Irak nouveau »

Le 54 anniversaire de la naissance du président Saddam Hussein a été officiellement célébré dimanche 28 avril en Irak, notamment à Bagdad et à Takrit, ville natale du chef de l'Etat. Cette célébration, placée, comme le voulaient les autorités, sous le signe de la o naissance de l'Irak nouveau v. 3 été marquée par des manifestations et des défilés en hommage au president frakien, la presse nationale lui consacrant la majorité de ses

La journée n'avait pas été déclarée fériée, mais les enfants n'avaient pas classe et les transports publics étaient gratuits, ainsi que les frais d'accouchement... Les enfants nés ce jour devaient recevoir de l'Etat divers cadeaux : du lait et des couvertures, en particulier. Tandis qu'à Takrit écolières et étudiants, revêtus des costumes traditionnels, esquissaient des danses folkloriques au rythme de chansons populaires, à Bagdad, toujours privée d'électricité, d'eau et de téléphone, des centaines de personnes se sont regroupées à différentes heures de la journée, à

l'appel des comités d'organisation de l'anniversaire, pour exprimer » le soutien et l'attachement du peuple trakten à son président ».

Le vice-président du conseil de commandement de la révolution, M. Ezzat Ibrahim, a fait un élogo appuyé du chef de l'Etat, soulignant que « neut mois de guerre n'ont nullement terni l'image du président itakien, chef légitime, accepté et aime du peuple trakien « Alors que la presse étrangère lui faisait observer que le monde occidental faisait dépendre la normalisation de ses relations avec l'Irak du départ de l'actuel chef de l'Etat le numéro deux du régime - qui a été promu général d'armée, dimanche - n'a pas craint d'affirmer qu'il « faudra tuer dix-huit millions d'Irakiens avant de pouvoir blesser Saddam Hussein ».

Le principal intéressé n'est apparu en public que le soir, à la télévision, entouré de collégiens chantant des couplets à sa gloire et à celle de l'Irak. Le président, vêtu d'un complet blanc, a donné l'accolade aux enfants, prenant dans ses bras les plus jeunes. - (AFP.

ISRAEL: la médiation américaine de plus en plus critiquée

### M. Shamir désavoue la modération de son ministre des affaires étrangères

Entre Jérusalem et Washington, le ton tourne à l'aigre. Tout se passe comme si les relations israélo-américaines allaient traverser une de ces phases de crispation qui régulièrement viennent ébranier quelque peu l'alliance entre les deux pays.

de notre correspondant

Réuni quarante-huit heures américain, le conseil des ministres a entendu, dimanche 28 avril, de vives critiques à l'encontre de M. James Baker. A en croire la radio, le ministre de l'économie et du plan, M. David Magen, a exprimé l'opinion de beaucoup au sein du Likoud, le parti au pou-voir, en dénonçant la stratégie sui-vie par le chef de la diplomatie américaine. Sous couvert d'une conférence dite « régionale », a-t-il dit, M. Baker veut oromouvoir cette conférence « internationale » qu'Israël rejette. Et d'assurer que le secrétaire d'Etat entendait «faire boire une coupe de poison » à l'Etat

Chef du parti d'extrême droite Tehiya, M. Yuval Neeman, le ministre de la science, a accusé M. Baker de demander un peu plus à Israël à chacun de ses passages à lérusalem. La veille, Mes Geula Cohen, vice-ministre et elle aussi membre de Tehiya, avait, lors d'une interview au Jerusalem Post, critiqué les Etats-Unis dans des termes rarement entendus en Israël: « Notre gouvernement ne doit pas oublier que les Américains ne sont aucunement impartiaux ni d'honnétes médiateurs dans cette affaire, a-t-elle déclaré. Leur politique est la version diplomatique de la tactique du coup de poignard dans le dos familière aux Arabes. »

Depuis sept semaines, le secré-taire d'Etat américain s'efforce de reunir les principaux protagonistes du conflit proche-oriental au sein d'une conférence régionale sous les auspices des Etats-Unis et de l'URSS. Ses critiques israéliens lui reprochent aujourd'hui d'avoir changé de projet. En voulant -comme le réclament les Arabes associer l'Europe et même l'ONU à un tel forum et en demandant que celui-ci ne se borne point à présider à l'ouverture de conversations bilaterales israelo-arabes, M. Baker, disent-ils, en revient au projet de conférence internationale dont le gouvernement de M. Itzhak Shamir ne veut pas. Pour le Likoud, une telle conférence isolerait l'Etat hébreu, le placerait en position d'accusé et lui imposerait un réglement.

Pour avoir fait quelques pas en

direction des propositions de M. Baker, le ministre des affaires étrangères. M. David Lévy, a essuyé durant le week-end les critiques de la plupart de ses collègues du Likoud, à commencer par celles de M. Shamir. Prudemment, M. Lévy avait accepté l'idée que la conférence puisse se réunir en session plénière tous les six mois pour faire le point des conversations tion, a dit le premier ministre; pour M. Shamir, la conférence régionale ne devra se réunir qu'une seule fois, en faisant office de cérémonie d'ouverture aux négociations directes entre Israel, ses voisins arabes et les Palestiniens.

L'affaire a des allures de bataille pour le pouvoir au sein du Likoud, M. Lévy jouant, cette fois, la carte de l'« ouverture à gauche» pour

briguer la succession de M. Shamir. Cette obscure querelle sur les modalités de la conférence envisagée par les Etats-Unis révèle deux camps au sein du pouvoir : les partisans résolus du statu quo et ceux qui sont disposés à entamer un

processus de négociation. Toute la presse spécule sur de prochaines « pressions » américaines à l'encontre de l'Etat hébreu. Elle rappelle que les Arabes n'ont guère fait de concessions aux Etats-Unis mais souligne que M. Baker, en quittant la region, a fact tire ui imputant à Jérusalem la responsabilité de l'impasse diplomatique : « Il v a des problèmes ici, en Israël avait déclaré la porte-parole du secrétaire d'Etat; nous avons toujours besoin de réponses de la part du gouvernement israélien avant de pouvoir faire avancer le processus» (de négociation).

**ALAIN FRACHON** 

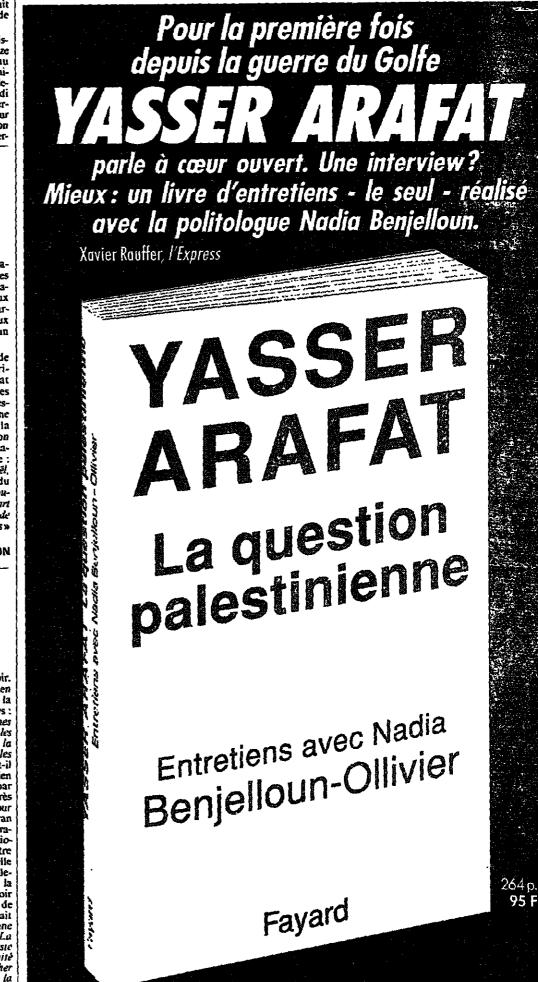
L'offensive diplomatique iranienne

### Le président Rafsandjani en visite officielle en Turquie

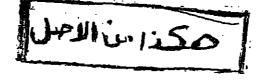
L'Iran, dont le rôle a été considé-rablement renforcé depuis l'exode des Kurdes d'Irak au début du mois d'avril, continue son offensive diplomatique dans la région. Le président Akbar Hachemi Rafsandjani devait commencer lundi 29 avril, une visite officielle à Ankara - la première d'un chef d'Etat iranien en Turquie depuis 1975 – pour y évoquer la situation régionale dans l'après-guerre du Golfe, ainsi que le pro-blème des réfugiés kurdes dont un demi-million sont massés à la frontière turque. Ses entretiens avec son homologue ture M. Turgut Ozal seront également centres sur le resserrement des liens entre leurs deux pays, après le gel diplomatique de 1989, provoqué par l'interdiction du port du voile islamique dans les universites turques.

M. Rafsandjani a auparavant effectué une visite de deux jours en Syrie au cours de laquelle il s'est entretenu dimanche avec le présider Hafez El Assad. A cette occasion, la Syrie a proné un rôle accru de l'Iran dans la sécurité future du Golfe. « La Syrie a toujours dit et souligné que l'Iran devrait avoir un rôle dans les plus hautes affaires de la région, étant donné les liens entre l'Iran et les Arabes en différents domaines», écrit

al Baas, l'organe du parti au pouvoir. Le président Rafsandjani devait en profiter samedi pour réaffirmer la volonté de coopération de son pays : « Nous annoncons que nous somme prèts à coopérer sincèrement avec les pays de la région pour préserver la sécurité dans un sens qui servira les intérêts des pays islamiques », 2-1-il dit. De son côte, le ministre iranien des affaires étrangères, Ali Akbar Velayati, également à Damas après une visite en Arabie saoudite, a pour sa part déclaré samedi que Téhéran et Ryad s'étaient entendus pour travailler ensemble à la sécurité régionale, en resserrant les liens entre leurs deux pays. La visite officielle du président Rafsandjani a également été l'occasion pour l'Iran et la Syrie de réaffirmer leur souci de voir préservée l'intégrité territoriale de l'Irak. Le président El Assad avait déjà plaidé en ce sens lors d'une visite en Iran, en septembre. « La République islamique d'Iran insiste sur la nécessité de préserver l'unité territoriale de l'Irak et d'empecher l'élimination et l'expulsion de la affirme le président Rafsandjani. Enfin, Téhéran et Damas ont appelè au renversement du président Sad-dam Hussein. - (AFP, Reuter.)



FAYARD



Accord culturel franco-allemand.

# Le 30 avril 1991 à Strasbourg, l'Europe passe à la télévision!

\*Am 30. April 1991 in Straßburg wird Fernsehen europäisch

Strasbourg, 30 avril 1991 : LA SEPT et ARTE Deutschland TV signent la création de la première chaîne de télévision culturelle européenne.

En 1992, les téléspectateurs français et allemands pouront ainsi suivre simultanément, dans leur langue respective, les mêmes émissions préparées en commun à leur intention : au-delà des différences culturelles existera désormais un lieu de rencontre des images et des regards.

Cet événement télévisuel majeur sera la première manifestation culturelle quotidienne de l'Europe en marche.

En réalisant ce pari difficile et ambitieux, LA SEPT confirme ainsi sa vocation de chaîne culturelle européenne.

Straßburg, 30. April 1991: LA SEPT und ARTE Deutschland TV unterschreiben den Gründungsvertrag des ersten europäischen Kulturkanals.

1992 werden deutsche und französische Zuschauer gleichzeitig in ihrer jeweiligen Sprache dasselbe für sie gemeinsam zusammengestellte Programm sehen. Jenseits kultureller Unterschiede entsteht ein Ort, wo neue Bilder und Blicke ausgetauscht werden.

Dieses Ereignis der Fernsehgeschichte ist das erste kulturelle, alltäglich wiederkehrende Zeugnis eines entstehenden Europas.

Diese anspruchsvolle Herausforderung hat LA SEPT angenommen und damit ihre Berufung als europäisches Kulturfernsehen bestätigt.

la sept

La culture se déchaîne.

YOUS RENDEZ DONC:

BEYROUTH

de notre correspondant

C'est la première fois en seize ans de guerre qu'est sérieusement mise en train la disparition des milices, qui s'étaient battues chacune contre presque toutes les autres, au gré des divers épisodes de la guerre et de ses multiples rebondissements: Forces libanaises (FL) contre Palestiniens. Parti socialiste progressiste (PSP), Amal, Herzbollah, mourabitours, maradas, Parti socialiste national syrien (PSNS); Amal contre PSP, Hezbollah, Palestiniens, FL; PSP contre FL, Amal, mourabitouns, et ainsi de suite... Longtemps populaires, chacune dans sa commu-nauté, ces milices avaient fini par être honnies par ceux-là mêmes qui les adulaient.

En application de l'accord de Taéf de 1989, le conseil des ministres a décrété, le 28 mars, et a réaffirmé, le 25 avril, que toutes les formations paramilitaires, libanaises et non libanaises - ce dernier terme désignant les Palestiniens et les pasdarans iraniens - devront s'effacer devant l'Etat, remettre leur armement à son armée et s'autoliquider dans les délais suivants :

- Livraison des armes lourdes et moyennes (chars, canons, mortiers) et du matériel de transmission :

- Déploiement progressif de l'ar-mée dans les zones du mont Liban encore tenues par les milices (haut Metn, Chouf, Aley, Kesrouan, Jbeil) ainsi que dans une partie du Nord (Batroun et Koura): 20 juin 1991;

- Déploiement de l'armée dans le reste du pays (c'est-à-dire le Nord, la

Bekaa et le Sud, ceinture de sécurité israélienne exclue *de facto*) : 20 septembre 1991.

Toutes les milices libanaises ont admis le principe de remettre leurs armes et de se dissoudre. M. Journblatt, pour sa part, sait savoir qu'il restituera les armes de son PSP non pas à l'armée libanaise - sauf quel-ques pièces qu'il lui avait prises mais à la Syrie, qui les lui a four-nies. Ce sont les milices « étran-gères » qui ont renâclé. La première note discordante est venue des pasdarans iraniens, mais ces derniers ne sont que 250, immédiatement suivis des Palestiniens, qui, malgré le dou-ble exode de leurs combattants, de Beyrouth en 1982 sous les coups Beyrouth en 1982 sous les coups d'Israël, et de Tripoli en 1985 sous ceux de la Syrie, ont encore près de 10 000 fedayins en armes au Sud et dans la Bekca: 5 000 à 6 000 arafa-tistes et 3 000 à 4 000 anti-arafa-tistes. Malgré l'envoi auprès de l'OLP, à Tunis, d'un émissaire du gouvernement libanais, M. Mohsen lorahim, vieil allié des Palestiniens au temps de leur muissance à Beyau temps de leur puissance à Beyrouth, leur position demeure floue. Ils refusent, a priori, de remettre leurs armes tant qu'Israel n'aura pas appliqué la résolution nº 425 du Conseil de sécurité et complètement évacué le sud du Liban.

#### Les « conseils » de Damas

Aussitöt, les Forces libanaises, sans remettre en question leur acceptation de désarmer, ont posé comme condition que les milices e étrangères » le soient auparavant ou, tout au moins, concomitam-ment. A quoi les Palestiniens ont répliqué qu'ils ne sont pas une milice mais une « résistance ». Contre-riposte des FL : le ramassage des armes des Palestiniens fait partie intégrantes des accords de Taëf, en application desquels le conseil des ministres l'a expressément décrété. La polémique prenait les allures d'un dialogue de sourds et rappelait les fâcheux souvenirs des premiers temps de la guerre, en 1975. Mais aujourd'hui les Palestiniens n'ont plus la position de force d'antan, plus personne n'a envie de guerroyer au Liban, et la Syrie, omnipuissante, ne tolère pas de dérapage.

EUH, LES CHARS 3 DBUS, 5 CENONS, HE COMPTENT PAS. 45 MITRATULEUSES ... JE CROIS? C'EST BIEN TOUT?

Aux FL rétives, Damas a « conseillé » fermement, par la voix de son chef d'état-major, le général Hikmat Chehabi, qui a reçu leur ministre, M. Roger Dib, de ne pas lier leur attitude à celle des Palestiniens, en leur assurant que ceux-ci se sonmettront ou seront soumis. Quant aux autres milices libanaises, toutes pro-syriennes, le général Chehabi a promis qu'elles remettront leurs armes avant la milice chrètienne. « Commencez selon le calen-drier. Pour l'achèvement de l'opéra-

tion, on n'en est pas à une ou deux

semaines près... Mais ne sovez pas ceux par qui arrive la remise en cause des accords de Taës », a-t-il fait valoir.

La conjoncture ne se prête guère aux ruptures et aux hostilités. La date, en d'autres temps fatidique du 30 avril devrait passer sans provoquer de tempête. La solution qui parait se dessiner pour éviter l'imnasse nourrait tenir en deux volets :

- Pour les Forces libanaises : restitution des seules armes prises à l'armée durant la guerre avec le général Aoun, Entreposage « à l'étranger » -

cuphémisme désignant Israël - du reste, notamment les chars et les gros canons venus d'irak entre 1987 et 1990, d'une valeur de 300 millions de dollars, en attendant que la situation

se décante et qu'il apparaisse si nécessaire, de les rapatrier ou si, devenues inutiles, de les revendre directement à partir de l'Etat hébreu. Dégagement de la route du littoral et démantèlement du barrage de Barbara, avec repli sur la première ligne de crétes grasso modo à une dizaine de kilomètres de la côte, ce qui diminuerait de moitié environ le réduit des Forces

libanaises (550 kilomètres carrés actuellement), en attendant sa livraison totale.

- Pour les Palestiniens : évacuation vers la Bekaa de l'armement des formations pro-syriennes, anti-arafa-tistes. Le cas des arafatistes, coincés à Saïda à et Tyr, entre les armées israé-lienne et syrienne, restera provisoirement en suspens, jusqu'à ce que l'armée libanaise soit en mesure, avec le soutien syrien, de maîtriser la situation à Saïda et d'y mater, si néces-saire, les Palestiniens.

L'absorption des miliciens par les organismes d'Etat ne va pas non plus sans problèmes. Après avoir proposé d'en prendre 14 000, le gouverne-ment, dont les caisses sont déjà vides et qui vit à coups de bons du Trésor, a relevé ce chiffre à 20 000. Les milices lui en proposent 60 000. Les chiffres réels de leurs effectifs n'excèdent pourtant pas 20 000 pour les combattants réguliers, dont 7 000 à 8 000 pour les Forces libanaises, 3 000 pour le PSP, autant pour Amal, 2 000 pour le Hezbollah, un millier pour les maradas, un autre millier pour le PSNS. En comptant les semiréguliers et les administratifs, ces chiffres peuvent doubler. Mais on a l'im-pression que chaque chef de milice cherche à caser auprès de l'Etat tous les demandeurs d'emploi qui le solli-

LUCIEN GEORGE

# **AMÉRIQUES**

BRÉSIL : après une disparition de quarante-huit heures

### Le protecteur des enfants de la rue de Rio affirme avoir échappé à ses ravisseurs

RIO-DE-JANEIRO

de notre correspondant

Après avoir disparu pendant près de quarante-huit heures (le Monde daté 28-29 avril), le coordonnateur du Mouvement des enfants de la rue de Rio-de-Janeiro, Volmer do Nascimento, a réapparu, samedi 27 avril, dans un hôpital du centre de la ville. Il a affirmé avoir été enlevé alors qu'il sortait d'une banque, et ensuite détenu dans un local de la ville. Toujours selon lui, il se serait échappé au moment où ses ravisseurs le transféraient dans un minibus vers un autre lieu.

Les principaux journaux brési-liens ainsi que les chaînes de télévision, qui ont très largement couvert l'événement, ont tous qualifié d'étranges le déroulement et l'épi-

logue de cet enlèvement. Volmer do Nascimento a été longuement entendu par la police ainsi que par le vice-gouverneur de l'Etat, M. Nilo Batista. Dans une conférence de presse, il a dit soupconner deux magistrats de la Baixada Flu-minense (banlieue nord de Rio)

d'être à l'origine de sa disparition. Celle-ci avait provoqué aussitôt de multiples protestations, dont celle d'America's Watch, l'organisation américaine de défense des droits de l'homme. Elle a eu en tout cas un effet positif : les dirigeants de la police militaire de Rio-de-Janeiro ont mobilisé deux hommes pour la protection de Volmer do Nascimento. La police fédérale avait assuré pendant un temps sa sécurité, et la police locale aurait du prendre le relais, mais elle ne l'avait pas fait. D. H-G.

 $D_{
m ouze}$  états construisent aujourd'hui l'Europe du XXI $^{
m e}$  siècle. Les Eurocités, héritières des villes de la Hanse et du Quattrocento, rythmeront sa vie

Montpellier, dont la vie économique est bâtie sur la puissance de ses universités, de ses grandes écoles, de la recherche et de la formation, s'affirme comme un modèle de ville-technopole. Solidaire des villes de sa région, comme en témoigne le pôle Montpellier-Nimes-Alès, et de ses zones rurales, Montpellier conjugue au quotidien, urbanisme innovant et qualité de vie. Avec un environnement de haut niveau, une vie culturelle et sportive intense, Montpellier la Surdouée a pour ambition d'être l'une des trente villes d'Europe qui marqueront le siècle à venir."

Georges FRÊCHE

Député-Maire de Montpellier - Président de Montpellier District



Montpellier est membre fondateur du Club des Eurocités, vice-président du Club Mondial des Technopoles, Centre d'Entreprise et d'Innovation modèle désigné par la CEE.

Contactez : Montpellier L.R. Technopole - Synergie 1 - Parc du Millénaire 770, rue Alfred Nobel - 34036 Montpellier cedex 1 - Tél : 67 22 77 77.

MONTPELLIER

SURDOUÉE MONTAUER LANCIE ROUS ROUS REPUSPOR

ETATS-UNIS : la réglementation des armes à feu

## Tous les anciens présidents américains sont favorables à la proposition de loi Brady

Tous les anciens présidents des Etats-Unis ont fait savoir qu'ils soutenaient la proposition de loi Brady sur le contrôle des ventes d'armes de poing, prévoyant l'instauration d'un délai d'attente d'une semaine pour permettre à la police de contrôler le passé judiciaire ou psychiatrique de l'ache-teur potentiel.

Après l'ex-président Ronald Reagan, dont la conversion en faveur de cette réglementation avait fait grand bruit, les autres anciens présidents républicains Richard Nixon et Gerald Ford aussi bien que le démocrate Jimmy Carter ont fait savoir par des déclarations publiques ou par lettres qu'ils anti-crime plus sévères. - (AFP.)

approuvaient ces dispositions. Ces lettres ont été rendues publiques dimanche 28 avril, par le représentant démocrate Charles Schumer (New-York), partisan de cette

La proposition de loi, qui doit être discutée à la Chambre des représentants dans une dizaine de ours, soulève un chaud débat dans l'opinion, où les positions du lobby des partisans de la détention des armes à feu (NRA) semblent s'ef-

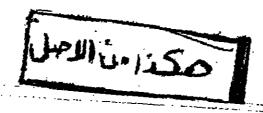
Le gouvernement du président George Bush a fait savoir qu'il n'accepterait cette disposition que si elle était votée avec des mesures

THE PARTY OF THE P

The state of the s

The state of the state of the

Memma.



6 Le Monde • Mardi 30 avril 1991 •

# **EUROPE**

ALLEMAGNE: un congrès tumultueux

# La « gauche modérée » impose ses candidats à la tête du mouvement des Verts

Deux jours et demi de débats tumultueux, du 26 au 28 avril, n'ont pas permis au parti des Verts allemands de donner le signal de ce nouveau départ souhaité par l'aile pragmatique du parti, les « réalos ». Ces derniers, emmenés par le ministre de l'environnement de Hesse, M. Joshka Fischer, n'ont pu imposer ni leur réforme des statuts abolissant la rotation obligatoire des postes, ni leurs candidats comme porte-parole du

#### NEUMÚENSTER de notre envoyé spécial

Après la défaite électorale du 2 décembre 1990, qui les avait éli-minés du Bundestag, les Verts avaient repris quelque espoir à la suite de leur victoire en Hesse, où ils ont constitué le gouvernement régional avec le SPD, et en Rhénanie-Palatinat, le 21 avril. Le fait que ces succès se soient produits dans des Lander où l'organisation du parti est solidement tenue par les « réalos » avait incité ces derniers à lancer une offensive générale pour s'emparer des leviers de commande à l'échelle nationale. Ils proposaient pour la direction un

triumvirat compose

anciens députés, Mª Antje Volla inculpation de l'ancien chef de la Stasi. - La justice allemande a retenu, samedi 27 avril, plusieurs chels d'inculpation à l'encontre de M. Erich Mielke, ancien ministre estallemand de la sécurité d'Etat (Stasi), qui vont des écoutes téléphoniques illégales à la corruption et à la falsification de résultats électoraux.

M. Erich Mielke, quatre-vingt-trois
ans, est en détention depuis décembre 1989. Ses avocats font valoir que sa santé ne permet pas sa comparu-tion devant un tribunal. - (Reuter.)

mer et M. Hubert Kleinert, et de M= Yera Wollenberger, qui siège actuellement au Bundestag comme représentante des mouvements des droits civiques est-allemands.

Sur le papier, cette direction avait toutes les chances de s'imposer, comme la réforme des statuts du parti visant à corriger les faiblesses liées à une application rigide et dogmatique de la «démo-cratie basiste». C'était compter sans la dynamique imprévisible des congrès des Verts et sans l'habileté tactique d'une gauche vou-iant à tout prix empêcher les écologistes d'outre-Rhin de se muer en un « FDP vaguement peint en vert », comme le lui reproche M= Jutta Dittfarth, l'égérie de la fraction la plus dure, les «fundis» qui a annoncé dimanche qu'elle quittait le parti.

Avant de claquer la porte, les « fundis » étaient tout de même

parvenus à empêcher l'adoption par la majorité des deux tiers de la résorme des statuts qui auraient permis le cumul des mandats électifs et des fonctions dirigeantes du parti, une réforme jugée indispensable par les « réalos » pour éviter les dysfonctionnements des années passées. Le congrès avait égale-ment décidé de confier l'un des deux postes de porte-parole à un membre du parti originaire de l'ex-RDA. Cela a permis à une quasinue, Me Christine Weiske, l'emporter largement sur M= Antje Vollmer. Ce médecin de quarante et un ans, originaire de Berlin-Est, n'appartient pas à ce groupe de militant des droits de l'homme qui avait combattu le régime communiste avant le 9 novembre 1989. Les militants verts de Thuringe l'accusent même d'avoir eu des liens avec la Stasi, sans cependant apporter des preuves convaincantes. Aujourd'hui elle se reconnait dans la tendance dite de la « gauche modérée » du parti, moins radicale que les « fundis », mais qui prone tou-jours la rupture radicale avec le

capitalisme. « Celui qui entretient des rapports positifs avec cette société est responsable de la misère du monde », a-t-elle lancé de la tribune, ce qui n'est pas du goût d'un Wolfgang Templin, militant de longue date des droits de l'homme dans l'ex-RDA qui estime que « ce n'est pas avec de telles inepties que l'on va amener vers nous les gens de l'Est ». L'élection du deuxième porte-parole fut une défaite de plus pour les «réalos»: le leader de la gauche modérée, Ludger Volmer, trente-neuf aus, fils d'un ancien député CDU, l'a emporté sur Hubert Kleinert, un ami de Joshka

TURQUIE : épouse du président

M<sup>me</sup> Ozal a été élue

présidente du Parti de la mère patrie

pour la province d'Istanbul

BELGIQUE: marquée par de nombreux slogans anti-européens

# La « marche flamande » sur Bruxelles n'a pas eu le succès escompté

Plusieurs milliers de Flamands ont défilé, dimanche 28 avril à Bruxelles, pour demander notamment l'arrêt de « l'invasion par les eurocrates » de la périphérie néerlandophone de la

#### BRUXELLES

Ce q'était pas la grande foule des premières marches d'il y a trente ans pour l'autonomie culturelle et politique. C'était plutôt paisible hormis quelques échauffourées entre forces de l'ordre et jeunes exaltés bien décidés à brûler le dra-

de notre correspondant LUC ROSENZWEIG peau belge, - mais certains slogans étaient exaspérants pour un gou-

salle où avait lieu la convention,

officieusement en raison des divi-

sions profondes au sein du parti

qui rendaient la victoire de M= Ozal difficile (Le Monde du

plus peuplée du pays et tradition-

nellement le bastion de la faction

conservatrice, est d'une impor-

tance cruciale pour la direction

interne du parti. La conquête d'Is-

tanbul par Mª Ozal, qui défend

une position libérale et pro-occi-

dentale, devrait permettre au prési-

dent de réduire l'influence des

conservateurs et des islamistes,

devenus « encombrants », et de

rétablir l'équilibre délicat entre les

diverses tendances au sein du

NICOLE POPE

nars). La province d'Istanbul, la

vernement qui veut promouvoir l'image de « Bruxelles, capitale de l'Europe », notamment dans la lutte avec Strasbourg pour le siège du Parlement des douze. Car c'est un a non » clair et net qu'un bon tiers des manifestants - dont les radicaux du mouvement Vlaams Blok - ont exprimé aux fonction-naires des institutions européennes qui coulent des jours heureux dans les bantieues fleuries de Bruxelles.

La raison essentielle de ce courroux tient au fait que la capitale belge, en grande majorité franco-phone, se trouve enclavée en terre flamande et que ses limites admi-nistratives sont en principe définitives, pour éviter qu'elle n'empiète uves, pour eviter qu'elle n'emptere sur autrui. Or, imitant en cela nombre de Bruxellois aisés (même si certains de ceux-ci avouent qu'ils hésitent à faire un important investissement immobilier « dans une région où on ne sait pas ce qui pourrait arriver un jour » et prétè-rent acheter dans le Brabant wal-lon, quitte à faire des kilomètres en on, quine a inte use autorités des pro-triés des institutions européennes ont tendance à s'installer an sud de la ville, loin du bruit et de la promiscuité des quartiers du centre.

Dans les communes dites «à fàcilités», c'est à dire tolérant un bilinguisme partiel, ou plus loin encore, en zone exclusivement néerlandophone, ils viennent grossir les rangs des habitants qui ne parlent pas la langue du terroir, voire-horreur suprême! - qui pourraient bénéficier un jour du droit de vote

# de l'hospitalité

En fait, ce thème ne mobilise que les «flamingants» purs et durs, attentifs à ne rien laisser se créer qui puisse remettre en ques-tion les acquis d'une longue lutte sur le plan institutionnel, mais il rejoint des revendications plus dif-fuses, ayant trait à la disparité des revenus entre Belges moyens et

Commission européenne emploie à Braxelles 10 000 personnes, dont l'installation, le plus souvent en location, fait des heureux parmi les propriétaires, mais entraîne une sse continue des loyers pour le haut de gamme. Sans atteindre tout à fait le niveau de Paris, ceux-ci connaissent depuis un an une flambée qui a des effets d'entrainement sur l'ensemble du marché. De quoi tempérer l'engouement officiel pour le drapeau bleu aux douze étoiles...

Par conviction enropéenne, sens de l'hospitalité et meilleure évaluation, en termes globaux, des retombées économiques de la présence de la Commission et de ce qui gravite autour d'elle, le Parti socialchrétien flamand (CVP), celui du premier ministre, M. Wilfried Martens, ne participait pas à la marche. En revanche, une autre parti flamand de la coalition gouvernementale, la Volksunie, y était représenté. Il défilait sous des bannières qui proclamaient : « Frontière linguistique = frontière d'Etat. » En langage beige codé, cela revient à demander la scission de la province du Brabant, qui forme actuellement une seule entité administrative, mais avec une composante francophone et une nécdandophone.

#### JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE

des émentes de Shkoder. - Le gouvernement albanais a lancé, dimanche 28 avril, un appel au calme après la mort de deux personnes lors d'émeutes fomentées par des milliers d'Albanais cherchant de nouveau à quitter leur pays. Selon le ministre de l'intérieur, les deux personnes sont mortes dans un incendie allumé dans un train par des manifestants à Shkoder. - (Reuter.)

# DU 25 AVRIL AU 5 MAI

de notre correspondante

officielle dans l'arène politique

dimanche 28 avril, en remportant,

par 351 voix contre 269, l'élection

à la présidence du Parti de la mère

patrie (ANAP) pour la province

d'Istanbul. « Nous avons obienu

une douce victoire après des

semaines de discussion au sein de

la famille (de l'ANAP) , » a déclaré

M= Ozal. Son succès a cependant

été quelque peu terni par le souve-

nir de l'élection mouvementée du

3 mars dernier qui avait du être

suspendue, officiellement en raison

du « manque de sécurité » dans la

M™ Semra Ozal, l'épouse du

résident turc, a fait son entrée

NOUVELLE CITROËN ZX VENEZ LA REGARDER, LA TOUCHER, L'ECOUTER, L'ESSAYER ET LA GAGNER\*



\*(PEUT ÉTRE!)

#### 10 CITROËN ZX A GAGNER DANS TOUT LE RESEAU CITROËN.

La meilleure façon d'apprécier la nouvelle CITROEN ZX, c'est de la voir rouler, la regarder arrêtée, l'écouter, s'installer à l'intérieur, prendre contact avec elle, en un mot: l'essayer.

La collection des CITROEN ZX vous attend dans tout le réseau CITROÉN.

Au cours de cet essai, vous aurez l'occasion de participer à un tirage au sort pour gagner 10 CITROEN ZX mises en jeu. Grand jeu gratuit sans obligation d'achat.

L'automobile comme vous l'entendez est à découvrir du 25 avril au 5 mai dans notre réseau. Vous serez les bienvenus.

#### 69000 F

CITROEN ZX, une collection de 4 modèles à partir de 69 000 F. Tarif au 16 mars 1991.

#### RENDEZ-VOUS.

Programmez votre essai dans le réseau CITROEN dès maintenant en composant le numéro vert 05.05.24.24 (appel gratuit) ou le Minitel 36.15 CITROÊN.



CITROEN prefere TOTAL

Z X . L'AUTOMOBILE COMME VOUS L'ENTENDEZ. CITROËN

Div

PAKISTAN

au mouvement de retour des réfu-

giés installés dans les camps du

Pakistan. Environ 20 % de ceux

qui avaient déserté la vallée étaient

revenus depuis octobre 1988.

Timidement, les travaux agricoles

avaient redémarré dans les zones

déminées. Dans la Kunar, la

semble fort à un cauchemar.

Service of the service

. مستد

والمواجع بالمتعارض

المناف المنتف والوا . STATE THOUSE i de jas vece

The Marie Control of the Control of - Taranga (1995) 

LECOUIFF



AFGHANISTAN: fin de la trêve dans la Kunar

# Asadabad, après le carnage

**XKABOUL** 

nant armes et munitions, à accep-

ter, pour un temps, la rigidité doc-trinaire de la secte. Les relations

des «wahabites » avec les autres fondamentalistes que sont les com-battants du « Hezb » furent long-

temps conflictuelles et le sont encore parfois. Dans la vallée, les garnisons du Hezb-I-Islami et des Salafis, armées jusqu'aux dents, se succèdent.

> La fin du retour des réfugiés

Une fois passées les zones tri-

bales qui forment comme un tam-pon entre le Pakistan et l'Afghanis-tan, puis la frontière pakistanaise,

un panneau du « gouvernement

islamique» de la Kunar vous sou-haite la «bienvenue». La route

haite la «bienvenue». La route descend du col vers la vallée, pour atteindre le pont de Nawapad. A gauche, c'est la direction de Jalabad. Le paysage, jusque-là rocheux, devient vert et riche, ce qui vaut à le senticle du Mangarhar son sur-

la capitale du Nangarhar son sur-

nom de « jardin » de l'Afghanistan.

A droite, la route se rétrécit et longe le lit de la rivière Kunar. De 1980 à 1985, les bombardiers soviétiques enfilaient cette vallée

encaissée pour la noyer sous un

Première province à s'être libérée, la Kunar paie aujourd'hui le prix de cette indépendance : mer-credi 24 avril, pour la première fois depuis deux ans et demi,

l'aviation est revenue. Les bombar-

dements de trois zones (Nurgal, Chawki et Narang Danduna), situées entre Jalalabad et Asada-

cette ville. Le régime de Kaboul a-t-il jugé que le premier « avertis-sement » était insuffisant? Sans

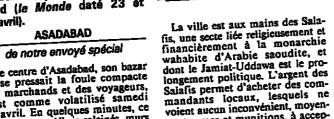
doute. « Les communistes savent que les moudjahidins se préparent à attaquer plusieurs villes, ils veulent

nous intimider », explique le minis-tre islamique. L'offensive gouver-nementale a porté un coup d'arrêt

les tirs de Scud sur

tapis de bombes.

A l'occasion du trelzième anniversaire du coup d'Etat communiste de 1978, des milliers de moudjahidins réfugiés au Pakistan ont participé, samedi 27 avril, à des rassemblements au cours desquels ils ont réaffirmé leur détermination de lutter « jusqu'au bout » en vue de renverser le régime pro-soviétique de Kaboul. Dimanche, des combats, qui auralent fait de nombreuses victimes, se poursuivaient dans la province du Logar, à une cinquantaine de kilomètres au sud de la capitale. La semaine dernière, les forces gouvernementales ont bombardé la vallée de la Kunar, quatre jours après que la ville d'Asadabad eût été dévastée, selon la résistance, par deux missiles Scud (le Monde daté 23 et 24 avril).



Le centre d'Asadabad, son bazar où se pressait la foule compacte des marchands et des voyageurs, s'est comme volatilisé samedi 20 avril. En quelques minutes, ce ne furent que débris calcinés, murs effondrés, carnage humain. Cinq jours plus tard, les preuves du lan-cement de missiles Scud par le gouvernement de Kaboui sur la capitale de la province de la Kunar, ne sont pas évidentes : les corps ont été vite ensevelis, et les « deux cratères » rebouchés au fur et à mesure des recherches. « Une flamme dans le ciel», « une ou peut-être deux explosions », et puis des hurlements, le feu qui se déchaîne, la ville qui paraît explo-ser tout entière... voilà tout ce dont on se souvient.

Un silence de mort enveloppe Asadabad. Le sol est jonché de balles, d'obus de mortier et de roquettes en partie explosées, preuve au moins qu'il y avait bien, au centre du bazar, un dépôt de munitions, situé à proximité d'un stock de carburant. Le « feu d'artifice » fut intense. Entassés dans des voitures, les blessés furent acheminés sur des routes désoncées vers les dispensaires locaux, la plupart démunis de médicaments.

M. Nour Mohammad Madjit, « ministre des affaires étrangères » du gouvernement islamique de la du gouvernement islamique de la province « libérée » — en octobre 1983 — de la Kunar, se montre très réservé lorqu'on lui parie d'aide humanitaire occidentale: « A condition que cette aide soit désintéressée, sans arrière-pensées, que l'on ne veuille pas se mêler de nos affaires intérieures oeut-être... ». affaires intérieures, peut-être... ». Le ministre, qui évalue le nombre de morts à deux cents du côté des moudjahidins, femmes et enfants compris, et à cent parmi les voya-geurs (d'autres responsables locaux affirment que quatre cents corps ont été enterrés) réfute la « propa-gande » du gouvernement : Kaboul impute la responsabilité du ganae » ou gouvernement : Kaboui impute la responsabilité du car-nage à un règlement de comptes entre les deux formations de la résistance afghane qui se partagent la province, le Hezb-I-Islami de Gulbuddin Hekmatyar et le Jamiat-Uddawa.

peuple tibétain. - (AFP.)

parti fondamentaliste hindou Bhara-tiya Janata (BJP), a annoncé dimanche l'agence indienne PTI. Treize autres personnes ont été tuées le même jour au Pendjab, a ajouté l'agence. – (AFP.) **EN BREF** u INDE : M Danielle Mitterrand a été reçue par le dalai lama. Le dalaï lama, chef spirituel des Tibétains, a reçu, samedi 27 avril, M= Danielle Mitterrand, présidente de la fondation France-Li-

CHINE : quinze criminels exécutés à l'issue d'un procès-spectabertés, à Dharamsala, lieu de son exil, dans le nord de l'Inde. La cle. - Quinze personnes ont été exécutées d'une balle dans la veille, Ma Mitterrand avait déclare qu'elle épousait la cause du nuque, jeudi 25 avril, immédiatement après avoir été condamnées à mort, au cours d'un grand procès public, par un tribunal de Wuhan, dans l'est de la Chine, pour des O Assassinat d'un ancien ministre sikh au Pendjab. - Des militants sikhs ont tué, samedi 27 avril, au crimes allant du meurtre au vol en Pendjab (nord de l'inde), un ancien ministre sikh candidat aux pro-chaines élections, M. Malkdat Singh passant par le viol, selon un journal local parvenu dimanche à Pékin. - (Reuter.)

Sandhu, et un responsable local du Le Monde DOSSIERS VIDOCUMENTS

Mai 1991

SPÉCIAL EXAMENS LE DERNIER ÉTAT DU MONDE ET DE LA FRANCE

Indispensable pour actualiser ses connaissances CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX CORÉE DU SUD : le limogeage du ministre de l'intérieur

# Les tensions sociales s'exacerbent

Le président Roh Tae-woo a limogé, samedi 27 avril, son ministre de l'intérieur, M. Ahn Eung-mo, après la mort d'un étudiant battu à coup de barres de fer par des policiers au cours d'une manifestation. Il l'a remplacé par l'un de ses consaillers, M. Lee Sang-yeon.

SÉOUL

de notre envoyé spécial

Le limogeage du ministre de l'intérieur est intervenu quarante-huit heures après celui du ministre de l'environnement, provoqué par le plus important scandale de pollution que la Corée ait connu (le Monde daté 28-29 avril). Ces affaires ont souleve dans l'opinion altaires ont soulevé dans l'opinion publique une réaction de colère unanime. La « valse » des ministres ne suffira sans doute pas à remédier à un malaise social profond dont ces événements ne sont que les épiphénomènes.

Les étudiants ne bénéficient certes plus du même soutien popu-laire qu'au cours des derniers mois du régime Chun Too-whan. Mais les brutalités policières ont ravivé les souvenirs. Au printemps 1987, c'est la mort d'un étudiant, au cours d'un interrogatoire, qui avait transformé les manifestations estudiantines en mouvement de protestation populaire.

reprise des bombardements res-LAURENT ZECCHINI

syndicats (Chonnohyop), organisa-tion militante, a accusé le gouver-nement d'être responsable de la mort de l'étudiant. Alors que sont en cours les négociations annuelles entre patronat et syndicats, ces derniers font l'objet d'une répres-sion visant à étouffer dans l'œuf toute action qui risquerait de faire tache d'huile.

tache d'huile.

La menace d'une grève générale plane. Dans un pays où la pratique du dialogue social est pour le moins sommaire, le débat risque de passer de l'usine à la rue. La classe moyenne est également mécontente. La démocratisation est loin d'avoir été synonyme de mieux-être. mieux-être.

mieux-etre.

L'inflation (sans doute à deux chiffres en 1991) entame le niveau de vie, l'écart entre riches et pauvres est flagrant et la spéculation foncière a privé les salariés de l'accès à la propriété.

de compétitivité Tous souffrent d'une pollution alarmante. Les Coréens se mélient de l'eau qu'ils boivent, l'air de Séoul est devenu irrespirable et la congestion du trafic, dans une mégalopole où est concentré un quart de la population, a atteint un point limite. L'an dernier, on a enregistré une centaine de mouve-ments de protestation contre la poliution à travers le pays.

Ces tensions sociales - dont le développement de la petite crimi-

de fond une économie qui, sur le papier, semble repartir, mais dont les tendances restent mauvaises. La Corée a perdu son avantage, en raison des augmentations salariales de ces trois dernières années. Le passage à la démocratie a entraîné le paiement de l'ardoise sociale. Les augmentations ont été annuel-lement de l'ordre de 20 % et la balance commerciale, excédentaire en 1988, s'est en ressentie : elle est en 1900, à est en ressentie : ene est redevenue déficitaire (de 6 à 7 mil-

liards en 1991). M. Roh Tae-woo obtient sans doute des succès diplomatiques, mais à l'intérieur il louvoie entre les difficultés plus qu'il n'y remé-die. Aussi, devant la montée du mécontentement social, M. Roh entend-il prendre les devants. Pour preuve : la rapidité de sa décision de limoger le ministre de l'intérieur, l'arrestation des quatre policiers responsables de la mort de l'étudiant et l'engagement qu'ils passeront en jugement pour meur-

Le malaise que connaît la Corée est celui d'une période de transition. Les problèmes longtemps étouffés sous la chape des régimes précédents sont apparus au grand jour. A ce lourd héritage s'ajoute la perte de compétitivité de l'économie. Cette periode de transition. avec son cortège de tensions, est loin d'être achevée.

PHILIPPE PONS

En avance,



l'as besoin d'être la plus grande pour être la 1° dans les matières d'avenir : 1° au palmarès des villes les plus dynamiques de France, 1° en création d'entreprises et d'emplois...



Eurocité créative, elle fait courir les artistes et les publics du monde entier: en 1991, 3 festivals internationaux de musique, danse, et cinéma, 80 concerts à l'Opéra Berlioz, 21 congrès internationaux au Corum, le Palais des Congrès.

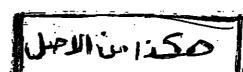


Dans un merveilleux environnement, entre Méditerranée, Camargue et Cévennes, Montpellier Eurocité rime avec défense de l'environnement et écologie, une écologie au service des hommes.

MONTPELLIER

SURDOUÉE MONTALINE LINGUES NOISSELON HOSORDE





# Pékin aiderait Alger à se doter de l'arme nucléaire

L'Aigérie est en train de se donner les moyens de fabriquer une bombe nucléaire avec l'aide de la Chine. C'est ce qu'affirme le Sunday Times du 28 avril dans un long article qui semble inspiré par les service secrets britanniques. Le Sunday Times croit savoir que le rapport établi par le MI 6, principal service de renseignement du Royaume-Uni, sera présenté au premier ministre dans les jours à venir. Les révélations qu'il contient seraient corroborées par des photos prises, en janvier, par un satellite de la CIA.

LONDRES

de notre correspondant

Les experts chinois auraient fourni aux Algériens le savoir-faire nécessaire à la construction d'un réacteur de 40 mégawatts, à environ 270 kilomètres au sud d'Alger, au pied de l'Atlas, près de la ville d'Oussera. Les travaux auraient commencé il y a moins de deux ans et devraient être achevés en 1993. Le réacteur serait alors capable de produire 8 kilos de plutonium par an. Selon les services secrets britanniques, l'Algérie pourrait ainsi se doter de l'arme nucléaire avant 1998

Les installations sont situées dans une zone militaire interdite, entourée d'un grillage et protégée par une base aérienne et une batterie de DCA. Le chiffre de 40 mégawatts a été calculé en fonction de la taille des tours de refroidissement. Le complexe d'Oussera comporterait aussi une usine de retraitement du combustible nucléaire. L'importance de l'easemble exclurait qu'il puisse s'agir d'un réac-teur expérimental. Les techniciess du MI 6 écartent aussi l'hypothèse d'une centrale destinée à produire de l'électricité à des fins civiles, car elle n'est pas équipée pour cela et qu'elle est trop éloignée des régions fortement

L'Algérie a expulsé, le 10 avril, l'at-taché militaire britannique, le colonel William Cross. Selon le Sunday Times, il aurait été arrêté près du réacteur d'Oussera. Il était porteur d'un appareil photographique et son film aurait été confisque par les auto-rités locales. Le Forcign Office a mé, sans vigueur excessiva, que ce diplomate se soit livré à des activités «incompatibles avec son statut».

islamique»

La CIA avait repéré ces installations suspectes, en janvier, sur une photo satellite. Conformément à une vieille tradition, les Américains ont peut-être alors demandé aux Britanni-

avait indiqué à la commission du Congrès, qui s'occupe des questions de renseignement, que des experts chinois aidaient les Algériens à mettre au point une tête porteuse qui puisse être adaptée sur les missiles soviéti ques Scud-B que l'Algérie a achetés à l'URSS. L'Algérie n'a pas signé le traité sur la non-prolifération nucléaire. Elle ne dispose officielle ment que d'un réacteur expérimenta construit avec l'aide de l'Argentine Ce pays lui fournit aussi l'uranium dont elle a besoin.

Selon le Sunday Times, les services secrets britanniques s'inquiètent des conséquences pour la région méditer-ranéenne et pour le Proche-Orient de l'acquisition de l'arme nucléaire par l'Algérie. Celle-ci pourrait, selon eux, devancer le Pakistan dans la mise au point de la première « bombe atomi

Le rapport du MI 6 rappelle le soutien apporté par Alger à M. Saddam Hussein pendant la guerre du Golfe, la popularité dont celui-ci jouit dans population, et le risque de voir les intégristes remporter les élections législatives du 27 juin. Auraient-ils voulu faire pression sur Londres et sur Washington pour que les deux gouvernements prennent l'affaire au sérieux, les services secrets britanniques ne s'y seraient pas pris autre-

**DOMINIQUE DHOMBRES** 

Après le report de la visite de M. Roland Dumas

# Le premier ministre reproche aux hommes d'affaires français leur manque de fair-play

Quand M. Roland Dumas achèvera-t-il sa tournée maghrébìne qui doit encore le conduire à Alger et à Tunis, deux étapes qu'il avait annulées, inopinément, à la miavril, « pour des raisons de calendrier»? Le ministre des affaires étrangères se dit très pressé de finir ce périple qui ne pourra avoir lieu ni avant la deuxième semaine de mai, compte tenu de ses encagements, ni après le 1º juin, puisque l'Algérie entrera alors en cam-

M. Dumas est-il seul maître de son emploi du temps? Ce n'est un secret pour personne que, s'il est attendu avec intérêt et sympathie à Tunis. l'annonce de sa visite à Alger continue de susciter, au sein de la classe politique locale, des réactions mitigées. On peut donc penser que les raisons de calendrier » n'expliquent

Au pouvoir ou dans l'opposition, ce

monde politique s'affiche d'autant moins oublieux de la position de Paris pendant la guerre du Golfe qu'à l'approche des élections législatives du 27 juin, il se livre à des surenchères dont les relations avec l'ancienne métropole font les trais. Début mars. une fois éteint le fracas des armes, M. Sid Ahmed Ghozali, le chef de la diplomatie algérienne, avait exprimé le « sentiment », lors d'un entretien accordé au Figuro, que, dans le choix de la France, « les Maghrébins ont complé pour moins que rien ». Cette «hypothèque », avait-il avait, » pèsera sur nos discussions futures ...

«Après le rôle que M. Dunias a joué personnellement dans la guerre contre l'Irak, sa visite est inacceptable», a fulminé Ali Benhadj, le prédicateur du Front islamique de salut. De son coté, l'Observateur, un nouvel hebdomadaire considéré comme proche du pouvoir, s'est fait l'écho, la semaine dernière, de l'opinion des diplomaties algérienne et tunisienne qui, à l'en croire, jugent ce déplacement « prè-maturé et inutile dans les conditions

AFRIQUE DU SUD

# L'ANC accuse le gouvernement d'être « impliqué » dans les violences

**JOHANNESBURG** 

de notre correspondant

Dix personnes ont été tuées, dimanche 28 avril, à Soweto, après les obsèques du maire de Deap meadow, assassinė quelques jours auparavant. Quatorze personnes sont mortes dans le ghetto d'Alexandra depuis samedi matin et une dizaine d'autres ont été victimes de violences dans d'autres cités noires.

Le Congrès national africain (ANC), dont les militants s'opposent sur le terrain à ceux du parti Inkatha, à dominante zouloue, et qui accuse régulièrement une «troisième force» de jouer les semeurs de troubles au sein de la communauté noire, avait indiqué, samedi, au cours d'une conférence de presse réunie au domicile de M. Nelson Mandela, qu'il craignait précisément les événements qui ont eu lieu, dimanche, à Soweto.

Dans un communique, l'ANC affirme qu'un plan existe pour assassiner ses cadres dans la région

□ M= Winnje Mandela écartée de la présidence de la Ligue des femmes de l'ANC. - Me Winnie Mandela, qui se presentait, samedi 27 avril, au poste de présidente de la Ligue des femmes de l'ANC, a été largement battue par M~ Gertrude Shope. Elle a requeilli, à l'issue d'un vote accret, 196 voix, tandis que Mr-Shope en a obtenu 400, après avoir hénéficié du désistement de Mª Albertina Sisulu, épouse du dirigeant de l'ANC.

menée à bien d'ici au 9 mai, afin de mettre en péril l' « accord de paix » signé avec l'Inkatha le 29 janvier à Durban, et de diminuer la portée de la «lettre ouverte» qu'il avait adressée au président de la République et à son gouvernement. « Nous déplorons que le régime de l'apartheid n'ast pris aucune mesure credible pour mettre sin à la violence, bien que nous lui ayons transmis toutes nos informations », écrit l'ANC en réaffirmant sa conviction que « l'Etat est impliqué dans ces actes de déstubilisation a. Il estime ane pus avoir d'autre option» que de téitérer les demandes contenues dans sa lettre ouverte au gouvernement : « Des lois interdiscat le port d'armes lors de rassemblements publics, la démission des ininistres de la défense et de la loi et de l'ordre, le démantèlement de touies les unités anti-insurrectionnelles, l'utilisation de méthodes acceptables de contrôle des soules et l'évacuation des hostels », les résidences pour travailleurs migrants célibataires devenues progressivement des fiefs

Autant de mesures qui devraient ètre prises avant la date-butoir du 9 mai, faute de quoi l'ANC refuserait d'aller plus avant dans ses discussions avec le gouvernement pur la conférence muitipartite aiasi que sur la nouvelle Constitution.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

from the same of the same.

de Johannesburg. A en croirc l'ANC, l'offensive devrait être de l'Inkatha.

Le ton d'El Moudighid, l'organe du FLN, le parti au pouvoir, est tout aussi vindicatif à l'encontre de Paris. Evoquant la récente révélation par la presse américaine – confirmée par le Sunday Times – de la coopération nucléaire sino-algérienne, le quotidien a fait état de « plans de déstabilisation déjà montés par les officiers de la CIA, de la DGSE, outre-Atlantique et outre-Méditerranée, pour creuser le tombeau de l'Algèrie ».

> « Jouer la division»

Les médias algériens, qui relèvent que la coopération franco-marocaine a repris son rythme de croisière, reprochent à Paris son peu d'empresment à aider leur pays à sortir du marasme économique. Ils l'accusent de «ne faire aucun geste financier» de «s'effrayer d'un Maghreb uni, donc fort» et de «jouer à fond la division».

Lors d'une tournée à l'intérieur du pays, M. Mouloud Hamrouche, le premier ministre, vient, lui aussi, d'exprimer des doléances officielles. a exprimer des doieances officienes.

Les premiers qui ont manifesté leur opposition et leur rejet de l'auverture du marché algérien à la concurrence sont les partenaires économiques français qui se savent incapables de concurrencer les Allemands, les lustièmes qui les les partenaires dens extoines. liens, ou les Japonais dans certains secieurs », a-i-il déclaré.

Suscités ou non par le maelström politique local, les malentendus sempolitique local, les malentendus sem-blent à ce point sérieux, d'un bord à l'autre de la Méditerranée, que l'on en arrive à comprendre qu'une visite-éclair de M. Dumas n'aurait pas suffi à les dissiper et que le ministre sou-haite s'attarder un peu à Alger pour tenter de les régler. Encore laudrait-il que l'on veuille bien l'y accueillir sans gêne.

# DIPLOMATIE

Le réunion des ministres des affaires étrangères de la CEE

# Les désaccords à propos d'une politique de défense européenne restent entiers

Réunis les 27 et 28 avril à Mondorf-les-Bains (Luxambourg), les ministres des affaires étrangères des Douza ont débattu du processus de paix au Proche-Orient et émis de nouvelles propositions relatives à la protection des populations kurdes d'Irak (voir page 3). La mise en piace progressive d'une politique de défense commune était l'autre grand sujet de cette réunion informelle, mais les désaccords sur ce point restent

LUXEMBOURG (Communautés européennes)

de notre envoyé spécial

Une politique étrangère commune ne se concoit pas sans une expression claire de l'identité européenne en matière de sécurité : à ce stade, l'accord entre les Douze se limite à ce principe de portée générale. Pour le reste, en dépit de l'optimisme manifesté à l'issue de la réunion par M. Jacques Poos, le ministre luxembourgeois qui présidait les travaux, les clivages sem-bient bien rester entiers. Trois pays membres - ie Royaume-Uni, les Pays-Bas et le Portugal, - sans nier l'opportunité de renforcer le pilier européen de l'Alliance et en se prononçant en faveur d'une force d'intervention européenne susceptible d'intervenir hors de la zone de l'OTAN, estiment que les principales décisions ayant trait à la défense de l'Europe doivent continuer à être prises au soin de l'OTAN et de sa structure de commandement intégrée. Cela correspond pour l'essentiel à ce que demande M. James Baker.

Huit Etats membres (l'Irlande en raison de sa neutralité se tient délibérément en marge de la discus-

sion), en soulignant qu'ils ne cher-

chent d'aucune manière à affaiblir l'Alliance atlantique, revendiquent plus d'autonomie pour la Commu-nauté; la France, vite suspectée d'anti-américanisme par ses partenaires, le fait, c'est vrai, avec une particulière netteté.

Lors d'une précédente réunion, les ministres avaient chargé leurs directeurs politiques de réfléchi sur les liens établis entre l'UEO (Union de l'Europe occidentale) et la Communauté, d'une part, l'UEO et l'Alliance atlantique d'autre part. L'UEO devait-elle jouer le rôle d'une simple passerelle entre l'union politique des Douze et l'Alliance (position du Royaume-Uni, des Pays-Bas et du Portugal), ou bien, mettant en œuvre les orientations du Conseil européen, apparaître davantage comme le porte-parole de la Communauté (position des huit autres Etats membres)? Dans le rapport qu'ils ont présenté aux Douze, les directeurs politiques, en présence de ces deux thèses, se sont livrés à un exercice d'équilibre jugé apparemment par les ministres d'un intérêt limité, la principale originalité de leur document consistant à préconiser le déménagement d'un secrétariat de l'UEO de Londres à

Les Douze appellent l'OLP à la modération

« Nous devons d'abord traiter le problème de fond : les Européens veulent-ils bâtir entre eux une communauté de défense? Il faut recen-trer notre discussion sur les l'union politique. L'organisation des relations de l'UEO avec l'Alliance atlantique ne constitue pas le problème central », a commenté M. Roland Dumas. Comme pour illustrer ce changement de tactique, les ministres ont chargé leurs représentants personnels, ceux-là mêmes qui rédigent le traité sur

l'union politique, de reprendre en main l'examen du dossier « Sécurite's, lequel, seion M. Jacques Delors, apparaît d'ores et déjà comme un des principaux points de l'ordre du jour du Conseil euro-

péen de la lin juin. Le président de la Commission européenne a déploré que la réflexion engagée par les Seize de l'Alliance atlantique sur la « réno-vation » de cette dernière, afin de tenir compte de la nouvelle donne politico-stratégique en Europe, ne progresse pas plus vite. Ce serait le meilleur moyen, pense-t-il, de montrer que la mise en place d'une

Pile ou face

Pile: l'Anglais Brian Crowe; face : le Belge Pierre Champenoy. Les Douze s'en sont remis au sort pour désigner dimenche 28 avril un haut fonctionnaire de la Communauté, le secrétaire général de la Coopération politique européenne, qui, pendant quatre ans, aura la charge de coordonner les positions des Douze en matière de politique étrangère.

« Il fallait choisir entre deux candidats d'égale qualité ». a expliqué M. Jacques Poos, le ministre luxembourgeois. Chacun avait obtenu l'appui de six Etats membres dans la course à la succession de l'Italien Giovanni lanuzzi.

A la demande de M. Jac-Mark Eyskens a alors sorti de sa poche une pièce de 20 francs belges. «Et c'est le roi Baudouin (dont l'effigie orne le côté face des pièces beiges) qui est sortis, a raconté, ravi, le ministre du plat pays. - (Reuter.)

Accord germano-polonais sur le futur traité de bon voisinage

de notre correspondant

Les gouvernements allemand et polonais ont mis au point, samedi 27 avril, à Weimar le traité de bon voisinage qui doit normaliser les relations entre les deux pays et amorcer une ère de coopération dont la réconciliation franco-allemande est citée comme modèle. Les ministres allemand et polonais des affaires etrangères, MM. Hans-Dietrich Genscher et Krzystof Sku-biszewski, ont entériné un projet d'accord préparé par leurs experts.

Ce traité de bon voisinage doit être ratifié, en principe, avant l'été, en même temps que le traité conclu l'année dernière fixant officiellement la ligne Oder-Neisse comme frontière officielle entre les deux pays. Cette reconnaissance avait été exigée des anciens Alliés comme condition pour la réunification. Mais les Allemands ont tenu à ce que les deux textes soient liès. La principale difficulté dans les négociations provenait de l'énonce du droit de la minorité allemande en Pologne. L'existence même de cette minorité avait été niée pendant des années par le régime communiste polonais, qui pratiquait une politique de totale

assimilation. Après la guerre, des centaines de milliers d'Allemands avaient été expulsés de la Pologne dont toute la région occidentale, totalement allemande avant la guerre, avait été repeuplée de réfu-giés polonais venus d'Ukraine, de l'est de la Pologne et des camps de travail nazis. Il restait néanmoins une forte minorité, surtout dans le Sud, en Silésie, redevenue très active depuis l'effondrement des régimes communistes. Le puissant lobby ouest-allemand des anciens réfugiés de l'Est, qui s'est battu contre la fixation de la nouvelle frontière, réclamait notamment pour les membres de cette minorité le droit d'être reconnus comme nationaux allemands à part entière.

Le projet d'accord n'a pas été rendu officiellement public mais le quotidien die Well en a néanmoins révélé les éléments essentiels. Il fixe de manière très stricte les droits dont disposeront à l'avenir cette minorité, et à l'inverse les Polonais d'Allemagne : ceux notamment d'avoir leurs propres médias, de disposer de leurs institutions d'enseignement, de culture et de religion, de pouvoir porter des noms allemands et d'employer leur langue maternelle.

HENRI DE BRESSON

politique européenne de sécurité peut arranger tout le monde, y compris les Américains qui veulent réduire le nombre de leurs troupes stationnées en Europe.

Les Douze ont renouveié leur soutien aux efforts de M. James Baker pour enclencher le processus de conciliation au Proche-Orient. a Il est indispensable que la conférence de paix – quelle que soit son appellation – se réunisse et que la Communauté y participe», a souli-gné M. Poos. M. Roland Dumas a rendu compte à ses collègues de son récent voyage en Libye et en Egypte, ainsi que de son entretien avec M. Yasser Arafat, à qui il a conseillé d'accueillir avec un esprit d'ouverture le projet de conférence régionale de M. Baker. Le ministre français a été dispensé de commentaires aigres-doux sur l'opportunité de cette démarche.

Au contraire, les Douze qui, pendant la guerre du Golfe, avaient gelé leurs relations avec l'OLP, ont décidé de s'en rapprocher : un représentant de la présidence luxembourgeoise remettra bientôt à l'ambassadeur de l'OLP une réponse de la Communauté à la lettre que M. Arafat avait adressée à M. Jacques Santer, le premier ministre du grand-duché, à la veille du Conseil européen du 8 avril. Par ce message e qui ne sera pas un simple accusé de réception s, a pré-cisé M. Dumas, les Douze invitent à leur tour le dirigeant palestinien agir avec modération.

PHIUPPE LEMAITRE

**EN BREF** Q CENTRAFRIQUE : libération des naze coinculpés du général Bozize. - Les onze ressortissants contrafricains interpellés au Bénin, « rapatriés » de force et emprisonnes en Centrafrique en juillet 1989 en compagnie du général François Boziza, ont été relachés, jeudi 25 avril, a-t-on appris de source informée à Bangui. Cette mesure intervient quelques jours après l'annonce d'une amnistie générale décidée par le président Kolingba. Le général Bozize, soupçonné de complot contre le chef de l'Etat. inculpe pour « complicité d'assassinat » et « menées subversives » reste, lui, en prison, dans l'attente de son procès, qui a déjà été plusieurs fois reporté.

D MALI: manifestation de soutien au règime. - Plusieurs milliers de manifestants ont participé, dimarche 28 avril, à Bamako, à une marche de soutien au nouveau regime, organisée par des associations favorables à la démocratie. Cette marche a eu lieu au lendemain de violents affrontements entre lyceens et forces de police qui avaient fait quarante-sept blessés. Selon le premier ministre, le « fossé d'incompréhension créé entre citovens civils et citovens en uniforme » par l'ancien régime explique ces incidents. En outre, samedi, à Gao, une patrouille militaire a essuyé des coups de feu « tirés par des éléments armés » et a riposté. faisant un mort et deux blessés. Le même jour, un groupe de Touaregs a attaqué la localité de Djéboc, à 40 kilomètres au nord de Gao, et enlevé trois gardes. ~ (AFP.)

a MAROC: condamnation de 42 « émentiers » à Fès. - Toutes les personnes poursuivies devant les tribunaux après les émeutes du 14 décembre dernier « ont bénéficié des garanties et protections prévues par la loi » a affirmé, samedi 27 avril, dans un communiqué, le ministère de la justice. Des journaux d'opposition avaient, à plusieurs reprises, souligné la « sévérite v des condamnations prononcées au cours des procès et évoqué des vices de procédure. Vendredi, la cour criminelle de Fès a condamné 42 personnes, notam-ment accusées de « troubles à l'ordre public », à des peines de quatre mois à 10 ans de prison. - (AFP.)

O NIGER : acquittement de 44 Touaregs. - Les 44 Touaregs jugés pour atteinte à la sûreté de l'Etat dans l'affaire de Tchintabaraden ont tous été acquittés, à l'issue d'uп procès qui s'est achevé, samedi 27 avril, a Niamey. L'attaque de Tchintabaraden, en mai 1990, par un groupe de Touaregs rapatriés de Libye avait provoqué une violente riposte de l'armée nigérienne, qui avait fait officiellemeni 63 morts et, selon la presse internationale, plusieurs centaines de blessés. - (AFP.)



gaga-ser - war

· 177

ENTER TOTAL

# **DIPLOMATIE**

M. Michel Rocard en visite officielle en Nouvelle-Zélande

# Paris et Wellington tournent définitivement la page de l'affaire du «Rainbow-Warrior»

En visite officielle pour deux jours en Nouveile-Zélande, le premier ministre, M. Michel Rocard, a réaffirmé, lundi 29 avril, que la France s'était mai comportée dans l'affaire du Rainbow-Warrior. «Il y a bientôt six ans, la France a commis ici, en Nouvelle-Zélande, une faute; elle l'a reconnu; elle a présenté ses excuses et versé des indemnités», a déclaré M. Rocard après avoir signé avec son homologue néo-zélandais, M. Jim Bolger, un accord entérinant la création d'un fonds de 11,7 millions de francs destiné à relancer l'amitié entre les deux pays. « Des malentendus se sont développés, des incompréhensions nous ont opposés; il faut aujourd'hui les dépasser», a ajouté M. Rocard. Ce voyage du premier ministre, prévu en janvier demier et qui devait s'accompagner d'un aller-retour dans l'Antarctique, avait été repoussé en raison de la guerre du Golfe. M. Rocard se rendra ensuite en Corée du Sud.

WELLINGTON de notre envoyé spécial

C'est à l'enterrement de première C'est à l'enterrement de première classe et sans fanfare d'une affaire à la fois peu glorieuse, cafouilleuse et sanglante, que M. Rocard devait procéder avec son homologue néozélandais, M. Jim Bolger. Cela fait des années que le premier misstre français voulait se rendre dans ce pays des antipodes, lui qui, depuis longtemps, ne cache pas sa prédilection pour le Pacifique sud.

Il aura fallu pour cela que soit enfin apuré – il y a tout juste un an, par un tribunal arbitral – le conten-tieux de l'attentat contre le Rain-

bon-Warrior qui, depuis le 10 juillet 1985, empoisonnait des relations déjà brouillées par les essais préféres de Manages

Que d'invectives et de coups bas cette regrettable affaire aura entraînés entre deux pays, un temps au bord de la rupture! En plein hiver des antipodes, un commando de la DGSE avait saboté dans le port d'Auckland le Rainbow-Warrior, navire-symbole du mouvement nucléaires de Mururoa. port d'Auckland le Rainbow-Warrior, navire-symbole du mouvement
antinucléaire Greenpeace, causant la
mort d'un photographe d'origine
portugaise. Quelques jours plus tard,
deux agents français – les «fauxépoux Turenge», en réalité le commandant Mafart et le capitaine
Prieur – étaient arrêtés, puis
condamnés à dix ans de prison.

Cette affaire à multiples rebondis-

Cette affaire à multiples rebondissements avait causé la chute du ministre de la défense, Charles Hernu, et soulevé de nombreuses questions, longtemps restées sans réponse, sur le rôle de la «troisième équipe» ou sur le fait de savoir quand M. François Mitterrand avait eu à connaître de l'opération.

A l'arrivée de M. Jacques Chirac à l'hôtel Matignon, un compromis avait été trouvé avec le bouillant premier ministre travailliste, M. David Lange, en vertu duquel le couple d'agents serait libéré et passerait trois ans «au piquet» sur l'atoll de Hao. Promesse oubliée au printemps 1988 par un Jacques Chirac en pleine campagne présiden-tielle, qui fera revenir les deux officiers en métropole sans respecter l'accord conclu.

M. Rocard saura trouver les mots et les attitudes justes pour calmer l'ire es annuoes justes pour cauner i ne antifrançaise, partagée par les trois millions de «Kiwis» qui en avaient fait une véritable affaire d'Etat. Protestant, M. Rocard comprenait peut-être mieux les Néo-Zélandais, auxquels il inspirait plus confiance que des « papistes». Pourtante au premier chef de gouvernement catholique, et au « tombeur » des

Nommé chef du gouvernement,

Le nouveau gouvernement conservateur a entrepris une deuxième révolution économique et sociale, vateur a entepnique et sociale, révolution économique et sociale, qui bouleverse les traditions d'un pays qui fut, au tournant du siècle le pionnier dans le domaine de la sécurité sociale. Déjà, six ans de travaillisme à la néo-zélandaise avaient libéralisé l'économie comme Mª Thatcher elle-même n'aurait jamais osé le faire en Grande-Bretagne. M. Bolger et son ministre des finances, Mª Ruth Richardson, ont taillé des pans entiers de la couverture sociale, afin de sortir le pays du marasme et d'attirer capitaux et ture sociale, aim de sortir le pays du marasme et d'attirer capitaux et investisseurs étrangers. Le coût de cette politique est très lourd pour la population, à laquelle on promet, après des larmes, des lendemains moine sombres.

#### Restaurer la confiance

moins sombres.

Wellington pense que Paris, une fois renouée une amitie scellée dans les tranchées de la première guerre mondiale, a sa place à la fois dans l'économie néo-zélandaise - ou Thomson-CSF ou TRT, par exemple, se sont bien implantes mais où la France pourrait mieux faire (1) – et dans un Pacifique sud où la Nouvelle-Zélande fait figure de grande

Les accords de Matignon sur la Nouvelle-Calédonie, le consensus sur la protection du patrimoine de l'Antarctique, ont eux aussi contribué à restaurer la confiance; même si, sur le contentieux nucléaire, les deux capitales se contentent d'être d'accord sur leur désaccord, et si Wellington reste préoccupée par la politique agricole de la CEE.

On ne saurait attendre du bref coup d'aile du premier ministre qu'il règle comme par enchantement ces désaccords; du moins consolidera-t-il le nouveau climat avec un pays qui, à deux semaines près,

travaillistes en octobre dernier.

M. Bolger, qu'il a affaire.

aurait bien pu devenir français.

C'est en effet avec ce retard, courant dans les courses de voile autour du monde. qu'un groupe de colons français débarqua en 1840 à Akaroa, où M. Rocard, lui-même navigateur amateur, prononcera un discours PATRICE DE BEER

(1) Avec 1,7 % de part de marché, la France n'est que le divième client de la Nouvelle-Zélande : nos exponations vers ce pays ne représentent que 0,05 % des ventes frances et des la monde. françaises dans le monde.

# Le Monde

Comité de direction : Comite de direction :
Jacques Lescurne, gérant
directeur de la publication
Bruno Fréppat
directeur de la rédaction
Jacques Guiu
directeur de la gestion
Manuel Lucbert
socrétaire général

Rédacteurs en chef

Daniel Vernet (directeur planons internationales) Anciens directeurs : Hubert Bauve-Mery (1944-1959) Jacques Fauvet (1969-1982) André Laurens (1982-1985) André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL:
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tel. [1] 40-65-25-25
Télécopieus: 40-65-25-99
ADMINISTRATION:
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. [1] 40-65-25-25
Télécopieus: 49-60-30-10

On y prend goût

sons le soleil,

je cligne des yeux autour, tout est blanc et blen, ATHENES 1150F chaleureux,

est-ce de là que vient le "calme Olympien"?

VOL ALLER RETOUR. DEPART DE PARIS. PRIX MINIMUM TAPEZ 36 15 NF. TELEPHONEZ AU (1) 42 73 10 64

# L'ASTRADUL

Association des Traducteurs Diplômés de l'Université de Londres Vous propose une équipe de traducteurs FRANÇAIS et ANGLAIS

Tél.: 47-07-77-13 - 45-55-92-94 - 45-79-41-66

B.P. 225.07 - 75327 Paris Cedex 07 Siège social : Institut britannique de Paris



صكذا سالاصل

8 Le Monde e Mardi 30 avril 1991 a.

10 Le Monde e Mardi 30 avril 1991 e

Le Monde ● Mardi 16 avril 1991 •

### AMSTERDAM

#### de nous correspondante

FAR descript. dimanche present viole sories de Vincont Malicana. All marce de metre nom a l'estate dans deux incopins cui commit de vol d'esuvres d'ar qui cu la le plus speciaculaire de ces comme se aunées mars aussi l'un des marce dunées mars aussi l'un des marce canadais et surtont e insignation ment entre la police accepta des committées de resonant practique des committées de resonant practique des committées d'un committée des minutes seulement aussi d'un différe entre donnée.

ulo=

vii.

Dire qu'un Van Gogh est plus à l'abri dans une Passat que dans un musée.

Pourquoi tout n'a pas été conçu comme la Passat?



Au « Grand Jury RTL - le Monde »

#### M. Toubon traite les socialistes de « tartuffes »

M. Jacques Toubon, député RPR de Paris, invité du « Grand Jury RTL-le Monde » dimanche 28 avril, a évoqué les « affaires » en déclarant : « Une commission d'enquête ne nous fait pas peur. muis la proposition de M. Mauroy et des socialistes est le comble de la tartufferie.

» Une commission d'enquête ne peut pas s'occuper des faits faisant l'objet d'une information judiciaire. Elle ne peut pas non plus s'occuper des affaires qui font l'objet d'une amnistie. Or, aux termes de la loi du 15 janvier 1990, les affaires de financement des partis politiques antérieures au 15 juin 1989 sont amnistiées. De ce point de vue la proposition Mauroy est un bluff. Si les socialistes depuis deux ans et demi avaient voulu faire la lumière sur le financement des partis, ils n'autaient pas commencé par voter la loi d'amnistie. Ils n'auraient pas essayè de bloquer les instances judiciaires. Ils n'auraient pas refusé non plus les commissions d'enquête que nous avions proposées sur Luchaire, sur la Société générale, sur Pechiney, sur les Renseigne-

» Molière dans Tartuffe fait dire à Elmire : « Cachez ce sein que je ne saurais voir », alors qu'il bout du désir de la passèder. Les socialistes et l'argent, c'est exactement pareil! Les socialistes, qu'est-ce qu'il leur reste à gauche? Le porte-

L'ancien président de la commission des lois de l'Assemblée nationale a proposé trois réformes de la justice. « Il faut faire une réforme constitutionnelle, par voie de référendum, par laquelle on donne au Conseil supérieur de la magistrature l'indépendance dans su nomination et dans ses pouvoirs, a-t-i dit. Il doit émaner du corps judiciaire et non du pouvoir politique. Il faut ensuite une loi-programme pour faire en sorte qu'en trois budgets, celui de la justice passe de 1.4 % à 2,5 % du budget national.

» Enfin il faut réformer la procèdure pénale pour permettre de mieux entourer le juge. Il faut que l'inculpé ou le prévenu puisse choisir, lorsqu'une décision importante doit être prise par le juge d'instruc tion, soit de s'en remettre à lui, soit de demander qu'un jury populaire soit convoqué pour prendre cette décision. Il faut donner à notre justice un souffle révolutionnaire. (...) Ce que propose le gouvernement es une réformette, une réforme crou-

#### A Nantes

#### M. Rocard exalte le travail en commun de l'opposition et de la majorité

M. Michel Rocard a inauguré. samedi 27 avril, à Nantes, le pont de Cheviré, long de 1 562 mètres, qui permet le franchissement de la Loire sans traverser le centre-ville.

I plus à l'abricani

sun musée.

M. Rocard, qui s'exprimait en présence des ministres de l'équipement et des affaires sociales, MM. Louis Besson et Claude Evin, et de MM. Charles-Henri de Cossé-Brissac, président (PR) du conseil général de la Loire-Atlantique, et Olivier Guichard, président (RPR) du conseil régional des Pays de la Loire, a notamment affirmé : « Il arrive que les contradictions de notre vie publique soient étranges: le mercredi, à Paris, la classe politique offre parfois le spectacle désolant d'affrontements stériles et de pugilots verboux parfaitement excessifs, et, le samedi ou le dimanche, en province, notre aptitude à travailler ensemble pour le bien du pays et de nos concitoyens est, souvent, exemplaire.»

Le pont de Cheviré est le cinquieme grand pont de France après ceux de Tancarville, Saint-Nazaire, d'Aquitaine et de Brotonne. Le premier ministre a révélé que son propre père, M. Yves Rocard, avait participé à la conception du pont de Tancarville en tant que specialiste des phénomènes oscilla-

#### Dans la ville de M. Henri Nallet

# Tonnerre aime son maire, ministre de la justice

A Tonnerre (Yonne), dont M. Henri Nallet est le maire, la vie continue malgré les attaques dont, à Paris, le garde des sceaux est la cible. L'opposition municipale laisse aux politiques parisiens le soin d'entretenir les polémiques et convient, comme les habitants, que la gestion de M. Nallet a réveillé la ville.

TONNERRE

de notre envoyée spéciale Le conseil municipal de Ton-nerre a adopté à l'unanimité, vendredi 26 avril, la subvention de 1 320 francs destinée à remplacer les extincteurs du gymnase, l'augmentation de l'indemnité des sapeurs-pompiers, le palement de assurance du véhicule municipal, la transformation de deux postes d'agents techniques principaux en postes d'agents techniqueschefs. Il a pris acte du legs de quatre tableaux peints par Mª Bonnet et s'est achevé sur la

Puis le maire et ses conseillers sont allés prendre un verre. On a parlé du chômage qui augmente en France et de l'éclairage public qui' décline dans la rue de la Fosse-Dionne, Les conseillers de l'opposition ant affert leur tour-

préparation de la fête du sport et

de la journée de la déportation.

née. On a maudi les dégâts du gel dans les vignes et on s'est félicité de la réhabilitation des façades commerciales du centre-ville. On s'est enquis du nom de la mariée du landemain. M. le maire a tenté sa chance au flipper et a perdu. On a plaisanté une dernière fois, on s'est dit «à demain» et on s'est séparé. M. le maire est monté dans sa voiture de garde

Tonnerre est calme. Tellement calme que les deux plus actifs conseillers de l'opposition en sont un peu confus. « Vous comprenez, confient MM. Pierre Martin, responsable de l'UDF locale, et Jean-Louis Cayre, militant RPR, si on attaquait Henri Nallet sur les affaires, ca serait mal perçu ici, par les Tonnerrois. Alors on laisse cela à ceux qui sont là-haut,

Parce que «là-haut», on peut faire de la politique. A Tonnerre, on fait les comptes. En mars 1989, cette petite ville tranquille de six mille deux cents habitants, s'est offert un ministremaire. Enfin, elle allait pouvoir regarder dans les yeux ses deux rivales voisines : Auxerre avait M. Jean-Pierre Soisson, Avallon avait eu M. Jean Chamant, ancien ministre des transports du géné-

rai de Gaulle, Tonnerre aurait

Alors, trois and plus tard, on ne va tout de même pas laisser une e sale affaire parisienne » de financement occulte des campagnes électorales remettre en cause cette revanche historique. Après tout, les histoires d'Urba et du juge Jean-Pierre sont moins encombrantes que les six taurilions láchés en septembre 1990 par des éleveurs en colère dans la petite entrée de la mairie lorsque

de l'agriculture. Bien sür, on s'interroge, sous es casques du salon de coiffure de M. Martin, ou dans la poissonnerie de M. Cayre, et on ose même aborder le premier adjoint au maire M. René Fourcade (PS) pour lui demander si « c'est vrai. tout ce qui se dit à la télé ». Mais une seule inquiétude perce dans les rues de la ville : « Vous croyez que tout cela pourrant lui coûter son fauteuil ministériel?»

Outils signt ou non voté dout lui, les habitants de Tonnerre conviennent que M. Nallet a « réveillé » la ville, il n'y a guère que son rival malheureux de 1989, M. Georges Roze, pour dénoncer ce maire « qui n'est iamais là » et rappeler aux rares qui veulent encore l'entendre que.

dat, il passait, lui, « plus de dix heures par jour en mairie». Se rancœur en écharpe, M. Roze maugrée contre « ces politicards, ces socialistes qui devaient être

blancs comme neige et qui sont comme les autres », avant de lancer, un brin pathétique, que lui au moins peut a dormir la conscience tranquille ».

#### « Un homme honnête »

Mais même parmi ses anciens partisans, on fait le bilan. « C'est vrai que par son seul titre, Henri Nallet a fait bouger les choses, il a amené des subventions, des entreprises se sont installées, des associations se sont créées ». constate M. Raymond Hardy. expert-comptable, « Henri Nalle: c'est une bénédiction pour notre ville », affirma M. Georges Poux. socialiste « depuis 1936 », qui avait pourtant renvoyé sa carte de militant lorsque, en 1986, le PS avait décidé de parachuter M. Nallet contre le député sortant M. Léo Grézard.

Mais depuis, le vieux militant aux cheveux blancs s'est enthousiasmé pour son maire : « Avec ma femme, on vieillit doucer ici et on est content de voir cette

ajoute : « Vous savez, les commerçants qui sont dans l'opposition, eh bien, ils ne s'opposent pas longtemps à voir leur commerce refleurir... » Les ennuis nationaux de M. Nallet ne l'inquiètent pas : « C'est un homme honhête, il est tout simplement en train de découvrir ce que c'est que la politique. v

Les « affaires » n'émeuvent pas non plus les viticulteurs de Chablis, auxquels M. Nallet a rendu visite samedi. Ils comptent bien sur lui pour faire savoir « à Paris » que le gel de ces dernières semaines a sérieusement abîmé leurs vignes et risque de compromettre la récolte. Ils apprécient d'ailleurs que leur ancien député soit venu leur rendre visite alors qu'ils sont « dans la peine ».

Bien sûr, ils le préféraient à l'agriculture mais, comme le chuchote d'un air entendu le maire de Lignerelles, M. Georges Massé-Tremblay, « il a encore la porte ouverte là-bas ». Alors, le reste... Dans un soupir de compassion, et à voix basse, M. Massé-Tremblay ajoute : « Tout de même, le ministre, il a quitté un truc difficile pour un truc compliqué: »

**PASCALE ROBERT-DIARD** 

#### **EN BREF**

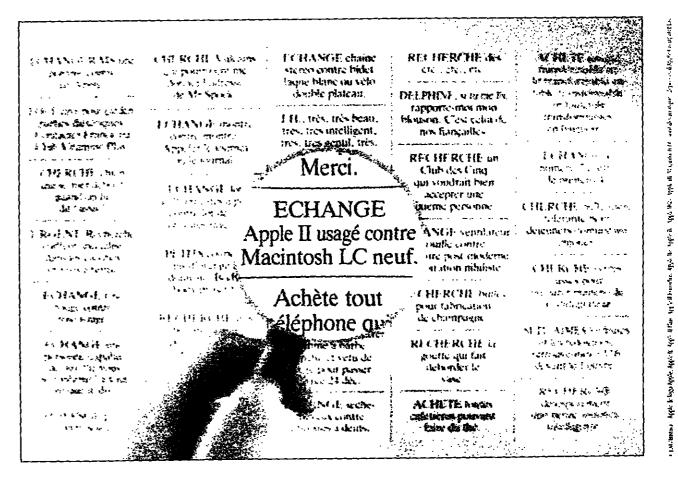
D M. Juppé dénonce « l'opération publicitaire » des socialistes. -M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, invité dimanche 28 avril par Radio J, a estimé que la propo-sition de M. Mauroy de créer une commission d'enquête sur le financement des partis politiques était a une prossière manœuvre et une opération purement publicitaire». Il a ajoute : «S'il y avait eu des bureaux d'études du RPR qui s'étaient livrés à des actes réorèhen sibles, M. Nallet pourrait, du jour au lendemain, ouvrir une informa tion judiciaire. Laisser entendre que tout le monde est pareil constitue une insinuation inacceptable et une opération de bluff pure et sim-ple. » Le RPR ne s'opposera cependant pas à cette commission d'enquête « pour ne pas donner sentiment que nous avons des choses à cacher».

m. Stasi contre l'exploitation des « affaires ». - Invité, dimanche 28 avril, du Forum RMC-l'Express, M. Bernard Stasi, député UDC de la Marne, vice-président du CDS, a déclaré : « Il ne faut pas donner le sentiment que l'opposition n'a comme seule préoccupation que de mettre le nez de ses adverbond des affaires. (...) Lorsque la démocratie est malade, c'est Jean-Marie Le Pen qui en profite. (...) En ce qui concerne le CDS, nous n'avons pas jeté de l'huile sur le seu. Nous avons demande des explications, comme c'était normal Nous ne mettons pas dans cette affaire la hargne, l'acharnement, la haine que certains semblent [y]

n M. Le Pen prépare le 10 mai. -M. Jean-Marie Le Pen a indiqué, dimanche 28 avril, en clôture des troisièmes assises départementales du Front national en Seine-Saint-Denis, organisées au Raincy, qu'il annoncera une initiative pour le 10 mai dans son discours du le mai. Le président du parti d'extrème droite a invité tous ceux qui seront présents à Paris le 10 mai à se tenir prêts à « une action d'envergure pour un double anniversaire qui reste au travers de la gorge : le dixième anniversaire de l'élection de M. François Mitterrand et l'an-niversaire de l'ignoble provocation de Carpeniras, montée par le pou-voir contre le Front national ».

U M. Tapie : « Jean-Marie Le Pen est toujours très dynamique.» M. Bernard Tapie a déclaré, samedi 27 avril à RTL, qu'il craignait « de perdre son pari » de ramener l'électorat du Front national au-dessous de 10%, « Jean-Marie Le Pen est toujours très dynami-que, a souligné le député des Bouches-du-Rhône. Il y a toujours un formidable rassemblement. (...) Le FN est le seul parti qui fasse les cages d'escalier, les sorties d'usine et de bureau. Tous les partis classi-ques lui font la partie belle en ne faisant pas ce travail et en pensant que la télévision peut tout rempla-

Et si au lieu de gaspiller votre argent dans cette petite annonce, vous alliez voir ce qui se passe chez votre revendeur agréé Apple.



# Du 2 Avril au 28 Juin Reprise d'un Apple II 5000 F à valoir sur l'achat d'un Macintosh LC.

Vous l'avez sans doute déjà remarqué, on trouve un peu de tout dans les petites armonces. Mais celle-ci était inévitable.

Souvenez-vous, il v a plus de 10 aus, Apple lançait l'Apple II, et comme vous avez compris que c'était un produit d'avenir, vous couriez

Aujourd'hui. Apple vous propose de poursuivic cette logique d'investissement. Nous reprenons votre Apple II ou votre

Apple III 5000 F TTC" à valoir sur l'achat du Macintosh I.C.

lmagnez, le Macintosh LC avec 2 Mo de memoire centrale, un disque dur interne de 40 Mo, nu moniteur 12" qui gère jusqu'à 256 couleurs et une entrée sou : tout cels pour 11841.20 F TTC." au lieu de 16841.20 F TTC." Mais s'arrêter la aurait été mésquin. Chez Apple, on a aussi pense à ceux

d'entre vous qui souhaiteraient preserver tout

Et si nous avons fait tout ca. cest poor que vous sovez toujours l'un des premiers à assur le dernwr Apple.

de votre Apple II sur votre nouvenu Macintosh Lt.,

le travail qu'ils om fait sur leur Apple II.

toutes les informations et applications

Avec la cute d'emulation optionnelle

(1174.14 F TTC "1 yous pourrez réexploiter



Pour plus d'informations et connaître l'adresse du revendeur agrec le plus proche de chez vous, tapez 3614 oule Apple Compositive on visible du l'Avrit su Dojum 1991. Les modeles poursus transform de l'operation de reprise vival les applies à Applies Lanvilles, àpplies le Applies de l'Applies de l'Applie

# M. Lafleur espère parvenir à un compromis avec les indépendantistes dès 1995

La situation en Nouvelle-Calédonie s'est quelque peu décantée à l'issue d'un week-end politique marqué par une convention du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR) et le dixième congrès du Front de libération nationale kanak et socialiste (FLNKS). M. Jacques Lafleur, député (RPR), président du RPCR, a proposé l'examen d'une « solution consensuelle » avec les indépendantistes avant le référendum de 1998, date butoir prévue par les accords de Matignon sur l'avenir de l'archipel signés en juin 1988, au lendemain des événements sanglants d'Ouvéa.

NOUMÉA

de notre correspondant dans le Pacifique sud

M. Lafleur ne cachait pas qu'il avait le « truc ». Comment les quatre mille délégués allaient-ils réagir à l'opération-vérité décidée pour cette convention de son parti, samedi 27 avril, dans la banlieue de Nouméa? La presse locale avait préparé de la semaine, que des « révélations » étaient au menu du week-end, mais les esprits étaient-ils bien mûrs? Il y a un peu moins d'un an, le président du RPCR s'insurgeait lorsqu'on lui prêtait des projets à long terme; il jugeait « prématuré » d'en faire publi-

En guise de révélations, on a donc était devenu un secret de Polichinelle: M. Lasleur souhaite négocier avec les indépendantistes un compromis institutionnel afin de traverser sans heurts l'épreuve du référen-dum de 1998. Le président du RPCR sait, en effet, que ce scrutin d'autodétermination, s'il apparaît comme un choix abrupt entre deux options concurrentes – la Calédonie française du RPCR contre l'indépendance kanak du FLNKS - conduira à une nouvelle impasse, source de violences. D'où la nécessité de trouver un terrain d'entente avant cette

le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue

des droits de l'homme

(non vendu dans les kiosques)

**LES HORAIRES DE TRAVAIL** 

Envoyer 60 F (ambres à 2,30 F ou chèque à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier damandé ou 150 F pour l'abonn mnuel (60 % d'économie), qui donne droit

conise l'examen d'a une solution nsensuelle » au lendemain des élections locales qui renouvelleront, en 1995, les trois assemblées de province, mais il se garde bien d'en préciser le contenu dès maintenant, préférant laisser l'initiative aux indépendantistes eux-mêmes, puisque ce sont ces derniers, dit-il, qui « ont demandé le référendum ». Il y a là, en fait, un subtil jeu tactique : M. Lafleur ne veut pas embarrasser ses partenaires indépendantistes en leur soumettant un dispositif tout ficele, qui les ferait paraître, vis-à-vis de leur base, à la remorque du RPCR. Il leur laisse donc, courtoisement, le privilège de revendiquer la paternité des propositions à venir.

> « Faire l'économie d'un référendum»

L'opération-vérité voulue nar M. Lafleur entraîne, d'ores et déjà, une double conséquence quant à l'avenir politique de l'archipel. D'une part, elle lance officiellement le débat sur la formule institutionnelle - statut de très large autonomie ou indépendance-association - qui succédera

Dans cet esprit, M. Lafleur pré- à la période provisoire des accords de Matignon, dont le terme est prévu en 1998. Mais surtout, elle pourrait remettre en cause le principe même d'un référendum, qui perdrait en intérêt à partir du moment où la logique du consensus se substituerait à celle de la compétition. Résumant le propos de M. Lafleur, M. Pierre Frogier, le secrétaire général du RPCR, estime, ainsi, qu'il est « possible de faire l'économie d'un

> Quelle va être l'attitude des indépendantistes? Le dixième congrès du FLNKS, qui se réunissait, au même moment, à la tribu de Koindé, sur la commune de La Foa, n'a pas officiellement réagi à l'appel du pied adressé par M. Lafleur. Le président du mouvement, M. Paul Néaoutyine, s'est contenté de déclarer que les indépendantistes sont « ouverts à toute discussion sur la base de nos positions, qui sont claires, à savoir : préparer l'accession du pays à la souperaineté et à l'indépendance». Un statut de très large autonomie interne semble donc exclu de l'horizon du FLNKS, M. Néaoutyine rappelant : « Nous avons déjà, par le passé, agréé à des statut d'autonomie qui n'ont

abouti à rien. » En revanche, une formule d'indépendance multiraciale, en association avec la France, est une idée qui fait son chemin dans les rangs du FLNKS. Si l'Union calédonienne (UC), la composante majoritaire de la coalition, semble beaucoup plus receptive à ce type de compromis que le Parti de libération kanak (Palika), composante à laquelle est affilié M. Néaoutyine, les rigidités d'antan semblent s'émousser. Il n'est que d'entendre l'insistance avec laquelle M. Néaoutyine appelle à « convaincre les autres composantes de la population du bien fondé de notre démarche» pour s'en

Autre signe: la revendication d'indépendance du « peuple kanak » reste à l'ordre du jour, mais les références à «l'indépendance du pays» se multiplient. Pragmatiques, les indépendantistes canaques savent que le rapport des forces actuel ne leur permet pas d'espérer autre chose, tout en misant sur une évolution démograobique dont ils estiment qu'elle ioue. terme, en leur faveur.

FRÉDÉRIC BOBIN

# La fin de la visite de M. Le Pensec à Mayotte Sérénade sous le baobab

de notre envoyé spécial

C'est à l'ombre d'un immense baobab, trois fois centenaire. que M. Louis Le Pensec, minis-tre des DOM-TOM, a conquis, la 25 avril, à l'occasion d'un déjeuner au bord du lagon, le cœur des Mahorais.

Tombant la veste, le porteparole du gouvernement a pris le microphone des mains du résident du conseil général, M. Younoussa Bamana, pour chanter une vieille romance française, très applaudie par les convives attablés et par une partie des habitants de Bandrélé, massés sur la route pour goûter ce spectacle insolite. C'est un bon ministre, il a chanté pour nous », pouvait-on entendre encore, quelques heures plus tard, dans les rangs des officiels mahorais.

Après cet intermède musical, M. Le Pensec a brossé, le lendemain, quelques grandes lignes pour le développement de Mayotte au sein de son environnement géographique régional et de l'ensemble français. Le ministre des DOM-TOM a évoqué les investissements ∉ structurants » en cours de réalisation, comme le port en eau profonde, à Longoni, ou encore l'allongement de la piste de l'aéroport de Dzsoudzi-Pamandzi, qui accueillera d'ici à une année des long-courriers Airbus. Déjà, l'ouverture d'une liaison Dzaoudzi-Saint-Denis-dela-Réunion, ca mois de mai, en Boeing-737, devrait permettre une diminution de 20 % environ des tarifs sur la ligne.

M. Le Pensec a souligné « l'ampleur de la tâche qui reste à accomplir » dans les secteurs de l'éducation, de la santé, de l'économie et de l'environnement. Le lagon de Mayotte (1 000 kilomètres carrés), l'un des plus grands du monde, est menacé par une pollution redoutable, les boues alluviales. Ces boues rouges, qui étouffent petit à petit le corail et font disparaître la faune, très riche, sont drainées jusqu'à l'océan par d'innombrables torrents. La déforestation, les travaux d'équipement et le mode de culture sur brollis sont les causes d'une érosion accélérée. Un programme d'action internationale a été mis en œuvre pour lutter contre ce fléau.

**ALIX DIJOUX** 

# Pour les réunions de taille moyenne

PAS-DE-CALAIS: canton de Harnes (2° tour).

Une élection

cantonale partielle

Inscr., 16 131; vot., 6 796; abst 57,86 %; suffr. expr., 5032. M. Yvan Druon, PC. m. de Harnes, 5032 voix (100 %), ELU.

[Le Parti communiste conserve le siège détenu depuis 1973 par André Bigotte, décèdé dans la auit du 11 sa 12 mars dernier. Son caudidat. 12 mars dernier. Son candidat, M. Yvan Druon, qui avait déjà succédé à André Bigotte comme maire du chefileu, restait seul en lice au second tour après le retrait en sa faveur de M. Daniel Bozkowski, PS, arrivé en deuxième position au premier tour. Ce dernier avait donné les résultats suivants: inscr., 16 132; vot., 9 856; abst., 38,96 %; suffr. expr., 9 424; MM. Druon, 4 030 voix (42,76 %); Bozkowski, 2 831 (30,04 %); Audré Dedonrges, FN, 1 114 (11,82 %); Bernard Detré, RPR, 772 (8,19 %); Régis Libessard, Verts, 677 (7,18 %).
Au second tour. M. Druon est loin

An second tour, M. Druon est loin As second tour, M. Druon est tour de faire le plein des voix de gauche. Il progresse toutefois de queique mille voix par rapport au premier tour et améliore le score d'André Bigotte au amenore le score d'Aquie Bigutte au second tour de 1988. Ce dernier, qui était également resté seul eu lice, avait été réélu avec 4883 voix (100 %) sur 4883 suffrages exprimés, 6321 votants (soit 61,21 % d'abstentions) et 16297 inscrits.]

**POLONAIS** 

sur la Pologne et l'Europe de l'Est Livres russes

Catalogues sur demande 12, rue Saint-Louis-en-l'He, PARIS-4-

🖿 Tél. : 43-26-51-09 🖿

Une nouvelle salle à l'Assemblée nationale Malgré l'importance de ses ins- tion des questeurs présentée par tallations, l'Assemblée nationale ne l'un d'eux, M. Philippe Bassinet,

possède pas de salle de conférences adaptée à ses nouveaux besoins. Dans le Palais-Bourbon et ses nombreuses, mais pas très vastes. Une seule, dans l'immeuble du 101, rue de l'Université, construit il y a une vingtaine d'années, compte environ trois cent cinquante places, ce qui est souvent trop important. Aucun local ne se prête donc aux réunions de taille moyenne, auxquelles le public et la presse sont désormais admis : certaines séances des commissions, les réceptions des délégations étrangères, les groupes de travail des instances européennes et des colloques divers.

C'est pourquoi le bureau de l'As-semblée nationale a accepté à l'unanimité, le 25 avril, la proposi-

de remédier à cette lacune. Une salle de cent soixante places va être construite à l'intérieur du bâtiment de la rue de l'Université, sur une surface de 250 mètres carrés actuellement occupée par un «jardin minéral » intérieur, enserré entre de hauts murs.

Accessible au public et à la presse - quarante-deux places leur seront réservées, - cette salle possédera huit cabines de traduction simultanée et des caméras de télévision. L'aménagement en a été confié au cabinet d'architectes Wilmotte. Les travaux commence ront en juillet prochain pour se terminer le 1e octobre 1992. Le coût prévu pour la construction de la salle et ses équipements s'élèvera à 35 millions de francs.

### Chez les pacifistes Me Denis Langlois appelle à un 1er mai unitaire

Mº Denis Langlois, porte-parole des pacifistes de l'Appel des 75 pendant la guerre du Golfe, s'est prononcé, dimanche 28 avril, pour «un le mai unitaire» afin de dénoncer les «conséquences sociales du conflit». Il a appelé « les simples citoyens » à participer nisée par la CGT.

Me Langlois affirme, dans un appel, que la guerre a « aggravé les inégalités, les licenciements, le chômage, le racisme, les mesures d'austérité et les atteintes aux droits et aux acquis sociaux ». « Les

gens ont envie de montrer leurs craintes » à ce sujet, estime l'avocat, en soulignant « le lien tout tracé » ç i existe entre « les préoccupations sociales et les préocupations pacifistes ».

Selon Me Langlois, ce le mai, « place sous le signe de la solidarité avec les peuples qui sont toujours les premières victimes des guerres», doit marquer également le centième anniversaire de la fusillade de Fourmies (le Monde daté 28 et 29 avril) où « l'armée fit neuf morts parmi une soule pacifique de tra-

#### EN BREF

□ Le Syndicat de la magistrature dénonce « la lovique démagogique da tout répressif » du projet de code pénal. – Le syndicat de la magistrature a vivement critiqué, vendredi 26 avril, « la logique démagogique du tout répressif » du projet de réforme du code pénal dont le livre II est actuellement examiné par les sénateurs. Le syndicat « déplore que les principes énoncés des 1986 par Robert Badinter (consacrer une éthique des droits de l homme) n'aient nullement inspiré les orientations du projet ». « Les nouveautés proposées se résument à la criminalisation de certains délits, au relèvement du plasond des peines encourues » et à l'institution de « concepts juridiques slous », ajoute le syndicat de la magistrature, qui conclut en demandant : « Quand la gauche cessera-t-elle de tenter de se faire pardonner d'avoir aboli la peine de mort?»

M. Bosson réclame un « sursaut » pour l'Europe. - Dans un entretien publié par le Journal du dimanche du 28 avril, M. Bernard Bosson se dit « très inquiet » pour l'Europe, qui est « en train de rater le coche», « Les progrès proposés sont si minimes, explique l'ancien ministre délégué aux affaires europèennes, que l'équilibre des institu-tions d'aujourd'hui est en danger. Il faut un sursaut des politiques. Depuis dix ans, à chaque carrefour, M. François Mitterrand a toujours choisi le progrès européen. Aujour-

d'hui, sa ligne est floue. Qu'attend-il pour dissiper les hésitations? Là est sa mission historique.»

B Création d'un « mouvement de la jeunesse rebelle » à la Réunion. – Un « mouvement de la jeunesse rebelle » a été créé, dimanche 28 avril à la Réunion, à l'initiative du Parti communiste réunionnais « Nous refusons cette société qui refuse de faire leur place aux jeunes. Nous refusons de laisser mourir à vingt ans nos ambitions (...) Ou ça change pour nous tous pour nous tous et avec nous tous ou alors vous serez responsables des explosions à venir », déclarent les promoteurs de ce mouvement. dans un texte adressé aux élus de l'île. Le PCR a annoncé, d'autre part, le dépôt d'une proposition de loi d'amnistie des faits reprochés aux personnes interpellées lors des émentes de février et mars.

D M. Mermaz s'interroge sur les « priorités » pour la France. - L'association Priorités aujourd'hui, que préside le ministre de l'agriculture, M. Louis Mermaz, organise le 25 mai, à Paris, un colloque sur le thème: « Quelles priorités pour la France?» Présentant cette rencon-tre, jeudi 25 avril, en compagnie du ministre de l'intérieur, M. Philippe Marchard, M. Mermaz a souligné que le PS avait « encore du travail pour lutter contre les iné-galités ». M Edwige Avice, minis-tre délégué aux affaires étrangères, ancien membre du courant Socialisme et République de M. Jean-Pierre Chevènement, vient de rejoindre Priorités aujourd'hui.

**SCIENCES** Le Monde ET MÉDECINE

# PORT-FREJUS, C'EST GAGNÉ!

■ Le tribunal administratif de Nice a reconnu la validité de la déclaration d'utilité publique le 11 avril 1991.

■ La ville était dans son droit et elle avait respecté le droit.

🖿 Gagné pour les Fréjusiens, gagné pour les ingénieurs, les techniciens, les fonctionnnaires qui ont travaillé à la réussite de ce projet.

**■** Et gagné contre les pessimistes, les opérations de retardement, les attaques douteuses...

**■** Gagné parce que le port est sorti de terre.

■ Et la première tranche des équipements et des logements s'achève.

**■** Demain la vieille ville sera reliée à la mer par un canal de deux kilomètres.

**■** Fréius retrouvera ses racines bimillénaires: la ville était alors un port romain.

Un formidable pari gagné!

A STATE OF THE PROPERTY OF THE PARTY OF THE the desirement the transthe transfer of a section of The property will be the second of the A CHARLEST OF THE CONTRACT OF the state of the contract of THE PERSON AND PROPERTY. THE PERSON AS ASSESSMENT OF Carried September 1997 والمناصر والمتان والمتحارب عليك والمتانية THE THE PARTY OF T A CONTRACTOR OF THE PROPERTY O THE PROPERTY OF THE PARTY OF TH The state of the s Company of the control AND THE STATE OF T



Dès le 7 mai, sur le vol Orly-Nice, vous verrez que quelques degrés d'inclinaison en plus peuvent avoir une influence favorable sur le comportement.

Le 7 Mai, au départ de Paris/Orly Ouest et de Nice Côte d'Azur Aérogare 2, Air Liberté Minerve effectuera ses premiers vols sur la ligne Paris-Nice. Le voyage commencera par un embarquement dans le calme, les places étant

voyage commencera par un embadees attribuées à l'enregistrement. A bord, selon l'heure, vous seront servis, petits déjeuners, déjeuners, collations et dîners, originaux et de qualité. Pour votre détente, la quasi-totalité de nos sièges est inclinable. En classe



Affaires, une hôtesse vous accueillera dans le salon d'attente où vous disposerez d'un téléphone et d'un fax ; rafraichissements et journaux vous y seront proposés ; dans l'avion, vous trouverez quatre sièges de front en cuir

pour votre plus grand confort. Pour vos réservations, contactez votre Agent de Voyages ou appelez notre service de réservation au 45 12 45 12 ou notre numéro vert au 05 48 48 48. Nous vous souhaitons un bon voyage.

LA COMPAGNIE QUI VAUT LE VOYAGE.

مكذا سالامل

# Jean-Paul II acte II

Suite de la première page

Et ne dit-on pas qu'il mourra en paix seulement après avoir posé ses bagages à Moscou, à Beyrouth, à Jérusalem et à... Pékin?

Son prédécesseur Paul VI, reclus à Rome après des voyages égale-ment historiques, tourmenté par les affres de l'Eglise postconciliaire, l'affaire Lefebvre et le rapt tragique de son ami Aldo Moro, avait connu, à partir des années 70, une deuxième partie de pontificat laborieuse. Rien, semble-t-il, ne laisse prévoir chez Jean-Paul II un tel scénario. Au contraire, il vient de mettre en place à la tête de la Curie - le gouvernement central de l'Eglise catholique - une nouvelle équipe d'hommes jeunes, efficaces, dotés d'un profit de « managers », aux antipodes de celui du cardinal Agostino Casaroli, secrétaire d'Etat iusqu'en décembre dernier, diplomate hors pair, homme de médiation subtil, « un régal pour l'intelligence », selon M. Jean-Bernard Raymond, ambassadeur de France près du Saint-Siège (voir notre

Ce remaniement au sommet ne doit cependant pas faire illusion. Jean-Paul II n'est pas homme à faire valser les têtes. Et des cardinaux aussi influents que Josef Ratzinger, gardien de la doctrine, Bernardin Gantin, préfet de la congrégation des évêques, Roger Etchegaray, envoyé spécial pour toutes les missions délicates (Vietnam, Mozambique, Soudan), sont devenus des collaborateurs incontournables du pape. Ils ont en permanence porte (ou table) ouverte dans ses appartements privés.

#### La fin de la papanté romaine

S'il se montre au fil des années plus désireux de gouverner une Curie usée par le poids des charges nouvelles et le manque d'hommes et de moyens, Jean-Paul II a ouvert, par ses cinquante voyages à l'étranger, l'ère de la « papauté universelle », comme dit l'historien français Philippe Levillain, au détriment de la « papauté romaine », reléguant presque le Vatican au rang d'une cité admi-

nistrative. Le procès de la a centralisation » et de l'« autoritarisme » de Karol Wojtyla, intenté par un nombre croissant de théologiens. est de plus en plus mai supporté à Rome, où l'on fait valoir que jamais un pape n'a autant fait vivre la « collégialité » des évêques. En voyage, il vient épauler des Eglises en difficulté. Jamais n'ont été réunis autant de synodes, de consistoires (assemblées de cardinaux), de délégations d'évêques allemands, américains, brésiliens, etc. Sans compter les traditionnelles visites ad limina, qui conduisent dans le bureau du pape en moyenne cinq cents évêques par

A l'usage, après plus de douze ans de pontificat, d'autres clichés

En pleine crise du Golfe, le

Jean-Paul II a nommé un nou-

veau secrétaire d'Etat, qui

cumule,au Vatican les fonctions

de premier ministre et de minis-

tre des affaires étrangères.

Mor ngelo Sodano, robuste Pié-

montais de soixante-trois ans,

n'a ni le charisme, ni les qualités

médiatiques de son prédéces-

seur, le cardinal Agostino Casa-

roli, mais sa connaissance

rigoureuse des dossiers, son

le différend frontalier du canal

de Beagle avec l'Argentine et

facilitant la transition démocrati-

que après Pinochet, l'avaient

fait connaître. Les vaticanistes

pensent qu'il pourrait jouer en

Amérique latine, le rôle décisif

qu'avait tenu, en Europe de

Mgr Giovanni Battista Ré, cin-

quante-sept ans, substitut de la

secrétairerie d'Etat pour les

affaires générales, véritable

ministre de l'intérieur, est un

pur produit de la Curie, où on

l'appelle déjà « Monsignor Effi-

cienza» « efficacité ». Volubile

et précis, il est quinze heures

l'Est le cardinal Casaroli.

décembre dernier,

La nouvelle « troika »

sont en train de jaunir. On a fait de Jean-Paul II un nouveau Pie X, ressuscitant le combat antimoderniste du début du siècle, porteflambeau d'un catholicisme replié, rivé sur sa discipline, son cléricalisme, sa dévotion à la Vierge et aux saints, son édification morale. Pape anticommuniste en Pologne, il est tiers-mondiste dans les bidonvilles d'Afrique ou d'Amérique latine, antiaméricain pendant la crise du Golfe.

#### Un évèque à Moscou

En fait, cet intellectuel, nourri à la fois de philosophie allemande et de messianisme slave, est beau-coup plus pragmatique qu'on ne le dit et mailéable aux événements. Sans omettre ce mysticisme qui fait dire à l'un de ses proches qu'« on ne comprend rien à cet homme, si l'on ne sait pas qu'il passe trois heures par jour en prière. Ses dècisions importantes, ce n'est pas dans son bureau qu'il les nrend, mais dans sa chapelle».

les prend, mais dans sa chapelle ». Déjà, depuis la rencontre d'As-

par jour à son bureau et, par

son énergie, sa fermeté dans la

décision, il rappelle à beaucoup

son ancien patron, le cardinal

Benelli, célèbre substitut du

pape Paul VI, dont il aurait été le

successeur sans la cabale

monté contre lui par les cardi-

naux italiens conservateurs, que

rebutaient son brio intellectuel

Quant à Mgr Jean-Louis Tau-

ran, il est le Français qui monte

au Vatican. Ce Bordelais de

carrière, est devenu aussi

en décembre dernier, à la sur-

prise générale, secrétaire pour

les rapports avec les États,

numéro deux de la diplomatie

du Saint-Siège, à un poste où

s'étaient illustrés avant lui les

cardinaux Casaroli et Silvestrini

Silhouette iuvénile et ronde, i

analyse comme un diplomate

chevronné et sans langue de

bois, les situations les plus

compliquées. li s'est imposé au

pape par sa connaissance des dossiers de la sécurité euro-

péenne et son expérience du

H. T.

ciature de Bayrouth.

et son autorité.

sise de 1986, où le dialogue du catholicisme avec les autres religions a franchi un palier, depuis sa gestion du schisme Lefebvre, où il a, en partie, neutralisé les milieux les plus réactionnaires de la Curie, depuis les événements d'Europe de l'Est et du Golfe, des intellectuels critiques, qui en faisaient hier le pape de la « restauration », se disent aujourd'hui plongés dans la plus grande des perplexités.

Le deuxième acte du pontificat s'est ouvert en fait avec la chute du mur au cœur de l'Europe. Les événements des deux dernières années auraient de quoi faire tourner la tête à un pape qui, venu du communisme, a assisté à son effondrement et béni les démolisseurs. Dans les pays de l'Est, les progrès obtenus par l'Eglise catholique sont considérables: des nonciatures (ambassades) sont ouvertes ou réouvertes, des hiérarchies rétablies partout, sauf en URSS et en Albanie. Après quarante ans ou plus de persécutions, l'Eglise est libre d'enseigner, de célébrer, d'imprimer, de prêcher, y compris dans les médias officiels.

En Union soviétique même, le pape est en train d'obtenir tout ce qu'il voulait et avait demandé le le décembre 1989 à M. Gorbatchev : la reconnaissance de l'Eglise gréco-catholique en Ukraine et la récupération de tous ses biens, la loi sur la liberté de conscience et de religion, la réorganisation de la hiérarchie catholique de rite latin jusqu'à Moscou qui vient de se voir nommer un évêque (1)! L'efficacité de cette Ostpolitik de Jean-Paul Il étonne les diplomates attachés au Saint-Siège, mais irrite de plus en plus les orthodoxes en Russie et en Roumanie.

Les pays d'Europe de l'Est ne sont pas au bout de leurs peines, et Jean-Paul II fonce, tête baissée, dans les brèches ouvertes. La chute du communisme les laisserait sans autres références ni valeurs que celles d'un Occident a matéria-liste », a hédoniste », de plus en plus vilipendé. Si la lutte contre l'oppression a domíné le premier acte du pontificat, le combat pour la a vraie liberté », la a liberté intérieure », donnera le ton du deuxième.

#### Antiaméricanisme

Son encyclique sociale du 2 mai, Centesimus annus, marquant le centenaire du texte novateur de Léon XIII Rerum novarum, est une sorte de mode d'emploi à destination des sociétés postcommunistes. Pour lui, l'échec du marxisme ne signifie nullement que le capitalisme a raison. Au contraire, le rôle

d'intervention de l'Etat et de régulation des corps intermédiaires (comme le syndicalisme) est fortement encouragé et la course au profit à tout prix sévèrement

Déjà Jean-Paul II avait montré le bout de l'oreille en publiant, dès 1988, une encyclique qui n'avait pas fait trembler Wall Street, mais souleva la colère dans les milieux conservateurs aux Etats-Unis. Intitulé Sollicitudo rei socialis. ce document était un réquisitoire sombre, accablant, mettant sur le même plan les méfaits du capitalisme libéral et du collectivisme marxiste, également tenus pour responsables de l'écrasement du tiers-monde.

L'effondrement du bloc socia-

fiste, la fin de la concurrence idéologique Est-Ouest donnent au pape
une liberté de parole toute neuve.
Aux diatribes contre le libéralisme
économique débridé, se sont ajoutées la critique du « cynisme » de la
politique américaine au Liban et la
campagne du Saint-Siège contre
l'intervention militaire dans le
Golfe. Les Américains en conçoivent de la rancœur. Ils n'ont même
pas prévenu le pape, informé sculement par le gouvernement italien,
de l'attaque du 16 janvier sur Bagdad. Cette guerre n'a résolu aucun
des vrais problèmes du ProcheOrient, insiste-t-on depuis dans
l'entourage de Jean-Paul II. De là à
penser que le pape pourrait devenir demain l'une des rares personnalités mondiales capables de tenir
tête au leadership américain, il n'y
a qu'nn pas que beaucoup franchissent déjà.

Le volet moral de cette stratégie postcommuniste est indissociable de son volet politique. L'avortement, qui divise la Pologne, fera l'objet d'une autre encyclique consacrée aux « menaces contre la vie », justifiée à Rome par la responsabilité croissante du législateur et des Etats dans la banalisation de l'interruption volontaire de grossesse.

#### Pied sur le frein

Si ancun signe de dégel n'est en vue venant de Chine, la hantise grandit au Vatican devant cette sorte de gangrène qui menace les espoirs aveuglément placés il y a quelques années dans l'Eglise d'Amérique latine et d'Afrique et qui a pour noms la superficialité de la foi, la concurrence envahissante des sectes, le manque de prêtres, la misère matérielle, etc.

Pour mettre en œuvre une stratégie dont l'ambition est planétaire, il faut que les troupes suivent.

D'où le discours doctrinal de plus en plus normatif, le soutien à des groupes ou des réseaux comme l'Opus Dei, qui joue, pour Karol Wojtyla, le rôle qui était celui des jésuites au seizième siècle pour Paul III. D'où la reprise en main d'Eglises locales par une surveillance accrue des séminaires, des filières de formation et d'encadrement, par des nominations d'évêques sûrs, théologiens incontestables ou spirituels reconnus. « Si le Saint-Siège n'exerçait pas son pouvoir de nomination on arriverait vite à des cohabitations médiocres n, lèche-t-on, en réponse aux contestations.

Cette stratégic pour l'après-communisme est fondée sur une défiance à l'égard de l'Occident et de la société moderne, qui reste la « marque de fabrique » du pontificat. Lutte contre l'avortement, enseignement systématique de la religion à l'école publique, récupération par l'Église de tous ses biens d'antan : ce qui ressemblerait, de près ou de loin, à une sorte de reconquête chrétienne de l'Europe provoquerait, dans des pays qui ont fait l'expérience du pouvoir temporel du catholicisme, un retour à des réflexes anticléricaux. L'Eglise y perdrait le capital de sympathie qu'elle a gagné pour avoir été l'un des bastions de la résistance au communisme.

A ceux qui voient en lui un théologien pessimiste, Jean-Paul II tente d'opposer son optimisme spirituel, quasi athlétique. Pour mettre fin à la crise, son prédécesseur Paul VI voulait réconcilier l'Eglise avec la société, mais, pour Karol Wojtyla, la crise est celle de la société, avant d'être celle de

Inclassable, s'il donne en permanence l'impression d'avoir le pied sur le frein et le regard dans le rétroviseur, ses prises de position en faveur des droits de l'homme, de la liberté religieuse, du dialogue avec l'islam ou le judaïsme confirment son image de pape postmoderne – plus qu'antimoderne pour qui le christianisme est d'abord une culture, un facteur d'identité, parmi d'autres, dans la diversité des histoires, des Etats, des idées. Assuré qu'il est de la victoire finale, la confrontation ne lui fait pas peur.

HENRI TINCO

(1) Mgr Tadeusz Kondrusiewicz čtait dějá en poste à Minsk (Biélorussie) depuis juillet 1989. A Moscou, il sera « administrateur apostolique », le patriarche orthodoxe ayant fait savoir qu'il ne souhaitait pas un «évêque» de plein titre dans la capitale soviétique.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



5 ime RÉASSUREUR MONDIAL

#### STABILITE DES RESULTATS CONSOLIDES EN 1990

Le Conseil d'Administration de SCOR S.A s'est réuni le 22 Avril 1991 sous la présidence de M. Patrick Peugeot pour prendre connaissance des comptes consolidés qui incluent pour la première fois la filiale allemande Lonti Rück acquise en 1989, et arrêter les comptes sociaux de l'exercice 1990.

#### LES COMPTES CONSOLIDES

Les COMPTES CONSOLIDES

Le chiffre d'affaires consolidé, déduction faite des éléments exceptionnels liés aux opérations de fusions et d'apports partiels, notamment ceux de mise en conformire comptable trattrapage du décalage d'UAP Rét des opérations appontees au cours des deux derniers exercices, est pour l'année 1990 de 9 520 millions de FF au brut de réassurance et de 6 723 millions de FF après rétrocession. Sur ces mêmes bases, le résultat consolidé net du Groupe s'élève à 239 millions de FF (part du Groupe : 208 millions de FF) comparé à 240 millions de FF en 1989 (part du Groupe : 211 millions de FF).

Après prise en compte des éléments exceptionnels ci-dessus définis, le résultat net consolidé du Groupe atteint donc 107 millions de FF et les fonds propres, à la fin 1990, 4 415 millions de FF.

	1990 publié	1990 hors éléments exceptionnels	1989 publié	
XPLOITATION (en millions de FF)				
chiffre d'affaires brut chiffre d'affaires net résultat net (part du groupe)	11.196 8.359 107	9.520 6.723 208	8.972 5.959 211	
BILAN (en millions de FF)				
provisions techniques nettes (ands propres (part du groupe)	13.469 4.415	13,469 4,516	12.660 4.418	

#### LES COMPTES SOCIAUX

Le résultat de l'exercice après impôts, participation des salaries, dotation aux amortissements et aux provisions s'élève à 72 175 341 FF et permet de proposer à l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 1990 le versement d'un complément de 6 FF par action à l'acompte de 5 FF qui avait été verse au titre de l'exercice 1990, portant ainsi le dividende net à 11 FF par action assorti d'un avoir fiscal de 5.50 de FF. Le montant total du dividende versé s'élève ainsi à 63 833 738 FF. Le complément de 6

EF pourra être verse en espèces ou en actions.

Ces résultats s'entendent après un exercice qui a connu non seulement des tempêtes exceptionnelles ayant affecté les marches de la Grande-Bretagne, de la France, de la Belgique, de la Hollande et de la République Fédérale, mais aussi les entets de la baisse du dolfar et des fortes fluctuations des cours des marchès funanciers. Ils tempignent de la solidité des structures tinancières mises en place en 1989.

Après un référendum municipal

# Non à une plus grande mosquée à Libercourt

A la suite d'un référendum, organisé par M. Samuel Lannoy, maire communiste de la ville, les habitants de Libercourt (Pas-de-Calais) ont dit « non », dimanche 29 avril, à l'extension d'un local de 80 mètres carrés, qui sert de lieu de prières à la communauté musulmane locale

LILE de notre correspondant

Les groupes qui se pressaient à la mairie à la clôture du scrutin reflétaient bien l'image de cette cité découpée en quartiers comme au temps des puits de mine, dont le tout dernier, à deux pas d'ici à Oighies, a fermé en décembre : le quartier de la Faisanderie, qui accueillait les cadres des Houilières; celui de la Martière, où se sont construits maisons et logements en accession à la propriété; puis les deux quartiers de mineurs, où vit une bonne partie de la communauté musulmane. Et, à l'image de ces quartiers qui vivent séparés, les communautés s'ignorent.

Libercourt, dix mille habitants, compte 30 % de population immigrée, d'origine algérienne pour la plupart, marocaine aussi. Les parents sont arrivés voici vingt ou trente ans pour travailler à la mine. Les enfants sont nés ici, mais ne se sont pas intégrés.

En face, on parle de délinquance, de vols, de jeunes qui ne travaillent pas. La demande d'extension de la mosquée et le référendum sont venus cristalliser ces rancœurs accumulées. La première réaction de la communauté immigrée avait été de refuser la consultation, mais, après réflexion, elle décidait d'y participer. Sans grandes illusions, Elle avait invité ses membres à s'inscrire sur les listes électorales, exceptionnellement ouvertes aux étrangers : 421 per-

sonnes ont répondu à cette invitation. Mais le compte n'y était pas et ne pouvait pas y être. Le maire et la majorité communiste d'un côté, le Front national de l'autre, appelaient à voter contre l'extension de la mosquée. L'opposition RPR-UDF, comme la minorité socialiste, se retirait du débat. La communauté musulmane se retrouvait isolée, en dépit de l'appel du curé au respect de la liberté des

Dès lors, le verdict ne faisait guère de doute. Sur les 5 895 inscrits, 3 286 (55,45 %) se sont déplacés: 537 (16,54 %) pour dire « oui » à l'extension de la mosquée, 2 709 (83,45 %) pour dire « non ». « Ces chiffres sont le reflet des aspirations de la population », a pu affirmer le maire, dans la confusion et les sifflets. La mosquée ne sera pas agrandie, mais les problèmes ne seront pas non plus résolus.

JEAN-RENÉ LORE

Les relations administrés-administration

## Les interventions du médiateur ont augmenté de 30 % l'an dernier

Le Médiateur de la République, M. Paul Legatte, a examiné 23 000 dossiers en 1990, soit 30 % de plus que l'année précédente. Il a réglé plus des deux tiers des cas.

Depuis sa création en 1973, le médiateur (1) a pour tâche de rechercher des solutions équitables aux problèmes rencontrés par les individus dans leurs relations avec les administrations et les services publics. Intervention gratuite, elle doit lui être soumise par un sénateur ou un député choisi par le requérant. Toutefois le délégué départemental du médiateur, qui tient une permanence à la préfecture, peut bien souvent trouver lui-même une solution

aux problèmes locaux.

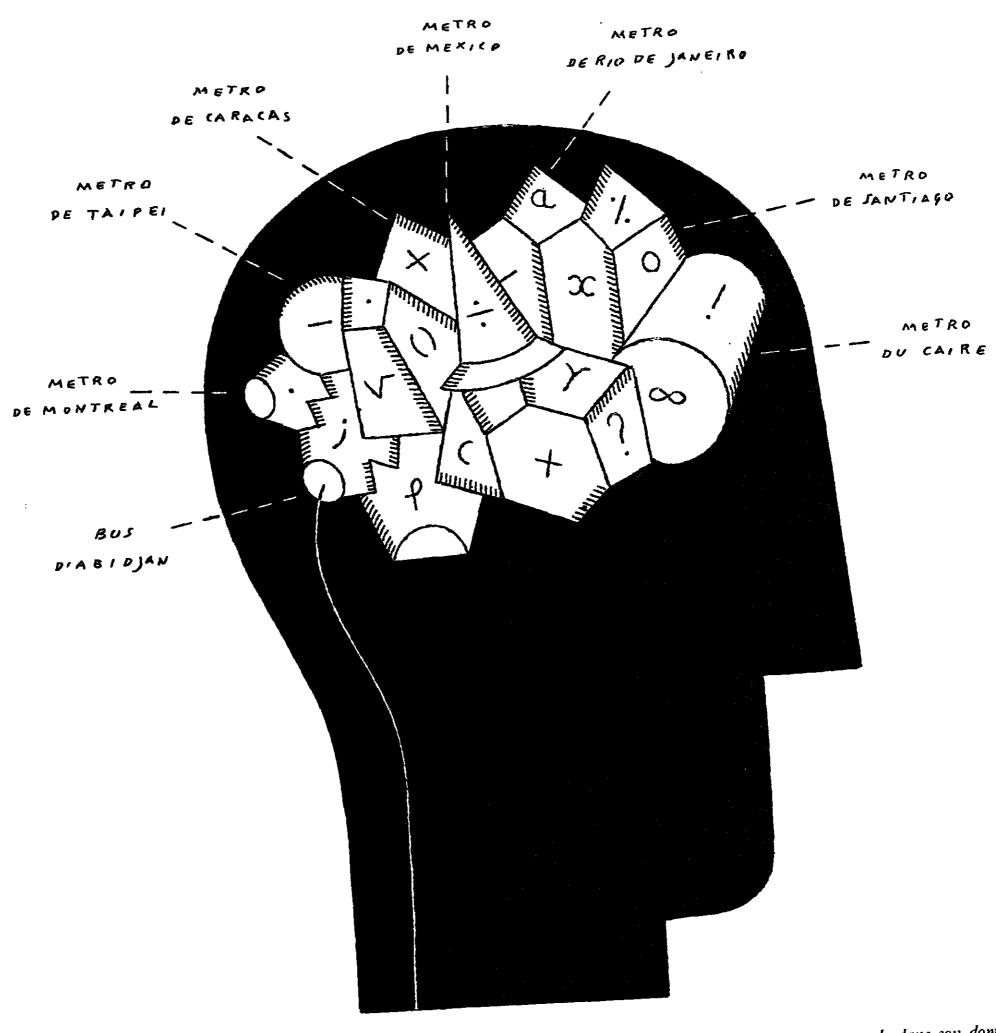
L'an dernier, deux événements ont attiré l'attention sur le travail du médiateur : le règlement obtenu dans l'affaire opposant les époux Saint-Aubin à l'Etat au sujet des circonstances du décès de leur fils (le Monde du 14 septembre 1990), et la proposition qui a été faite pour modifier la loi sur l'indemnisation des victimes

d'accidents thérapeutiques (le Monde des 12 et 21 décembre 1990).

C'est l'importance du nombre d'alfaires d'indemnisations accordées puis, quelques années après, retirées ou sévèrement diminuées, qui a amené le médiateur à intervenir en faveur d'une amélioration du processus d'indemnisation. Des cas tous aussi dramatiques les uns que les autres. Celui de l'enfant Douet par exemple. Hospitalise en 1976, à l'âge de trois mois, pour une toxicose, il dut être amputé à la suite d'une per-fusion prolongée. En 1985, le tribunal administratif accorda à la victime une indemnisation d'un million de francs, mais, en 1989, le Conseil d'Etat, décidant que l'accident ne relevait pas d'une faute thérapeutique grave, annula le jugement et demanda aux époux Douet de rembourser la somme versée. Un accord à l'amiable avec le centre hospitalier et la compagnie d'assurances ainsi qu'une aide de l'Etat obtenus après intervention du médiateur ont permis à cette famille de s'en sortir.

(1) Le médiateur de la République.

# Voici le matériel que la RATP exporte dans le monde entier.



L'intelligence. A travers la SOFRETU, les bommes et les femmes de la RATP mettent leur intelligence au service des transports urbains du monde entier. Intelligence s'appuyant sur une solide expérience, pour appor-

adaptée. Intelligence qui a fait de la SOFRETU

ter à chaque ville une réponse

la première entreprise d'ingénierie au monde dans son domaine et qui lui a permis de participer à la conception et à la construction de plus de 700 kilomètres de ligne. Intelligence qui met à

L'esprit libre

la disposition des voyageurs

du monde entier le moyen de

transport le plus efficace pour garder l'esprit libre.

مكذا من الاصل

MÉDECINE

La conférence des ministres de la santé de l'OUA

# Surmortalités africaines

Les ministres de la santé des pays membres de l'OUA (Organisation de l'unité africaine) sont réunis les 29 et 30 avril au Swaziland. Cette conférence. à laquelle participe le docteur Hiroshi Nakajima, directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), est marquée par l'ampleur de la crise sanitaire qui frappe la plupart des pays de l'Afrique subsaharienne, crise brutalement aggravée par l'épidémie de sida. D'ici à l'an 2000, cette maladie mortelle, sexuellement transmissible devrait toucher sur ce continent 20 à 25 millions d'enfants et d'adultes.

#### MBABANE (royaume du Swaziland)

de notre envoyé spécial

Bien qu'organisée de façon quelque peu provocante entre le terrain
de golf, les piscines et les casinos
de ce curieux royaume montagneux d'Afrique austale, la quatrième conférence des ministres de
la santé des pays de l'OUA permet
de prendre la mesure de l'ampleur
croissante de la crise sanitaire qui
frappe l'Afrique sub-saharienne.
Quelques données chiffrées résument la situation et donnent une
idée lointaine de la réalité du
desme

Aujourd'hui, au Mozambique et au Mali, près de 300 enfants sur 1 000 meurent avant l'âge de cinq ans. Cette proportion dépasse 250 sur 1 000 en Sierra Leone, au Malawi et en Ethiopie et 200 sur 1 000 dans huit autres pays africains: Guinée, Burkina-Faso, Niger, Tchad. République centrafricaine, Somalie, Mauritanie et Rwanda. Dans les pays disposant d'un produit national brut relativement plus élevé, comme le Gabon, le Cameroun et la Côte-d'Ivoire. ces taux de mortalité sont encore de l'ordre de 150 pour 1 000.

Alors que les complications liées à la grossesse et à l'accouchement tuent un demi-million de femmes chaque année dans le monde, 30 % de ces décès maternels sont recensés en Afrique sub-saharienne, soit proportionnellement le double des autres pays du tiers-monde. Dans cette partie du continent, moins de la moitié de la population peut consommer une eau sans risque pour la santé et un tiers seulement dispose de systèmes d'assainissement assurant une hygiène minimale.

#### Ciuq dollars par habitant et par an

On ne connaît que trop les pathologies responsables de la considérable surmortalité africaine. Outre les conséquences de la malnutrition, il s'agit avant tout de maladies infectieuses et parasitaires à l'origine de la moitié des décès prématurés. La plupart, pourtant, de ces maladies pour-raient être, en théorie, prévenues ou soignées. Le paludisme tout d'abord, qui sévit en Afrique tropicale plus que partout ailleurs (85 % des cas pour 16 % de la population mondiale et 750 000 décès annuels d'enfants africains), tous les spécialistes s'accordant à dire qu'il est depuis quelques années en pleine recrudescence. Cette augmentation est peut-être partiellement liée à la progression des phénomènes de résistance du parasite, mais des facteurs climatiques, des mouvements de population et des interruptions dans les programmes de lutte ont probablement joué un rôle important dans la réapparition d'épidémies, en particulier dans la partie sud du continent, au Swazià Madagascar. En termes moins diplomatiques, le paludisme flambe en Afrique d'autant plus volontiers que les autorités sanitaires ont oublié ou negligé l'existence de ce fléau.

Les maladies diarrhéiques, les infections virales et bactériennes, comme les autres parasitoses, continuent de sévir également sur un mode endémique. Longtemps présenté comme un objectif prioritaire relativement aisé à mettre en œuvre, le programme dit de « vac-

culose, diphtérie, poliomyélite, tétanos et coqueluche) montre aujourd'hui ses limites. Ainsi, même si l'on observe que cette couverture vaccinale a fait dans plusieurs pays africains de réels progrès, atteignant parfois 70 à 80 % des enfants, de nouvelles questions se posent : « Malgré leur succès, ces programmes pourront-ils ètre maintenus à long terme? se demande-t-on à l'OMS. Le coût total de l'immunisation contre ces maladies est inférieur à 5 dollars mais, pour certains pays, le total des dépenses publiques annuelles par personne, n'atteint pas cette somme dans le domaine de la santė. »

De fait, avec le ralentissement de la croissance économique des années 80, c'est bien, aujourd'hui plus encore qu'hier, d'argent qu'il s'agit. Dans les pays subsahariens. le revenu par habitant a diminué de plus de 2 % par an dans les années 1980, la croissance démographique continuant, quant à elle, sa progression. Plus généralement, le revenu moyen réel de l'Africain est retombé au niveau des années 1960 et l'Afrique subsaharienne, avec ses 450 millions d'habitants. produit annuellement des biens et des services équivalents à ceux d'un pays comme la Belgique. Si, dans les pays industrialisés,

on tente de freiner l'accélération

des dépenses de santé, en Afrique

on gèle, quand on ne réduit pas, cette part du budget, comme au Mali ou au Bénin où elle est tombée sous la barre de 1 % du produit national brut. Généralement, la moyenne des dépenses de santé publique ne dépasse pas 5 dollars nar habitant, ou se situe même nettement en dessous comme au Ghana, au Kenya, en Tanzanie, en Ouganda ou encore en Zambie. Face à cette situation à bien des égards dramatique, les analyses et les discours évoluent. L'OMS notamment a abandonné le propos univoque sur les « soins de santé primaires ». On abandonne progressivement le slogan totalement irréaliste de « la santé pour tous en l'an 2000 », en confiant que si chacun pouvait, dans neuf ans, avoir une possibilité d'accès à un système de soins tout ne serait peutêtre pas perdu.

C'est dans ce contexte qu'est apparue, et que se développe, l'épidémie de sida, la plus grave sans doute que ce continent ait jamais connue. Cinq millions de personnes sont déjà infectées par le virus, le plus souvent en Afrique centrale et en Afrique de l'Est. On compte plus de 700 000 cas de sida avérés et les projections épidémiologiques qui, jusqu'ici, n'ont jamais été prises en défaut, prévoient 20 à 25 millions d'adultes et d'enfants africains contaminés d'ici à l'an 2000.

#### « Négligence coupable »

Plusieurs participants à la conférence du Swaziland ont fait état de la multiplication des situations dramatiques. « Il existe d'ores et déjà des villages effacés de la carte. Dans d'autres ne vivent plus que des vieillards et des orphelins, que des vieillards et des forphelins, a ainsi expliqué le délégué du Soudan. Aux États-Unis et en Europe, on parvient à stopper de manière relative la progression de l'épidémie, mais il n'en va pas de même en Afrique et on ne peut comparer cette maladie à aucune autre puisqu'elle va exterminer des populations entières. Il nous faut des engagements politiques, des actions concrètes. »

En privé, plusieurs participants notaient néanmoins la difficulté qu'il y a encore à faire du sida une priorité politique, de nombreux responsables africains préférant, sur ce thème, parler avant toute chose de l'organisation du dépistage et des banques de sang plutôt que de la réalité de la transmission hétérosexuelle et des moyens de la prévenir.

« Le message des statistiques est clair », précise ainsi un document préparatoire de l'OMS pour la conférence. En dépit du caractère « sensible de ce problème dont il, n'est pas aisé de débattre en public, la prochaine génération taxera les responsables d'aujourd'hui de négligence coupable s'ils tardent à prendre des mesures rigoureuses contre

JEAN-YVES NAU

POINT DE VUE

# L'hôpital enfin majeur

par Yves Grogogeat

Le vote sur le projet de réforme hospitalière devait avoir lieu, mardi 30 avril, à l'Assemblée nationale. Pour la première fois, le gouvernement devrait faire appliquer la nouvelle procédure du vote personnel des députés, à moins que – faute de majorité – il ne décide d'engager sa responsabilité au titre de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution.

USQU'A jeudi demier, le projet de réforme hospitalière avait imaginé une mécanique complexe entre le niveau le plus bas (l'unité fonctionnelle), la structure traditionnelle (le service) et le département (coordination entre services) avec un partage des responsabilités entre les instances locales et nationales. Mais, dans tous les cas, c'était le ministre de la santé lui-même oui nommaît les six mille chefs de service des hôpitaux français. On pouvait s'étonner qu'une telle pratique survive en cette fin de vingtième siècle car elle est lourde, longue et déresponsabilisante pour les instances locales. Elle ne permettait nas de s'adanter rapidement à la réalité du terrain, à la complexité de la médecine d'aujourd'hui et à l'évolution des pratiques médi-

L'amendement proposé, jeudi 25 avril, par M. Bruno Durieux, ministre de la santé, n'est pas mince, car il transformerait profonsûr, le service peut rester la structure de base avec un chef de service nommé par le ministre, mais il suffirait que les deux tiers desmédecins de la commission médicale d'établissement d'un hôpital proposent à leur conseil d'administration de choisir leur autonomie, pour que l'hôpital devienne maître du choix de ses responsables médicaux et de son organisation, qui serait alors définie par le simple règlement intérieur. Ce transfert de responsabilité est hautement souhaitable.

En effet, comment is tutelle parisienne peut-elle donner un avis sur le bien-fondé du regroupement de tel et tel service en départements, savoir que tel hôpital a besoin d'une unité spécifique pour traiter des malades atteints de Side ou de cancer, donner un avis sur le souhait du docteur X d'être déchargé de certaines de ses responsabilités, d'en prendre d'autres, de les découper ou de les regrouper, etc. ? Autant de probièmes qui ne peuvent être appréhendés qu'au niveau le plus quotidien de la vie hospitalière par les acteurs mêmes de l'équipe soi-

Certains pourraient craindre qu'une telle autonomie ne comporte un risque et ne favorise les abus potentiels, les pouvoirs locaux. En fait, diverses actions menées déjà depuis plusieurs années montrent que la décentralisation des décisions et le regroupement en départements ont permis au médecin hospitalier d'affirmer sa responsabilité et aux hommes de travailler dans une meilleure harmonie, une plus grande liberté d'expression et une tolérance éclairée.

L'amendement proposé répond à l'aspiration du corps médical hospitalier, qui est devenu majeur et sait prendre ses responsabilités dans le choix de ses hommes et dans la gestion de son instrument de travail. Les expériences en urs ont déia montré leur efficacité, car les mentalités changent, et rapidement. Cette indépendance est une nécessité pour que soft poursuivie cette mutation hospitalière, tout en sachant qu'une telle indépendance ne se concoit pas sans contrôle a posteriori, et il faudra, là, que le gouvernement s en donne les moyens.

➤ Le professeur Yves Grogogeat est ancien président de la Commission médicale d'établissement de l'Assistance publique à Parie

Alors que la lutte contre l'épidémie est concentrée sur Bangkok

## Les autorités thailandaises s'inquiètent du développement du sida en milieu rural

Les autorités thaïlandaises sont alarmées par la rapidité avec laquelle l'épidémie de sida s'étend en province alors qu'on pensait, jusqu'ici, que la métropole de Bangkok — sept millions d'habitants — en était la principale cible. Selon l'un des responsables officiels, le nord du royaume serait le plus touché.

BANGKOK

de notre correspondant

Un quotidien de Bangkok, le Nation, a rapporté, la semaine dernière, que le nombre de malades, selon des calculs officiels, devrait atteindre le chiffre de 55 000 en 1994. Un rapport de l'OMS, datant de l'an dernier, avait estimé, pour sa part, que ce pays de près de 57 millions d'habitants compterait 1,6 million de séropositifs en 1995.

Une enquête sommaire faite par un chercheur thailandais dans le nord du pays apprès de 200 jeunes conscrits, donc issus de milieux ruraux défavorisés, souligne que les premiers rapports sexuels ont lieu, dans 50 % des cas, avant l'age de seize ans et, dans 73 % des cas, avec une prostituée. Toujours parmi les conscrits dans le Nord. les contrôles semestriels effectués depuis 1989 montrent que le taux d'infection augmente régulière-ment : de 1 % à 5 % en décembre 1989 : de 2 % à 10 % en mai 1990 ; de 5 % à 14 % en décembre dernier. Tous ces chiffres sont supérieurs à ceux qui prévalent en milieu urbain, notamment à Bangkok, où pourtant le pourcentage de drogués est nettement plus élevé qu'en province.

« Docteur

Préservatif »

Le docteur Thaweesak Nopkesorn, l'auteur de ces enquêtes présentées à l'occasion d'une conférence nationale sur le sida
organisée à Bangkok par le ministère de la santé, estime que la

Thailande devrait réviser sa politique de lutte contre l'épidémie, centrée jusqu'ici sur les milieux urbains et les centres touristiques. « Le véritable danger, a-t-il encore déclaré au Nation, se situe dans les zones rurales, où vivent 70 % de la population. Nous devons orienter nos efforts dans cette direction avant qu'il ne soit trop tard. »

Après avoir longtemps négligé les risques d'épidémie, notamment pour ne pas effrayer les touristes, les Thallandais ont entrepris un sérieux effort pour lutter contre la maladie. M. Meechai Viravaidhya mieux connu sous le nom de « Dr Condom » (« Docteur Préservatif ») à la suite de ses distributions de

préservatifs aux danseuses et pros-

tituées des bars de Bangkok – a même été nommé ministre auprès du premier ministre dans le gouvernement formé à la suite du coup d'Etat du 23 février.

Il a annoncé, hundi 25 mars, une vaste campagne d'information auprès du public pour lutter contre la permissivité dans un pays qui compte des dizaines de milliers de prostituées en dépit de l'interdiction de la profession. M. Meechai a indiqué également qu'un effort à plus long terme serait entrepris pour réduire le tourisme du sexe et multiplier les emplois en zones rurales, afin que les adolescents issus de milieux pauvres ne soient plus condamnés au commerce lucratif de la chair.

JEAN-CLAUDE POMONTI

#### REPÈRES

## CATASTROPHES Tomades

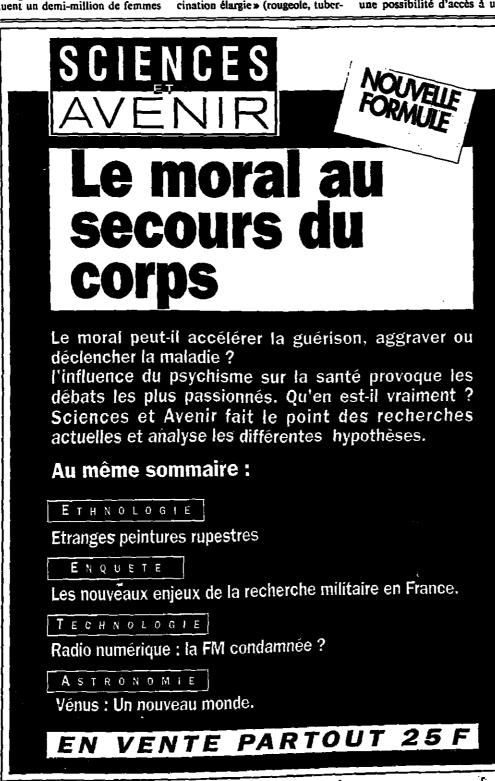
Tornades meurtrières aux Etats-Unis

Des tomades ont touché, vendredi 27 avril, sept Etats du Middle West américain - le Kansas et l'Oklahoma, mais aussi l'Arkansas, l'Iowa, le Missoun, la Nebraska et la Texas tuant 23 personnes et en blessant 200 autres. La plus atteinte a été la bourgade d'Andover (à l'ouest de Wichita, Kansas): 14 morts, 221 mobile homes, plus de 100 maisons, une église et des magasins ou bureaux détruits. Les dégâts matérials sont estimés à 50 millions de dollars (300 millions de francs) pour cette seule ville d'Andover. A Wichita, on a compté 5 morts et 2 dans des agglomérations voisines. Près de Wichita, l'alle d'un hôpital militaire a été déplacée de plus de 50 mètres. En outre, des grêlons gros comme des balles de golf ont cassé des lignes électriques dans i Arkansas.

### DÉPORTATION

Manifestations du souvenir à Izieu et à Drancy

A l'occasion de la Journée nationale de la déportation, 500 personnes environ ont assisté, dimenche 28 avril à Izieu (Ain), à une cérémonie en souvenir des 44 enfants enlevés par les Allemands le 6 avril 1944, dom 41 om 6t6 déportés à Auschwitz. Plusieurs personnalités ont assisté à cette cérémonie, dont M. Charles Millon, président de la région Rhône-Alpes et maire UDF de Belley (Ain) et M- Serge Klarsfeld, avocat, qui a reppelé qu'au cours de la deuxième guerre mondiale 11 000 enfants juits avaient été déportés de France vers les camps de la mort. A l'occasion du cinquantieme anniversaire de l'ouventure du camp de Drancy (Seine-Saint-Denis), une cérémonie du souvenir a eu lieu également devant le mémorial du centre où ont été internées environ 100 000 personnes.



The second second

the second

AND THE WAY

ware and the

Commence Street

A RELLEVA

A STATE OF THE PARTY OF THE PAR 

274 ab . 200 x

Maria Caranta

-

And the second second

The second of the

Gw. 7

BELLEVIEW CO.

· 一

Action there is a second

dental a

Tagana - - -

Andreas Control

Maria .

The Caption was and

·-- , --

-------

in sing

Address of the second

Aprel 200 .

emperature of

Array Santa

.

A Service Control of the Control

7 - 65 - 1

1734 82 1

والمستعلق والمعرف المطيقة

False Sale (1)

S. 100

50 C

sion endommagée par un accrochage au

départ : sortie de piste de Piquet (Benetton-

Ford) au deuxième tour, imité un tour plus

tard et presque au même endroit par Jean

Alesi (Ferrari) qui n'avait pu redresser suffi-

samment sa course après le dépassement de Stefano Modena (Tyrreil-Honda).

Ainsi, après trois des soixante et un tours, les cent cinquante mille tifosi pouvaient ranger leurs oriflammes aux couleurs de la Scuderia. L'effort exceptionnel de développement entrepris sur le moteur, la suspension avant et l'aérodynamisme des monoplaces rouges après les déconvenues des Grands Prix des Etats-Unis et du Brésil, débouchait sur un cinglant échec qui pourrait attiser la crise déclenchée par la remise en cause de la direction sportive de la Scuderia par Alain

Après ces éliminations prématurées, seul Riccardo Patrese (Williams-Renault), parti en tête, semblait en mesure d'inquiéter les deux McLaren-Honda d'Ayrton Senna et de Gerhard Berger. Mais il était stoppé dès le dixième tour par un problème de capteur. Dès lors, le Brésilien qui a toujours su faire de la pluie une alliée, semblait piloter sur un petit nuage. L'effet était pourtant trompeur. Privé de communication avec son stand, Avrton Senna surveillait son voyant de pression d'huile qui s'était allumé dès la micourse, l'obligeant à calquer sa course sur celle de son seul poursuivant, son coéquipier autrichien, pour réusair le premier doublé des McLaren-Honda depuis le Grand Prix de Belgique 1989.

Dans ces circonstances, il ne cachait pas sa joie et son soulagement à l'arrivée. Avec trois victoires en trois grands prix, Ayrton Senna est déjà remarquablement placé pour conserver son titre mondial. Surtout si le prochain grand prix, à Monaco, où il a triomphé trois fois au cours des quatre dernières années, continue à lui sourire.

# Jean Alesi, « cavallino » désarçonné

IMOLA

de notre envoyé spécial

Fallait-il y voir le symbole d'une passion trop brûlante? A peine Jean Alesi avait-il pris la piste pour la première séance de qualification du vendredi qu'un panache de flammes, provoqué par une fuite d'essence, s'échappa du moteur de la Ferrari, obligeant le jeune pilote de la Scuderia à emprunter la voiture d'Alain Prost nour s'assurer une place sur la quatrième ligne de la grille de départ. Sombre présage. Depuis des semaines, ce fils d'émigrés siciliens établis à Avignon depuis 1959, révait à ce Grand Prix de Saint-Marin, disputé sur l'autodrome Enzo et Dino-Ferrari, au cœur de cette province d'Emilie-Romagne où sont produites les voitures arborant le fier cavallino rampante (petit cheval cabré).

Devant cette foule venue célé-brer le culte de Ferrari, l'occasion était belle de justifier son transfert à sensation dans la plus célèbre écurie du monde, à peine plus d'un an après ses débuts en Formule 1. La presse italienne avait publié les modalités de la transaction : 2,5 milliards de lires (11 millions de francs) pour le rachat du contrat à Ken Tyrrell: 4 milliards de lires (18 millions de francs) pour le pilote et l'une des Ferrari de 1990 pour remercier Franck Williams d'avoir renoncé à son option.

#### Ecurie de tous les excès

Jean Alesi préfère se souvenir de son émotion lors de son arrivée à l'usine de Fiorano. Même si Euzo Ferrari que Maurice Trintignant, ancien vainqueur du Grand Prix de Monaco sur une monoplace rouge et parrain de la carrière du jeune Avignonais avait promis de lui présenter, n'était plus de ce monde. De son appréhension au moment d'effectuer ses premiers tours au volant de cette voiture de légende. Du plaisir fou qu'il avait ressenti en entendant rugir le monstrueux VI2.

Six mois de présence lui ont déjà permis de vérifier que Ferrari était bien l'écurie de tous les excès. A l'initiative d'un magazine ita-lien, des milliers de cartes d'encouragement sont arrivées à la carrosserie familiale de Vedène. Pour sa spontanéité, son audace et son panache en course, certaines le comparaient déjà au pilote que préférait Enzo Ferrari, le Québécois Gilles Villeneuve, dont un poster grandeur nature orne sa chambre à Villeneuve-les-Avignon.

Très vite, le jeune pilote français a pu mesurer ce qui différenciait les grandes écuries des autres. « Chez Tyrrell, explique-t-il, nous avions fait une séance d'essais avant le premier grand prix de la saison. Chez Ferrari, nous avons multiplié les séances à Estoril, au Castellet, à Fiorano, à Mugello, à Imola. Avant la première course, j'avais déjà fait plus de 4 000 kilo-mètres au volant de ma voiture.»

La nature du travail demandé change aussi. « Chez Tyrrell, dit-il, le moteur n'avait pratiquement pas èvolué en cours de saison. Le pilote peut se concentrer sur les réglages de son châssis. Ici, il ne se passe pratiquement pas une séance sans que nous ayons à tester une nouvelle évolution du moteur ou du

« Mais ce qui m'a le plus surpris en arrivant chez Ferrari, ajoute-t-il, c'est la capacité de réaction à un œuvre pour réussir. Chez Tyrrell, nous avions des délais parfois assez longs pour obtenir une modification de pièce car il fallait avoir recours à un fournisseur. Chez Ferrari, les

équipes peuvent travailler jour et nuit si c'est nècessaire.» Aux côtés d'Alain Prost, Jean

Alesi a aussi mesure ce qui sépare encore un jeune pilote, même sur-doué, d'un champion confirmé. Les Formule I actuelles sont très sensibles au moindre réglage et il faut maîtriser simultanément tous les paramètres du moteur et du chássis. Alain a acquis dans ce domaine une expérience incomparable. Cet hiver, j'ai préféré qu'il s'occupe du programme de develop-pement du moteur car je suis plus à l'aise avec les problèmes de châssis. Durant les trois jours d'un grand prix, l'information circule bien entre nous, ce qui ne nous empêche pas d'adopter souvent des réglages sensiblement différents pour la course. Alain a un style plus coulé en entrée de virage alors que j'ai besoin d'un petit coup de volant pour bien sentir ma voiture. »

Jean Alesi a abordé cette saison avec des ambitions limitées. « Je ne suis pas un rival pour Alain car l'ai encore trop à apprendre de lui, dit-il. Mon but principal est de bien m'intégrer et d'aider Ferrari à obte-nir ensin le titre mondial des constructeurs ou des pilotes.»

# endémique

La première partie de cet objec-tif est en bonne voie. « Depuis que je suis chez Ferrari, je me sens un peu plus italien, explique-t-il. Chez les mécaniciens, j'aime cette passion très latine qui contraste avec le professionnalisme froid des Britanniques. Je suis ne et j'ai grandi en France mais j'ai été élevé dans le respect des traditions et des fêtes siciliennes. Par exemple, il ne se passe pas de Saint-Joseph sans que ma grand-mère confectionne son bâton à base de biscuit et de figues

Pour les Italiens, Alesi est d'ailleurs redevenu Giovanni, son vrai prénom de baptême. Ce n'est qu'à seize ans que, las d'être appelé « spaghetti » ou » maccaroni » pat ses camarades de classe, il est devenu Jean Robert pour l'état

La deuxième partie de l'objectif de Jean Alesi est plus aléatoire. A l'enthousiasme excessif engendré par les résultats des essais hivernaux effectués en l'absence des nouvelles McLaren-Honda et Williams-Renault, a succédé la dèception des deux premiers grands prix. S'il a tout fait pour aider Alain Prost au plan technique pour tenter de redresser la situation avant Imola (la multiplication des seances d'essais lui a même occasionne une tendinite au pied droit), il n'a pas voulu le suivre dans la remise en cause d'Alessandro Fiorio, le directeur sportif.

Dans cette atmosphère de crise, presque endémique chez Ferrari au moindre revers, le jeune pilote français présère prendre ses distances. Après sa sortie de route, il a quitté le circuit d'Imola avant même l'arrivée victorieuse de Ayrton Senna. Il sait déjà où sc ressourcer pour oublier cette désillusion. Si sa résidence fiscale est désormais en Suisse, Jean Alesi préfère continuer à vivre dans la maison familiale récemment achetée sur les hauteurs de Villeneuvelès-Avignon. . Je me sens si bien en famille que j'aie envie de continuer à avoir avec eux les mêmes rapports que j'avais lorsque j'étais enfant. » Avec, pour exemple, son père, arrivé en France comme ouvrier carrossier et aujourd'hui à la tête d'une carrosserie ultra-moderne, avec trente-neuf salariés.

**GÉRARD ALBOUY** 

#### L'Argentine reste solidaire de Maradona

### « Diego, nous t'aimons malgré tout »

de notre correspondante C'est dans la nuit, vêtu de la même chemise à fleurs et du

même blouson en cuir noir au'au mament de son arrestation spectaculaire, que Diego Maradona a été remis en liberté dimanche 28 avril à Buenos-Aires movennant une caution de 20 000 dollars. Après vingthuit heures de détention, la sortie discrète de l'enfant prodige du football argentin n'est pour tant pas le dernier chapitre du scandale Maradona, L'ancien capitaine du Napoli, déjà condamné en Italie sur le plan sportif pour consommation de cocaine, doit maintenant affronter la justice de son pays. Après de longues heures d'in-terrogatoire, Maradona est accusé de a détention et distribution de droque à titre gratuit » et risque entre quatre et quinze ans de prison. « Maradona a reconnu devant le juge avoir consommé de la drogue au cours des derniers mois », a indiqué de son côté le représentant du joueur de football, M. Marcos Franchi.

Si cette nouvelle affaire de drogue a dissipé les doutes sur la toxicomanie de Maradona elle n'a pas ébranlé l'idolâtrie dont il fait l'obiet en Argentine € Diego, nous t'aimons malgré tout . quelque 400 personnes l'ont ovationné vendredi 26 avril au moment où la police des stupéfiants sortait de l'immeuble d'un quartier résidentiel de la capitale soutenant un Maradona pathétique, les yeux hagards et le visage envahi par une barbe de plusieurs jours. Le ministre de l'intérieur, M. Mera Figueroa, avant même toute analyse de sang, annonçait offi-ciellement que Maradona venait d'être arrêté alors qu'il consommait de la drogue en compagnie de deux amis d'enfance.

Surveillé depuis plusieurs semaines, le petit appartement où, seion d'autres versions, Maradona aurait été découvert endormi semble s'être refermé comme un piège, même si la police s'est déclarée « surprise » d'avoir trouvé le joueur de football dans cet endroit. La famille de Diego a reconnu que ce dernier était parti de chez lui depuis quarante-huit heures sans que l'on sache où il était. La nouvelle de l'arrestation de

Maradona a coïncidé, le 26 avril, avec la grande fête nationale du sport. Et de Carlo Bilardo, l'ancien entraîneur de l'équipe argentine, à Carlo Reuteman, l'ancien pilote de formule 1, er pagnons de jeu de Maradona, le monde sportif argentin a exprimé sa tristesse, mais aussi

déchue. « C'est un pauvre garcon qui est malade et il faut l'ai-der à s'en sortir. » Cette déclaration du président Carlos Menem résume l'attitude de la majorité des Argentins, alors que certains commentateurs politiques n'hésitent pas à comparer « la fragile et douloureuse situation de Maradona avec celle de l'Argentine». Depuis plusieurs semaines les scandales se succèdent à Buenos Aires, notamment les relations avec le trafic de drogue et le blanchiment des narco-dollars dans lesquels semble être impliqué l'entourage direct du chef de l'Etat.

#### Ouestions sans réponses

Dans ce contexte, le scandale Maradona pourrait jouer un rôle de diversion, au moins dans l'immédiat. Même si personne en Argentine ne doute que Maradona soit coupable, son arrestation laisse de nombreuses questions sans réponses Pourquoi la police est-elle restée quatre heures dans l'appartement où a été arrêté Maradona avant de le conduire en prison, ce qui a permis à la presse locale et même internationale au grand complet mais aussi à ses fans d'arriver sur les lieux? Pourquoi cette publicité dans son propre pays alors que Maradona a toujours été défendu par le président Menem, qui, à diverses reprises, a accusé la presse internationale de « campagne anti-argentine » des qu'elle dénonçait des scandales liés à la drogue?

Selon la première version de la police, elle aurait découvert un sac mystérieux en plastique noir contenent 500 grammes de cocaīne, qui aurait été jeté par la fenêtre au moment de l'arrestation. Mais, vingt-quatre heures plus tard, le ministre de l'intérieur a indiqué, sans plus de précision, qu'il s'agit en fait d'une quantité a bien inférieure ».

Enfin, ce n'est sans doute pas un hasard si le jour même de l'arrestation de Maradona un décret officel annoncait que celui-ci avait été destitué de son titre d'e ambassadeur sportif s que le président Menem lui avait octroyé en grande pompe avant le championnat mondial de football de 1990 en Italie. Plusieurs membres du gouvernement, dont le vice-président Eduard Duhalde, se sont empressés d'affirmer que cette arrestation exemplaire démontrait la volonté du président Menem de mener une camnagne sans merci contre la drogue en Argentine.

CHRISTINE LEGRAND

Tirage au sort

des quarts de finale :

Le choc entre le FC Nantes et

#### SKI DE VITESSE : la Coupe du monde

# Le retour de Franz Weber

La Coupe du monde de ski de vitesse des Arcs s'est terminés, dimanche 28 avril, avec la victoire de Philippe Goitschel (217,498 km/heure). A moins d'un an des Jeux olympiques d'Albertville et après six ans d'absence sur le circuit, l'Autrichien Franz Weber, l'athlète le plus titré de cette discipline, a fait sa réapparition.

#### LES ARCS (Savoie)

correspondance

Mark Spitz, George Foreman puis Björn Borg : ce mois d'avril aura été celui des retours impossibles. Trois tentatives, trois échecs. La preuve que le temps ne se remonte pas, que le corps, la technique et les sensations d'un athlète de premier plan ne se réveillent pas sans séquelles après de nombreuses années d'hibernation. Mais comme toute bonne règle a son exception qui la confirme, Franz Weber est revenu avec un certain bonheur sur les pistes qu'il avait quittées il y a six

Six titres consécutifs de champion du monde, détenteur du record du monde (20,937 km/h, record qu'il a tenu jusqu'en 1987), vainqueur, entre 1980 et 1985, de 95 % des compétitions où il s'est engagé, Franz Weber était le Borg, le Spitz du ski de vitesse. En 1985, au faîte de sa gloire, il se retire.

« Je venais de créer une société et de fonder une famille, se souvient-il. J'avais un problème de motivation. J'ai arrêté, sans regret, car j'avais tout et.» Six ans plus tard, à trente-quatre ans, il est père de deux enfants et à la tête d'une société de management de champions qui réalise 9 millions de dol-lars de chiffre d'affaires.

Enfants et bénéfices grandissent, mais le ski de vitesse aussi puis-qu'il est inscrit - comme épreuve de démonstration - aux Jeux olympiques d'Albertville. Au printemps dernier, Franz Weber réalise qu'une médaille d'or serait du plus bel effet sur sa cheminée ou sa carte de visite. « Ce retour à la compétition, c'est une affaire entre moi et moi, affirme Franz Weber. C'est un dési égoïste, même si un nouveau record du monde ne m'intéresse pas ; seul, l'or olympique me nque et me motive.»

#### Nouveau record personnel

Vélo, jogging, une quarantaine de jours de ski, des heures de lec-ture de vieux carnets de notes pour se remémorer ses sensations et retrouver les formules magiques de la préparation psychologique et des réglages de matériel, deux jours de tests, et revoila Franz Weber qui pointe le bout de ses spatules au départ de la nouvelle piste des

A la surprise générale, dès le premier run chronométré, il réintègre,

#### avec une dixième place, l'élite de la discipline. Mieux, il court 5 kilomètres-heure plus vite que son ancien record du monde. Au run suivant, il se classe cinquième, et au troisième il prend la quatrième place, grace à 215,036 km/h, nouveau record personnel. « Ma carrière a beaucoup évolué, la préparades pistes s'est considérablement améliorée. Le ski

de vitesse est moins physique qu'en 1985, où il fallait lutter autant contre la piste que contre l'air. Grâce à ces nouvelles conditions, avec seulement 90 % de mon potentiel physique et psychique, j'ai réussi la première phase de mon retour. Pour réussir la deuxième phase, il me reste à retrouver ces 10 % qui, il v a six ans, me permettaient d'être un « numero un » inamovible. En neuj mois, avec la perspective d'une médaille d'or olympique à la cle, cela doit être possible, même à trente-cinq ans passés v.

#### PIERRE-YVES GRAVIER

D FOOTBALL: violents incidents en Yougoslavie. - Une trentaine de personnes ont été blessées et environ quatre-vingts autres interpellées, samedi 27 avril, en Yougoslavie, à la suite d'affrontements lies à des matches de football. Les incidents les plus graves ont éclaté à Belgrade à l'occasion d'un « derby » entre deux équipes de la capitale, le Partizan et l'Etoile

#### BASKET-BALL Demi-finales « retour »

Limoges bat \*Racing Paris .. 95-89 (Limoges qualifié). Pau-Orthez bat Antibes..... 73-66 (une « belle » sera jouée mardi 30 avril à Antibes).

#### CYCLISME

**Amstel Gold Race** Le coureur Néerlandais Frans Maassen (Buckler) a remporté, samedi 27 avril, aux Pays-Bas, la classique cycliste Amstel Gold Race, en devancant au sprint l'itaien Maurizio Fondriest (Panasonic) et le Belge Dirk De Wolf (Tonton Tapis). Les trois hommes ont terminé avec huit secondes d'avance sur le Français Thierry Laurent (RMO) et une vingtaine de secondes d'avance sur le peloton.

#### ÉQUITATION

CSIO de Rome Le cavalier français Hervé Godignon, sur Akai Prince d'Incoville, a enlevé l'épreuve du Grand Prix au

Rouge (futur adversaire de l'Olympique de Marseille en Coupe d'Europe). Selon l'agence yougoslave Tanjug, un policier et dix-neuf jeunes gens (quarante-six selon d'autres sources) ont du recevoir des soins, A Split, huit personnes ont été blessées et cinquante autres interpeliées après le match entre l'équipe locale Hadjuk et le

# Les résultats

CSIO de Rome, dimanche 28 avril, à Rome (Italie). Il a bouclé sans faute le parcours de base et le barrage, battant de très peu le Britannique Nick Skelton (sur Alan Paul Apollo). Un autre Français, Eric Navet, champion du monde en titre sur Waiti Quito de Baussy, s'est adjugé la troisième place.

#### Concours complet de Saumur

La Française Marie-Christine Duroy a remporté, dimanche 28 avril, le concours complet international de Saumur avec la cheval Quart du Placineau, devant la Britannique Virginia Leng (sui Welton Houdini), médaille de bronze aux Jeux olympiques de Sécul. La France termine première du classement par équipe devant la Grande-Bretagne.

#### FOOTBALL

#### Coupe de France huitièmes de finale

Monaco bat "Toulon	
*Sochaux et Auxerre	
(Sochaux vainqueur 9 tirs au à 8)	but
Marseille bat *Paris SG	2-0
Nantes bat *Brest	2-1
Cannes bat *Ajaccio (D2)	1-0
*Niort (D2) bat Laval (D2)	2-1
Gueugnon (D2) b. *Tours (D2) .	1-0
Rodez (D2) bat *Annecy (D2)	2-0

l'Olympique de Marseille consti-tuera le match au sommet des quarts de finale, dont le tirage au sort a été effectué dimanche 28 avril. Les trois autres matches mettront aux prises Cannes et Monaco, Rodez et Sochaux, Gueugnon et Niort. Trois rencontres (dont Nantes-Marseille, pour ne pas charger le calendrier de l'OM avant la finale de la Coupe d'Europe) se dérouleront le mardi 14 mai, la dernière étant programmée le mardi 21 mai. Les matches auront lieu sur le terrain du premier nommé.

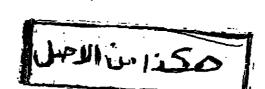
#### HANDBALL

Championnat de France

Le club de Nîmes a remporté son troisième titre de champion de France de handball en dominant Sélestat (27-21), samedi 27 avril, dans le Gard, lors de la vingtdeuxième et dernière journée de la compétition. Vénissieux termine deuxième et les Girondins de Bordeaux troisièmes.

#### Championnat de France (huitièmes de finale « aller ») \*Montpellier bat Tarbes...... 18-9 \*Brive et Stade Toulousain ..... 9-9 \*Mt-de-Marsan b. Narbonne 15-12 Montferrand bet \*Dax....... 15-9 \*Auch bat Racing CF...... 18-15 Toulon bat Bègles-Bordeaux 18-9 Perpignan bat Béziers ...... 15-9 Les matches « retour » auront lieu

les 4 et 5 mai.



#### CINÉMA

# Mourir en Norvège

Deux films en un

UNE POIGNÉE DE TEMPS de Martin Asphaug

Un vieil bomme tousse dans son lit. Ainsi commence le film de Martin Asphaug, Une poignée de temps. La référence aux Fraises sauvages de Bergman est immédiate et se prolonge, puisque le vieil homme voyage dans sa mémoire, converse avec sa femme, morte depuis un demi-siècle.

Il s'ennuie dans sa maison de retraite, et s'évade. Dans la réalité et dans le temps. Dans son imagination en tout cas. Il revit des moments-clefs de son passé et les modifie sans modifier pour autant son présent. En fait, tout se mélange, les retours en arrière ne sont pas chronologiques, ils suivent les élans, les palpitations du visil homme.

ieil homme. Pour adhérer sans réticence à ce

va-et-vient entre rêve et réalité, enveloppé d'une poésie insistante, il faudrait s'attacher à cet homme, avoir envie de savoir. Mais ce que l'on apprend de lui par saccades demeure trop fragmentaire. Contrairement à Bergman, le réalisateur reste en surface de son personnage, qui apparaît donc sans mystère, plutôt banal.

En revanche, le film reconstitue avec soin la rude existence des paysans norvégiens dans la première moitié du siècle, et se délecte d'une nature sauvagement grandiose : rocs gelés, ciels transparents, torrents, tempêtes, forèts sombres, plus une mer que l'on devine glacée, mais dans laquelle on se baigne nu... Deux films se superposent sans s'unir : un beau documentaire touristique et l'histoire malheureusement inachevée d'un vieil homme qui plaisante avec la mort.

COLETTE GODARD

# La diablesse et le clochard

Visages grimaçants

L'OMBRE D'EMMA de Soeren Kragh-Jacobsen

Le petit chat n'est pas mort. Mais il s'est fait éjecter du très cossu appartement d'Emma par sa glaciale maman. Privée de son ultime ami, la gamine sevrée de tendresse choisit la fugue. Et comme on parle justement beaucoup dans les gazettes, qui traînent dans le salon art déco, de l'enlèvement du fils Lindbergh, elle simule son propre kidnapping. Plongée dans les bas-fonds de Copenhague, jusqu'au taudis chaleureux de l'égoutier Malthe, souffredouleur clochardisé du quartier.

douleur clochardisé du quartier. Ce ne sont guère les prévisibles tribulations de cette diablesse de

douze ans avec son protecteur-nounours (apprivoisement réciproque, dépense somptuaire de la rançon en friandises) qui font l'intérêt de l'Ombre d'Emma. Et certainement pas la mise en scène. Mais plutôt quelques étranges parti-pris, tels que d'avoir rendu horripilante son héroïne pendant au moins les deux tiers du film, ou d'user et d'abuser de visages grimaçants ou caricaturaux jusqu'à faire songer à l'expresi la vraie noirceur de la traque du brave Malthe, que les policiers prennent pour un réel ravisseur. Qu'on se rassure dans les chaumières, tout finira bien.

JEAN-MICHEL FRODON

# Chesnais déchaîné

Une heureuse comédie de boulevard

**TRIPLEX** de Georges Louiner

Qu'un informaticien, ingénieur malchanceux et ruiné, fasse avaler une carte à puce à son syndic de faillite et se retrouve en prison préventive, c'est une bonne idée de comédie. Nicolas, l'informaticien – Patrick Chesnais, – est donc traduit en justice et Nathalie – Cécile Pallas, débutante prometteuse, – son avocate commise d'office, est fiancée à Franck, l'avocat du syndic.

Si Georges Lautner, après plusieurs films décevants, renoue heureusement avec le divertissement farfelu qui a fait son succès dans les années 60/70, c'est grâce à un scénario fort bien agencé et dialogué par Didier van Cauwelaert, qui reprend dans un contexte modernisé le per-

sonnage de gaffeur emmerdeur auquel était voué naguère Jean Lefebvre. Le titre du film, Triplex, fait référence à l'immobilier pour s'appliquer au classique trio Nicolas/Nathalie/Franck, car bien entendu l'homme aux cartes à puce s'éprend de l'avocate qui l'a fait relazer. Il veut absolument qu'elle ne s'occupe que de lui, et bousille sa liaison avec Franck, qui d'ailleurs

n'est pas sans tache...

Patrick Chesnais, déjà lancé à fond de train dans la Pagaille de Pascal Thomas, est, chez Lautner, totalement déchaîné. Il est vrai qu'il a le plus beau rôle. Il apporte par son jeu la vraie fantaisie de la comédie de boulevard, dont la mise en scène n'assure que l'aspect fonctionnel. Il n'a sûrement pas fini de sur-

JACQUES SICLIER

DANSE

# « Giselle » sans kitsch

Une production nouvelle qui allie romantisme et modernité

GISELLE au palais Gamier

Il y a deux ou trois ans, «trainé» par un ami à la galerie Yvon Lambert, Patrick-Dupond découvre les toiles du jeune peintre breton Loïc Le Groumellec et s'écrie aussitôt, devant ces paysages désolés, hérissés de menhirs : « Mais c'est Giselle!» Il n'oubliera pas ce choc. Devenu, entre-temps, directeur de la danse à Garnier, où une reprise de Giselle est prévue pour le cent-cinquantième anniversaire de l'œuvre, il commande aussitôt décors et costumes à Le Groumellec, qui travaille là pour la première fois au théâtre.

mière iois au ineaire.

Emoi dans le petit monde conservateur des balletomanes.

Quoi! un peintre « moderne » pour Giselle, intouchable chefd'œuvre du ballet romantique! Hérésie! Des rumeurs courent, les costumes bafoueraient les exigences de la danse (quelques modifications de détail seront, en effet, apportées); pis, un hiatus se produirait entre le nouvel environnement et la chorégraphie, restée traditionnelle comme la pantomime.

Electricité dans l'air le soir de la première, le 25 mars. Qu'avons-nous vu? Nul hiatus. Enfin débarrassée de son style « calendrier des postes », une Giselle harmonieuse, sobre et belle, que son dépouillement accorde subtilement à notre temps, sans trahir son esprit d'origine.

Au premier acte, une grande toile de fond beige, doux vallonnements se confondant avec un 
ciel marbré; à gauche, sortant à 
demi de la coulisse, une maisonnette sans porte, ni fenètres, 
réduite à son plus simple volume, 
comme celles du Monopoly; à 
droite, une sorte de vaste cage 
blanche, que seuls les esprits tatillons jugeront impropre à dissimuler le manteau et l'épée du prince.

#### Piquante et enjouée

Un deuxième acte poétique, mystérieux, avec cette rangée de mégalithes et de menhirs émergeant lentement de la brume, au fond du plateau dénudé où se dresse la blanche croix tombale de Giselle. Les costumes? Un peu engoncés par-ci (les vendangeuses débarrassées de leurs paniers de raisin), un peu hétéroclites par-là (la suite princière), ils marient agréablement des bleus et des verts éteints pour les paysans, des pourpres, émeraude, mais, aubergine, outre mer, Véronèse, pétrole, tabac pour la cour.

pétrole, tabac pour la cour.

Patrice Bart et Génia Polyakov,
les maîtres de ballet, ont très
habilement remonté et adapté la
chorégraphie (d'après Jean
Coralli) de Jules Perrot, dont il
est impossible, comme on sait, de
retrouver la version « authenti-



Claude de Vulpian et Laurent Hilaire

que », avec de jolies trouvailles comme cet essaim de Wilis entourant la tombe de Giselle pour saluer son apparition et un souci bienvenu de cohérence et de clarté dans la mise en scène.

Le premier soir, Claude de Vulpian est une Giselle fine, intériorisée, une lithographie un peu pâtie, touchante. Laurent Hilaire, qui n'a cessé, ces dernières années, de progresser en force et en sûreté, est un prince à traîner tous les cœurs après soi et à les achever au deuxième acte par des cabrioles et des entrechats somp-

Wilfrid Romoli invente un Hilarion (l'amoureux éconduit de Giselle, dont la jalousie précipitera le drame) aux antipodes du troisième couteau mélo qu'on nous sert si souvent; il réussit à

en faire un personnage complexe et intéressant, tout en s'intégrant fort bien à la sobriété générale du

c'est Monique Loudières, le lendemain, qui va nous faire tomber à genoux devant une Giselle entrée dans la cour des grandes, technique éblouissante certes, mais qu'on ne songe même plus à remarquer tant elle est justifiée, transcendée par l'interprétation. Giselle piquante, enjouée, infiniment charmante et expressive an premier acte: transparent fantôme au second, mais le cœur encore brûlant d'amour pour son prince repenti, l'entourant d'une tendresse désespérée qu'on ne

pourra plus oublier.

Patrick Dupond joue sur le contraste en fin comédien : son prince n'est d'abord qu'un cou-

reur de jupons, pas vraiment épris, un Don Juan amusé que la passion foudroie, soudain, à la mort de Giselle et qu'on verra alors ravagé de douleur. Marie-Claude Pietragalla faisait en Myrtha, la reine des Wilis, des débuts attendus : ne parions plus d'une beauté et d'une autorité déjà légendaires, admirons des bras ondoyants et crémeux, qui devraient clouer le bec à ceux qui l'étiquetteut « danseuse moderne, moins apre oux rôles romantiques v. Le jour où elle oubliera le public, qu'elle ne pent s'empêcher par moments de toiser, elle sera reine entre les reines.

SYLVIE DE NUSSAC

> Jusqu'au 11 mai à 19 h 30.

Matinée à 14 h 30 le samedi
4 mai. Tél. : 47-42-53-71

THÉATRE

# Ce paradis chaque jour perdu

Une pièce réputée injouable, l'œuvre la plus poignante de Williams

LA NUIT DE L'IGUANE à la Comédie-française

La Nuit de l'Iguane est la hantise intime, obscure, de Tennessee Williams, son tréfonds. Intransmissible. A plusieurs reprises, de loin en loin, il est revenu à ce fantôme. Sans nous aider à le rejoindre. C'est son œuvre la plus poignante.

A l'origine, rien que des sensations. On ne peut plus simples. L'odorat, le goût, l'ouie, la vue, de Teunessee Williams, sont violemment touchés : il a vingt-huit ans, il vient de tomber sur un coin isolé et inviolé de la côte du Mexique. Quelques-unes de ces sensations,

Queiques-unes de ces sensations, dans le désordre. La noix de coco. Verte, toute fraîche cueillie au sommet de l'arbre. Tennessee Williams tient à préciser, dans le manuscrit de la Nuit de l'iguane, que l'arbre est juste là en plein milieu de l'action, du décor, et que l'on monte y cueillir les noix presque pour un oui ou pour un non. Prenez un coutelas-sabre, fendez en deux la noix de coco verte. Dedans ce n'est pas du lait, c'est de l'eau. Une eau surnaturelle, d'une odeur et d'un goût à peine décelables mais qui suscitent aussitôt une illusion d'eden, de nais sance du monde. La première eau. L'eau des premières jours de la

Prenez l'iguane. C'est un saurien. Pas aussi grand que le varan des îles Komodo, qui mesure plus de trois mètres, mais l'ignane peut atteindre un bon mètre cinquante, et, là, ce n'est plus la Bible, c'est l'autre Histoire, celle des monstres de la préhistoire. La fable des origines. Et l'iguane prend facilement des airs d'acteur, maquillé, costurné, qui vient jouer une p'tite pantomime, sous vos yeux.

Prenez les fleurs, les arbres, des tropiques. Tennessee nous dit qu'ils enserrent l'action de sa pièce. Que ce soit la fougère géante, le mansuier, le flamboyant,

même le bambou, ils n'ont rien de commun avec les arbres de Chicago, de Memphis. Ces arbres des pays chauds vous sautent à la figure, par une force de présence, présence active comme s'ils disposaient d'une énergie et même d'une volonté définie d'expression et d'un don de maléfices.

d'un don de maiences.

Il faudrait rappeler les cris des oiseaux et surtout les cris des insectes, cris d'une même intensité, qui s'associent, émettent un rythme et des timbres qui vous alertent comme si vous étiez cernés de démons qui s'entretiennent à travers vous. Arrêtons là l'énumération des surprises d'un tel lieu : la nature vous en réserve bien d'autres.

#### Faisceau d'images

Tennessee Williams, dans son coin de paradis du Mexique, ne reçoit, par ses cinq sens, rien de plus que ce que n'importe quel pétein recevrait là. Mais ses cordes sensibles sont plus tendues, plus écorchées. Et surtout, sa réaction à ces sensations neuves, d'une part, et d'autre part tout un faisceau d'images et d'idées constantes dont il ne s'est pas guéri s'interpénè-

Corps de femmes et d'hommes, de la fleur de l'âge à l'avant-agonie, air marin de la poésie, halte de la prière, entêtement du sexe à ses heures, vieux attachements obscurs... Eau de source de l'arbre à paimes, plésiosaures, arborescences géantes, clameurs de la genèse... Toutes ces « fuites » de la conscience de Tennessee Williams, ii ne saura pas les chasser. Il ne saura pas les écrire. Il les appellera la Nuit de l'iguane.

Deux actes de l'imagination créatrice peuvent plus que d'autres tenter de ressusciter des « nuits de l'iguane » : la poésie et le cinéma. Si Tennessee Williams a écrit ce poème, ou des fragments de ce

poème, il les a détruits. Le film a été fait, superbe, par John Huston, et joué par Richard Burton qui donnait la lumière joyeuse autant que la nuit de ce rêve, et par Deborah Kerr; Tennessee Williams n'a pas aimé.

Récit en prose, pièce en un acte, pièce en trois actes, plusieurs versions... Brigitte Jaques propose une mise en scène d'une version de la Nuit de l'iguane traduite en français par Gérard Wajcman. C'est bien sûr un défi. Puisque cette œuvre, redisons-le, n'existe, ne respire, que par des réactions de l'odorat, du goût, des sens physiques, et qu'au théâtre là n'est pas du tout la question.

Le choc de Tennessee Williams, au Mexique, fut tel qu'il lui inspira se plus belle pièce – une pièce injouable. La plus émouvante à écouter et à regarder, surtout lorsqu'elle est animée, comme ici, par le jeu léger, raffiné, souriant, recueilli, profond, sisé, vraiment merveilleux, de Catherine Salviat, par le jeu aussi de Pierre Vial, d'une charge spirituelle et affective très forte dans le rôle du vieux poète qui va mourir tout à l'heure parce qu'il a enfin achevé son poème au « courage » qui « vivra plus loin que dans l'arbre aux fruits d'or ».

Le révérend Shannon, pasteur révoqué par l'Eglise, est le caractère d'homme le plus marquant du théâtre de Tennessee Williams: Jean-Baptiste Malartre y est excelent, il lui manque juste un rien d'humour. Remarquables sont aussi Catherine Ferran, Yvan Duruz, Catherine Sauval, Claude Lochy, et, naturellement, la grande actrice Bérengère Dautun, mais il semble que le metteur en scène leur ait imposé, de ces rôles, une vision à la fois incomplète et exa-

MICHEL COURNOT

# JEAN-MARC LUISADA: UN ROMANTIQUE D'AUJOURD'HUI

AUDACIEUX. Depuis longtemps, Deutsche Grammophon boudait les pianistes français. Et voici que c'est au plus original de nos jeunes loups du clavier que l'illustre maison confie une nouvelle version des valses de Chopin. PRESTIGIEUX. Carnegie Hall fête ses cent ans. Depuis son inauguration par... Tchaikovski, le temple new-yorkais de la musique a vécu au rythme des passions et des mutales des musiques a légende d'un siècle.

tions de l'Amérique. La légende d'un siècle. PLURALISTE. Au Conservatoire, Dominique Merlet le doyen et Michel Beroff le benjamin enseignent le piano. Entretiens croisés, par Philippe Cassard, un ancien élève

PARADOXAL. A l'heure du son laser, le 78 tours gagne sans répit des adeptes à sa cause. Enquête dans un microcosme où la nostalgie est toujours ce qu'elle était. Et aussi : Elfriede Jelinek, musicienne et romancière ; le Moyen Age de Dominique Vellard ; l'Olympia ; les J.M.F., les chaînes haut de gamme ; le club ; les disques, les livres, les petites annonces.



Le Monde de la Musique 30 F chez votre marchand de journaux.

UNE PUBLICATION LOFT

Constant Control

**ARCHITECTURE** 

# La ville laboratoire

Trois immeubles témoignent de la vitalité du logement parisien

En passant rue de Meaux, sans trop y prendre garde, l'un d'entre nous avait ironisé : « Tiens, un Piano d'imitation | », gardant bien sûr en mémoire la poésie du petit bâtiment d'angle construit par le fameux architecte italien à côté du Centre Pompidon, pour une exten-sion de l'IRCAM. C'est vrai qu'il y avait un air de ressemblance, ces façades rouge brique et régulièrement tramées, et ce soin apporté au détail. Queiques jours plus tard, il fallut se rendre à l'évidence : le faux Piano en était un vrai, et de la meilleure trempe. La qualité du dessin s'expliquait, le soin s'avérait perfection, et le tout se doublait d'une étrangeté : ce bâtiment hors norme dans Paris par ses techniques de construction, par son voca-bulaire était un banal immeuble de logements parfaitement accessible au commun des mortels.

Les traditions commerciales ont fait baptiser cet ensemble, au 64 rue de Meaux, Square des Bouleaux. C'est un peu désuet, mais cela correspond à la lettre et à l'es-prit des plantations réveuses qui occupent l'essentiel d'une cour rigidement rectangulaire et font un contrepoint à la sévérité géométrique de l'ensemble, du gabarit au plan masse. Mais cela vibre aussi, comme le béton de fibre, dont les feuilles argentées alternent régulièrement avec la céramique rouge.

Les références abondent, comme devant toute œuvre à la fois riche d'invention et économe de moyens : le Japon, l'Italie? Ou tout simplement Paris, dont l'agence Piano respecte ici singulièrement l'esprit tout en livrant à la ville une sorte de nouveau prototype. Un de plus, regretteront les esprits chagrins, pour qui l'accou-tumance à un langage inhabituel, surtout architectural et donc obligatoire, est toujours un supplice. Un de plus, se réjouiront les autres, qui, tout en regrettant le peu de cas souvent fait des «com-modités internes» (le Monde du 28 février), apprécient à leur juste valeur les efforts entrepris pour redonner à la ville contemporaine l'urbanité que les décennies d'après guerre semblatent avoir définitivement condamnée. Un phénomène particulièrement appréciable à Paris.

C'est en effet un paradoxe parisien, et plus précisément munici-pal, que d'avoir produit des outils d'études tout à fait sophistiques pour aider à la croissance heureuse

PRINTEMPS DES ANTIQUAIRES

de la ville, en l'occurrence l'Atelier parisien d'urbanisme (APUR), et de perdre pied dès qu'il s'agit de projets de quelque importance. On l'a vu récemment : c'est avec la même fierté, ou presque, que le maire de Paris, M. Jacques Chirac, convoyant un solide groupe d'offi-ciels et de journalistes, a présenté la maquette de la «banane», le centre Zeus, au bout de feu les entrepôts de Bercy (le Monde du 20 avril), et plusieurs réalisations de bon aloi, voire exemplaires, implantées dans le douzième arrondissement de la capitale.

Quelle meilleure idée, en effet, que d'avoir confié à Patrick Berger, un des plus sensibles archi-tectes de sa génération, l'un des plus inventifs et pourtant l'un des plus respectueux du contexte, le soin de restaurer et aménager les voûtes sous le viaduc de l'avenue Daumesnil? Quoi de plus sage, encore, que d'avoir demandé à Roland Schweitzer de coordonner l'aménagement de la ZAC Reuilly?

#### L'aventure des petits équipements

Certes, tout ne relève pas ici de la plus pure perfection, dans cet ensemble complexe qui répartira à terme 6 hectares de bureau pour huit cents logements autour d'un jardin et d'un mail, et sur lequel ont travaillé plus d'une dizaine d'équipes d'architectes. Il y a, côté jardin, un peu de gras dans la ville, un peu de cet embonpoint qui sem-ble devoir caractériser, à Paris, le tout-venant des immeubles de bureau. Mais le logement, assujetti tant par les politiques que par les promoteurs à un régime beaucoup plus sportif, fait preuve ici d'une éclatante jeunesse, disciplinée de surcroît puisque apparemment les différentes équipes ont su coexister sans se livrer à de trop apres surenchères formelles, et même coexister avec la barre passablement monu-mentale laissée avenue Daumesnil par un disciple de Perret.

Ce moment, sans doute un peu tendu, de l'histoire de la ville se trouve ainsi réhabilité, au sens constructif comme au sens pénal. Cela mettra du baume au cœur de ces architectes restés prudemment anonymes qui ont décliné le thème aujourd'hui honni de la barre à tous les coins de l'Hexagone. Il est vrai que cette barre-ci a des qualités que n'ont pas, tenez, au hasard, les casemates sordides de la place des Fêtes, dans ce dix-neuvième arrondissement qui, depuis vingt ans, n'a plus à donner à son «regard» (i) que les moiteurs du

telligence à leurs maîtres d'ouvrage pour corriger par la seule vertu de

Mais revenons sur terre, à cette rénéralement à ces petits équipe ments qui ne sont, pris individuellement, ni des gages de pouvoir ou de renommée pour un maire de grande ville ni l'occasion de bonnes affaires pour les promo teurs privés. Ce sont des édifices à petits prix, parfois à tout petits prix, parfois à prix moyens. Il faut done beaucoup d'ingéniosité aux maîtres d'œuvre et beaucoup d'inAujourd'hui, à bien des égards, la ville elle-même, et en l'occurrence Paris, a pris le relais de l'inven-Sans doute subsiste-t-il des brutalités spirituelles, comme la ZAC Montempoivre, où cependant les

l'architecture la pingrerie de leur

financement, et parfois pour faire oublier les méchancetés sociales

que cela entraine. Durant la décen-

nie 70 et au-delà, la banlieue pas-sait, dans les diners mondains,

pour le «laboratoire» de la nou-

velle architecture française.

ménagères se retrouvent dans le culte d'une construction ordinaire - la cuisine doit être à gauche, immédiatement après la porte d'entrée. Sans doute la plus grande part des immeubles construits relève-t-elle d'un tout-venant moyen, un peu prétentieux pour faire mousser le diplôme, mais tout à fait similaire, en définitive, à la production des architectes haussmanniens, heureusement brides par l'obligation (relative) des balcons aux deuxième et cinquième étages.

Ils n'ont plus pour obligation désormais, et, espérons-le, pour quelque temps encore, que de s'aligner sur le tracé des rues, de respecter des hauteurs, de construire la ville sur la ville, de densifier. Cela peut donner les deux cents logements de l'immeuble signé Piano. Cela peut produire aussi l'intelligent édifice, de taille comparable (cent vingt logements), construit pour les besoins de l'Assistance publique par Gilles Bouchez, boulevard Vincent-Auriol.

Ce batiment gris, d'un seul tenant, est en fait articulé en trois blocs, qui répondent avec une complicité mi-ironique, mi-naïve à la mécanique métallique du métro aérien, au milieu du boulevard. Malgré quelques grimaces un peu malhabiles sur les toits, la réalisation de Bouchez représente, comme celle de Piano, un remarquable concentré d'astuces, parfois presque imperceptibles, qui peuvent concerner le tout et le détail, les modes de construction comme le plan masse, la lumière comme les circulations. Les immeubles dits baussmanniens tendaient à l'unisormité, à la régularité. lci l'immeuble de Bouchez, comme celui de Piano, tend à la singularité, mais sans pour autant créer de fracture dans la ville.

C'est ce qui fait aussi la qualité d'un immeuble à peine « perceptible » construit quai de Seine par Yves Lion. Remarquablement dessinė, strictement « moderne », c'est-à-dire sans aucune des singeries dont le « post-modernisme » a cru bon d'affubler ses constructions, pensant les rendre plus pré-sentables. Cet immeuble de Lion (qui a reçu en 1990 l'Equerre d'argent du Moniteur pour le Musée de Blérancourt) est l'une des plus parfaites démonstrations d'architecture brute qui aient été faites à Paris, ces derniers temps, en matière de logement. Pas une concession aux modes, pas un clin d'œil, pas un sourire, mais la certi-

tude (vraisemblable) du vieillir

bien, si les matériaux l'autorisent,

parce que, aussi savamment tra-

révéler peu à peu sa beauté.

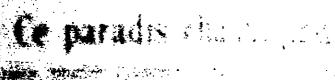
vaillé, un tel édifice ne peut que

Piano, Bouchez, Lion, ce sont là trois exemples arbitraires à Paris, parmi deux bonnes dizaines d'autres architectes de fier talent et de belle imagination. Bref, nous n'avons que l'embarras du choix, la ou, voici dix ou quinze ans, une seule main était presque de trop pour compter les vrais maîtres d'œuvre. Car, il faut s'en souvenir, cette aventure du logement est passée par quelques étapes peu visibles en termes de taille, mais sans doute capitales en termes de symbole : Gaudin, rue de Ménilmontant, et bien sur Portzamparc, pionnier d'un retour à la réflexion urbaine, avec l'immeuble de la rue des Hautes-Formes.

Le public a commencé à apprendre ces noms, à côté de ceux qui ont fait les «grands travaux prési dentiels ». Il faut sans doute qu'il apprenne aussi les poms de ceux qui ont permis à ces architectes de construire : l'APUR, parce qu'elle a défini une politique de prudence et d'intelligence pour l'ensemble de la capitale, des organismes qui n'ont pas la main systematiquement heureuse, mais qui l'ont parfois bigrement, comme l'Office de construcion d'immeubles locatifs pour Gaudin, l'Assistance publique pour Bouchez, ou encore et surtout la Régie immobilière de la Ville de Paris. Celle-ci, sous la direction de Michel Lombardini, a été à l'origine aussi bien des Hautes-Formes de Portzamparc que du Square des Bouleaux de Piano, de l'immeuble de Lion et d'une kyrielle d'autres qui ont été pour autant d'architectes l'occasion de démontrer leur

FRÉDÉRIC EDELMANN

de la ville, dont subsiste un exemplaire



张 新 海海 (1)

Francisco de America

Application of the second

- Distriction of the second

men Contract

The second of the second

The second state of the second

The state of the s

To the second

- COMMUNIQUE -

(Publicité)

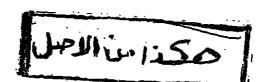
ar jugement du Tribunal Correctionnel d'AUCH le 19 avril 1990, confirmé le 18 octobre 1990 par la Cour d'Appel d'Agen, Monsieur Claude TUFFIER, agent commercial de la Compagnie Générale des transports de Nice, a été reconnu coupable des délits de faux et usages de faux en écritures privées par altération d'écritures ou de signatures, en l'espèce des lettres et imprimés présentés comme émanant de la F.E.N. de la REUNION et du Ministère des Départements et Territoires d'Outre-Mer.



Directement votre correspondant. L'un des avantages de Numéris, c'est que chaque personne dans l'entreprise a son numéro. On peut la joindre directement. Sans intermédiaire. Sans perte de temps. Numéris aujourd'hui, c'est un seul et même réseau pour transmettre la voix, les données, les images, rapidement et avec la qualité numérique. Partout en France, quelle que soit la taille de votre entreprise, Numéris est disponible. Parce qu'il est un standard international, il vous garantit la pérennité de votre investissement. Pour découvrir tous les avantages de Numéris, consultez votre agence FRANCE TELECOM ou appelez le NEVERT 85 28 18 28

NUMERIS. TOUT COMMUNIQUER PLUS SIMPLEMENT.





حكذا من الاصل

#### CINÉMA

#### CENTRE GEORGES-POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29) Les Cinémas d'Asie centrale soviéti que : les Messagers se hâtent (1980, v.o. traduction simultanée), d'Azerbaijan Mambetov et Khodjadourdy Narliev, 14 h 30; Khoudjoum (1987, v.o.), de Choukhrat Makhmoudov; le Berger (1988, v.o.), de Reces Chambian (1966, v.a.), de Bolot Chamchiev; Turksib (1929, v.a.), de Victor Tourin, 17 h 30 ; le Sauvage (1988, v.o. s.t.f.), de Kamara Kamalova, 20 h 30.

#### LES EXCLUSIVITÉS

LES AFFRANCHIS (") (A., v.o.) Cinoches, 6- (46-33-10-82). ALICE (A., y.o.) : Ciné Beaubourg, 3

(42-71-52-36); Action Ecoles, 5: (43-

25-72-07) ; UGC Rotonde, 6- (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8- (45-62-20-40) ; Studio 28, 18- (46-06-36-07). ALLO MAMAN C'EST ENCORE MOI (A., v.o.) : George V, 8- (45-62-41-46) . UGC Normandie, 8: (45-63-16-16) ; v.f. : Rex. 2- (42-36-83-93) UGC Moniparnasse, 6: (45-74-94-94) Pathé Français, 9- (47-70-33-88) ; Para mount Opéra, 9- (47-42-58-31); UGC Gobelins, 13- (45-61-94-95); Mistral, 14- (45-39-52-43) ; Pathé Montpar nasse, 14- (43-20-12-06); UGC Convention, 15- (45-74-93-40); Pathé Clichy, 18- (45-22-46-01); Le Gam-

betta, 20- (46-36-10-96). L'ANNÉE DE L'ÉVEIL (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1+(40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2. (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6. (43-25-59-83) ; La Pagode, 7. (47.05-12-15) : Gaumont Champs-Elysées, 8- (43-59-04-67); Saint-Lazare-Pasquier, 8- (43-87-35-43); 14 Juillet Bastille, 11- (43-57-90-81) ; Fauveite Bis, 13- (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14• (43-27-84-50) ; Miramar, 14. (43-20-89-52) · 14 .htillet Beaugrenelle, 15. (45-75-79-79).

ARACHNOPHOBIE (A., v.o.) Forum Horizon, 1= (45-08-57-57); UGC Odéon, 6. (42-25-10-30) ; George V. 8. 145-82-41-461 : UGC Norma (45-63-16-16) ; v.f. ; Rex. 2- (42-36-83-93) ; UGC Montparnesse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9 (45-74-95-40) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) UGC Gobelins, 13: (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14- (43-20-12-06); UGC Convention, 15- (45-74-93-40) ; Pathé Wepler II, 18- (45-22-47-94) ; Le Gam-

betta, 20- (46-36-10-96). LES ARNAQUEURS (A., v.o.) : Swdio Galande, 5- (43-54-72-71); Cinoches, 6: (46-33-10-82). AUJOURD'HUI PEUT-ÉTRE... (Fr.)

Lucemaire, 6 (45-44-57-34). AUX YEUX DU MONDE (Fr.) : Gaumont Opéra, 2º (47-42-60-33) : UGC Danton, 6: (42-25-10-30); La Bastille, 11- (43-07-48-60); Gaumont Pamasse,

14- 143-35-30-40). LES AVENTURIERS DU TIMBRE PERDU (Can.) : Latina, 4 (42-78-47-86) ; Le Berry Zèbre, 11. (43-57-

BASHU, LE PETIT ÉTRANGER (ira-

nien, v.o.): Utopia Champollion, 5- (43-26-84-65) BONS BAISERS D'HOLLYWOOD

(A., v.o.) : George V. 8. (45-62-41-46) ; Sept Pamessiens, 14. (43-20-32-20]. LE BUCHER DES VANITÉS (A.

v.o.) : Gaumont Ambassade, 8- (43-59-19-08) ; Grand Pavois, 15- (45-54-46-85) ; v.f. : Paris Ciné I, 10- (47-70-

BUSINESS OBLIGE (A., v.o.) George V, 8 (45-62-41-46); Sept Par-nassiena, 14 (43-20-32-20). LE CERCLE DES POÈTES DISPA-BUS (A., v.o.) : Cinoches. 6: (46-33-

10-82); Grand Pavois, 15. (45-54-CHARLIE (A., v.f.) : République Cinémas, 11- (48-05-51-33); Denfert, 14-

LE CHATEAU DE MA MÈRE (Fr.) Studio des Ursulines, 5. (43-26-19-09) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-

CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : UGC Triomphe, 8- (45-74-93-50) , Sept Parnassiens, 14- (43-20-32-20).

DANSE AVEC LES LOUPS (A. v.o.) : Forum Harizon, 1- (45-08-57-57) : Gaumont Opérs, 2º (47-42-60-33) : Bretagna, 6º (42-22-57-97) ; UGC Odéon, 6. (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8. (43-58-19-08) ; Publicis Champs-Elysées, 8 (47-20 76-23) ; Gaumont Alésia, 14- (43-27-84-50); v.f. : Rex (le Grand Rex), 2 (42-36-83-93); Les Nation, 12- (43-43-04-67) : Fauvette, 13- (47-07-55-88) : Gaumont Convention, 15- (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, 18- (45-22-

46-01). DELICATESSEN (Fr.) : Cine Beau bourg, 3: (42-71-52-36) ; Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36); UGC Denton, 6- (42-25-10-30) : UGC Rotonde, 6-(45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8. (45-62-20-40) ; Max Linder Panorama, 9-(48-24-88-88) ; Paramount Opéra, 9-(47-42-56-31) : 14 Juillet Bastille, 11-(43-57-90-81) ; Escurist, 13- (47-07-28-04); Mistral, 14- (45-39-52-43); 14 Juillet Beaugrenelle, 15- (45-75-79-79); UGC Maillot, 17- (40-68-

LA DISCRÈTE (Fr.) : Publicis Saint-00-16). Germain, 6- (42-22-72-80) : Geumoni Ambassada, 8- (43-59-19-08) ; La Bastille, 11- (43-07-48-60) ; Gaumont Par

nasse, 14 (43-35-30-40). EATING (A., v.o.): 14 Juillet Odéon.

6- (43-25-59-63) EDWARD AUX MAINS D'ARGENT (A. y.o.) : Ciné Beaubourg, 3- (42-71- )

52-36); UGC Odéon, 6- (42-25-10-30); UGC Rotande, 6- (45-74-94-94); UGC Champs-Elysées, 8- (45-62-20-40] ; v.f. : Paramount Opéra, 9-(47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13- (45-

61-94-95). END OF THE NIGHT (A., V.O.) Images d'ailleurs, 5° (45-87-18-09) Pathé Hautefeuille, 6° (46-33-79-38). L'EVEIL (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; Grand

Pavois, 15 (45-54-46-85). LA FRACTURE DU MYOCARDE (Fr.) : Epée de Bois, 5- (43-37-57-47) ; Lucemaire, 6- (45-44-57-34).

GAWIN (Fr.) : Forum Orient Express 1- (42-33-42-26) ; Pathé Impérial, 2-(47-42-72-52) ; Pathé Marignan-Concorde, 8- (43-59-92-82); Fauvette, 13- (47-07-55-88); Pathé Montparnasse, 14- (43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 146-36-10-96).

GENIAL, MES PARENTS DIVOR-CENT (Fr.) : Sept Parnassiens, 14 (43-

GHOST (A., v.f.) : Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40). LA GLOIRE DE MON PÈRE (Fr.) : Studio des Ursulines, 5º (43-26-19-09) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-

GREEN CARD (A., v.o.) : UGC Odéon, 6. (42-25-10-30); UGC

LE MYSTÈRE VON BULOW (A.

v.o.) : Cinoches, 6- (46-33-10-82) ; George V, 8- (45-62-41-46). NEUF SEMAINES ET DEMIE (\*) (A., v.o.) : Studio Galanda, 5º (43-54-72-71) : Grand Pavois, 15º (45-54-

(47-42-60-33) ; Epée de Bois, 5º (43-37-57-47) : Gaumont Ambassade, 8 43-59-19-08) ; La Bestille, 11- (43-07-48-60) ; Les Montpamos, 14- (43-27-52-37). LES NUITS AVEC MON ENNEMI

(A., v.o.) : Elysées Lincoln, 8: (43-59-36-14) ; v.f. : UGC Opére, 9. (45-74-

L'OPÉRATION CORNED-BEEF (Fr.) : Les Montpamos, 14º (43-27-52-37]. OUTREMER (Fr.) : Studio des Ursu-

lines, 5<sup>,</sup> (43-26-19-09). LA PAGAILLE (Fr.) : Forum Orient Express, 1= (42-33-42-26); Pathé Impérial, 2• (47-42-72-52) ; George V. 8- (45-62-41-46) : Gaumont Convention, 15- (48-28-42-27); Pathé Wepler

II. 18- (45-22-47-94). LE PARRAIN, 3- PARTIE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1\* (42-33-42-26); UGC Biarritz, 8\* (45-62-20-40); Escurial, 13- (47-07-28-04); v.f.: Paramount Opéra, 9- (47-42-

56-31). LE PETIT CRIMINEL (Fr.) : Epée de Triomphe, 8- (45-74-93-50); Bianve-nue Montparnasse, 15- (45-44-25-02). [45-44-57-34].

#### LES FILMS NOUVEAUX

AN ANGEL AT MY TABLE, Film néo-zélandais de Jane Campion v.o. : Gaumont Les Halles, 1= (40-26-12-121 · Gaumont Opéra, 2- (47-42-60-33) ; Racine Odéon, 6- (43-26-19-68); Publicis Champs-Elysées, 8 (47-20-76-23); Gaumon

Parnassa, 14 (43-35-30-40). FORTUNE EXPRESS, Film français d'Olivier Schatzky : Forum Horizon, 1= (45-08-57-57) ; Pathé Hautefeuille, 6- (46-33-79-38) : George V. 8- (45-62-41-46) : Pathé Francais, 9- (47-70-33-88); Fauvette 13. (47-07-55-88) : Les Montournos. 14. (43-27-52-37).

HANDFUL OF TIME. Film norvégien de Martin Asphaug, v.o. : Reflet Logos II, 54 (43-54-42-34) ; L'Entrepot, 14- (45-43-41-63).

L'OMBRE D'EMMA. Film danois

HALFAQUINE (Fr.-Tun., v.o.) : Epés de Bois, 5. (43-37-57-47). HENRY & JUNE (") (Fr., v.o.) Cinoches, 6- (46-33-10-82). HENRY V (Brit., v.o.) : 14 Juillet Par-

nassa, 6- (43-26-58-00) ; Elysées Lincoln, 8- (43-59-36-14).

HENRY, PORTRAIT OF A SERIAL KILLER (\*\*) (A., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6- (46-33-97-77).

L'HISTOIRE SANS FIN II (A., v.f.) Grand Pavois, 15. (45-54-46-85) ; Seim-Lambert, 15 (45-32-91-68). HOT SPOT (\*) (A., v.o.) : Epée de

Bois, 6- (43-37-57-47). L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ETRE (A., v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-

10-82). LE JOUR DES ROIS (Fr.) : Saint-André-des-Arts I, 6 (43-26-48-18) ; Sept Pamassiens, 14 (43-20-32-20). LABYRINTHE DES PASSIONS (Esp., v.o.) : Gaumont Les Helles, 1• (40-26-12-12) ; L'Entrepôt, 14• (45-43-

1-63). LES LIAISONS DANGEREUSES (A., v.o.) : Cinoches, 6• (46-33-10-82) ; Grand Pavois, 15- (45-54-46-85).

LUNG TA (Fr., v.o.) : Epée de Bois, 5.

(43-37-57-47). MADAME BOVARY (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1= (40-26-12-12) : 14 Juillet Odéon, 6: (43-25-59-83) ; UGC Montparnasse, 6. (45-74-94-94); La Pagode, 7- (47-05-12-15); Gaumont Ambassade, 8º (43-59-19-08); Saint-Lazare-Pasquier, 8- (43-87-35-43); UGC Biarritz, 8- (45-62-20-40); Paramount Opére, 9º (47-42-56-31); 14 Juillet Bastille, 11º (43-57-90-81); Les Nation, 12 (43-43-04-67); UGC Gobelins, 13- (45-61-94-95) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50); Miramar, 14 (43-20-89-52); 14 Juillet Beaugrenelle, 15. (45-75-79-79) ; Gaumont Convertion, 15 (48-28-42-27) : UGC Maillot,

17. (40-68-00-16); Pathé Clichy, 18. (45-22-46-01). LA MAISON RUSSIE (A., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6. (43-25-59-83) : George V, 8- (45-62-41-46) ; UGC 8iarritz, 8. (45-62-20-40) ; Sept Parnessiens, 14 (43-20-32-20) : 14 Juillet Beaugrenelle, 15: (45-75-79-79) ; v.f. :

Pathé Français, 9 (47-70-33-88). MERCI LA VIE (Fr.) : Gaumont Les lalles, 1= (40-26-12-12) ; UGC Danton, 6- (42-25-10-30); Pathé Marignan-Concorde, 8- (43-59-92-82); UGC Opéra, 9- (45-74-95-40) : Miramar, 14-

MILLER'S CROSSING (") (A., v.o.) Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20). MISERY (\*) (A., v.o.) : UGC Triomphe, 8\* (45-74-93-50) ; Grand Pavois, 15\* (45-54-46-85) ; v.f. : Rex, 2. (42-36-83-83).

MOI ET MAMA MIA (Dan., v.f.) :

Epée de Bois, 5- (43-37-67-47) ; République Cinémas, 11º (48-05-51-33). MONEY (Fr.-It.-Can., v.o.) : Forum Orient Express, 1" (42-33-42-26) ; George V, 8- [45-62-41-46]; Pathé Marignan-Concorde, 8- (43-59-92-82) ; v.t.: UGC Montparnasse, 6: (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9- (47-42-56-31); UGC Lyon Bastile, 12- (43-43-01-59); Fauvette, 13- (47-07-55-88); Pathé Montpernasse, 14- (43-20-12-06) : Pathé Wapler II, 16- (45-22-

de Steren Kragh-Jacobsen, v.o. : Forum Orient Express, 1= 142-33-42-26); Pathé Hautefeuille, 6- [46-33-79-38) ; Sept Parnassiens, 14-(43-20-32-20) ; v.f. : Cosmos, 6-(45-44-28-80).

TRIPLEX. Film français de Georges Lautner ; Forum Horizon, 1\* (45-08-57-57) ; Gaumont Ambassade, 8- (43-59-19-08) : George V. (45-62-41-46); Paramount Opéra, 9- (47-42-56-31); UGC Lyon a 12- /43-43-01-59) : Fa vette Bis, 13- (47-07-55-88); Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50); Les Montparnos, 14. (43-27-52-37) : Gaumont Convention, 15-(48-28-42-27); Pathé Clichy, 18-(45-22-46-01); Le Gambetta, 20-

PLAISIR D'AMOUR (Fr.) : Pathé Impérial, 2- (47-42-72-52) : Pathé Mari-gnan-Concorde, 8- (43-59-92-82) : Pathé Montparnasse, 14- (43-20-

POUR SACHA (Fr.) : Forum Horizon, 1- (45-08-57-57); Rex. 2- (42-36-83-93); UGC Danton, 6: (42-25-10-30); UGC Montpamasse, 6: (45-74-94-94) : Pathé Marignan-Concorde, 8-(43-59-92-82) : Saint-Lazare-Pasquier, 8- (43-87-35-43) ; UGC Biarritz, 8- (45-62-20-40) ; Pathé Français, 9- (47-70-33-88); Les Nation, 12: (43-43-04-87) ; UGC Lyon Bastille, 12- (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13- (45-61-94-95) : Mistral, 14 (45-39-52-43) : 14 Juillet Beaugrenelle, 15- (45-75-79-79) ; UGC Convention. 15- (45-74-93-40); UGC Maillot, 17 (40-68-00-16); Pathé Wepler II, 18 (45-22-

47-94), PRETTY WOMAN (A., v.o.) : Elydes Lincoln, 8- (43-59-36-14) : Grand Pavois, 15\* (45-54-46-85); Saint-Lambert, 15- (45-32-91-88); v.f. : Bretagne, 8- (42-22-57-97); Fauvette, 13- (47-07-55-88).

QUAND HARRY RENCONTRE

SALLY (A., v.o.) : Ciné-Planète magi-que. 3- (42-76-00-18) ; Seint-Lambert, 15- (45-32-91-68). SAILOR ET LULA (\*) (Brit., v.o.)

Studio Gelande, 5- (43-54-72-71); Lucemaire, 6- (45-44-57-34). LES SECRETS PROFESSIONNELS DU DOCTEUR APFELGLUCK (Fr.) : Forum Horizon, 1= (45-08-57-57); Rex. 2- (42-36-83-93); Pathé Hautefeuille, 6- (46-33-79-38); Pathé Marignan-Concorde, 8- (43-59-92-82); UGC Normandis, 8- (45-63-16-16); Pathé Fran-cais, 9- (47-70-33-88); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Parnassa, 14-(43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14-(43-27-84-50) ; Pathé Montpamasse. 14- (43-20-12-06) ; Gaumont Conven-

tion, 15- (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18- (45-22-48-01) ; Le Gambetta, 20-(46-36-10-96). LE SILENCE DES AGNEAUX ("") (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1= (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2º (47-42-60-33); Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36); 14 Juillet Odéon, 6- (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8- (43-59-19-08) : UGC Normandia, 8- (45-63-

16-16) : 14 Juillet Bastille, 11- (43-57-90-81) ; Gaumont Alésia, 14- (43-27-84-50); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Bienvende Montpar nasse, 15- (45-44-25-02) ; UGC Mail-(ot. 17- (40-68-00-16) : v.f. : Rex. 24 (42-36-83-93) ; UGC Montpamasse, 6. Pavois, 15- (45-54-46-85) 14 h. (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9- (45-74-95-40); Les Nation, 12. (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12- (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13 (45-61-

94-95); Gaumont Convention, 15- (48-28-42-27) ; Pathé Wapler, 18 (45-22-46-011. SOGNI D'ORO (It., v.o.) : Latine, 4 (42-78-47-86) ; Las Trois Luxembourg, 6- (46-33-97-77).

SOUVENIRS DE LA MAISON JAUNE (Por., v.o.) : Latina, 4 (42-78-47-86) ; Lucernaire, 6- (45-44-57-34) ; Studio 28, 18- (46-06-36-07).

LE SYNDROME ASTHÉNIQUE (Sov., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3: (42-

71-52-36); Panthéon, 5. (43-54-15-04). THELONIOUS MONK (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5- (45-87-18-09); Studio 28, 18- (45-06-36-07).

TORCH SONG TRILOGY (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36) ; Le Berry Zebre, 11- (43-57-51-55). LE TRÉSOR DES ILES CHIENNES (Fr.) : Epés de Bois, 5- (43-37-57-47) : 14 Juillet Parnasse, 6: (43-26-58-00) ;

Escurial, 13- (47-07-28-04).
LE TRIOMPHE DE BABAR (Fr.-Can.) : George V. 8. (45-62-41-46) : Les Montparnos, 14. (43-27-52-37); Saint-Lembert, 15- (45-32-

Lucemake, 6• (45-44-57-34). URANUS (Fr.) : George V, 8- (45-62-

UN THÉ AU SAHARA (Brit., v.o.) :

LES SÉANCES SPÉCIALES AMADEUS (A., v.o.) : Grand Pavois, 15. (45-54-46-85) 21 h.

ANNE TRISTER (Can.) : Saint-Lampert, 15 (45-32-91-68) 19 h. ATTACHE-MOI ! (Esp., v.o.) : Studio Galande, 5- (43-54-72-71) 14 h. LA BETE HUMAINE (Fr.) : Reflet logos I, 5- (43-54-42-34) 12 h 05. BLADE RUNNER (") (A., v.o.) : Grand

Pavois, 15 (45-54-46-85) 20 h. BLOW UP (Brit., v.o.) : Républic Cinémas, 11- (48-05-51-33) 21 h 40. LE CHAMPIGNON DES CARPATES (Fr.) : Républic Cinémas, 11 (48-05-

51-33) 11 h 40. LA CITÉ DES FEMMES (IL., V.O.) Studio Galande, 5. (43-54-72-71) 16 h. LE CUISINIER, LE VOLEUR, SA FEMME ET SON AMANT (") (Fr.-Brit., v.o.) : Studio des Ursulines, 5 (43-26-

19-09) 19 h 40. LE DÉCALOGUE 10, TU NE CONVOITERAS PAS LES BIENS D'AUTRUI (Pol., v.o.) : Reflet Logos II, 5- (43-54-42-34) 12 h 10.

LE DÉCALOGUE 9. TU NE CONVOITERAS PAS LA FEMME D'AUTRUL (Pol., v.o.) 5- (43-54-42-34) .

DERSOU OUZALA (Sov., v.o.) Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68) 21 h. LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) Ranelegh, 16. (42-88-64-44) 20 h. FARENDJ (Fr.-tr.-Brit., v.o.) : Images d'ailleurs, 5 (45-87-18-09) 14 h.

LA FEMME FLAMBÉE (\*\*) (A)I., v.o.) : Studio Galande, 5- (43-54-72-71)

I F GRAND RI FILLIFC . v.a.) : Grand Pavois, 15- (45-54-46-85) 14 h: HEAT (") (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) 11 h 30

L'HISTOIRE SANS FIN (All., v.f.) Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68) 17 h. L'HOMME BLESSÉ (\*) (Fr.) : Ciné eaubourg, 3• (42-71-52-36) 11 h 15. INDIA SONG (Fr.) : Latina, 4- (42-78-J'AI ENGAGÉ UN TUEUR (Fin.

(o.) : Denfert, 14- (43-21-41-01) 12 h. JE T'AIME, MOI NON PLUS (") Fr.) : Ciné Beaubourg, 3: (42-71-52-36) LE MAITRE DE MUSIQUE (Bel.)

Grand Pavois, 15\* (45-54-46-85) MAMAN, J'AI RATÉ L'AVION (A.

r.f.) : Saint-Lambert, 15• (45-32-91-68) LE MANUSCRIT TROUVÉ A SARA GOSSE (Pol., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3.

(42-71-52-36) 11 h 20. MARY POPPINS (A., v.f.) : Républic Cinémas, 11 (48-05-51-33) 15 h 20 ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) 17 h. MAUVAIS SANG (Fr.) : Ciné Beauoourg, 3: (42-71-52-36) 11 h.

r.o.) : Grand Pavois, 15- (45-54-46-85) MONSIEUR ARKADIN (A., v.o.) Saint-Lambert, 15. (45-32-91-68) NOLA DARLING N'EN FATT QU'A

MONDE SELON GARP (A.

SA TÊTE (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5- (45-87-18-09) 16 h. LE PETIT DINOSAURE ET LA VAL LÉE DES MERVEILLES (A., v.f.) : Club Gaumont (Publicis Matignon), 8- (43-59-31-97) 14 h 30, 16 h 30.

PRINCESS BRIDE (A., v.o.) : Action

Rive Gauche, 5. (43-29-44-40) LES QUATRE CENTS COUPS (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6- (46-33-97-771 12 h.

QUERELLE (\*\*) (Fr.-All., v.f.) : Studio Galande, 5. (43-54-72-71) 22 h 30. LA REINE DES NEIGES (Sov., v.f.) : Saint-Lambert, 15. (45-32-91-68) 13 h 30.

TELS PÈRES TELLE FILLE (A., v.f.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) 16 h. TILAI (Burkinabé, v.o.) : knages d'al-leurs, 5- (45-87-18-09) 20 h. TINTIN ET LE TEMPLE DU SOLEIL

(Fr.-Bel.) : Saint-Lambert, 15. (45-32-91-68) 13 h 30. TOM, JERRY, DROOPY ET TEX AVERY (A., v.o.) : Le Berry Zèbre, 11-(43-57-51-55) 16 h 45. LA TRAVIATA (It., v.o.) : Grand

UN COMPAGNON DE LONGUE DATE (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5- (43-26-19-09) 22 h. VINCENT ET MOI (Fr.-Can.) : Le Berry Zèbre, 11: (43-57-51-55) 15 h 15. ZAZIE DANS LE MÉTRO (Fr.) : Den-

LES GRANDES REPRISES A BOUT DE SOUFFLE (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6- (46-33-97-77).

fert, 14- (43-21-41-01) 18 h.

ANDRÉ CHASTEL : UN SENTI-MENT DE BONHEUR (Fr.) : Auditorium du Louvre, 1- (40-20-52-29). BRAZIL (Brit., v.o.) : Studio Galande,

5- (43-54-72-71). BRISBY ET LE SECRET DE NIMH (A., v.f.) : Le Berry Zèbre, 11 (43-57-CAMILLE CLAUDEL (Fr.) : Ciné-Pla-

nète magique, 3- (42-76-00-18). CENDRILLON (A., v.o.) : UGC Triomphe, 8- (45-74-93-50); v.f.: Forum Orient Express. 1- (42-33-42-26) ; Rex. 2- (42-36-83-93) ; UGC Montpamasse, 6 (45-74-94-94); UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50) : UGC Lyon-Bastille, 12 (43-43-01-59) : UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95); Mistral 14- (45-39-52-43) ; UGC Convention 15- (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18-(45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-

36-10-961. LA CHATTE SUR UN TOIT BRU-LANT (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5- (43-29-44-40) ; Les Trois Balzac, 8-145-61-10-601.

LE CIEL PEUT ATTENDRE (A., v.o.) : Le Champo · Espace Jacques-Tati, 5- (43-54-51-60).

LA COQUILLE ET LE CLERGYMAN (Fr.): Musée national d'art moderna, Centre G.-Pompidou, 4- (42-77-12-33). LA DAME DE SHANGHAI (A. v.o.) : Le Saint-Germain-des-Prés, salle G.-de-Beauregard, 6- (42-22-87-23) : Kinopanorama, 15- (43-06-50-50).

DON GIOVANNI (Fr.-it., v.o.) : Les Trois Satzac, 8. (45-61-10-60). DON QUICHOTTE (Sov., v.o.) : Cosmas, 6. (45-44-28-80).

DREAMS THAT MONEY CAN BUY (A., v.o.) Musée national d'art moderne, Centre G.-Pompidou, 4· (42-77-12-33). DU DONJON A LA PYRAMIDE

(Fr.): Auditorium du Louvre, 1- (40-20-EASY RIDER (A., v.o.) : Cinoches, 6-

46-33-10-82). EXTRÊMES LIMITES (A.) : La Géode, 19- (40-05-80-00). FANTASIA (A.) : Cinoches, 6- (46-33-10-82); Denfert, 14- (43-21-

41-01). LA GRÈVE (Sov.) : Musée national d'art moderne, Centre G.-Pompidou, 4º

(42-77-12-33). HUIT ET DEMI (lt., v.o.) : Latina, 4 IA2-78-47-86). LEON MORIN, PRETRE (Fr.-IL.) : Saint-André-des-Arts II. 6- (43-26-

LE MÉPRIS (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6 (46-33-97-77). LES MYSTÈRES DU CHATEAU DU DE (Fr.): Musée national d'art moderne,

Centre G.-Pompidou, 4- (42-77-12-33). PEAU D'ANE (Fr.): 14 Juillet Parresse, 6- (43-26-58-00).
PETER ET ELLIOTT LE DRAGON (A., v.f.) : Denfert, 14- (43-21-41-01). LE PETIT DINGSAURE ET LA VAL-LÉE DES MERVEILLES (A., v.f.) :

République Cinémas, 11º (48-05-51-33). LE ROI ET L'OISEAU (Fr.) : Lucernaire, 6- (45-44-57-34). SA MAJESTÉ DES MOUCHES (Brit., v.a.): Studio des Ursulines, 5-

(43-28-19-09).

## THÉATRES

#### SPECTACLES NOUVEAUX

(27).

(Les jours de première et de relêche sont indiqués ontre narenthèses i ma chère éléna sergeevna. ucernaire Forum. Centre national

d'art et d'essei (45-44-57-34) imer., jeu., ven., sam.), 21 h 30 (24). LES PRÉCIEUSES RIDICULES. Théâtre du Tambour-Royal (48-06-72-34) (dim. soir, fun.), 20 h. 30,

dīm... 15 h. LE TIGRE. Théâtre des Déchar geurs (42-36-00-02) (dim. soir, lun.), 21 heures; dim., 17 heures (24). LA FAUSSE SUIVANTE OU LE

FOURBE PUNI. Comédie-Françaisa AKTĚON-THÉATRE (43-38-74-62). Riez pendant que c'est chaud : 20 h 30. ARCANE (43-38-19-70). Architruc :

20 h 30. ATALANTE (46-06-11-90). La Passion selon Georges Bataille : 20 h 30. ATELIER (46-06-49-24). La Société de chasse : 21 h. BATACLAN (47-00-30-12). Match

d'improvisation : 21 h. COMEDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). Maison de poupée ; 20 h 30. CRYPTE SAINTE-AGNÉS (EGLISE SAINT-EUSTACHE) (47-00-19-31).

Rahab : 20 h 30. DAUNOU (42-61-69-14). Bon weekand Monsieur Bennett : 21 h. EDGAR (43-20-85-11). Les Faux Jetons : 20 h 15. Les Babas-Cadres :

HUCHETTE (43-26-38-99). La Cantatrice chauve : 19 h 30. La Leçon : 20 h 30. Les Nuits de Terayame :

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Théire noir. Le Petit Prince : 18 h 45. Collogue sur l'aménagement d'une région du Nord : 20 h. Thésue rouge, Duende : 18 h 30, Sor Mésaventure : 20 h. Huis clos :

MONTPARNASSE (43-22-77-74) Les hommes naissent tous égo : 21 h. MONTPARNASSE (PETIT) (43-22-77-74). Les Mémoires d'un fou : 21 h. PALAIS DES GLACES (PETIT PALAIS) (42-02-27-17). Timsit :

20 h 30. RENAISSANCE (42-08-18-50). Voilez les miroirs, d'après la Pensée : 18 h. Le Vent du gouffre : 20 h 30. SENTIER DES HALLES (42-36-

« Tombes célèbres du Père-La-chaise », 10 h 30 et 14 h 45, porte principale, boulevard de Mánilmon-tant (V. de Langlade).

«L'Opéra Gernier et les fastes de la vie mondaine au dix-neuvième siè-

« Autour d'Alphonse Mucha et de José Maria Sert», 14 h 30, 23, rue de Sévigné (Musée Carnavaler). « Tombes cálèbres du cimetière de Passy», 14 h 30, 1, rue du Comman-dant-Schloëssing (D. Fleuriot).

«La prestigieuse histoire du Palais-Royal : le pelais, le jardin, les gale-ries », 14 h 30. 2, place du Palais-Royal, devant le Louvre des Anti-quaires (Connelssance de Paris). Exposition : « Camille Claudel », au Jusée Rodin, 14 h 30, dans la cour Métemorphosis, (Théâtre salon d'enchantements). Sur berge (42-61-33-70) (sam. et mar.), 21

(40-15-00-15). Semedi, dimanche

UNE HISTOIRE DE LA MAGIE.

dim., à 15 heures (27). AU BOUT DE TOUT, Théêtre de Nesle (46-34-61-0) (dim). 19 heures (29).

LE THÉATRE DE LA CRUAUTÉ. srie-Stuart (45-08-17-80) ((dim., lun.), 20 h 30 (30). OBJECTIF TERRE. Aktéon-Théâtre (43-38-74-62) (dim., lun.),

21 h 45 (30). 37-27). L'Euphone des glandeurs :

20 h 30. THE SWEENY (48-33-28-12). Drow ning': 20 h. Home Free: 20 h.
THEATRE DE LA MAIN-D'OR
BELLE-DE-MAI (48-05-67-89). Arène.

Théâtre : 20 h 30. THÉATRE DE LA MAINATE (42-08-83-33). Alphonse revient, d'après THÉATRE DE NESLE (46-34-61-04).

#### Au bout de tout : 19 h. Bouverd et Pécuchet : 20 h 30.

LES CAFÉS-THÉATRES

AU BEC FIN (42-96-29-35). La Portrait de Dorien Gray : 20 h 30. Devos existe, je l'al rencontré : 22 h. BLANCS-MANTEAUX (48-87-15-84). Finissez les meions je vais cher-cher le rôti: 22 h 30. Selle l. Salades de nuit: 20 h 15. On fait ce pour l'argent: 21 h 30. Salle II. Les Sacrés Monstres: 20 h 15. Comment j'ai réussi en amour: 21 h 30.

CAFÉ D'EDGAR (43-20-85-11) Marlo d'Alba : 20 h 15. Mangeuses d'hommes : 21 h 30. Nous on fait où on nous dit de faire : 22 h 30. LE DOUBLE-FOND (42-71-40-20). C'est magique et ca tache : 20 h 30, 22 h et 24 h.

MOVIE'S (42-74-14-22). Comment gagner le maximum : 20 h 30, PLATEAU 26 (43-59-01-76). Manue nt hot : 21 h 30. POINT-VIRGULE (42-78-87-03), Les

Sardines chantent Trenet: 20 h. Des mots pour le rite: 21 h 30. Serge Dan-gletterre chante Bobby Lapointe: 22 h 30. SUNSET (40-26-46-60). Le Lundi

# **PARIS EN VISITES**

MARDI 30 AVRIL métro Saint-Paul (Résurrection du

«Le nouveau Musée Cognacq-Jay», 10 h 30, 8, rue Eizévir. « Visite exceptionnelle de l'hôtel de Rohan », 15 heures, 83, rue Vieille-du-Temple (P.-Y. Jaslet).

cle », 11 heures et 13 h 30, halle d'entrée (M. Pohyer).

« Ruelles et jardins méconnus du vieux Montmartre », 14 h 30, métro Lamarck-Caulaincourt (M° Cazes)

IC. Maria). «Hôtels et jardins du Marais sud. Place des Vosges», 14 h 30, sortie

passé). «L'histoire des Halles de Paris, du chamier des innocents à la helle au bié». 14 h 30, 8, rue de la Ferronne-

rie (Paris autrero «L'Opéra Garnier», 15 heures, en haut des marches, à gauche (Tou-risme culture).

« Promenade : de Bonne-Nouvelle à la cour des miracles », 15 heures, sortie métro Bonne-Nouvelle, côté pair boulevard Bonne-Nouvelle (Paris et son histoire).

«Ateliers d'artistes, jardins et curiosités de Montparnasse's, 15 heures, mêtro Vavin (Conneis-sance d'îci et d'ailleurs).

# **CONFÉRENCES**

30, avenue George-V, 13 heures:

Open UAP (Tour de l'Europe à la voile), film de W. Garit (1991):

14 heures: Lorient-Saint-Barthélemy-Lorient, film de W. Garit (1989);

15 heures: Whithroad - Gaussi she 15 houres : Whithread : Round the World a Race 89/90, film de W. Gant (v.f.) (Espace Kronenbourg-Aventure)



# EUROPE : L'ENGRENAGE DU MARCHÉ UNIQUE



A moins de deux ans de la naissance du marché unique, le Monde publie un nouveau numéro spécial consacré à l'Europe.

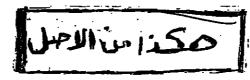
Une brochure indispensable de plus de 100 pages pour analyser l'état de la construction européenne dans une conjoncture internationale mouvementée et dans un environnement économique difficile; pour comprendre les enjeux commerciaux, politiques, économiques et sociaux; pour découvrir sur quelle base se construira l'Europe de 1993.

Ce numéro, réalisé par les spécialistes du *Monde*, présente et explique les décisions, les initiatives, les projets de l'Europe du marché unique. Avec des articles de fond et des interviews d'hommes de terrain.

# 106 pages - 45 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX OU PAR CORRESPONDANCE

BON DE COMMANDE : EUROPE, L'ENGRENAGE DU MARCHÉ UNIQUE PRÉNOM PRÉNOM	U <b>E</b>
	_
ADRESSE x 50 F =	
CODE POSTAL LOCALITE et PAYS x 50 F =	F
FRANCE -MÉTROPOLITAINE : 50 F (port inclus) = Nombre d'exemplaires : x 55 F =	1
DOM-TOM et ÉTRANGER: 55 F (port inclus) - Nombre d'examples de la company de la compan	MIBa
To Monde - Service vente au numéro - 15, rue Falguiere - 75501 1 412	



## La mort de Robert Velter Le père de Spirou

Son nom était quasiment tombé dans l'oubli, alors que celui de son rejeton de papier, Spirou, fait encore le tour du monde. Robert Velter, le créateur du petit groom qui enchanta les lecteurs du Journal de Spirou, est mort dans la nuit du 26 au 27 avril, à Saint-Malo (le Monde daté 28-29

Ce Parisien né en 1909 avait longtemps hésité entre une carrière de dessinateur et l'aventure des transatlantiques. Il choisit d'être steward sur les paquebots. Il y croise des auteurs américains de comic strips et devient l'assistant de Martin Branner, pour lequel il dessine les décors de Bicot, transposition française de Perry. Sous la signature de Bozz, il crée le personnage de Subito, puis de son chien Presto, qu'il propose en 1935 au journal le Petit Parisien.

Robert Veiter ne cesse pourtant pas de naviguer. Chargé d'animer les loisirs des passagers de la ligne, le jeune steward illustre les programmes en y glissant des croquis d'un jeune mousse, Toto, l'ancêtre de Spirou. Ses aventures deviendront en 1937 le Journal de Toto. Le bulietin ne durera

qu'un an mais c'est assez pour que l'éditeur Jean Dupuis fasse appel à son inventeur quand il décide, en 1938, de lancer un magazine de bandes dessinées. Robert Velter crée le personnage de Spirou qui donnera son nom au journal du même nom. représentatif de l'école de BD dite de « Charleroi », en opposítion à celle de Bruxelles, qui naîtra en 1946 avec la Journal

de Tintín.

Robert Velter, qui prend le pseudonyme de Rob-Vel, fera vivre Spirou deux ans. Mobilisé à la déclaration de guerre, puis fait prisonnier. Rob-Vel est obligé de faire appel à Jijé, futur père des aventures de Jean Valhardi et de Jerry Spring, pour assurer la survie du héros vedette du Journal de Spirou. Finalement, il vendra ses droits aux éditions Dupuis qui confierom Spirou à Jijé. Ce dernier adjoindra au petit groom à toque rouge ses amis Fantasio et l'écureuil Spip, puis son successeur Franquin (Gaston Lagaffe) ajoutera au trio le personnage du Marsupilami.

# La presse quotidienne fragilisée

Saite de la première page

Après lui, Sud-Ouest (+ 2,5 %), le Télégramme (+ 5,7 %), le Cour-rier de l'Ouest (+ 2,6 %), les Der-nières Nouvelles d'Alsace (+ 1,4 %), l'Alsace (+ 0,8 %) tirent bénéfice, notamment, de leur politique rédactionnelle et de leurs efforts en faveur du portage à domicile. Les treize autres titres souffrent, à des degrés divers.

Parmi eux, les titres phares du groupe Hersant accusent des chutes importantes : le Dauphiné libéré – 18,6 %, Paris-Normandie - 11,5 %, le Progrès - 6,4 %...

Cette relative mauvaise santé d'un bon nombre de quotidiens ne se retrouve pas, toutefois, dans les chiffres d'affaires, dont le Service juridique et technique de l'information (SJTI) vient de publier le dernier état (le SJTI ne distingue pas, dans la presse dite d'a information générale et politique », les quotidiens - majoritaires - des périodiques). Globalement, les chiffres d'affaires sont en hausse d'environ 30 % sur la nériode 1985-1990. Mais on constate une baisse relative des recettes de diffusion dans les comptes d'exploitation : elles

représentaient en 1985 57 % pour la presse nationale et 60 % pour la presse locale; elles ne représentent plus respectivement que 51 % at 55 %. L'érosion des ventes trouve ici sa traduction.

#### Une presse périodique hypertrophiée

Les recettes publicitaires ont au contraire renforcé leur part relative. Après des années de sous-investissement publicitaire, la France s'est réveillée avec l'ouverture du marché andiovisuel. A partit de 1985, la télévision a « tiré » l'ensemble des médias. La presse écrite en premier lieu. Malgré un fléchissement, l'année 1990 a connu des chiffres d'affaires encore en hausse de 8,4 %, selon le SJTI, succédant à trois années particulièrement

Entre 1985 et 1990, le chiffre d'affaires publicitaire de la presse nationale et locale généraliste a progressé de 50 %, sans toutefois rattraper un retard caractéristique du marché publicitaire fran-

La dérive est là. Dans un affai-

blissement des ventes, que viennent compenser des recettes publicitaires supplémentaires, ce qui rend les journaux un peu plus dépendants à leur égard. Comme si la vocation du quotidien -comme déjà nombre de magazines - n'était pas d'être lu par un nombre important de lecteurs, mais seulement un nombre suffisant, permettant d'asseoir de confortables rentrées de « pub ». De l'idée du journal, on passe à la

notion de support...

Comment en est-on arrivé là? On ne peut se contenter du cliché rabaché d'une concurrence du petit écran. Suffisamment d'exemples étrangers démontrent le contraire. La presse quotidienne assure des fonctions irremplaçables que ne peut pas remplir la télévision : en simplifiant, le besoin d'information « de proximité», que comble le presse régionale, et le besoin d'appro-fondissement, d'analyse, de « sens » donné aux événements, auquel répond la presse nationale. On ne peut pas se contenter non plus du constat dejà ancien que les Français, peuple «latin», lisent traditionnellement peu et surtout neu de quotidiens, par comparaison à leurs voisins du nord de l'Europe, des Etats-Unis ou du Iapon. L'élévation du niveau de culture devrait au contraire encourager cette lecture.

Encore faut-il que le lecteur asse du besoin à l'acte d'achat. Qu'il trouve dans l'univers de la presse quotidienne une réponse suffisamment diversifiée. Que cette presse aille au-devant de lui. Or les structures mêmes d'exploitation des quotidiens nationaux, pour se limiter à eux, entraînent une fragilité permanente.

Plusieurs causes concourent à cette fragilité. D'abord le système de diffusion, centralisé depuis la Libération par les Nouvelles mes-(NMPP). Un instrument unique, qui permet de fournir le journal aux marchands répartis en quelque 36 000 points de vente sur l'Hexagone. Efficace à ce titre, mais lourd. Sa performance a permis le développement d'une presse périodique hypertrophiée (environ 2 500 titres), qui a trouvé là l'instrument adequat de sa mise en place et qui, des lors, se trouve en concurrence, pour le consommateur, avec les quoti-diens. Trop lourd pourtant pour ceux-ci, qui arrivent tardivement chez les marchands et ne trouvent pas dans ce quasi-monopole la souplesse désirée. Et cher, puis-que la commission des NMPP atteint, dans le cas du Monde par exemple, près de 50 % du prix de

#### Le prix du timbre-poste

Un tel système ne permet pas la mise en mains » qui fidélise le lecteur et que seul le portage à domicile (ou sur le lieu de travail) permet de réaliser. Tous les pays ou les régions françaises comme l'Alsace) qui ont des taux de pénétration forts pour les quoti-diens ont généralisé le portage. Les éditeurs parisiens l'ont tout juste entrepris ces dernières

Second obstacle structurel, les coûts salariaux, et particulière-ment ceux de la fabrication. La modernisation des entreprises de presse quotidicane n'a pas permis

d'obtenir, maigré les reculs sucd'obtenir, malgré les reculs suc-cessifs du Syndicat du Livre CGT, des gains de productivité décisifs. Les avantages sociaux et salariaux perdurent et l'impres-sion des journaux pariaiens est encore trop dispendieuse, en par-ticulier comparée à celle des périodiques, qui ne sont pas régis selon les mêmes barèmes.

Si on y ajoute le sons-investis-sement publicitaire évoqué plus haut, on s'aperçoit que les quoti-diens ont la plus grande peine du monde à générer des profits subs-tantiels, dans une course-pour-suite incessante entre les dépenses et les recettes. Jean-Ma-rie Charon aborde, chiffres à l'ap-pui, cet « indicateur du déclin » pui, cet « indicateur du déclin » dans son ouvrage de référence la Presse en France (4). Ce qu'on a appeié la «crise de la presse» dans les années 70 - et qui était avant tout une crise des quoti-diens nationaux – en a été l'illus-tration. Pour survivre, ils se sont alors lancés dans une fuite en avant des prix de vente. Qu'on se souvienne seulement que pendant longtemps, timbre-poste et quoti-dien étaient vendus au même

La pratique, bien qu'atténuée, a continué pendant la décennie écoulée. Entre 1980 et 1990, le prix moyen des quotidiens est passé de l'indice 100 à l'indice 218, alors que l'indice des prix montait de 100 à 186. Et, en ce début d'année 1990, les quotidiens nationaux, avec la chute des rentrées publicitaires consécutives notamment à la guerre du Golfe, ont du se résoudre encore à des augmentations.

\_---

٠- ·=

April 1985

entre di madi

- -

STATE OF THE

ngarage in Servi

**≛**7 2 42 1 6

7.7 kg 45 45

279-1990

27.75

.....

17 Marine Land

75 A 191

and the same

are ...

Street, and Parama

Z-2 ... 270

The sections.

8-2-3-3 Bright Star 7.

Total

神経を

1467) 1467)

**3**∵ુ

27

್ಷೆ ಗಿರ್ವಹ್ಯಾಗ ಗ**ಿ**ಗಳ ಕಿರ್

manufacture of the

TES: - . .

\_-,-,-

),754 × 1

#### Les créations hors de portée

Résultat de tout cela : les quotidiens sont structurellement pauvres et ne disposent pas de capacités financières suffisantes pour contenu rédactionnel et dans la recherche de lecteurs, qui, surtout pour les plus jeunes, ont tendance à penser que le journal est un luxe (pour preuve, l'augmentation des lecteurs a irréguliers » qui se sont accrus notablement dans la décennie 80, tant pour Libération que pour le Monde ou le Figuro) (5). Du coup, les acheteurs potentiels se tournent enonge davantage vers les périodi-ques (le Monde du 19 mars). Un éritable cercie viciona.

Les conditions économiques n'expliquent pas tout. Mais elles sont largement responsables de la disparition ou du déclin de certains titres hationaux et de la stagnation de l'ensemble. Lancer un nouveau quotidien paraît hors de portée. Après d'autres, le Matin s'est cassé les dents en jan-vier 1988 après onze ans de « galère ». Les projets de « populaires » du groupe Hachette (« Omésa ») ou du groupe Hersant (e Paris Star ») n'ont pas vu le jour. Le perdant risque d'être le pluralisme, indispensable en démocratie. On l'a dit. Il n'est pas inutile de le répéter.

#### YVES AGNÈS

(3) En 1988 encore, les recettes publi-citaires par habitant représentaient 81 dollars en France, 133 en RFA, 424 aux Etats-Unis.

(4) « Points Seuil », 423 pages, 47 francs. (5) A contrario, le quotidien leader, Ouest-France, est aussi celui dont le prix de vente est le plus faible (3.80 france).

Avec la création de Sud-Ouest éducation

# Les éditions Sud-Ouest s'attaquent au parascolaire

Le groupe aquitain de communica-tion Sud-Ouest (Sud-Ouest, la Charente libre, la France, etc.) vient de créer une nouvelle filiale, Sud-Ouest éducation, qui dépendra de son acti-vité d'édition, les Éditions Sud-Ouest.

Sud-Ouest education, dont le responsable est M. Jean-Paul Gisscrot, qui a lancé les éditions Ouest-France avant de fonder en 1988 la nouvelle filiale éditoriale du groupe bordelais, souhaite exploiter le créneau du livre scolaire et parascolaire. Huit cahiers de vacances de 64 pages sous jaquette pelliculée, qui couvrent les classes de la maternelle et du primaire (du CP à la sixième), constituent les premières productions de Sud-Ouest éducation. Tirés à 25 000 exemplaires chacun et vendus à un prix variant de 18 à 31 francs, ils bénéficient d'une diffusion nationale dans les grandes surfaces par la SODIS, filiale distribution de

Sud-Ouest éducation prépare aussi des résumés d'annales du BEPC et du baccalauréat, des exercices de préparation aux concours des grandes écoles, ainsi qu'ane Histoire de France pour les enfants de trois ans. L'entrée de Sud-Ouest sur le marché du parascolaire se justifie par la pro-

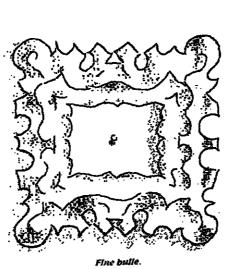
gression de ce secteur : il représente 4 % du chiffres d'affaires de l'édition alors qu'en 1984 il n'en representait que 2,2 %. Le secteur est occupé en quasi-totalité par les grands éditents (Hachette, Nathan, Bordas, Hatier, Rctz, Magnard, etc.).

Le quotidien Sud-Ouest est le deuxième quotidien régional français après Ouest-France. En 1990, selon l'OJD, sa diffusion payée est de 353 931 exemplaires (en baisse de 1,59 % par rapport à 1989). Son sup-plément Sud-Ouest dimanche porte la diffusion du journal à 287 697 exem-plaires le dimanche.

Y.-M. L.

M. Hallier s'engage à ne plus pirater le Canard enchulué. -M. Jean-Edern Hallier a « donné sa parole a que l'Idiot international n'utiliserait plus le titre et le logo du Canard enchaîné. L'hebdomadaire satirique avait assigné en déféré les NMPP et l'imprimeur du magazine de M. Hallier (le Monde du 27 avril). Devant l'engagement de ce dernier, le vice-président du tribunal de Paris a décidé qu'il n'y

avait plus lieu à référé.



Ce pur chef-d'œuvre de l'art italien

est signé FERRARELLE.

Mais en fait,

c'est la nature qui a tout fait.

(Exclusivement dans les restaurants.,



leur source à Riardo, Italie

1

A Assessment of the Control of the C

養をおり

PARTY TO:

A Line

A Property

10 mg - 10 mg

The second second

神学 さいこうき

---

and the second

The second second

200

the same of the same of the same of

and the same of the same of

**建造** 

Marie Carlos

West of

4,444

44.5

· · · · · ·

19,100

24 1 os opposants difinois au TGV acceptent une trêve

34 Belgique : vers une autonsation du travail rémanéré des retraités ? 34 Marchés financiers 35 Bourse de Paris

#### BILLET

### La France a bien traversé la crise

Dans une conjoncture économique

qui ne s'est pas encora franchement améliorée, la rapport du groupe anti-crise commandé en août demier par M. Michel Rocard à M. Lionel Stoleru, secrétaire d'Etat chargé du Plan, apporte quelques raisons d'espérer. La France a bien traversé la crise du Golfe et a supporté sans difficulté la haussa des prix pétrollers. L'augmentation du rythme de l'inflation a été très faible, comme a áté faible le désécuilibre supplémentaire de la balance commerciale du pays. L'économie française doit maintenent affronter les deux difficultés majeures que sont la récession américaine et la politique monétaire allemande, faite de taux d'intérêt en hausse. Si la spirale inflationniste a été évitée, le ralentissament de l'économie mondiale pose d'énormes problèmes aux économies occidentales, qui voient le chômage recommencer à augmenter. Le groupe anti-crise, dans les conclusions au'il vient de tirer de ses travaux, souligne que «l'importance et la permanence du chômage en France exigent une mobilisation accrue de la société entière sur cette question». Aussi est-il recommandé de poursuivre les mesures de déplafonnement et d'exonération des charges sociales, de favoriser la mobilité géographique et professionnelle de ia main-d'oeuvre, d'aider au

L'investissement des petites et moyennes entreprises doit également être encouragé en dehors des zones de forte activité. D'une façon générale, le groupe anti-crise insiste sur la nécessité pour l'économie française de continuer à beaucoup investir, de consacrer beaucoup d'argent aux dépenses de recherche-développement, aux dépenses de formation de main-d'œuvre et à celles des

développement « de services de

proximité de qualité ».

l'étranger.

A ce prix, l'avenir est plein de promesses. «De nombreux facteurs vont dans le sens d'une croissance soutenue au cours de le prochaîne décennie», note le rapport en guise de conclusion.

investissements commerciaux à

La morosité actuelle est très exagérée, estime M. Lionel Stoleru qui, «malgré la guerre des monnaies qui ne fait que commencer», assure que la croissance va reprendre. Le secrétaire d'Etat donne deux conseils : accepter de payer cher l'énergie, inventer un modèle européen d'entreprises «entre Ford et Toyota». Et le reste sera donné de sucrofit...

ALAIN VERNHOLES

### INSOLITE

#### Adjeu, Trabant

Cette fois, c'est la fin . La demière Trabant, la petite voiture symbole de l'ex-RDA, sortira le 30 avril des cheînes de l'usine Sachsenring Automobilwerke de Zwickau (Saxe) (le Monde du 14 février).

Produite à plus de trois millions d'exemplaires depuis 1958, la Trabant n'a pas résisté à l'unification allemande. Equipé d'une carrosserie plastifiée et d'un moteur deux temps, ce véhicule aux formes obsolètes avait été modernisé l'an passé en se dotant d'un moteur de Volkswagen Polo et même d'un pot catalytique monté en série. Néanmoins, la «Trabi» n'a pu trouver preneur auprès des consommateurs d'Allemagne orientale séduits per l'arrivée des modèles occidentaux. A Zwickau, l'arrêt de la production va directement paser le problème de la reconversion de 6 400 salariés. Volskwagen ne pourta reprendra dans un premier temps que 2 000 personnes.

de fravail rémenéré des retraités i

#### Souhaitant « une croissance soutenue dans la stabilité des prix »

# Les pays industrialisés du G 7 restent divisés sur les taux d'intérêt

Réunis en marge de la session de printemps du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, les ministres des finances et les gouverneurs des banques centrales du groupe des Sept (Allemagne, Canada, Etats-Unis, France. Italie, Japon, Royaume-Uni) se sont retrouvés, dimanche 28 avril à Washington, pour tenter de se mettre d'accord sur les moyens de remédier au ralentissement général de l'économie mondiale. Les nettes divergences apparues en matière de politique de taux d'intérêt n'ont pu être réellement surmontées. Le G 7 a cependant encouragé les politiques visant à accroître l'épargne mondiale et réaffirmé le besoin de « réformes économiques soutenues » en Union soviétique.

WASHINGTON

de notre envoyé spécial

Fait exceptionnel, la réunion du G 7, qui a eu lieu le 28 avril dans la capitale fédérale américaine, a été précédée d'un entretien de près d'une heure entre le président Bush et les ministres des finances des sept principaux pays industrialisés, signe de l'intérêt particulier que la Maison Blanche accordait à l'événement. Au cours de cet entretien, M. George Bush a souligné l'importance qu'il attachait à une coordination des politiques visant

à retrouver le chemin de la croissance et il a évoqué le problème des taux d'intérêt, qu'il juge trop élevés. Au sortir de cette « audience », la délégation allemande, à qui cette dernière remarque était naturellement destinée, s'est félicitée de la qualité de l'échange de vues en indiquant, en revanche, qu'elle n'avait pas du tout l'impression d'avoir été indirectement sermonnée par le président américain...

#### Passe d'armes américano-allemande

Si elle a applaudi des deux mains le communiqué final et son couplet sur « l'importance des politiques monétaire et budgétaire, qui créent les conditions d'une baisse des taux d'intérêt réels et de reprise de l'économie mondiale dans la stabilité des prix», l'Allemagne, sur le fond, n'a rien cédé. Reprenant les fermes propos tenus trois jours plus tôt par le président de la Bundesbank, M. Theo Waigel, ministre allemand des finances, a confirmé à l'issue de la réunion du G 7 que son pays demeure opposé « à une baisse artificielle des taux», leur niveau actuellement élevé étant, selon lui, surtout dû à « la forte demande de capitaux provenant de plusieurs régions du monde ».

De quoi agacer un peu plus le secrétaire d'Etat américain au Trésor, qui, interrogé tout de suite après sur le bien-fondé de la politique de taux élevés pratiquée par Bonn, s'est contenté de rétorquer : « Je laisse le soin de répondre aux Allemands », avant de souligner l'effort accompli, sur ce

chapitre, par son pays: «Je n'ai jamais dit que les Etats-Unis devaient réduire les taux d'intérêt et ignorer les risques d'inflation», a expliqué M. Nicholas Brady, mettant cependant en avant la situation actuelle sur les marchés américains, où les taux d'intérêt ont baissé de deux points au cours des six derniers mois. « Une trèx bonne évolution », que M. Brady souhaite voir bientôt amplifiée par la Réserve fédérale, au moment où les dernières statistiques relatives au produit national brut américain (en baisse de 2,8 % au premier trimestre 1991) ajoutent à la préoccupation de l'administration (le Monde

daté 28-29 avril). Cette passe d'armes américanoallemande, attendue, a montré la difficulté de faire coîncider l'idée d'« une économie mondiale étroitement interdependante, dans laquelle les pouvoirs et les respon-sabilités économiques sont partages », selon l'expression du communiqué final, avec les intérêts spécifiques d'un gouvernement allemand - qui refuse de s'enliser dans les dérapages inflationnistes d'une reunification qui lui coûte bien plus cher que prévu - et les craintes américaines de voir l'économie sortir de la récession plus tard et de l'açon moins nette

« Nous constatons des signes précurseurs de reprise chez les pays qui connaissaient la récession (Etats-Unis, Royaume-Uni, Canada), alors que, dans le même temps, les pays qui avaient conservé un taux de croissance soutenu (Francc, Allemagne, Italie et surtout Japon) subissent un ralentissement de leur activité éco-

nomíque », a soutigné, de son côté, le ministre français de l'économie. M. Pierre Bérégovoy. « C'est ce double constat qui nous a conduits à recommander des politiques monétaire et hudgétaire strictes, seules susceptibles de contenir l'inflation, tout en pesant sur les taux d'intérêt réels », a expliqué le ministre d'État, rappelant qu'à l'heure actuelle les taux d'intérêt réels ressortent au peu plus de 6 % en Allemagne, à un peu moins de 6 % en France et aux alentours de 3,5 % en Grande-Bretagne.

#### Le gouffre financier de l'Europe centrale

Pour tous les participants à la réunion de Washington, qui ne se sont guère préoccupés de la hausse du dollar (en progrès de 20 % depuis février dernier), il est clair que la reprise économique est actuellement insuffisante pour financer les immenses besoins de capitaux nécessaires à l'économie mondiale. Surtout au vu du gouffre financier que représente la conversion de l'Europe centrale à l'économie de marché. « Les pétrodollars se sont envoles depuis longtemps. Les excèdents

allemands sont ingintenant uniauement consucres à l'Allemagne. qui est fortement préoccupée par la faiblesse du mark, et les excédents japonais ont été sensiblement reduits e, constate un familier de ces réunions. « En septembre 1990, la crise du Golfe avait dominé les débats. mais les marchés de changes avaient su se montrer raisonnables. En janvier, lors de la précédente réunion du G 7, on avait évoqué les risques jumeaux d'inflation et de récession et mis l'accent sur la coordination des politiques monétaires. Aujourd'hui, on a peu parle de parité monétaire. mais beaucoup de taux d'intérêt et du problème de l'épargne mondiale », ajoute-t-il. « Les marchés devraient apprécier ce réalisme, loin d'une quelconque cuphorie, et considérer comme un élément favorable que les Sept aient passé plusieurs heures à parler de ce qui les préoceupe beaucoup : le lover de l'argent », a indiqué, de son côte, M. Bêrêgovoy.

SERGE MARTI

#### Le communiqué

# « Poursuivre la coordination internationale des politiques économiques »

Le communiqué publié dimanche 28 avril à Washington, à l'issue de la réunion des ministres des finances et des gouverneurs des banques centrales des sept grands pays industrialiés (le G7), insiste sur l'indispensable « poursuite de la coordination internationale des politiques économiques » pour réaliser l'objectif commun de croissance soutenue dans la stabilité des prix.

Les ministres et gouverneurs du G7 « ont noté des signes précurseurs d'une reprise économique et d'une baisse de l'inflation dans les pays qui connaissent une récession. Ils ont également noté le maintien de taux d'intérêt réels élevés et le ralentissement de l'activité économique dans les pays qui jusqu'à récemment enregistraient une croissance forte ». « Dans ce contexte, les ministres

et les gouverneurs ont souligné l'importance de politiques monétaire et budgétaire qui créent les conditions d'une baisse des taux d'intérêt réels et d'une reprise économique mondiale dans le stabilité des prix. Ils pensent qu'une telle stratégie à moyen terme constitue la meilleure façon de réduire les risques potentiels et les incertitudes de la situation actuelle.»

Le communiqué réafirme aussi l'engagement de «coopérer de manière étroite sur les marchés des changes». Après avoir souligné « le besoin de réformes économiques soutenues» en Union soviétique, les membres du G7 se sont engagés à mettre en œuvre l'augmentation des quotes-parts du Fonds monétaire international avant le fin de l'année.

### Le ministre des postes, des télécommunications et de l'espace en visite au Japon

# M. Quilès souligne les dangers d'un déséquilibre persistant des échanges franco-japonais

Au cours d'une visite officialle de quatre jours au Japon, M. Paul Quilès, ministre des postes, des télécommunications et de l'espace, a plaidé auprès de ses interlocuteurs, ministres et industriels, pour un rééquilibrage des échanges commerciaux, notamment dans le domaine des télécommunications.

TOKYO

de notre envoyé spécial

« Objectifs modestes mais atteints »: au terme de quatre jours de visite officielle à Tokyo, le ministre des postes, des télécommunications et de l'espace, M. Paul Quilès, n'avait nul contrat spectaculaire à annoncer samedi 27 avril. Mais ses contacts avec ministres et industriels japo-nais lui ont permis de marteler un message en deux volets. D'une part, corriger l'image de la France au Japon, mettre en avant les réussites de la haute technologie hexagonale plus que la trilogie classique champagne-fromagemode qui colle au drapeau trico-lore. D'autre part, mettre en garde ses interlocuteurs contre les risques pour le Japon d'un déséquilibre accru des échanges commerciaux. Les chiffres du seul secteur des télécommunications, pourtant l'un des plus dynamiques de l'électronique française, sont éloquents : face à 15 millions de francs d'exportations françaises, 977 millions d'importations japonaises.

Produits non adaptés au marché nippon, indépendance des firmes privées, ces arguments des autorités japonaises laissent sceptiques les Français. La première compagnie de téléphone au monde, NTT, n'achète par exemple que 10 % de ses matériels à l'étranger. « Je ne suis pas partisan des appels au protectionnisme qu'on entend ici ou là », dit M. Quilès en écho au débat actuel sur l'électronique européenne. « Mais une action concertée des pouvoirs publics et des industriels au Japon me semble indispensable. »

Dans le secteur spatial, où les projets fourmillent au Japon, les prochains appels d'offres pour lanceurs et satellites seront un test de la volonté d'ouverture de Tokyo. Et les Européens souhaitent que cette ouverture ne se limite pas aux constructeurs américains, dont les moyens de pression sont autrement puissants.

Au-delà de ce débat classique, M. Quilès a évoqué des projets de coopération franco-japonais. Pour la télématique, dont le les Japonais alors que leur système Captain stagne relativement avec 100 000 terminaux installés. Mais aussi pour la télévision à haute définition. « La norme européenne HD-Mac est maintenant reconnue comme une realité», se félicite le ministre. « Et mes discussions confortent mon impression que la démarche europeenne par étapes est plus fondée que jamais. Pourquoi ne pas essayer alors de trouver des convergences entre les deux normes, japonaise (Hi-Vision) et européenne, pour échanger des programmes?».

Après des années de dur affrontement, cette relative détente entre les deux protagonistes de la télévision à haute définition est nonvelle. Il est vrai que les Japonais ont perdu, coup sur coup, deux satellites de télévision directe, ce qui handicape leurs projets de diffusion grand public. Et ils sont d'accord avec les Européens pour minimiser une menace qui pointe à l'horizon. celle d'une télévision numérique américaine, qui démoderait Hivision et HD-Mac. « Pas avant dix ans », se rassurent en chœur Japonais et Européens, pour une fois à l'unisson. Chacun ayant besoin de programmes pour accélérer ses projets, le dialogue peut

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

#### Dans les stations françaises

### La fréquentation des remontées mécaniques a presque doublé au cours de l'hiver 1990-1991

Si l'on en croit les résultats d'un panel de 65 stations réparties sur l'ensemble des montagnes francaises, la fréquentation des pistes de ski a considérablement augmenté au cours de la saison qui s'achève. Leur chiffre d'affaires a progressé de 73 % au cours de la période allant de Noël 1990 jusqu'au 10 mars 1991 par rapport à la période correspondante de 1989-1990. Le nombre des passages aux remontées mécaniques, qui était de 53,1 millions au cours de la saison précédente, a atteint le chiffre de 103,7 millions. Selon M. Jean-Charles Simiand, délégue général du Syndicat national des téléphériques de France (SNTF), le chiffre d'affaires de la profession s'élèvers, pour l'année entière, à 3,5 milliards de francs au lieu de 2.15 milliards.

M. Gérard Morand, maire UDF de Megève et président des maires des stations françaises de sports d'hiver, s'est déclaré, le 24 avril devant l'assemblée générale de son association, satisfait de cette saison « dans l'ensemble bonne », en raison du retour à un enneigement satisfaisant. Avec les professionnels présents, il a dénoncé la date tardive des vacances de printemps qui, associée à la remontée du thermomètre, prive les skieurs de neige. Il s'est félicité du rétablissement des trois zones pour les vacances de février et de printemps en 1992 et 1993, mais il a rappelé qu'un meilleur remplissage des stations passait par un étalement des congés d'été, dans le respect des rythmes scolaires.

Les maires des stations plaident pour une amélioration de l'accueil afin de mieux supporter la concurrence des destinations exotiques. Par exemple, ils souhaitent que la superficie des appartements en location soit accrue. Un studio classé « confort » pour deux personnes, que les pouvoirs publics voudraient au moins de 16 mètres carrés, devrait selon les élus mesurer 20 mètres carrés.

# CHALLENGES GAGNER

# **AUTOMOBILE**

# L'HEURE DES COMPTES

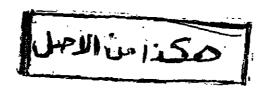
Pour faire face à la puissance japonaise et américaine décidée à bouffer le marché européen, PSA et Renault devront faire mieux que d'en appeler au patriotisme.

ET AUSSI:

LE DIKTAT DE LA GRANDE DISTRIB' Après l'ère des producteurs, les distributeurs imposent leur loi. Ils ont déjà fait plier les industriels, dénuderont-ils les clients-rois?

FRANÇOIS PINAULT
Portrait d'un incompris qui pèse 32 milliards.

EN VENTE PARTOUT 30 F



# Les dangers de la dette

Suite de la première page

Deuxième risque - il découle du premier, - c'est celui d'une dégradation des relations entre créanciers et débiteurs, d'une part, et au sein des pays en développement, d'autre part. Le troisième danger est connu depuis longtemps, mais revêt aujourd'hui une actualité nouvelle : en privilégiant les réductions de créances sur les flux de capitaux nouveaux, les chances de réussite du développement économique de nombreux Etats pourraient être encore reportées dans le

#### Situations contradictoires

Au rythme des concessions du Nord et des restructurations du Sud, il ne fait pas de doute que le problème de la dette a avancé. Après avoir continué à augmenter au cours de la première moitié des années 80, le stock de la dette est désormais stable (1). Soucieux de réduire le fardeau financier des Etats en développement, les responsables des pays industriali-ses ont décidé, en 1988, d'annuler un tiers de la dette des pays les plus pauvres; ils ont ensuite persuadé les banques d'effacer une partie de leurs créances sur les Etats lourdement endettés à revenus intermédiaires, comme le Mexique (2). Enfin, le Club de Paris, qui réunit les créditeurs semaines à son principe sacroofficiels, a renonce ii ) saint selon lequel toutes les dettes contractées à son égard étaient

En l'espace de quelques années, on est passé du plan Baker (1985) - qui stipulait que pour que la dette puisse être remboursée, il fallait prêter davantage - au plan Brady, qui constatait que, puisque les pays sont incapables de payer, les banques devaient annuler une partie de leurs créances. Finalement, on a abouti à un mélange des deux, et à une diffé-

les pays industrialisés mettent en place une nouvelle banque de developpement qui servira, entre autres, à prêter des fonds à l'Europe de l'Est, au moment où ils effacent une partie des creances de ces Etats?

On arrive à des situations contradictoires. A Varsovie, le gouvernement réclame une annulation de 80 % de sa dette publique, alors qu'il vient d'obtenir un allègement déjà exceptionnel de 50 % (le Monde du 18 mars). Au même moment, à Budapest, le ministre hongrois des finances répète avec insistance qu'il n'est pas question que son pays cesse de rembourser ses échéances. En Amérique latine, alors que le Mexique a retrouvé l'accès au marché obligataire international, le Brésil, premier débiteur du monde, piétine dans ses négociations avec les banques...

Comme l'affirme le secrétaire d'Etat aux affaires sinancières internationales du Mexique, M. Angel Gurria, un premier groupe de pays, dont le sien, sont aujourd'hui plus ou moins sortis du piège de la dette : le Venezuela, le Chili, le Costa Rica, l'Equateur, la Bolivie. Tous ont profité des initiatives d'allègement de dette offertes par les banques ou les gouvernements. Tous ont mis en œuvre des politiques économiques saines. Mais ils sont dans leur majorité des Etats « à revenus intermédiaires », et producteurs de pétrole. Leurs progrès pour l'instant suffi à réduire les tensions sociales.

Un deuxième groupe de pays, le plus vaste, est constitué par les pays qui ont déjà restructuré leur dette, donc témoigné de leur incapacité à honorer leurs échéances, mais n'arrivent pas à remonter la pente. Il s'agit aussi bien d'Etats pauvres d'Afrique que de grandes économies latino-américaines. Pour eux, la « life after debt » (la vie après la dette), selon le mot de M. Gurria, est encore loin, notamment pour les petits Etats

grande attention, et envers lesquels il n'existe plus de stratégie globale ». La vie après la dette sera, de l'avis de M. Gurria, d'autant plus difficile à atteindre pour la majorité des Etats endettés que, d'une part, les banques commerciales ont aujourd'hui une attitude beaucoup plus dure, et que, d'autre part, les demandes de capitaux publics se multi-

Un troisième groupe comprend des Etats lourdement endettés, mais qui n'ont jamais restructuré leur dette, comme l'inde, la Hongrie ou l'URSS. Malgré leur relative sagesse, ces pays inquiètent. L'inde connaît actuellement d'importants problèmes de trésorerie et cherche à obtenir de nouveaux prêts bancaires (le Monde du 30 mars). Quant à l'URSS, malgré son faible taux d'endettement en proportion de sa richesse nationale, la situation de ses paiements extérieurs est tellement catastrophique que nombre d'ex-perts s'attendent à l'annonce prochaine d'un moratoire ou d'une demande de restructuration des paiements... Les grandes banques européennes, françaises en particulier, ne manqueraient pas d'en souffrir. Aujourd'hui, la plupart de ces bons payeurs ne cachent pas leur amertume devant les concessions faites à leurs voisins, alors qu'eux-mêmes se trouvent au bord de l'asphyxie financière.

#### Les chanceux de la politique

Un quatrième groupe, enfin, a émergé, celui des « chanceux de la politique ». Sa naissance vient brouiller encore davantage un jeu déjà très complexe. Pour l'instant, seules la Pologne et l'Egypte ont intégré cette catégorie, la première pour cause de transformations économiques et surtout politiques, majeures, la deuxième cause de solidarité avec la coalition internationale dans la guerre du Golfe. Le Club de Paris a beau insister sur le caractère exceptionnel des concessions accordées à ces deux Etats, et leur fondement économique, le précédent est ouvert.

Conséquence heureuse de cette multiplication des cas particu-liers, il est probable que les pays industrialisés consentent aujourd'hui une nouvelle annulation de dette aux Etats les plus pauvres, car il leur est difficile de justifier de faire plus pour la Pologne que pour la Côte-d'Ivoire par exemple. Est-elle la seule à avoir avance sur le chemin de la démocratie? Ses difficultés financières sont-elles plus graves qu'ailleurs? Mais les conséquences négatives sont nombreuses. D'une part, l'initiative du Club de Paris donne aujourd'hui aux banques de meilleurs arguments pour clamer que c'est aux gouvernements, et non à elles, de consentir des annulations. Leur position déjà très dure à l'égard de leurs débiteurs, issue de leurs propres problèmes financiers et de l'impatience après de longues années d'arriérés, pourrait devenir plus rigide encore. L'Institut de finance internationale, organisme financé par les grandes banques commerciales, a fait savoir

### **ÉTRANGER**

#### Pas d'appellation contrôlée pour le fendant suisse

Le tribunal fédéral, l'instance judiciaire supreme en Suisse, a repoussé, le 26 avril, l'introduction d'une appellation d'origine contrôlés (AOC) dans le canton valaisan, producteur du vin suisse le plus connu à

l'étranger, le fendant. Cette décision a satisfait les vignerons, qui reprochaient aux autorités du canton de n'avoir retenu que deux critères pour introduire des AOC : une réduction uniforme des rendements et la teneur en sucre. ils redoutaient aussi d'avoir à réduire sensiblement leur production, jugée pléthorique.

Le tribunal fédéral n'a pas dit non à l'introduction d'appellation d'origine contrôlée ni au déclassement des nombreuses piquettes, qui peuvent en toute légalité afficher «fendant» ou «dôle» sur leurs étiquettes. Il a simplement renvoyé le Conseil d'Etat à l'ouvrage en lui demandant d'être plus nuancé dans ses critères de rendement.

récemment qu'il jugeait l'accord avec la Pologne « très dangereux » et que les établissements privés ne consentiraient pas de tels traitements privilégies, car « l'aide Internationale n'est pas l'affaire des banques».

D'autre part, nombre de pays en développement ne peuvent que s'insurger contre le traitement politique de la dette : la Hongrie l'a déjà fait savoir, tandis qu'au Brésil, le président du Parti des travailleurs, M. Louis Inacio da Silva, dit Lula, s'est prononce pour la « suppression immédiate du paiement de la dette extérieure » de son pays, en réaction à la politique « flexible » déployée par l'Europe dans les anciens pays socialistes. Il est vrai que le Brésil ne rembourse plus entièrement ses échéances depuis longtemps

#### TGV économique

De toute évidence, non seulement la politique d'annulation provoque de graves clivages au sein des pays endettés, mais elle ne suffit pas pour assurer, dans les pays bénéficiaires, les bases d'un véritable développement économique. Au-delà de la mise en œuvre de politiques saines, le manque de capitaux est criant. L'Amérique latine continue d'enregistrer les mêmes transferts nets regioner tes memes transferts ness negatifs, c'est-à-dire qu'elle rembourse plus à ses créditeurs que ceux-ci n'investissent sur son territoire ou ne lui prêtent; son revenu par habitant est le même aujourd'hui qu'en 1978.

Les investisseurs privés boudent aujourd'hui la quasi-totalité du territoire africain. De source française, on estime que les pays de la zone franc ont remboursé l'an dernier 220 millions de dollars de plus aux institutions internationales (FMI et Banque mondiale) que ce qu'ils ont reçu d'elles. Les estimations données çà et là sur l'immense coût de la restructuration de l'Europe de la RDA, ont jeté une nouvelle lumière sur l'insuffisance des transferts de capitaux vers le Sud. Alors que l'on disait que la reconstruction du Koweit conterait jusqu'à 100 milliards de dollars, le total de l'aide au développement recensée par l'OCDE pour l'ensemble du monde s'élevait en 1989 à 34 milliards de dollars.

M. Louis Emmerij, président du centre de développement de

l'OCDE, et M. Enrique Iglesias, président de la Banque interaméricaine de développement (3), dénonçaient récemment le phéno mène de « TGV économique » et écrivaient : « Au même moment où nous voyons les pays d'Europe de l'Est et l'Union soviétique tenter de rejoindre la grande poussée de l'économie mondiale, une autre partie de l'économie mondiale est abandonnée à elle-même contre sa volonte, tandis que toute l'attention du monde est mobilisée par les événements de l'Europe de l'Est ou par ceux du Golfe.» Quand bien même placeraient-ils la dette au sommet de leurs priorités, les pays industrialisés pourraient difficilement financer massivement le monde en développement : leur taux d'épargne est faible, leurs banques sont fragiles, et ils sont entres dans une phase de croissance économique lente. La Banque mondiale ne cache pas que ses transferts nets (prets moins

remboursements) seront très faibles au cours des prochaines Dans ces conditions, le risque est donc que, aujourd'hui, malgré les réductions de créances, la majorité des pays en développement n'arrive pas à aborder le chemin d'une croissance vertueuse. A force de tenter de faire avancer au cas par cas ce qu'on n'a pas réussi à résoudre globalement, il ne faudrait pas que soit perdue de vue la nécessité de développement économique régional. Et, comme le remarque

le responsable du département économique de la Banque mondiale, M. Lawrence Summers : « Puisqu'il n'y aura pas beaucoup d'argent pour le développement au cours de la prochaine décennie, il faudra qu'il y ait beaucoup de

#### bonnes idées.» FRANÇOISE LAZARE

(i) Selon les statistiques de la Banque mondiale, le stock total de la dette des pays en développement n'a pratiquement pas varié depuis 1987, s'établis-sant à 1 340 milliards de dollars l'an

(2) Lance en mars 1989, le plan Brady prevoit l'annulation d'une partie des créances bancaires, avec soutien des ors creances vancanes, avec source es-organismes multilateranx, en favear de pays à revenus intermédiaires ayant mis en cenace des biostsmuses de bojitides économique approuvés par les institu-tions financières internationales.

(3) Rétablir les flux financiers vers l'Amérique latine, OCDE, 1991, Paris.

## REPÈRES ASSURANCE-MALADIE

#### Hausse de 0,1 % en mars

Avec 28,754 milliards de francs de remboursements versés aux usagers en mars, les dépenses de la Caisse nationale d'assurancemaladie des travailleurs salariés (CNAMTS) ont progressé de 0,1 % en un mois, confirmant le ralentissement observé en février (+ 0,1 %).

Selon les demières statistiques diffusées par la Caisse, la progression sur les douze derniers mois s'élève à 6,9 %. Ce fléchissement combine une diminution des dépenses d'hospitalisation (- 0,4 %) et des indemnités journalières (- 0,6 %) avec une hausse des honoraires privés (+ 0,6 %) et des remboursements d'ordonnances (+ 0,9 %).

#### CRÉDITS

#### La Banque asiatique de développement devrait reprendre ses prêts à la Chine

La Banque asiatique de développement (BAD) pourrait reprendre prochainement ses prêts à la Chine, a annoncé son président, M. Kimimasa Tarumizu, lors de la réunion annuelle de la banque, qui a eu lieu à Vancouver au Canada à la fin de la semaine dernière (le Monde daté 28-29 avril). Deux prêts pour un montant de 138 millions de dollars seraient accordés rapidement.

avaient été gelés à la suite de la répression meurtrière de juin 1989 à Pékin. Les Etats-Unis s'étaient jusqu'à présent opposés à ce que soit mis fin au gel des crédits. Le Vietnam et la Birmanie pourraient également bénéficier de prêts. Les prêts de la BAD se sont élevés au total à 4 milliards de dollars en 1990.

TRANSPORTS

Décibels, sécurité, agriculture de pointe

# Les opposants drômois du TGV renoncent provisoirement à bloquer les voies le TGV ne faisait pas de bruit. Il

Les opposants au tracé du TGV Méditerranée ne se trouvent pas que dans les Bouches-du-Rhône. Une coordination d'associations s'est montrée très active dans la Drôme, où elle a organisé l'occupation du siège départemental du Parti socialiste, ainsi que des blocages à répétition du trafic ferroviaire, au grand dam des voyageurs. Dans l'entretien ci-dessous, M= Mariette Cuvellier, sa présidente, rappelle les raisons de ce combat et explique la suspension des manifestations sur les voies ferrées.

« Pourquoi votre coordination e rourquei votre codimination est-elle opposée au tracé retenu près de Montélimar, aiors que le rapport Querrien affirme qu'il détruit moins de maisons qu'un

La SNCF avait projeté une voie à grande vitesse très droite à 30 kilomètres à l'est du couloir rhodanien. Ce tracé a suscité l'op-rhodanien.

position du monde de la viticul-ture, et la SNCF s'est mise à imaginer des tas de variantes à travers la Drôme. Nous ne sommes pas contre le TGV, mais encore faut-il que ce trace réponde à des critères stricts. Le premier de ceux-là consiste à éviter les zones peu-plées. Or, pour fonder son choix du passage près de Montélimar, dans une zone d'habitations, le rapport Querrien a fait comme si

45-55-91-82, peste 4330

Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE

s'est préoccupé des maisons tou-chées par la voie, mais pas des

futurs riverains. » Le deuxième critère de choix aurait du être la sécurité. Les spé-cialistes pouvaient faire passer le TGV dans les vignes, dans les gar-rigues ou dans la centrale nucléaire de Pierrelatte. Ils ont choisi la centrale, solution aberrante, qui obli-gera à suspendre toute circulation ferroviaire en cas d'accident nucléaire, Nous allons déposer un recours contre cette décision devant la Cour de Luxembourg.

» Le troisième critère concerne l'agriculture. Il n'est pas normal que le lobby viticole ait imposé sa loi. En faisant circuler le TGV dans des plaines alluviales, on détruira une agriculture de pointe qui prépare le futur. Un TGV lance à 300 kilomètres/heure ne permet pas une pollinisation maîtrisable des plants en cours

d'étude... – Pourquoi prétendaz-vous aussi défendre le service

- Nous avons fait le tour de France des TGV et nous avons constaté que ce n'était pas la panacée. Trop souvent, le TGV signifie une diminution des liaisons ferroviaires et la fermeture de gares. Qu'on veuille passer à toute allure sous nos fenêtres se comprend, mais nous disons aux pouvoirs publics : de grâce, ne dévitalisez pas nos économies locales.

... Les blocages de voies ferrées vous ont valu beaucoup de critiques et vous abandonnes cette tactique. Per quoi le rem-placez-vous?

- Nous avons commencé à nous défendre par des actions très convenables, comme une pièce de théâtre consucrée à nos problèmes. Cela n'a ému personne. Nous nous sommes apercus que nous n'avions pas d'autre moyen pour nous faire entendre que le biocage des voies. Nous allons tenter d'organiser

plutôt que des cris : le 1ª mai, nous organisons à La Garde-Adhé-mar, village classé et situé juste audessus de la future voie du TGV, une exposition d'art et d'artisanat qui traitera de nos thèses. La journée s'achèvera par une table-ronde.

- Le schéma directeur des treine è grande vitesse sera bientòt rendu public. Continuerez-vous à militer contre les solutions qu'il retiendra?

 Nous ne pouvons accepter de vivre avec 85 décibels toutes les cinq minutes. A moins de 150 mètres des voies, nos maisons deviendront inhabitables et invendables, comme nous l'ont annoncé les experts immobiliers. Oui, nous essaierons de nous introduire dans le débat dont les contre-pouvoirs sont exclus. Nous ne sommes pas une bande d'abrutis. Qu'on nous entende, au lieu de nous contraindre à faire le siège de la commis-sion administrative de transmission des documents publics pour obtenir de la SNCF des informations auxquelles nous avons droit.

Propos recueilis par ALAIN FAUJAS

 Air Canada vent annuler l'achat de vingt et un avious. - Scion le Financial Times du 29 avril. Air Canada demanderait à Boeing l'annulation de la vente de vingt et un appareils, soit trois quadriréacteurs 747 et dix-huit biréacteurs 767, dont douze en option. Cette révision du plan de renouvellement de la flotte du transporteur canadien est motivée par l'accumulation de déficits, sous l'effet de la concurrence avec Canadian Airlines et de la crise consécutive à la guerre du de Golfe. La démarche d'Air Canada est la première de cette importance: d'autres compagnies en difficulté pourraient négocier avec les avionneurs des abandons de commande.



Philippe d'ARVISENET

et Thierry SCHWOB

304 pages - 159 F

HACHETTE Collection P.E.S.

La collection de référence pour le Politique, l'Economique, le Social.

Didier SCHLACTHER

96 pages - 68 F

# CHAMPS ECONOMIQUES

Comment contrôler les exportations stratégiques ?

# Un casse-tête technique

Equipements informatiques, télécommunications, lanceurs spatiaux... De plus en plus de technologies civiles peuvent être adaptées à des fins militaires et les pays capables de le faire sont de plus en plus nombreux

IL était possible à Colbert de choisir le seaux de la flotte royale et de saire abattre des forêts de chênes en conséquence, ce temps est révolu (1)... » Un pays, pour se doter de matériels stratégiques, qu'il s'agisse d'armements proprement dits ou de technologies stratégiques, ne peut plus compter sur ses propres forces. Exportations et importations d'armes se sont intensifiées, ces dernières années.

En France, par exemple, les exportations d'armes ont augmenté de 88 %, en volume, eutre 1973 et 1989, tandis que les importations s'accroissaient de près de 600 %. Aussi a-t-on pensé que pour empecher ou fortement limiter l'équipement militaire d'un pays il « suffisait » d'en interdire ou d'en limiter sévèrement les importations de produits stratégiques.

e sant-bade de e

والمحاري والمراجعة والمتحقورة

A COLUMN TO SERVICE AND ADDRESS OF THE PARTY OF THE PARTY

A cet effet, des dispositifs ont été créés qui permettent en théorie de contrôler les échanges, qu'il s'agisse d'armes proprement dites, de missiles, ou de produits chimiques, électroniques, nucléaires ou autres systèmes potentiellement dangereux. Mais l'efficacité de ces dispositifs est loin d'être parfaite le conflit irakien en a été la preuve - d'où la vojopté actuelle des politiques de tout bord de les améliorer. Reste à savoir comment.

#### Un COCOM Nord-Sud ?

Or le problème est des plus complexes. Les systèmes d'armes étant de plus en plus élaborés, ils intègrent tous ou presque des technologies à « double usage » civil et militaire. Difficile donc de dresser des lignes de partage entre ce qui peut être autorisé et ce qui ne l'est pas.

Cela est en particulier vrai pour les équipements informatiques et de télécommunications, sans lesquels une armée moderne ne peut et plus généralement à des tâches fort pacifiques. Mais il en est de même des missiles, qui ressemblent comme deux gouttes d'eau aux lanceurs spatiaux civils, ou des composants nécessaires à la fabrication d'armes chimiques.

En outre, le nombre de produits à contrôler ne cesse de s'étendre, puisque, pour être efficaces, ces contrôles ne doivent pas se limiter aux armes proprement dites, mais être étendus à leurs composants (chimiques, électroniques, mécaniques, etc.). Enfin, de plus en plus de pays, et pas seulement les grands pays industrialises occidentaux, sont à même de fournir tout ou partie de ces équipements (les pays d'Asie du Sud-Est en particulier pour le matériel informatique, le Brésil pour les missiles antichars, la Chine pour les missiles balistiques, entre autres...).

A ces difficultés techniques s'ajoutent bien évidemment des réticences politiques, liées au fait que les décisions en matière d'armement relèvent de la souveraineté nationale, et que certains pays font souvent oreuve en la matière d'une certaine hypocrisie (voir le Monde daté 10-11 mars 1991). Les Etats-Unis en donnaient encore récemment la preuve. D'un côté, dans certaines instances, ils insistent pour multiplier le nombre de produits à contrôler, de l'autre ils encouragent les ventes « surtout pour des pays amis, comme l'Arabie saoudite, le Koweit, l'Egypte et les Emirats arabes unis ».

Dans un premier temps, pour résoudre cette question des exportations de produits stratégiques, certains experts américains ont suggéré de créer à l'intention des pays en voie de développement, un dispositif similaire an COCOM (Comité de coordination pour le

المتحصيص بالمتحصيين

contrôle multilatéral des exportations), mis en place en 1949, en pleine guerre froide, à l'encontre de l'URSS et des pays de l'Est.

Mais de nombreuses raisons furent aussitôt opposées, du côté des responsables français en particulier, à la réalisation de ce COCOM-bis, ou COCOM Nord-Sud: « Un tel dispositif provoquerait une levée de boucliers de la part des pays en voie de développement, qui chercheront à le contourner en coopérant entre eux. » Sa réalisation sous-entendrait en effet l'idée, peu souhaitable, de la possibilité d'un affrontement Nord-Sud.

« A la différence de la situation qui a suscité la création du COCOM, il n'y a pas, ici, de ligne de partage clair; les critères d'identification du risque propre à chaque pays sont difficiles à établir. » Un tel dispositif pourrait bloquer toute évolution technologique des pays en voie de développement et « instituerait un décalage industriel entre le Nord et le Sud ». Au contraire, « il faudrait associer ces pays au dispositif ».

En outre, cette idée d'un COCOM-bis est émise au moment même où le COCOM est en complète réorganisation du fait de l'assouplissement des relations entre l'Est et l'Ouest. Les listes de produits soumis à contrôle sont en train d'être complètement revues, nour les limiter à un «novau dur» de technologies jugées particulière-ment sensibles et réparties en huit secteurs : ordinateurs, télécommunications, systèmes de propulsion, matériaux industriels et machines outils, électronique, avionique, technologie sous-marine, biotech-

a Plutot que de vouloir créer un COCOM Nord-Sud, mieux vaui donc commencer par vérifier et éventuellement améliarer les systèmes existants », affirme-t-on de source autorisée française. Outre le COCOM, quatre autres dispositifs de contrôle sont en effet opérationnels : le « groupe australien » Dou les armes chimiques, la directive de Londres pour le nucléaire, le MTCR (Missile Technology Control Regime) pour les missiles, et en France la CIEEMG (commission interministérielle pour l'étude des exportations de matériel de guerre) pour les armes proprement

#### Un code de conduite

Le Groupe australien, destiné à controler la vente de « précurseurs » nécessaire pour la fabrication d'armes chimiques, tire son nom du simple sait qu'il se réunit tous les six mois à l'ambassade australienne à Paris, Créé en 1984. lors du constit fran-lrak, il regroupe vingt pays, mais n'est régi par aucun texte écrit, soulignant ainsi son caractère informel. Ces pays échangent des informations et contrôlent chacun tout ou partie des cinquante produits susceptibles d'être utilisés pour fabriquer des armes chimiques et dont le groupe a établi la liste.

La France exige une licence d'exportation pour quinze de ces produits, chiffre qui devrait être doublé d'ici peu. Particulièrement rigoureux, les Etats-Unis menacent de sanction pénale les entreprises américaines qui aideraient un pays à se doter d'armes chimiques. Certains Etats contrôlent aussi les exportations d'équipements pouvant être destinés à la fabrication d'armes chimiques.

Cette mesure laisse les spécialistes français sceptiques quant à son efficacité: « Rien n'est spécifique dans ce domaine. Comment peut-on prétendre controler des exportations de tubes, vannes, cuves, aux multiples usages? » Le fait que l'Allemagne, dont une



entreprise, Imhausen-Chemie. avait permis la construction de l'usine de Rabta en Libye, prétende contrôler ce type d'équipements encourage ce scepticisme.

Des contraintes plus fortes régis-

sent la non-prolifération dans le domaine du nucléaire. Si la France n'adhère pas au traité de non-prolifération (TNP), elle participe en revanche au club de Londres qui, depuis 1975, rassemble vingt-six pays, principaux fournisseurs de matières et d'équipements nucléaires. Les membres du club s'engagent à ne livrer des matières et équipements atomiques que pour des usages pacifiques, les installations étant ensuite placées sous le contrôle de l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique), basée à Vienne. Les matériaux et équipements livrés à un pays ne peuvent ensuite être retransférés sans accord préalable

du fournisseur. Si ce club n'a claboré qu'un « code de conduite » sans prévoir de sanction pour ceux qui y dérogeraient, il se trouve qu'aucun signataire ne l'a encore viole. Mais ce système a lui aussi des maillons faibles. Tout d'abord, des pays ayant des programmes nucléaires appartiennent pas au club de Londres; ainsi en est-il de l'Inde. du Pakistan, de l'Argentine, du Brésil, d'Israel, de l'Afrique du Sud, qui agissent en dehors de tout

contrôle international. En outre, comme le souligne un expert du secteur, « primo, rien n'interdit à un pays d'avoir des mines d'uranium, ce qui est le cas de l'Irak, par exemple. Secondo, dans les années 50 et 60, des stocks d'uranium enrichi se sont baladés L'Irak a ainsi pu se procurer legalement matière première et équipements au'il a transformés, à des sins militaires. Car si les centrisugeuses nécessaires pour enrichir l'uranium sont soumises à contrôle. il n'en est pas de même des aciers spéciaux et des machines-outils. »

#### Freiner la prolifération

Dans le nucléaire aussi, la plupart des produits nécessaires pour fabriquer l'arme atomique sont à double usage. Une réflexion est menée actuellement pour identifier quels sont les éléments déterminants dans la fabrication de l'arme, non encore soumis à contrôle, et qui pourraient être ajoutés aux directives de Londres. A la différence du nucléaire, l'exportation de missiles est soumis à un véritable mécanisme, le MTCR (Missile Control Regim). Créé en 1987 par les sept pays du G7, il a depuis été ratifié par seize pays (2). Ses membres se réunissent une fois par an. Conçu au départ comme une extension du traité de non-prolifération, le MTCR visait à contrôler les missiles susceptibles de porter 500 kilogrammes d'armes nucléaires. Ses signataires réfléchissent actuellement aux possibilités de l'étendre au transport d'armes chimiques et bactério-

logiques. Comme pour le COCOM, ils ont élaboré des listes de produits à contrôler. Un exercice particulièrement délicat dans la mesure où tous ses éléments sont à double usage. « Les dissèrences entre un En outre, à la différence du nucléaire, près de quarante pays développent des missiles. Il est donc possible de freiner, mais non d'empécher la prolifération.

A l'autre extrême, les exportations d'armes, si elles ne posent guère de problèmes techniques, sont soumises à de fortes contraintes politiques; il n'existe donc pas de dispositif d'harmonisation au niveau international. En France, les exportations d'armes sont réglementées par la CIEEMG.

Informels pour la plupart, n'incluant qu'un nombre limité de pays, tous ces systèmes sont donc plus ou moins contournables. On l'a vu récempient en Allemagne, ou Daimler-Benz a été accusé d'avoir livré des semi-remorques à l'Irak tial civil sont quasiment nulles ». en violation de l'embargo, où la explique un expert de ce secteur. firme chimique WET aurait livré

des produits chimiques nécessaires à la fabrication de gaz de combat, etc. Des réflexions sont donc en cours pour renforcer les dispositifs. Certains estiment que l'ONU pourrait jouer le rôle de chien de garde, imposant à chaque pays d'exercer effectivement un contrôle national. Les esprits « positifs » pensent aussi que l'évolution pourrait se faire naturellement, aun peu à l'instar de ce qui s'est passè pour la protection de l'environnement. Il y a vingt ans, les entreprises étaient furieuses de devoir respecter des contraintes imposées par les défenseurs de la nature. Aujourd'hui, les meme firmes se vantent de tout ce qu'elles peuvent faire en faveur de

#### Le risque du boomerang

Des considérations financières pourrajent aussi conduire à une certaine autolimitation, a car it existe un lien entre le surarmement d'un pays et ses difficultés financières », explique un expert du domaine. « Une analyse du risque financier d'un pays freine donc les exportations de technologies duales vers des pays à risque politique.»

La menace la plus efficace est de réaliser que ces ventes peuvent être aussi un jour ou l'autre une menace pour la sécurité des vendeurs. Si les marchands de canons n'hésitent pas, pour justifier leurs ventes, à utiliser l'argument selon lequel mieux vaut avoir à se battre contre des armes que l'on connaît, il n'est guère réjouissant de penser qu'un jour ou l'autre celles-ci pourraient bien, comme un boomerang, se retourner contre l'envoyeur.

#### ANNIE KAHN

11) Stratégie française et industrie d'ar-mement, de Jean-Paul Hébert. Ed. Fon-dation pour les études de défense natio-nale, 395 p., 180 F.

(2) Outre les sept pays du G? - à savoir le Japon, le Canada, les Etats-Unis, la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, l'Italie, - se sont joint le Bene-iux, l'Espagne, le Danemark, la Norvege. l'Autriche, l'Australie et la Nouvelle-Le-

- AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

#### CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 25 AVRIL 1991

Le conseil d'administration de CERUS s'est réuni le 25 avril 1991 afin d'arrêter les comptes sociaux et consolidés de l'exercice 1990.

L'année 1990, et en particulier le second semestre, se sont caractérisés par le recentrage de CERUS sur les sociétés dont elle à le contrôle et la réduction de son endettement par la cession des participations non strategiques ou de celles dans lesquelles elle ne pouvait pleinement exercer son

Dans cet esprit, CERUS a, d'une part, renforce son rôle dans Valeo, la Banque Duménil-Leble et les activités infernationales, en particulier Cofir, et, d'autre part, cedé sa participation dans la Sociéte Générale de Belgique à travèrs un accord conclu avec Suéz. Elle a égalément procédé à la cession de la participation qu'elle detenait dans Arnault et Associés ainsi que d'un certain nombre d'autres

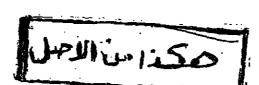
Au cours du 1<sup>er</sup> semestre 1991. CERUS à vendu 1.5% du capital de Suez sur le marché, à un prix moyen de 333 francs par action correspondant à la valeur au bilan au 31 décembre 1990. conservant ainsi une participation de 3.5% au titre de l'alliance existant entre les deux groupes. D'autre part, le conseil de CERUS a approuvé la cession, avant le 31 mai prochain, de la totalité de la participation (14,9%) détenue dans Yves Saint Laurent Groupe à une société contrôlee par MM. Yves Saint Laurent et Pierre Bergé. La transaction sera effectuée à un prix global de 545 millions de francs faisant apparaître une légère plus-value dans les comptes consolidés qui s'ajoutera à celle, très significative, réalisee en juillet 1989.

La politique de recentrage et de desendentement de la société a permis de réduire la dette consolidée de CERUS de 4.1 milliards de francs fin 1990 à environ 800 millions de francs après cession de la participation détenue dans Yves Saint Laurent Groupe, pour une situation nette proche de

L'exercice 1990 clôture avec une perte consolidée part du groupe de 2,2 milliards de francs, cette perte étant constituée essentiellement par les provisions comptabilisées pour la cession des titres Societe Générale de Belgique au cours du 1º semestre 1991 ainsi que par les frais financiers lies à Le compte de résultat social fait apparaître une perte de 3,7 milliards de francs. L'écart avec le

résultat consolidé est du pour une grande part, à la reduction de la valeur des titres Société Générale de Belgique qui avait été faite dans les comptes consolidés au moment de la fusion avec Duménil-Leblé.

Le conseil d'administration a décidé de proposer à l'assemblée générale d'imputer cette perte sur les reserves et primes existantes L'assemblée générale des actionnaires est convoquée pour le 10 juin prochain.



# CHAMPS ECONOMIQUES

صكذا من الاصل

Que cache l'Europe monétaire ?

# Le roi est nu

Le projet communautaire risque de livrer la France à la logique de la « main invisible » et de lui faire perdre sa place dans le monde

par Robert Pelletier

E débat sur la monnaie européenne prend une ampleur grandissante au fur et à mesure que se rapproche l'échéance de l'union économique en 1993. L'union monétaire (UM) est pré-sentée comme le complément indispensable à la réalisation du grand marché de l'Europe des Douze. Mais le débat a curieusement tendance à se limiter à un problème subalterne de calendrier sur la mise en place de la Banque centrale européenne (1994?) et l'entrée en vigueur de la monnaie unique (1997 ?).

La promotion de l'union monétaire, y compris dans son objectif ultime de la monnaie unique, a bénéficié d'un puissant soutien médiatique en direction de l'opinion publique, des parlementaires, des chefs d'entreprise, des universitaires, etc. En revanche, la contestation des fondements du projet, quant à sa nécessité pour la construction de l'union économique, quant à sa faisabilité et quant au bénéfice que l'on pourrait en tirer, a été faible, pour ne pas dire inexistante.

Soucieux de recueillir un soutien populaire à des projets dont l'opinion publique est totalement inca-pable de saisir les multiples et complexes implications, la Commission européenne, suivie par une cohorte de thuriféraires appointés, it grand cas des éco permettrait de réaliser l'usage d'une monnaie unique en Europe ; les voyageurs n'auraient plus à s'adresser aux bureaux de change au cours de leurs périples euro-

#### Des arguments de pacotille

En fait, l'argument sur les commissions de change n'est plus pertinent compte tenu des sulgurants progrès de la monétique. L'usage des cartes de crédit permet désor mais de voyager dans le monde avec peu de monnaie locale en poche, de quoi payer un taxi ou un journal. La commission de change, à la charge du porteur de carte, est minime, de l'ordre de 1,75 %, et sans rapport avec la facilité offerte et la suppression du risque de vol ou de perte de numéraire. En cas de tirer dans les quichets automatiques largement répandus en Europe n'importe quelle devise pour un coût de l'ordre de 1 %. Face à des arguments de paco-

tille, personne n'a, semble-t-il, évoqué le gigantesque traumatisme des Français au nouveau franc, qui font qu'aujourd'hui encore bon nombre d'entre eux continuent à calculer mentalement en anciens francs, ne sont rien à côté du prodigieux effort qu'exigerait l'appréhension des prix sur la base d'un écu valant par exemple 6,90 F ou 7,20 F. Une génération en serait sans doute durablement perturbée.

C'est également sous la rubrique « coût de la non-Europe » que l'on a vendu aux chefs d'entreprise l'idée qu'ils feraient une économie sérieuse par l'élimination des coûts de transaction en devises et du risque de change. En fait, il y a longtemps que les entreprises ont appris l'usage des mécanismes de couverture du risque de change, du reste fort réduit dans le cadre du SME Mais la faiblesse du raisonnement tient essentiellement au fait que la majeure partie (environ 70 %) des transactions des entre-prises françaises sont facturées en francs. La partie restante est libellée pour l'essentiel dans la monnaie du commerce mondial, à savoir le dollar. Le solde facturé en monnaie européenne est tout à fait

Un silence pudique plane, en l'UM en matière de conditions de financement des entreprises. Les grandes ont déjà internationalisé leur financement Leur comportement ne serait pas modifié car il est fondé sur la mondialisation et la libre circulation des capitaux. Le jeu de la concurrence continuera à écraser les marges d'intermédiation des banques déjà dangereusement réduites ; mais l'effet novateur de l'UM serait négligeable. Il en serait tout autrement de l'effet de neutralisation des pouvoirs d'intervention des Etats dans la conduite de la politique économique.

Les entreprises ont toutes les chances d'être lourdement perdantes dans un processus qui remet à la technocratie bruxelloise le soin de décider ce qui leur convient. Mais les victimes potentielles à peu près assurées seraient les petites et moyennes entreprises, à la fois victimes du taux d'intérêt résultant de la politique de rigueur de la Banque centrale et de la concentration des activités financières autour de deux ou trois nôles fixant les conditions de crédit sur la base du « rating » et laminant ce qui reste de finance-

qu'entraînerait l'abandon de la monnaie nationale, pour un écu dont la valeur, calculée par référence à l'ensemble des monnaies européennes, ne pourrait pas être dans un rapport arithmétique simple du type 1 NF pour 100 anciens francs. Les difficultés d'adaptation des Français au nouveau franc, qui font qu'aujourd'hui encore bon nombre d'entre eux continuent à serait de sauveau der sa valeur serait de sauvegarder sa valeur internationale contre vents et marées, deviendrait une cible privilégiée pour la spéculation internationale et les arbitrages entre elle, le dollar et le yen.

Un écu fort serait sans doute paradoxalement un facteur d'instabilité majeure du marché des changes tant qu'un peu d'ordre n'aura pas été mis dans le système monétaire actuellement fondé sur le flottement des monnaies. L'analyse technique des conséquences politique des changes fixes dans un monde dominé par la volonté américaine de laisser au marché le soin de fixer les parités, n'a pas été récl-lement menée. Cette lacune est diflicilement compréhensible des lors qu'un consensus existe pour ne pas isoler l'Europe du contexte économique mondial et jouer le jeu de la concurrence avec les pays de la zone dollar ou yeu.

#### Les risques de l'écu

Quel type de politique de éviter les effets probables d'un écu devenu monnaie de réserve à l'échelle mondiale, à la lumière des problèmes que la Grande-Bretzene a affrontés lorsque la livre a joué ce rôle? Comment éviter les conslits d'intérêt majeur entre la Banque centrale européenne et les milieux économiques, singulièrement les entreprises européennes. face à une perte de compétitivité des prix européens et une politique monétaire inspirée par des considérations autres qu'industrielles, mais que les statuts de la Banque centrale lui feront mission de défendre, avec une indépendance hautement affichée par rapport aux instances politiques.

Entre autres questions laissées sans réponse, quel sera le sort de la politique agricole commune (PAC), dont un principe de base repose sur la fixation des prix en écus, si la valeur de la monnaie européenne se revalorise par rapport au dollar et que de ce fait les prix agricoles européens perdent leur compétitivité, déjà quelque peu chahutée? Faudra-t-il encore abaisser les prix européens et démanteler un pen plus la PAC?

Le projet de statuts de l'Eurofed permet d'éprouver les plus vives permet d'eprouver les plus vives inquiétudes. Un directoire composé de six personnalités inamovibles pendant huit ans, dépourvues de toute légitimité démocratique, sera doté des pouvoirs les plus larges pour réaliser l'objectif prioritaire de la stabilité des prix. Un tel mandat ne pouvant être rempli par le moyen exclusif des taux par le moyen exclusif des taux d'intérêt. le mandat confié à la Banque centrale implique que son autorité s'étende à la politique

budgétaire, fiscale, salariale, etc. Très au-delà des contraintes légi-times d'une coordination des politiques monétaires, l'Eurofed sera l'organe de tutelle non seulement des banques centrales réduites au rôle d'exécutant, mais aussi des gouvernements et des Parlements nationaux dans l'exercice des pouvoirs que leur a confiés le suffrage universel. Jamais un tel abandon de souveraineté n'a été concédé dans des conditions comparables.

Le type de politique susceptible d'être dicté par l'Eurofed n'exige pas un important effort d'imagina-tion. Ce que l'on connaît des comptes rendus des réunions des gouverneurs des banques centrales à Bâle le préfigure. La priorité à la défense de la monnaie, à la stabilité des prix, à l'équilibre budgé-taire, à la maîtrise des contreparties de la masse monétaire, forme l'essentiel de la doctrine et du code de conduite des gouverneurs. Le discours n'a guère changé par rap-port à celui tenu en 1934 au conseil général de la Banque de France.

Dans l'absolu, personne ne peut contester l'intérêt de la stabilité des prix et d'une monnaie forte. Il en est de même du rôle essentiel que doivent jouer les banques centrales pour assurer la stabilité monétaire. Mais s'il suffisait de se doter d'une Banque centrale autonome et puissante pour vaincre l'inflation qui empoisonne l'économie mondiale depuis trois quarts de siècle, il y a longtemps que cette solution aurait été universellement adoptée. Les sources de l'inflation sont trop nombreuses et trop complexes pour que l'on puisse se fier aux seules interventions des moyens mis à la disposition des banques centrales.

Certes une intense propagande a réussi à imposer à l'opinion publique allemande l'idée que la stabi-lité du deutschemark était le fruit de l'action de la Bundesbank bénéficiant d'une absolue indépendance vis-à-vis des pouvoirs publics. En fait, la force du deutschemark repose essentiellement sur un excédent de la balance commerciale de l'ordre de 80 milliards d'écus (560 milliards de francs) par an, reflet de la puissance de l'industrie allemande. La contre-épreuve peut être trouvée dans l'accès de faiblesse de la monnaie allemande face aux difficultés de la réunification et au fléchissement de l'excédent de la balance commerciale.

L'expérience montre que l'action d'une banque centrale est en grande partie neutralisée face aux mouvements économiques et sociaux de grande amplitude (mai 1968). Il en est de même en cas de crise majeure du système moné-taire international, d'une explosion du prix du pétrole, etc. Dans de telles circonstances, la régulation de la masse monétaire à travers les taux d'intérêt apparaît mai adaptée et la puissance publique ne peut que dévier par rapport à la stricte orthodoxie monétariste. Il existe des impératifs plus contraignants que la stabilité des prix, parmi eux figure un insupportable accroissement du chômage associé à une récession économique bouleversant l'équilibre social.

Le projet de traité sur l'union économique et monétaire comporte un exposé des motifs particu-lièrement volontariste : « Les gains à attendre de la réalisation d'une union économique et monétaire, tout particulièrement de l'adoption d'une monnaie unique, sont appa-rus considérables. Aux gains directs liés à l'élimination des coûts de transaction s'ajoutent en effet des gains indirects ou dynamiques, potentiellement bien supérieurs mais certes difficiles à chiffrer » Parmi ces gains, le projet de traité cite la stabilité des prix, une efficacité économique accrue et une gestion plus efficace des finances

#### Un postulat non démontré

Aucune démonstration, techniquement fondée, de la justesse de ces postulats n'a été faite jusqu'ici. L'idée que l'Europe puisse notam-ment s'affranchir des contraintes de l'environnement international, des variations des taux de change des monnaies tierces, des hausses de matières premières, etc. de façon à se constituer en oasis de stabilité des prix et de progrès économique est une simplification abusive du fonctionnement de l'économie mondiale.

Si un élève de troisième année en économie politique affirmait dans sa copie qu'il sera possible, dans sa copie qu'il sera possible, d'ici cinq à six ans, de mener la même politique monétaire à Lon-dres et à Athènes, on lui refuserait son diplôme. Il n'améliorerait pas son cas s'il indiquait que le retour

à la prospérité économique de l'Europe repose sur l'abandon par les gouvernements et les Parle-ments nationaux de l'essentiel de leurs pouvoirs et de leurs moyens d'action sur l'activité économique et la régulation conjoncturelle, au profit d'une instance supranatio-

Aucune des convergences macro économiques considérées à juste titre comme les préalables indispensables à l'union monétaire ne sont actuellement réalisées, voire en voie de réalisation dans l'Europe des Douze. Les écarts de performances économiques en term de produit intérieur brut (PIB) vont de l à 5. L'inflation s'échelonne de 20 % en Grèce à 2 ou 3 % dans les pays les plus performants, dont la France. La dette publique de l'Italie dépasse 650 milliards d'écus, soit plus de 100 % du PIB et son financement ressort plus de l'acrobatie monétaire que de l'orthodoxie communautaire. La sage Belgique supporte une dette publi-que représentant 130 % de son PIB (35 % en France, 6 % au Luxembourg), etc.

Les implications du projet d'union monétaire pour l'avenir de la France, son indépendance et sa place dans le monde sont considé-rables. Des zones d'ombre existent notamment quant aux effets impla cables d'une économie livrée à la logique de la «main invisible».

Face à ces incertitudes, à ces interrogations, la réponse des inconditionnels de la construction éenne consiste à se référer au grand dessein politique d'une Europe unie, sorte d'acte de foi dant les intérêts nationaux les plus fondamentaux. A cet égard, la place tenue par les diplomates dans les négociations des Douze, alors que les problèmes de fond dépassent nettement leurs compétences et devraient être laissés aux ministres des finances, est en soi une source d'inquiétud

S'il est vrai qu'en final la construction de l'Europe sera le fruit d'une volonté politique, rien ne prouve en revanche que l'union etaire soit indispensable à sa réalisation. Quoi qu'il en soit, il est inacceptable que soit dissimulée à l'opinion publique la nature des enjeux. Il n'est pas sain que le débat politique reste à un nivean incantatoire dissimulant ce que l'union monétaire signifie. Un démontage, pièce par pièce, de sa mécanique démontre qu'elle va à l'encontre des convictions et des programmes économiques et sociaux de la majorité comme de l'opposition. Qui osera dire que le

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

#### CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE **ÉLECTRICITÉ DE FRANCE** OBLIGATIONS 10,20 % NOVEMBRE 1978

Les intérêts courus du 9 mai 1990 au 8 mai 1991 seront payables à partir du 9 mai 1991, à 183,60 francs par titre de 2 000 francs après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 20,40 francs (montant brut : 204 francs). En cas d'option pour le préfévement forfaitaire, le comptément sur l'intérêt sera de 10,18 francs auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 6,32 francs, faisant ressortir un net de 167 10 francs.

Les renseignements concernant les obligations sorties au tirage du 4 mars ont para au Journal officiel du 9 mars 1991.

#### **ÉLECTRICITÉ DE FRANCE**

**OBLIGATIONS 10,80 % MAI 1978** Les intérêts courus du 12 mai 1990 au 11 mai 1991 seront payables à partir du 12 mai 1991, à 194,40 francs par titre de 2 000 francs après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiseal de 21,60 francs (montant brut : 216 francs). En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 10,78 francs auquel s'ajonteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, sort 6.69 francs, faisant ressortir un net de

Les renseignements concernant les obligations sorties au tirage du 6 mars ont paru au Journal officiel du 17 mars 1991.

### **ÉLECTRICITÉ DE FRANCE**

**OBLIGATIONS 11 % DÉCEMBRE 1976** Les intérêts courus du 25 mai 1990 au 24 mai 1991 seront payables à partir du 25 mai 1991, à 99 francs par titre de 1 000 francs après une retenue à la source donnant droit à un avoir liscal de 11 francs (montant brut : 110 francs). En eas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 5.49 francs auquel s'ajouteront les retenues de 3.1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 3.41 francs, faisant ressortir un net de 90.10 francs.

#### **ÉLECTRICITÉ DE FRANCE** OBLIGATIONS 9,70 % mai 1979

Les intérêts courus du 25 mai 1990 au 24 mai 1991 seront payables à partir du 25 mai 1991, à 174.60 francs par titre de 2 000 francs après une retenue à la source donnant droit à un avoir liscal de 19.40 francs (montant brut : 194 francs). En cas d'option pour le préfévement forfaitaire, le complément libératoire sera de 9.69 francs auquel s'ajouteront les retenues de 3.1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soir 6.01 francs, faisant ressortir un net de 158.90 francs.

Les renseignements concernant les obligations sorties au tirage du 14 mars ont paru au Journal officiel du 28 mars 1991.

paru au Journal officiel du 28 mars 1991.

Les retenues mentionnées au 2º paragraphe ne concernent pas les personnes vises au 11i de l'article 125 A du Code général des impôts.

Ces ières ont été dématérialisés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981 et décent ne 83-359 du 2 mai 1983) : le montant des intérêts sera porté au crédit du compte des bénéficaires chés l'intermédiaire habilité choisi par lui.

#### CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE **ÉLECTRICITÉ DE FRANCE OBLIGATIONS 14,50 % MAI 1980**

Les intérêts courus du 29 mai 1990 au 28 mai 1991 seront payables à partir du 29 mai 1991, à 652.50 francs par titre de 3 000 francs après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 72,50 francs (montant brut : 725 francs). En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément sera de

36.21 francs auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 22,47 francs, faisant ressortir un net de 593,82 francs. Les renscignements concernant les obligations sorties au tirage du 25 mars out

Ces relenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A

du Code général des impôts.

Le paiement des coupons et le remboursement des titres sont effectués cher
tout intermédiaire habilité.

#### CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE **OBLIGATIONS 9,10 % AVRIL 1988**

Les intérêts courus du 9 mai 1990 au 8 mai 1991 seront payables à partir du 9 mai 1991, à 455 francs par titre de 5 000 francs. En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire libératoire sera de 68.25 francs auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 14.10 francs, faisant resortir un net de

#### SAPAR FINANCE - P3R 0.10 % OCTOBRE 1989

Les intérêts courus du 13 février 1991 au 12 mai 1991 seront payables à partir du 13 mai 1991, à 120,83 francs par titre de 5 000 francs. En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 18.12 francs auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 3,72 francs, faitant ressortir un net de

#### **ÉLECTRICITÉ DE FRANCE** OBLIGATIONS 8,90 % MAI 1989

Les intérêts courus du 16 mai 1990 au 15 mai 1991 seront payables à partir du 16 mai 1991 à 445 francs par titre de 5 000 francs. En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 66.75 francs auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 13,79 francs, faisant ressortir un net de

Les retenues mentionnées au 2 paragraphe ne concernent pas les pe visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts. l'ons ces titres ne sont pas crès (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981) ; le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intérmédiaire habilité choisi par lui.

Ç.

# Le Monde Mai 1991

## SPÉCIAL EXAMENS

Chaque année, ces dossiers font le point sur les grandes régions du monde et sur la France. Avec les chiffres les plus récents, les données les plus neuves et les analyses des spécialistes du Monde

## LE DERNIER ÉTAT DU MONDE

La guerre du Golfe et ses conséquences. Les principaux événements économiques et commerciaux en URSS, au Japon, en Chine et aux États-Unis. L'Europe et la CEE. La réussite allemande. L'écroulement du bloc de l'Est. Les difficultés des pays les plus pauvres.

# LE DERNIER ÉTAT DE LA FRANCE

Les principales lignes de la vie économique française en 1990. Le les principales agues de la vie combinique tranquise en 1790. Le ralentissement de la croissance et ses origines. Des inégalités préoccupantes. L'aggravation du chômage. La crise de la protection conside la mai des banlieues. Le mécantentement des considerations de la croissance et ses origines. sociale.Le mai des banlieues. Le mécontentement des agriculteurs.

Un numéro indispensable pour tons les élèves de terminale et les étudiants qui souhaitent actualiser leurs connaissances

# CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

L'HERMÈS Editeur

(1) 46 34 05 25

` -2

~=<:<u>-</u>

秦中,

11.88

3.24 

nouveauté pour B.T.S. manuel de gestion

Diffusion: MEDILIS S.A. 9 rae Séguier 75006 PARIS Tél. 46 34 07 70

# La fin d'une longue autarcie

Après quarante-six années d'obscurantisme le « pays des aigles », exsangue, a besoin de l'appui occidental

ADDAM HUSSEIN a décide de déunire le monde. Ses aviateurs reviennent à Bagdad. Missions accomplies : Paris, le Japon, les Etais-Unis... sont rasés. Je suis passé au-dessus de l'Albanie, raconte un des pilotes, mais je n'ai pas eu besoin de larguer mes bombes: le pays était déjà

détruit!» Si cette histoire à la mode dans une Albanie qui découvre les plaisirs d'une liberté confisquée pendant près d'un demi-siècle fait beaucoup rire les habitants du « pays des Aigles », c'est sans doute parce qu'elle est... presque vraie. Il faut avoir vu quelques-unes des grandes « entreprises » du pays pour se rendre compte de son état de délabrement.

\*\*

. . .

Tark Harrison e

SPICIAL EUR

LE DESNIE DE SA

of other langer

and the same

\* \*\*\*

The state of the state of the state of

British Control

Maria Control

The second second

Manual Company was a series

The second

The second second

The second second

The second secon

A STATE OF THE STATE OF

A Section of the sect

term in the second

**建模域: 等**24 年 - - -

Les vitres absentes on cassées. les murs abimés, les tuyaux éventrès, les slogans « Organisation-Discipline-Emulation-Vigilance » fanés, justifient la question que tout étranger de passage pose : a Mais, dites-moi..., cette entreprise fonctionne-t-elle encore?» La présence de quelques ouvriers, qui paraissent davantage baguenauder que travailler réellement, et - surtout - la fumée noire qui s'échappe des cheminées prouvent que, pourtant, « elle tourne » !

Un constructeur français de bateaux de pêche, étonné par les faibles quantités de poissons pèchés par les Albanais était venu proposer, il y a quelques années, une flottille de petites embarcations. Il a reçu d'un ministre cette réponse, qui en dit plus que tout autre commentaire : « Comment voulez-vous que je leur achète des bateaux. Ils vont tous s'en servir pour fuir le pays!»

Point n'est besoin d'ailleurs de noircir le trait. Les actuels dirigeants se chargent, à satiété, de dresser un tableau particulièrement sombre de... leur gestion passée. Ramiz Alia, le chef de l'Etat et successeur du fondateur du régime socialiste, Hodja, laisse entendre que « plus personne ne travaille »; Fatos Nano, actuel premier minis-

tre, annonce qu'il est temps que son pays « rejoigne le groupe des nations civilisées ».

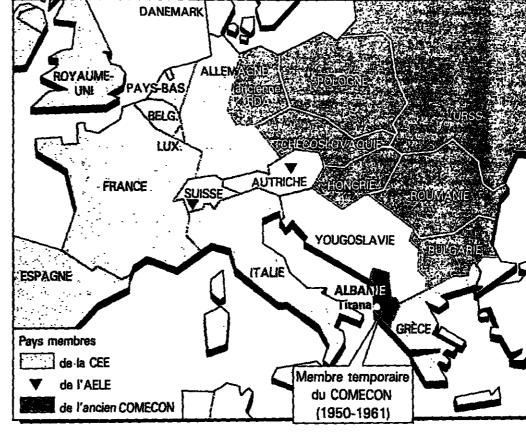
« Incompétence ». « productivité nulle ». « bureaucratie envahissante», « manque d'initiative », « gabegie ». « corruption », etc., ont maintenant remplacé dans le vocabulaire officiel les slogans staliniens de jadis. Conversion sans doute un peu trop rapide pour être honnète, notamment pour ceux qui se souviennent avoir vu, le 29 novembre 1989 - hier! - lors des défilés officiels pour la lête nationale, des pancartes ornées du slogan: « La perestroïka est le système le plus pourri du capitalisme international »

#### Trois chiffres révélateurs

Trois chiffres illustrent la gravité de la crise économique albanaise. 700 grammes: la consommation quotidienne moyenne de pain par habitant, ce qui signific qu'un grand nombre d'Albanais ne se nourrisent pratiquement que de pain. 3 %: le pourcentage des travaux qui, dans l'industrie du bâtiment, sont effectués à l'aide de machines, ce qui veut dire que le reste des équipements est inutilisé. 2 748 : le nombre de kilomètres de routes asphaltées, à joindre aux 673 kilomètres de lignes de chemin

Comment expliquer ce désastre qui fait de l'Albanie le pays le moins développé du continent européen et le plus malade de toutes les anciennes démocraties populaires? Il faut d'abord souligner que l'Albanie a toujours été considérée comme le pays le plus arriéré économiquement du Vieux Continent. En 1947, n'était-il pas le seul à ne pas avoir une seule ligne ferroviaire?

En plus de facteurs naturels défavorables, comme l'insalubrité de nombreuses terres fertiles, l'histoire politique du pays explique cette arrieration. Après le joug ture, qui a isole l'Albanie de l'Europe pendant des siècles, les puissances balkaniques tentèrent de



dépecer le pays, qui sombra dans l'anarchie : en 1914, on ne comptait ainsi pas moins de six gouvernements locaux.

Durant la première guerre mondiale. l'Albanie fut successivement occupée par les armées serbe, autrichienne, italienne, française, grecque et bulgare. La seule expérience démocratique que connut l'Albanie, avec le gouvernement de l'évêque libéral Fan Noli, ne dura pas un an! Quant à la réelle indépendance du pays, elle fut aussi de courte durée, puisque Ahmed Ben Zog, un chef de tribu devenu président de la République avant de sc faire proclamer roi, parvint au pouvoir avec l'aide de la Yougoslavie, avant de se tourner vers l'Ita-

Le Parti du travail (communiste), qui domina totalement le pays à partir de la fin de la seconde guerre mondiale, changea aussi plusieurs fois de «partenaires» privilégiés: Yougoslavic jusqu'en

qu'en 1961, Chine populaire enfin, jusqu'en 1978. Ces alliances variables, chaque fois suivies de ruptures catégoriques, empêchèrent l'Albanie d'ancrer son développement économique. Ainsi, Soviétiques et Chinois rapatrièrent leurs experts, leurs cadres, leurs fournitures, laissant à leur triste sort certaines entreprises qu'ils avaient contribué à bâtir. Tirana se lança ensuite dans une politique d'autarcie, poussée jusqu'à la caricature. Toute sorme de crédit n'était-elle pas interdite par la Constitution même? « Comment dévelonner un pays qui, heaucoup plus que tous les autres pays socialistes, s'était tota-

Deux éléments sont aussi intervenus ces dernières années pour encore détériorer la situation économique du pays. Celui-ci a beaucoup souffert de la sécheresse, qui a entraîné une baisse de la production agricole, une diminution de la production d'électricité et, en 1948, puis Union soviétique jus- conséquence, une baisse des expor- tection de l'investissement étran

lement coupé du monde?»

tations d'énergie hydroélectrique et de serrochrome, les deux grandes richesses du pays.

Les changements dans les pays socialistes ont aussi profondement affecté le commerce extérieur de l'Albanie, qui se faisait sous forme d'accords de compensation ou de clearing en roubles convertibles L'Albanie, faute de productions intérieures, n'étant plus capable d'honorer ses accords de compensation, ses « partenaires » de l'Est ont progressivement exigé le remboursement du solde des échanges en dollars. Tirana s'est alors tourné vers les pays occidentaux, mettant fin à quarante-six années d'autar-

#### Chrome et tourisme

Le grand tournant a donc été pris le 31 juillet 1990, lorsque l'Assemblée nationale populaire a adopté plusieurs décrets sur la pro-

ger. la possibilité de crècr des sociétés mixtes et la double împosition. Les changements s'accélérerent ensuite, sous la pression notamment des révoltes étudiantes de décembre.

La victoire du Parti du travail aux élections libres, les premières depuis 1946, du 31 mars dernier ne devrait pas fondamentalement modifier la nouvelle orientation prise par les autorités. Celles-ci n'ont guère le choix : le pays est exsangue et ne peut sortir de cet ctat qu'avec l'appui de la commu-

nauté internationale. A condition d'extirper du pays les habitudes créées par un demisiècle d'obscurantisme absurde et. surtout, de remobiliser une population dont toute la partie jeune ne pense qu'à émigrer, l'Albanie ne manque pas d'atouts :

- Une agriculture qui jouit de conditions climatiques plutot favorables et qui pourrait occuper une place non négligeable dans certains créneaux spécifiques. La firme française Ducros vient ainsi de créer un société mixte pour exploiter les « herbes de Provence » du pays, considéré comme le premier « cueilleur » européen... Occupant prés de 05 % de la main-d'œuvre active, l'agriculture entrerait aujourd'hui pour seulement 24 % dans le PNB du pays.

- Un sous-sol riche. L'Albanie. avec une production annuelle de 1,1 million de tonnes de chrome. 160 000 tonnes de concentrés et 39 000 tonnes de serrochrome, est le troisième producteur mondial après l'URSS et l'Afrique du Sud. Le pays extrait aussi du cuivre, du charbon et du pétrole, en quantités encore minimes. L'industrie du bois est assez développée, les forêts occupant 36 % de la superficie du

De nombreux experts estiment, en fait, que la principale chance de l'Albanie pourrait résider dans ses capacités touristiques. Merveilleusement située, jouissant d'un climat propice et de paysages contrastès, le pays a toutefois besoin de créer, à partir de zéro, une structure d'accueil adéquate.

De là à imaginer l'Albanie de demain comme une «pelite Suisse » des Balkans est encore bien illusoire. « C'est un rêve, et nous le savons, commentait un étudiant de Tirana, mais, tustement, les rèves c'est ce dont nous avons été le plus privés pendant quarantecing ans. .

L'année 1890 dans de Monde L'ALLEMAGNE REUNIFIEE Le Monde Cho Tactue EN VENTE EN LIBRAIRIE

#### PARIS - SEMAVIP

#### CONSULTATION DE PROMOTEURS

OBJET: la SEMAVIP, Société d'Economic Mixte d'Aménagement de la Ville de PARIS, lance un appel d'offres ouvert de promoteur sur charge foncière en vue de l'acquisition des droits de construire un ensemble de logements dénommé lot 2, situé 17 à 21, quai de la Seine, dans la ZAC BASSIN DE LA VILLETTE, à PARIS 19.

PROGRAMME: sur un terrain de 1 303 m² environ est prévue la réalisation d'un ensemble immobilier de l'ordre de 4 800 m<sup>2</sup> H.O.N. se décomposant en 3 930 m² de logements non aidés, 540 m² de locaux commerciaux à rez-de-chaussée et 330 m² de locaux d'activités de la Ville de PARIS, accompagné d'un parking en sous-sol de 69 places au minimum.

RETRAIT DES DOSSIERS : le dossier de consultation peut être retiré contre un chéque de 1 000 F à partir du jeudi 2 mai 1991 à la SEMAVIP, 10-16, rue de la Justice, 75020 PARIS, tél. : 43-64-52-72.

REMISE DES OFFRES : les offres seront remises sous double enveloppe cachetée, l'enveloppe intérieure contenant la soumission. Elles devront être transmises au plus tard à la SEMAVIP le lundi 10 juin à 16 heures, soit par pli recommandé avec A.R., soit par dépôt contre reçu à la même adresse.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

# A.G.F.: NOUVELLE PROGRESSION CTIVITE ET DES RESULTATS

Chiffre d'affaires consolidé: +20% 46 milliards de F + 5% 2,7 milliands de F +53% 0,6 milliard de f Dividende net :

lla examine et arrête les comptes de l'exercice 1490 qui seront sou-mis ata, actionnaires fors de l'Assemblee Générale du 28 juin 1991. Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe atreint 46 milliards d francs, en progrèssion de 20,4% par rappon à 1989, dont la moiu résulte de prises de parucipation dans des societés françaises d

La part du Groupe dans le bénéfice consolidé s'élève à 2,9 miliards de francs, en progression de 8,7%, avant amortesement des ears d'acquistion qui possent de 9,7%, avant amortesement de ears d'acquistions de 1990; après ces amortesements, le bénéfice net consolidé s'établit à 2 703 millions de trancs contre 2 570 millions de feancs en 1989, en leurse de 5,2%.

Les tonds propres comptables, y compres le résultat de l'es s'élevent à 20,2 milliards de trancs; ils sont en progres 21 ve don 34 ve resultant des apports en nature approu l'Assemblee Gènerale du 28 novembre 1990. Les provision

A GIMHES DESPRING PARESSOCIETES DU GROUPE?

A-Ci.A. VIE
Son chiffre d'atfaires arternt 15.9 milliants de trancs, marquant une
progression de 8.8% realisée pour l'essentiel avec les produits a
vocation d'épargne et de retraite.
Les participations artificiales aux seturés ont fortentent augmenté
(21,3%). Le béruiter net, de 1511 millions de trancs, progresse de
la-Res un En demoire.

e négatif, largement compensé par des réalisations de plus-es sur cessions d'actifs pour 1,4 milliard de francs contre

A.C.F. S.A. Cette société, fisale à 100° de la Societe Conti 1990 des revenus d'immeubles, de participation cements pour 904 millions de trancs, dont 626 m

METROPOLE S.A.

COMPAGNIE FINANCIERE DU PHENIX

COMPAGNIE FINANCIERE DU PHENS dans le secteur bancaire et financier a pris une participation dans la Banque Fran-çaise du Commerce Edericut à hauteur de 43% La holding dehent aussi 71 % de la Banque du Phenb qui resulte de l'absorption du Crédit Chrinique par l'er-Banque Cemerale du Phé-nic. La nouvelle Europie regressente un total de bilan de 15 80% millions, et sera l'outil de la politique "d'Assurtinance" mence par le groupe A.G.F. en direction des particuliers. Le benetice de la Compagnie Financiere du Phenp s'éleve à 57 mil-lium de irans contin 31 millions de transs en 1989.

A.G.F. REASSURANCES Son chiltre d'attains en progression de 1,7 % s'elève a 2,3 milliard de hancs. Le bene-fice net s'etablit a 16 millions de trancs contre 9 millions de trancs en 1989

A.G.F. INTERNATIONAL Cette societé finéding qui regroupe l'ensemble des tifiales et part cipations hon-de France a realine un chillre d'anaire, de 11,2 mi Jands de Irane, contre 7,2 milliards de trancs en 1989, en hausse d 54 % dont 38% dus sus operations de croissant e enterne orcalités ont ete acquaix, en 1990, dont trois de taille ma

Europe, NEM an Grande-Bretagne, ICI en Istande et l'Escaut en Bel-guque. Plus de 80% du chitte d'attaires unternational des A.G.F. est réalisé dans la Communauté Européenne. Le résultat de l'estercico représente une perte de 147 millions de Iranes avant amortissement des écants d'acquisition, et de 972 mil-dions de trancs après prise en compte de cette charge, conte un bénéfice de 143 millions de francs en 1989. Ces amortissements et une sinistratité élevére en Grande-Breagne expliquem cette perte. Au foulal l'activité internationale des A.G.F. menée par divertes societés du Granue, estiles à 155 milliands de fonnes, soil metres societés du Groupe s'éleve à 15,5 milliards d de 34% du chifire d'affaires total du Groupe.

dividentie dom la misc en paiement sera proposée à l'Assem-le Cenerale est fixe à 13,70 F, assorti d'un avoir (iscal de 6,65 F, à Inbuer aux 44 millions d'actions ouvrant droit à dividende au e du resultat 1990. Ce dividende représente un resonu global de litre du resultat 1990. Ce minue de 23 4a. 20,55 F en progression de 33 4a.

#### LES RESULTATS CONSOLIDES

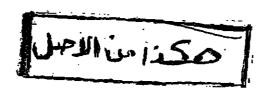
	1986	1987	1988	1989	1990			
Chittre d'alianes	25 366	39186	32835	38 222	45037			
Produits imancers	51.79	65 <b>3</b> 8	7677	9189	1196b			
Plus-values reglaces	2141	2298	1452	3 378	5827			
Resultat ner (part du groupe)	1601	750	2102	25:0	2703			
Confedencia distributa	735	271	114	453	HSA			

**L'ACTION A.G.F.** 

par 2 en 1990) 1986 1987 1988 1989 1990 Bénefice net par action



assurances



مكدا من الاصل

NE inopportune conjonction assom-

aussi disgracieuse que l'homme et l'homme aussi vain que la femme, le Castillan s'écrie : « Dieu les a créés et eux se sont appariés la, comme si, par leur libre décision de se marier, ils n'avaient fait qu'aggraver l'erreur distraitement commise par le Tout-Puissant de les mettre au

Laissons-là la grinçante ironie ibérique. Les défauts graves dont souffrent, chacune de leur côté, et parfois ensemble, l'économie française, l'économie britannique et l'économie allemande ne tiennent pas à la nature des choses, malgré l'impuissance montrée jusqu'à ce jour par les gouvernements de Paris, de Londres, de Bonn pour

En ce qui concerne la France, l'insuccès le plus patent de l'équipe au pouvoir, c'est maintien d'un niveau élevé du chômage (9,3 % de la population active, contre 5,8 % sur le territoire de l'ancienne Allemagne de l'Ouest et 7,4 % au Royaume-Uni) et sa tendance à augmenter de nouveau. Le tort serait, comme le font ouvertement ou à voix basse beaucoup de socialistes, d'imputer cette triste situation à la politique trop étroitement « comptable » de Michel Rocard et de son ministre de l'économie et des finances. Sur ce chapitre, le premier ministre et Pierre Bérégovoy ont pris le seul parti qui soit tenable et qui permette, précisément, de s'évader de la médiocrité. Avoir le souci de la gestion du choses vont de pair) n'est pas se montrer étriqué. C'est au contraire créer des conditions propices à l'investissement des entreprises. Du reste, la création de nouveaux emplois a suivi.

On ne saurait trop louer, vu les malheureux précédents encore à la mémoire des Français, le gouvernement pour son refus catégorique des illusions d'un volontarisme primaire. En juin 1981, Pierre Mauroy déclare que, face au chômage, il se com-

# Maladies déclarées ou cachées des pays de la CEE

un chef de guerre a, en principe, tout pouvoir sur tous les hommes mobilisés. Dans son programme, Mauroy avait annoncé que la fonction publique occuperait 200 000 personnes de plus. Il croyait ou feignait de croire que cela ferait 200 000

Rien peut-être n'illustre mieux le progrès accompli dans la politique économique que le réflexe de gestionnaire classique qu'a eu le gouvernement devant le risque de récession (ou de « ralentissement ») et la montée du chômage : arrêt de l'augmentation des effectifs du personnel de l'État. En limitant la progression des dépenses publiques, il prélève d'autant moins sur la part des ressources laissée à l'économie productive. lan Davidson, correspondant à Paris du Financial Times, considère (dans un article publié le 22 avril) comme « un trait remarquable » du récent retournement de la conjoncture en France qu'il n'ait pas provoqué une forte demande du public en faveur d'un relâchement de la politique économique. Serait-ce que le changement de mentalité, en France, depuis 1983, aurait été plus marqué qu'en Grande-Bretagne après onze ans de thatchérisme?

il n'en demeure pas moins que le premier

ministre français et son équipe ont manqué un des objectifs essentiels que, fort légitimement, ils s'étaient assigné. En présentant le 13 septembre 1989 son deuxième « plan emploi » (guère étonnant que, sous une pareille enseigne, on rate son coup!), Michel Rocard avait déclaré : «La lutte contre l'exclusion et le chômage est une donnée permanente des priorités du gouvernement, celle autour de laquelle s'organise toute son action. » Plusieurs des mesures contenues dans ces plans emploi ont pu les premiers à n'y voir qu'un accompagnement. C'est donc, comme il se doit, sur l'effet d'entraînement de leur politique générale qu'ils comptaient. Dans la mesure où cette politique générale était - et est toujours - plutôt orientée dans le bon sens, pourquoi n'ont-ils obtenu que des résultats aussi peu convaincants?

Une première raison pourrait être celle-cì : si beaucoup a été fait pour acclimater les mécanismes de marché, le plus Ì

important de tous, celui de l'emploi, est resté très insuffisamment organisé. Si des progrès non négligeables ont été accomplis pour rapprocher les offres et les demandes d'embauches, rien de comparable à ce qui existe, dans ce domaine, en Suède (qui reste le modèle), en Allemagne, en Autriche et même en Grande-Bretagne, n'a été mis en place. Sans doute s'agit-il plus d'un problème de société que d'un problème de gouvernement, mais un gouvernement, s'il ne peut changer la vie (sinon en pire, s'il s'avise de s'en mêler), peut avoir une action pédagogique. Michel Rocard ne dira pas le contraire.

N Suède, c'est sous le contrôle des syndicats que la recherche des emplois est pratiquée, et sont respectées les conditions posées par la réglementation pour en refuser un nouveau. Dans ce pays qu'on dit « permissif », tout est fait pour que le moins possible d'ayants droit aient la tentation de considérer l'indemnité de chômage comme ouvrant une option entre le travail et le non-travail. Tout se tient : en laissant, comme on le fait encore en France, beaucoup trop de chômeurs dans un quasiabandon pour chercher efficacement un nouveau travail, on favorise l'installation de fait d'une sorte de système d'assistance socialement de moins en moins satisfaisant dans la mesure où il est utilisé par une minorité (mais une minorité croissante) à des fins très personnelles.

Une autre cause, également diffuse mais probablement encore plus importante, est liée à ce qui subsiste, et qui n'est pas négligeable, de structure corporative, de droit ou de fait, dans notre pays. La défense des intérêts professionnels, c'est encore, souvent, les obstacles mis à l'entrée dans la a dénoncé ce malthusianisme. Un gouvernement réformateur se devrait, comme il le réclamait, de commencer par dresser un inventaire. Combien d'occasions de travail sont ainsi perdues ? lci, la déréglementation britannique mériterait d'être étudiée de près, objectivement. L'expérience d'outre-Manche n'est pas seulement négative.

L'echec britannique majeure de ces dernières années, c'est évidemment la retornbée dans l'inflation. Il est vrai que la livre a

dollar pendant les années 1987-1988. Mais une victime qui, par entêtement doctrinal, est allée au-devant de ses malheurs. Le chancelier de l'Echiquier de l'époque, Nigel Lawson, a voulu profiter de la faiblasse de la devise américaine pour se reconstituer d'énormes réserves de change (triplées pendant la période). En participant activement à la stabilisation du dollar - rendue systématique par l'accord du Louvre de février 1987, aux effets déstabilisants pour tout sauf, temporairement, pour le cours du dollar, - la Banque d'Angieterre a fortement augmenté l'émission de livres sterling (mises en circulation pour acquérir les dollars). Très à l'aise, les banques commerciales ont financé allégrement la consommation et la spéculation immobilière et boursière. La leçon n'a pas été

Lorsqu'il fut enfin décidé, à l'automne demier, de lier la livre sterling aux autres monnaies du SME par un taux de change fixe, John Major, alors chancelier de l'Echiquier, fit choix d'une parité relativement élevée. Une monnaie sous-évaluée aurait fait courir le risque, au moment le plus inopportun, d'attirer les capitaux indésirés. Le gouvernement de Londres marche encore sur des œufs, mais paraft décidé à réduire l'inflation en s'aidant de sa participation renforcée au SME. Quand on parle ici d'échec de la politique

allemande en matière monétaire, on ne fait pas allusion aux conditions - jugées « désastreuses » par le président de la Bundesbank, Karl Otto Poehl - dans lesquelles le deutschemark a été introduit dans l'ex-RDA. Les déboires du deutschemark sont antérieurs à la réunification. De puissantes pressions extérieures ont eu raison de la Contre toute logique financière, les Etats-Unis, la France (elors gouvernée par l'actuelle opposition) et la Grande-Bretagne contraignirent la RFA - en vertu de l'accord du Louvre - à abaisser le coût du crédit à un niveau totalement injustifié (taux d'escompte ramené à 2,5 % en 1987), et cela pour mieux masquer les inconséquences de leurs propres politiques. Pour la même raison, George Bush revient aujourd'hui à la charge.

DETROUVANT difficilement son assiette, la République fédérale multiplia les fausses manœuvres, notamment en matière fiscale. Pour satisfaire la coopération européenne, Bonn institua hativement une retenue à la source sur les revenus des obligations, qui fut annulée. Entre-temps se produisit une gigantesque fuite de capitaux. Le piège que redoutait à juste titre la Bundesbank depuis des années allait se refermer sur elle. Il lui fit perdre une bonne partie de son indépendance véritable, au moment où il n'est question, à Bruxelles, que de s'inspirer du statut reconnu à la banque centrale de Francfort pour construire le futur système européen des banques centrales.

Profitant de la baisse du deutschemark Utin 1988, courant 1989), les instituts d'émission étrangers, et notamment la Fed, se portent acheteurs pour des montants considérables. Voilà le deutschemark promu au rang de monnaie de réserve à concurrence de 17 % à 20 % du total des réserves mondiales en devises. Pour la Bundesbank, ces réserves détenues sous forme de marks par des organismes étrangers sont une dette. Cette dette pèse lourd sur la gestion. Mais ce n'est pas tout : pour compenser les effets fortement déflationnistes à l'intérieur de la fuite des capitaux, la Bundesbank, dont les pratiques avaient été, en 1985, alignées sur les méthodes d'intervention en usage dans les autres pays «modernes» (open market), a dû fournir à tour de bras des « liquidités » aux banques : de fin 1986 à fin septembre 1990, le montant a doublé. Coincée entre son rôle de gestionnaire de la deuxième monnaie de réserve internationale et sa mission, devenue de plus en plus difficile à interne, la banque centrale allemande est acculée à durcir sa politique du crédit. Avec des taux d'intérêt élevés, le deutschemark est entré dans la catégorie des fausses monnaies fortes.

Reste à savoir si la banalisation de la Bundesbank est de bonne augure pour la stabilité de la future union monétaire euro-

Où en est la pensée économique ?

# Walras et le sacrifice du réel

On choisit des hypothèses se prêtant à la démonstration mathématique même si elles trahissent des traits essentiels du vécu

par Michel de Vroey

des faits marouants de l'histoire récente de la science économique est le développement prodi-gieux de la théorie walrasienne. Mais ces progrès, aussi impressionnants soient-ils, n'ont pas levé l'hypothèque quant à la fai-blesse principale de cette théorie, sur laquelle nombre d'auteurs walra-siens éminents sont au demeurant walrasienne est forte sur la question de l'existence logique de l'équilibre, elle est extrêmement faible sur celle du processus de son atteinte.

Ce qui fait la spécifité d'une économie décentralisée, l'absence de coordination a priori des décisions privées, lui échappe presque totale-ment. La notion de déséquilibre ne peut s'y intégrer, la dysfonction maximale susceptible de l'être étant la pluralité de situations d'équilibre. Bref, la théorie walrasienne analyse les caractéristiques d'un résultat possible (et extrême) du fonctionnement de l'économie du marché, l'équilibre, sans expliquer comment il se produit!

Tels sont les deux types de considérations opposées susceptibles d'entrer dans un bilan : d'une part une fécondité théorique et une capacité d'autodépassement remarquables, d'autre part une inaptitude à expliquer la coordination des décisions, en tant que processus. Selon qu'on est plus sensible à l'un ou l'autre de ces aspects, le jugement

sera plus laudatif ou critique. Ceux dont l'objectif intellectuel est de comprendre d'une manière immédiate le fonctionnement des marchés font sans doute mieux de s'adresser à d'autres approches ou, s'ils veulent rester dans la nébuleuse néoclassique, de chercher du côté de Hayek. Mais alors on tombe dans l'autre travers.

Le contraste entre Walras et Hayek est pour cela éclairant. D'un côté, nous avons une théorie peu appropriée à son objet mais ouvrant voie à un réel programme de recherche, intellectuellement fécond et progressif. De l'autre, nous trouvons quelques écrits à l'intuition tranchante – si la science économique devait consister en un essai uniet final, les articles d'Hayek sur l'information seraient sans doute plus dignes d'être retenus que l'œuvre de Walras - mais pas de réel programme de recherche...

### comme langage

Un autre trait du discours walrasien ne cesse d'être étonnant pour l'historien des théories. C'est l'assertion selon laquelle la qualité principale de cette théorie serait son aptitude à rendre compte de la complexité du réel. Énoncer une telle vue équivaut, selon nous, à tomber dans le travers, que les économistes se sont pourtant fait une spécialité de pourfendre, de vouloir en même temps le beurre et l'argent du beurre.

En effet, si la théorie walrasienne a évolué d'une manière prodigieuse, c'est parce qu'elle s'en est donné les moyens et a accepté de payer le prix, à savoir précisément le sacrifice du réalisme, au profit de la « tractabilité démonstrative ». Cela se manifeste dans une série de principes méthodologiques, comme le choix d'hypothèses se prétant à la démonstration mathématique, même si elles trahissent des traits essentiels du réel.

Une stricte conformité au postulat de la rationalité maximisatrice est un autre exemple. Une telle démarche est parfaitement acceptable, sauf à la vendre pour ce qu'elle n'est pas, à savoir comme correspondant à une visée réaliste.

Une conception épistémologique

« wittgensteinienne » nous paraît bien mieux rendre compte de la pratique théorique effective des écono-mistes walrasiens. La théorie y est vue comme un langage, dans lequel tout peut être dit pour autant que la syntaxe soit respectée. L'objet du liscours théorique est une économie-fiction construite collectivement, et la théorie un dispositif intellectuel servant à poser et résoudre des problèmes.

Ce dispositif permet une argumentation rigoureuse, procédant par démonstrations (et donc d'une manière formalisée) et débouchant sur l'obtention de résultats faisant l'objet de consensus. La possibilité de développements cumulatifs et la perception des questions nouvelles en résultent. Dans cette perspective, les avancées théoriques sont souvent de caractère négatif, car elles consis-tent à détruire des résultats.

Les modèles de base sont certes un « camp de base » mais aussi un « punching-ball ». Ils servent à être battus en brèche. (Parler de crise de la théorie walrasienne, parce que des modèles dits non wairasiens sont opposés à des modèles wairasiens, révèle alors une incompréhension de la dynamique du progrès théorique.)

#### Au-delà des apparences

Une telle conception épistémologique met bien mieux en évidence ce qui fait la force principale de la théorie walrasienne - elle est avant tout un « appareillage conceptuel » permettant de poser et resoudre un enchaînement de puzzles théoriques. Tel est le registre dans lequel elle excelle. Est-ce dire alors qu'elle n'est qu'un exercice d'ordre esthétique ou ludique? Nous ne le pensons pas, car un autre type de rapport au réel, d'ordre normatif, peut être mis en avant. La théorie a beau être vue comme un « dispositif langagier », le travail qui s'y fait vise néanmoins à intervenir dans des discussions portant sur l'économie réelle et son organisation. Si l'extrapolation au réel de résultats atteints dans l'univers fictionnel est à strictement parler toujours indue, il n'empêche qu'elle est la motivation principale présidant au travail théorique.

Il en résulte qu'au-delà des apparences l'économiste walrasien d'aujourd'hui, hautement mathématisé, fait la même chose que ses ancêtres classiques, à savoir de la philosophie politique! Si le langage et les règles d'énouciation des propositions théo-riques ont évolué, l'enjeu reste le même : réfléchir sur l'organisation idéale de la société, en particulier sur l'arbitrage à faire entre interventions étatiques et « laisser-faire », et plaider en faveur de l'une ou l'autre des options possibles.

Personnellement nous ne vertions pas d'inconvénient, au contraire, à ce que le caractère engagé de l'activité théorique en économie soit clairement admis. Et ce d'autant plus que, dernier infléchissement découlant de l'adoption d'une perspective wittgensteinienne, l'association faite traditionnellement entre théorie walrasienne et conception politique libérale doit, elle aussi, être remise en cause. La théorie walrasienne, étant un « dispositif langagier », est en principe utilisable aussi bien pour mettre en avant des thèses interventionnistes, voire marxistes,

que libérales. ➤ Professeur à l'université catholique de Louvein.

Cet article fait suite à notre enquête su la pensée économique : « Une science balkanisée», de Jacques Lesourne (le Monde du 16 octobre) ; «Cette théorie qu'on dit néoclassique», d'Antoine d'Autume (le Monde du 23 octobre), « La destruction créatrice», de Roger Boyer (le Monde du 30 octobre) et « Splendeurs et misères de la science économique», de Serge-Christophe Kolm, (le Monde du 2 avril).

BIBLIOGRAPHIE

## Les « bâtisseurs de cathédrales »

ORSQU'UNE haute personnalité française ayant exercé des fonctions au sein des institutions de Bruxelles aussi bien que dans les conseils de l'Elysée gaul-lien nous propose ses réflexions sur l'Europe, elle est écoutée avec attention. Et l'on n'est pas déçu par Alain Prate. Son livre, d'une grande clarté d'exposition, a le double mérite de nous faire revivre les « riches heures » de la construction communautaire et de poser les bonnes questions d'aujourd'hui.

« Nous, Européens, disait le général de Gaulle, sommes des batisseurs de cathédrales. » L'étagement de l'édifice, Alain Prate le suit au cours de son ouvrage, en présentant pour chaque niveau histoire du chantier et ce qui reste à accomplir : le marché commun, base la plus solide qu'il faut amener à son terme du marché unique ; les politiques communes, dont seule l'agriculture a fait l'ob-jet de tous les soins ; l'union monétaire, où les essais n'ont pas manqué, un seul ayant été « transformé », celui du système monétaire européen en 1979 ; l'union politique, enfin, où tout reste à

### Le noyat

Des précisions très utiles sur les intentions des acteurs et des choses vues et entendues donnent de la vie à son analyse. Avec le souci cartésien de « diviser les difficultés en autant de parcelles [...] qu'il se pourrait », Alain Prate examine les finalités de la construction communautaire non pas idéales, mais telles qu'elles ont été conçues ou peuvent l'être : l'Europe suprana-tionale des fondateurs, l'« Europe européenne » du général, l'Europe du libre-échange, l'Europe de l'At-lantique à l'Oural, qui redevient d'une étonnante actualité.

Quelle architecture pour l'Europe ? Alain Prate constate que les éléments d'un système fédéral sont déjà en place (passage des compé-tences nationales à des institutions communes) en matière économique et bientôt peut-être monétaire. Les transferts de souveraineté vont maintenant atteindre le « noyau dur ». Alain Prate défend un principe et une méthode.

Le principe, c'est celui de subsidiarité : il ne faut garder au sommet que les affaires qui seraient mieux réglées au niveau européen que dans le cadre national. La méthode, c'est celle qui a été éprouvée avec succès depuis le début de l'Europe des Six. La Commission fait des propositions. les modifie au cours des discussions du conseil et présente des compromis sous forme de « paquets globaux ».

Cette « méthode communautaire » pourrait être transposée dans le domaine politique, notamment pour la mise en place - la plus difficile - d'un « pilier euro-péen » de l'alliance atlantique. Mais la Commission, là, n'est plus habilitée à jouer le rôle que lui a confié le traité de Rome en matière économique.

Seion Alain Prate, le conseil européen pourrait se prononcer sur les propositions « d'un organisme multinational chargé de rechercher l'intérêt commun en tenant comple de tous les points de vue nationaux ». Une pierre de plus sur le chantier d'une Europe balancée davantage entre deux ambitions, celle de l'élargissement et celle de l'approfondissement.

#### PIERRE DROUIN

➤ Quelle Europe 7, d'Alain Prate. Julijard, coll. « Commentaire ». Préfaces de Raymond Barre et de Jacques Delors, 440 p., 180 F.

C RECTIFICATIF. - Dans la bibliographie « Mars et Mercure» publice le 23 avril sur le livre de Christian Schmidt : Penser la guerre, penser l'économie, il fallait, lire au début de la deuxième colonne : « ce qu'il appelle la stratégique» (et aon « la stratégie »); et pour la dernière phrase : «Ce n'est pas parce qu'il est impossible de formaliser les passions de Mars et de Mercure qu'il faut les évacuer, »

Hank No.

A STATE OF THE STA A STATE OF THE STA The state of the s The state of the s Andrew Comments of the Comment

A Commence of the second The state of the s A Marie Carlos and Marie Co. approved the same of the same A CONTRACTOR OF THE PARTY OF TH The company of the contract of The same of the sa Bergeral

Marine of the second

magnetic to the state of the same of the

· · الأراب المرابع والمراجع المعطور المتوثق **الموثق المعطور** The second was and the state of t الرابي والمستميل وعريف يعلبها THE STATE OF THE SAME All the same of th

网络伊格尔 医多虫虫 المراجع والمنافق والمنافق Committee to be an exercise to the Sagar La Company A STATE OF THE STA The second second A CONTRACTOR OF THE STATE OF TH

the state of The second second 

#### **COMPAGNIE OPTORG**

#### **RÉSULTATS 1990**

Le Conseil d'administration réuni le 24 avril 1991 a pris connaissance des comptes de l'exercice 1990.

Le résultat net Consolidé, part du Groupe, s'élève à 29 037 000 F, con-tre 18 235 millions, contre 22 267 000F pour 1989 bors éléments exception-

Le résultat de la Compagnie Optorg arteint quant à lui 27 505 000 F courre, pour 1989, 18 235 000 F hors résultat positif exceptionnel après IS.

Tant pour le Groupe que pour le Holding, les résultats 1990 ci-dessus n'intègent pas les plus-values latemes engendrées par la part de trésorerie investigne Sieux de controllés latemes engendrées par la part de trésorerie n'intègrent pas les plus-values latente investie en Sicav de capitalisation.

Le Conseil d'Administration proposers à l'Assemblée Générale Ordinaire, qui sera convoquée le 27 juin 1991, de distribuer un dividende net par action de 10.50 F auquel s'ajoute un avoir fiscal de 5,25 F, contre 9,50 F plus 4.75 F l'an dernier.

Dans un environnement contrasté, les premiers mois de l'exercice se sont déroulés de manière globalement satisfaisante. Si cette tendance per-siste, les résultats du Groupe pourraient enregistrer en 1991 une nouvelle

Les comptes 1990 seront adressés aux personnes qui en feront la demande écrite au Siège de la Compagnie.



Le conseil d'administration a, dans sa séance du 23 avril 1991, examiné l'activité et les comptes de l'exercice clos le 31 décembre

Le résultat consolidé ressort à 80,4 MF part du groupe, en forte progression par rapport à 1989 (19 millions).

#### BANCA COMMERCIALE ITALIANA (FRANCE) Anci, Banque Sudameris France

A la suite du rachat intégral de BANQUE SUDAMERIS FRANCE à BANQUE SUDAMERIS par BANCA COMMERCIALE ITALIANA, Milan, la dénomination sociale de BANOUE SUDAMEPIS FPANCE est

#### BANCA COMMERCIALE ITALIANA (FRANCE)

Son capital a été poné à FRF 427 625 000 et se trouve, dans un premier temps. Ilibéré a hauteur de FRF 277 625 090 Il devrait être, dans un délai de deux ans, poné a FRF 5/0 (A/0 (A/0 et entierement libéré

Le Président Directeur Général est lean-François MALLE, précédemment Représentant de Banca Commerciale Italiana à Paris , les Vice-Présidents du Conseil d'Administration sont Mario ARCARI. Administrateur Délégué de Banca Commerciale Italiana, et Giorgio WINTELER. Directeur aupres du Département Etranger de Banca Commerciale Italiana Le Directeur Général est Laurent DUFAU qui était déja le Directeur Général de Banque Sudamens France.

BANCA COMMERCIALE ITALIANA IFRANCEI est présente à Paris, Marseille, Nice. Lyon. Cannes et

Les moyens considérablement accrus dont bénéficiera BANCA COMMERCIALE ITALIANA IFRANCEJ fui permettront de développer ses activités anciennes et nouvelles auprès de ses clients, en assurant de nouveaux services pour les entreprises à vocation internationale, grace au réseau de BANCA COMMERCIALE ITALIANA présent en Italie avec 570 agences et à l'étranger dans tous les principaux pays.

Département Relations Publiques - 12, rue Halévy 75009 PARIS - Tél · 33 (() 45 23 70 51



#### Compagnie Générale de Bâtiment et de Construction

Le Conseil de Surveillance de la Compagnie Générale de Bâtiment et de Construction - CBC- s'est réuni sous la présidence de Gilbert SIMONET le 24 avril 1991 pour examiner les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1990.

L'activité s'est élevée à 7 074 millions de francs hors taxes (en hausse de 20 % par rapport à 1989) et le résultat net part du Groupe à 80,4 millions de francs (en hausse de 34 %).

L'évolution du Groupe CBC qui rassemble plus de 4 600 personnes peut s'analyser ainsi depuis les cinq dernières années :

ten millions de trancs)	1986	1987	1988	1989	1990
Activit	3 147	3817	4 423	5916	7 074
<ul> <li>Résultat net part du Groupe</li> </ul>	21,3	28,8	40,2	60,1	80,4
• Trésorerie au 31/12	523	574	643	760	840

Les perspectives pour 1991 se présentent de facon favorable. le camet de commandes s'élevant au 1er janvier 1991 à 6 165 millions de francs contre 5 275 millions de francs au 1er janvier 1990.

L'Assemblée Générale, qui se réunira le 28 juin 1991, sera appelée à statuer sur une distribution de dividendes de 40 millions de francs à comparer aux 30 millions de francs distribués au titre de l'exercice orécédent.

NOTRE PREMIÈRE RICHESSE, CE SONT LES HOMMES.



Le bénéfice social de la société est de 148 MF contre 77 MF en

Au vu des résultats obtenus, le conseil proposera à l'assemblée générale prévue pour le 18 juin prochain de distribuer un diviavoir fiscal en sus, en augmentation de 20 % par rapport à l'exer-cice précédent.

# elf gabon SMFB WALLEY

Le Conseil d'Administration de la Société Elf Gabon s'est réuni le 23 avril 1991 et a arrêté les comptes définitifs de l'exercice 1990.

Elf Gabon a enregistré un résultat bénéficiaire de 21 658 millions de francs CFA, contre 17 622 millions de francs CFA en 1989. Cette progression du résultat s'explique principalement par l'augmentation de la part d'huile revenant à Elf Gabon à la suite de la montée en production du champ de Rabi et par la reprise des prix du marché des bruts au cours du second semestre de l'année 1990.

Dans ces conditions, le Conseil a décide de proposer à l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires qui sera convoquée le 13 juin 1991 au Gabon de distribuer un dividende net égal à 2 700 francs CFA par action au titre de l'exercice 1990, contre 2 250 francs CFA par action au titre de l'exercice 1989.



CADRES, le Monde est le premier titre

845 000

LECTEURS

d'information des cadres. (IPSOS 90)

# **LOCAFRANCE**

Le Conseil d'Administration de la Société Locafrance s'est réuni le 24 avril 1991, sous la présidence de Monsieur Gérard Billaud, pour se prononcer sur l'Offre Publique d'Achat proposée par la Banque Indosuez.

Le Conseil a étudié avec attention les motifs et modalités de l'Offre.

Le Conseil a noté que cette OPA permettra une meilleure intégration de Locafrance au Groupe Indosuez et développera l'ensemble des complémentarités et des synergies de métier qui existent entre les deux sociétés.

Le Conseil a également constaté que le prix d'offre de Frs 550 capitalise 14,46 fois le bénéfice net moyen consolidé par action des trois derniers exercices et 18.27 fois le bénéfice net consolidé paraction 1990.

Après délibération, le Conseil a approuvé à l'unanimité des membres présents ou représentés le projet d'Offre Publique d'Achat proposé par la Banque Indosuez et il invite les actionnaires à répondre favorablement à celle-ci.

Par ailleurs, les deux principaux actionnaires autres que le Groupe Indosuez-l'UAP (5,11%) et les AGF (4,19 %)- ont indiqué à cette occasion leur intention d'apporter leurs titres à l'Offre Publique d'Achat.

Sous réserve de l'obtention d'une dérogation de la Commission Bancaire, le Conseil a également décidé de reporter la date de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires et de la convoquer le 28 juin 1991 à 11 heures au siège social de Locafrance.

#### Le Monde PUBLICITE FINANCIERE Renseignements: 45-55-91-82, poste 4330



#### Moselames, Messieurs, chers actionnaires

L'année 1990 que nous avons examinee lors de l'assemblee génerale du 22 mars 1991, n'aura éte facile pour personne, y compris pour votre Sicav.

Cependant, ces circonstances exceptionnellement difficiles auront permis de démontrer la validité du concept sur lequel est bâtie NORD-SUD DEVELOPPEMENT, la participation au financement du développement principalement par le marché obligataire et d'une façon plus réduite (environ 10 %) par les marchés financiers des pays en emergence.

La performance de l'année passée aura été de 4,34 %, plaçant votre Sicav au 26° rang sur 55 dans sa categorie. La politique de gestion prudente, notamment sur les obligations françaises, avec une bonne converture de risque de taux, explique ce resultat honorable Mais c'est depuis la reprise des marchés financiers, que la structure du portefeuille de la Sicav

montre tous ses avantages. Ainsi, depuis le 1er janvier de cette année jusqu'au 15 mars dernier, la performance a été de 5.58 % plaçant NORD-SUD DEVELOPPEMENT au 19° rang des 59 Sicav de sa catégorie (classement Europerformance).

D'ailleurs, si l'on examine ce qu'a fait NORD-SUD DEVELOPPEMENT sur deux années, 14,52 %, votre Sicav se place au 4° rang de sa catégorie, toujours selon les mêmes sources. Je pense que ce dernier chiffre est le plus significatif, car il correspond à la durée minimale de placement recommandée dans la fiche signalétique de la Sicav.

Le 28 décembre dernier, son actif était de 578 millions de francs. Depuis, grâce surtout à la performance de la Sicav, cet actif a franchi le cap des 610 millions de francs.

C'est, je le crois, la meilleure publicité que l'on puisse faire pour votre Sicav que d'afficher cerésultats. Ainsi, avec persévérance, nous nous rapprochons du but que nous nous étions assignés: associer les épargnants du Nord et les entrepreneurs du Sud.



Siège social et bureaux 5, avenue de l'Opera - 75001 Paris. Tél.: (1) 49 27 63 00

# Avec l'Ecureuil, investissez dans l'Europe : les Sicav des Caisses d'Epargne Européennes

#### **EUFI-CASH**

#### Avis de paiement d'un dividende pour l'exercice 1990

Nous avons le plaisir d'informer les actionnaires que le coupon n° l des certificats EUFI-CASH classe B sera mis en paiement à partir du 30 avril 1991 auprès des agents payeurs, à raison de :

54,69 ECU par action classe B La date de détachement du coupon est fixée qu mardi 16 april 1991.

#### **EUFI-RENT** Avis de palement d'un dividende

#### pour l'exercice 1990

Nous avons le plaisir d'informer les actionnaires que le coupon n°1 des certificats EUFI-RENT classe B sera mis en paiement à partir du 30 avril 1991 auprès des agents payeurs, à raison de : 4,82 ECU par action classe B

Lu date de détachement du coupon est fixée au mardi 16 avril 1991.

#### **EUFINVEST**

#### Avis de paiement d'un dividende pour l'exercice 1990

Nous avons le plaisir d'informer les actionnaire que le coupon nº1 des certificats EUFINVEST classe B sera mis en palement à partir du 30 avril 1991 auprès des agents payeurs, à ruison de : 1,63 ECU par action classe B La date de détachement du coupon est fixée au mardi 16 avril 1991.

#### **AGENTS PAYEURS:**

Bank der Bondsspaarbanken N.V. Hoogoorddreel, 62, p.o. box 835 1000 AV AMSTERDAM

Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg , place de Metz L-1930 LUXEMBOURG

48, rue du Fossé-aux-Loups

1000 BRUXELLES

Calese des dépôts et consignations 56, rue de Lille 75007 PARIS

Caisse Générale d'Epargne et de Retraite

Caja de Ahorros y Pensiones de Barcelona Aribau 198, 7° 08036 BARCELONA

Caixa Geral de Depositos Largo do Calhariz 1109 LISBONNE

Centre National des Caisses d'Epargne et de Prévoyance 29, rue de la Tombe Issoire 75014 PARIS

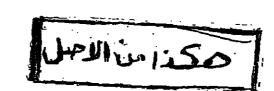
Deutsche Girozentrale Deutsche Kommunalbank 10. Taunusan 6000 FRANKFURT AM MAIN 11 TSB Trust Company

ANDOVER SP 10 IRE Cassa di Risparmio delle Province Lombarde Foro Buonaparte 35 20120 MILANO istituto di Credito delle Casse

di Risparnio Italiane



00187 ROMA



30 Le Monde • Mardi 30 avril 1991 •



### **UN DIRECTEUR ASSOCIE POUR LE CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES**

700 KF + Bonus

Nous sommes un cabinet européen de conseil, leader en stratégie et organisation, et nous recherchons le "développeur" d'une de nos branches d'activité.

Intervenant au niveau des directions générales, il vendra et pilotera des missions de politique des ressoutoes humaines en cohérence avec les stratégies de l'entreprise.

L'équipe qu'il animera est à un très bon niveou conceptuel et méthodologique sur toutes les dimensions des ressources humaines. Elle associe une démarche rigoureuse et instrumentée à la prise en compte des facteurs humains. Le patron recherché lui apportera sa vision du développement, sa capacité de contact à très haut niveau et son expérience du management. Il jouera un rôle éminent dans le rayonnement et la croissance de cette branche d'activité au sein du groupe en Europe.

La personnalité que nous recherchons, après avoir acquis un diplôme de tout premier plan :

· aura exercé, de préférence en début de carrière, une activité de conseil (en stratégie ou ressources hu assume actuellement des responsabilités de direction lui permettant de contribuer à traiter la globalité des problèmes d'une entreprise,

désire faire une carrière de Directeur Associé dans une grande Société de Co



# DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

#### AFRIQUE ANGLOPHONE

Rejoignez la filiale africaine de ce grand groupe français. Directement rattaché à la Direction générale, vous avez la responsabilité de la gestion de la trésorerie, du département comptabilité. Vous êtes l'interlocuteur privilégié des auditeurs externes et des administrations fiscales et financières, mais également de la Direction générale Afrique basée à Paris.

Vous menez en place l'informatique d'exploitation et de gestion. Diplômé d'une école de commerce, les responsabilités que vous avez assurées dans les directions financières vous permettent de maîtriser les problèmes de gestion, d'organisation et de management. Anglais indispensable

Rémunération attrayante. Avantages liés à l'expatriation. Poste basé en Afrique.

Merci de téléphoner ou d'adresser votre CV sous réf. 3001. FAIRWAY Horizon financier

27 rue Marbeuf, 75008 Paris. Tél.: 47.20.40.46.



# Directeur Financier



Nous sommes une entreprise de recherche et développement en biotechnologie créée en 1989. Notre financement (50 MF) issu du capital-risque européen en fait la plus grande start-up de biotechnologie jamais réalisée en Europe. Son but est de fournir au corps médical des tests de diagnostic originaux. Notre futur directeur financier, directement rattaché au Président du Conseil d'Administration, aura en charge l'ensemble des tâches comptables, financières, budgétaires et fiscales. Il devra aider la direction générale en proposant des solutions techniques aux problèmes de financement. Son service (3 personnes) gère la paye et les déclarations sociales. A la demande de la direction générale, il exécutera des missions ponctuelles : élaboration de contrats, préparation des assemblées... Ce poste, basé à Bonneuil sur Marne (94), s'adresse à une personne d'environ 30/35 ans, de formation ESC + Bonneuil sur Marne (94), s'adresse à une personne d'environ 30/35 ans, de formation ESC + DECS, ayant eu des responsabilités opérationnelles de contrôle de gestion, comptabilité et gestion de trésorerie dans une PME. La pratique de l'anglais est indispensable.

Si cette proposition vous intéresse, merci d'adresser votre candidature sous la référence 1279.91 M à notre conseil, 61 boulevard Haussmann - 75008 PARIS.



Chantal Baudron. s.a.

tembre de Syntec

#### **INGENIEURS**: DE L'INDUSTRIE A LA CHASSE DE TETES...

Vous êtes passionné par la technique mais aussi par les hommes. Le sens du service fait partie de vos priorités. La vente, vous l'avez découverte, elle vous est familière. Les structures hiérarchiques vous pèsent, vous aspirez à une autonomie plus large.

Vous ressentez le besoin de vous investir pleinement dans une activité qui vous permette de couvrir un champ plus vaste (toute l'industrie) et de mettre en valeur vos potentialités personnelles d'initiative, de dialogue et de conviction. Nous vous offrons l'opportunité de nous rejoindre, à PARIS ou LYON, en qualité de

### DIRECTEUR ASSOCIE

Après une période d'adaptation et de formation (si vous ne venez pas déjà de notre métier), vous mettrez en œuvre les moyens nécessaires pour assurer, dans le cadre de notre éthique et de notre déantologie, le développement de notre département Industrie et constituer une dientèle dans le secteur qui sera le vôtre.

Notre image de marque, nos outils et notre savoir-faire vous aideront à réussir dans cette nouvelle

Raymond POULAIN recevra personnellement et en toute confidentialité votre résumé de carrière sous la référence T/DAI/LM: RPC - 34, rue de la Fédération - 75015 PARIS.

Raymond Poulain Consultants:



**TOBACCOR** Division Tabac du Groupe Bolloré **Technologies** 

2 800 Personnes 1,6 milliards de CA

Nous sommes un Groupe Industriel installé en Afrique et dans l'Océan Indien où nous gérons 10 usines de Tabac.

Nos perspectives de développement sont exceptionnelles et nos implantations vont s'étendre prochainement

à d'autres pays

du monde.

Directeur Général Afrique Francophone

Nous recherchons pour l'une de nos filiales le Directeur Général.

Son expérience marketing et commerciale lui sera nécessaire pour conforter et développer une position déjà dominante sur le marché de la cigarette, renforcer et fiabiliser la distribution tout en améliorant la rentabilité. Ses connaissances industrielles lui permettront de piloter avec efficacité la fabrication, dans le respect des normes et de la qualité des plus grands groupes internationaux, avec le souci permanent de recherche de productivité et

de maîtrise des coûts. Ses qualités de communication seront déterminantes pour développer des relations harmonieuses avec les plus hautes autorités comme avec les équipes qu'il aura la charge d'animer.

Vous êtes attirés par un poste de Direction Générale en Afrique, tout en intégrant un groupe au dynamisme

Nous vous offrons une opportunité si vous avez une expérience de l'expatriation et un niveau de Direction Générale confirmé.

Nous your remercions d'adresser votre CV, lettre manuscrite, sous référence DG/AF à J.C BOE -5,7 rue Salomon de Rothschild - 92150 SURESNES.



Pour la Direction des Affaires Juridiques et Fiscales de la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE. Intégré dans une équipe de 9 juristes, vous serez placé sous l'autorité directe du Chef de Service et, à ce titre, vous serez chargé de : « conseiller et assister l'ensemble de la Communauté Société Générale sur toutes questions de droit bancaire, contentieux exclu • représenter la Société Générale dans les instances interbancaires et auprès des autorités de tutelle · participer à la formation de jeunes juristes.

De formation supérieure BAC + 5 en droit privé, vous justifiez d'une solide expérience (10 ans environ) dans un service juridique bancaire et possédez une bonne maitrise de l'anglais. Ce poste vous offre de réelles possibilités d'évolution en fonction de l'expérience acquise.

Merci d'adresser CV et prétentions sous réé JURI à Anne MONFORT - SOCIÉTÉ GÉNÉRALE - Service du Recrutement 7, rue Canmartin - 75009 PARIS.



CONJUGUONS NOS TALENTS.

# JURISTE D'AFFAIRES SENIOR

Coppée, leader mondial des matériaux de construction, développe un CA de 33 milliards de françs, avec 33 000 personnes et 500 unités réparties en France et dans une trentaine de pays.

L'une de nos importantes filiales recherche dans le cadre du développement de la division LAFARCE BETONS GRANULATS (3,8 milliards de CA, 3 000 personnes) un professionnel du droit des affaires.

Directement rattaché au Directeur administratif et financier de la Division, vous aurez la responsabilité de l'ensemble des opérations juridiques sur un important secteur géographique (40 sociétés, 1 milliard de CA).

Assisté d'une petite équipe, vous assurerez la protection des intérêts des différentes CV, photo et prétentions), sous la référence tirez la légalité de leurs opérations

Groupe de dimension Internationale, Lafarge juridiques. Vos compétences s'exprimeront dans des missions diversifiées telles que : créations, acquisitions, liquidations et restructurations de sociétés · consultations juridiques, contrats et contentieux • formation des Responsables

opérationnels et fonctionnels. Diplômé en droit des affaires et fiscalité (DESS ou équivalent), votre expérience d'au moins cinq ans en entreprise industrielle ou en . cabinet vous permet de vous affirmer comme un solide professionnel,

Vos qualités personnelles et votre réussite à ce poste vous ouvriront de réalles perspectives d'évolution au sein de notre groupe.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, M/232/L, à notre conseil ME O RM. 3 avenue des Ternes, 75017 Paris.

leader mondial des matériaux de construction

B

A Marie Control

The Best way we

Mary Control of the C

Magazirles ...

Market State

The second of

A MENNY NEWS 4 5 5 5 5 1 2 miles

· 通常的 神经 · 中文 · 中文 · 中

Ce More

Programme and

Transfer -

35-1

The come

المرادا المجربالمفيقاتهم

1987 · ·

a Talke Strage

All the second s

. مين جيء

THE RESERVE TO SERVE

Directeur Général Afrique Francophon

La Direction Internationale du Groupe Auguste-Thouard, qui a pour mission de développer en Europe (principalement) rensemble des activités d'immobilier d'entreprise du groupe,

#### UN JURISTE INTERNATIONAL (H ou F)

Rattaché au Directeur Général, il assurera le suivi de la vie juridique des filiales et bureaux étrangers (création, organisation des assemblées et conseils d'administration...); de même il prendra en charge l'administration du personnel

(détachement, expatriation, transferts...).
En relation avec des conseils extérieurs, il veillera particulièrement au suivi de la réglementation juridique et fiscale régissant les activités immobilières dans les pays concernés. Il préparera les éléments de communication interne

concernes. Il preparera les elements de communication interne des différentes filiales en liaison avec la Direction de la Communication du Groupe.

Ce poste sera confié à un candidat (Hou F) agé d'au moins 32 ans, de formation supérieure juridique (droit international, droit social) IEP ou ESC et possédant quelques années d'une expérience professionnelle identique acquise dans une société française avant des filiales à l'étrançaise

française ayant des filiales à l'étranger.
La pratique courante de l'anglais est impérative, celle d'une autre langue européenne (allemand, espagnol) est vivement Ce poste qui nécessite capacité d'autonomie, esprit

d'adaptation et puissance de travail, implique des déplacements assez fréquents, mais de courte durée.

Adressez votre candidature sous référence 1325 M à :

#### **GRH Conseils**

Discrétion assurée.

43, rue de la Brèche-aux-Loups - 75012 PARIS

#### METTEZ VOTRE REUSSITE A NOTRE CREDIT

FLYGT - CA: 400 MF, 310 personnes leader mondial des électropompes submersibles, filiale française d'un groupe International recherche dans le cadre de

# redit manager

De formation Ecole de commerce, agé de 30 à 35 ans, vous maîtrisez le Droit commercial et justifiez d'une première expérience d'au moins trois ans dans une fonction similaire. Vous pratiquez bien l'anglais et une connaissance de l'export serait appréciée.

- gestion des comptes clients : risque clients, encours, budgets et recouvrement - responsabilité du Reporting Credit Management vers notre maison mère en Suède - étude de dossiers juridiques et analyse de

Votre mission:

- animation d'une équipe de trois personnes - contact permanent avec le réseau commercial. Pour ce poste à responsabilités, merci d'adresser C.V., photo et prétentions à ITT FLYGT SA Parc de l'île - 29, rue du Port 92022 NANTERRE Cédex.





HERON BUILDING - 66, AVENUE DU MAINE - 75014 PARIS

Syndicat patronal Industrie agrochimie

#### Recherche **JEUNE CADRE JURIDIQUE**

Justifiant obligatoirement de

- Formation Sup juridique (maîtrise, DEA, DESS)
- Pratique de projets de réglementation (France et CEE) - Expérience des contacts avec milieux prof. et administration (France

- Bonne connaissance de l'anglais courant Expérience quelques années souhaitée

Adresser lettre manuscrite + CV + photo à : M= HURAND, 2, rue Denfert-Rochereau, 92100 BOULOGNE

### Juriste international

de F de CA.

Directement rattaché au responsable du service juridique international du Groupe BSN situé à Paris 8e, vous intervenez sur l'ensemble des problèmes jundiques liés à notre développement international. Vos compétences couvrent : la rédaction et la négociation d'accords de licences, les contrats de jointventure, les prises de participations, les fusions et les acquisitions, l'analyse des législations étrangères. la prévention des litiges, la coordination avec les avocats étrangers. légociateur averti, vous alliez à votre formation de juriste une expérience de 3 à 5 ans dans le domaine du droit

une deuxième langue européenne Merci d'adresser votre candidature, en précisant votre remunération actuelle et la référence RB356M2, à BSN, Service recrutement des cadres. 7 rue de Téhéran, 75381 Paris Cedex 08

commercial international et européen

couramment l'anglais et peut-être

lutonome, disponible, vous pratiquez

Radio france

recherche pour sa Direction du Personnel et des Relations Humaines

# UN SPECIALISTE EN DROIT SOCIAL

Chargé de l'animation, de la coordination et de l'encadrement d'un secteur regroupant :

les activités d'études et de réglementation en droit social (négociation d'accords collectifs, élaboration de textes d'application, conseil et assistance à l'encadrement).

la gestion des affaires sociales (logement, médecine du travail, assistance sociale).

Le candidat âgé d'au moins 40 ans, titulaire d'un diplôme d'études g supérieures en droit du travail, justifie d'une expérience réussie de plus de 10 ans dans un poste de contenu similaire.

Qualités requises : rigueur, disponibilité, expérience de l'animation d'une équipe, goût du dialogue social.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et prétentions) à : Direction du Personnel et des Relations Humaines Radio France 116 avenue du Président Kennedy 75786 Paris cedex 16

> FRANCIS LEFEBVRE FORMATION recherche pour son équipe pédagogique

#### JEUNE JURISTE SPÉCIALISÉ EN DROIT FISCAL

Dans une optique de qualité de l'enseignement dispensé, son rôle sera de :

concevoir et rédiger les documents pédagogiques, travailler en étroite collaboration avec l'équipe des et prendre toute initiative favorable à l'amélioration des stages.

Le candidat âgé de 27 à 30 ans, de formation DESS fiscal ou équivalent, aura reussi une première expérience. Si cette opportunité vous motive, merci de nous envoyer votre dossier complet (CV + lettre manuscrite + photo) sous référence 8662.

HERTZ

34, rue de l'Arcade 75008 PARIS

#### KAMPHUIS MORGAUT **FINANCE**

a le plaisir de vous informer de l'ouverture de son nouveau département JURIDIQUE et FISCAL dirigé par Michel QUIOT (ENA 79).

Contactez-nous pour toute information

Kamphuis Morgaut Tel: 45.62.90.00

# 

KARRENA

Le Monde

**Fumisteries** industrielles

Le Monde • Mardi 30 avril 1991 31

Les filiales françaises (200 personnes) du groupe atlemand leader

Lyon

# Vous étes rattache au DG commun et responsable du rés

administratif et comptable (10 personnes) de KARRENA-FRANCE. Votre fonction, très complète, comprend en particulier : la mise en œuvre des procédures comptables : budgets, gestion, trésorerie, l'établissement des bilans, la fiscalité.
la responsabilité de la fonction personnel.

A 35/40 ans, de formation supérieure, avec le DECS, vous avez soit une solide expérience de cette fonction DAF en milieu industriel ou du BTP, soit une expérience de 3 à 5 ans en cabinet d'audit ou de commissariet aux comptes. Vous avez un bon niveau en allemand ou en anglais. Le poste est basé à LYON.



Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et n° de téléphone à 29 bis chemin du Tronchon, 69130 Ecully.

#### **AVIGNON**

#### L'évolution, la région en plus

Fittale (2 000 personnes) d'un important groupe, nous recherchons pour notre Direction Financière, à Avignon, un

300 KF

Charge de realiser et coordonner toute mission d'investigation, de contrôle financier ou comptable, vous proposez et laites appliquer les procédures de lonctionnement des différentes activités de la société en France et en Europe.

A 30 ans environ, après une formation HEC, ESSEC, ESC, DECF, venez valoriser votre experience (3 à 5 ans) acquise en cabinei d'audit ou en entreprise, auprès d'une société internationale aux objectifs de progrès ambitieux. De larges possibilités d'évolution vous seront ouvertes au sein de la sociéte ou du groupe.

Adressez voire dossier de candidature complet, sous réf. CONSEIL EN

JFC/PL1, a notre conseil Jean-François CARADOT, CORHUS, Espace europeen, 1 allee Claude-Debussy, Bat. F, 69130 Ecully.

# Contrôleur de Gestion Industrielle

180.000 Francs

BRETAGNE SUD \_

Ce groupe agro-industriel de grande notoriété, leader sur ses marchés, recherche le contrôleur de gestion de l'une de ses unités de production. au directeur de cette unité et d gestion du groupe, il aura pour mission de maîtriser et d'assurer le développement des outils de gestion ainsi que leur mise en place dans les

Il aidera les responsables opérationnels à mesurer, interpréter et anticipet Il aidera les résponsantes operationnes à mesurer, interpreter et anutaper leurs résultats, afin d'atteindre les objectifs économiques de l'usine. Ce gestionnaire pourra soit être diplômé de l'enseignement supérieur (type ESCAE), soit posséder une formation en agro-alimentaire (BTS-DUT) doublée d'une formation en gestion.

Une première expérience de controle de gestion industrielle est souhairée. Une évolution professionnelle peut être envisagée au sein du groupe.

Ecrire sous référence A/5041/LM à :



Jean-Bernard FOURNIER et Associés 3 rue Racine - 44000 NANTES - Tél.40.73.46.33

#### **CHARGES** D'AFFAIRES ENTREPRISES

LE CREDIT **AGRICOLE** D'ILE DE FRANCE CONFIRME SA DYNAMIQUE DE SUCCES : PREMIERE BANQUE REGIONALE, 252 AGENCES,

EXPERIMENTES

De formation supérieure (universitaire et/ou ITB), vous serez responsable du développement commercial et du suivi d'un fonds de clientèle entreprises Vous assurerez la promotion d'une gamme compétitive de pro-

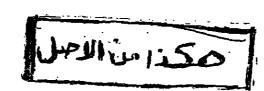
Bonne maîtrise des risques. Donnez un élan à votre carrière au sein d'une banque en plein essor.

duits et de services bancaires



COLLABORATEURS.

dressez pour cela votre candidature (lettre, CV et photo), sous réf. CA/LM/04, au Crédit Agricole d'Ile-de-France - Service du Recrutement - 26, Quai de la Rapée -75012 Paris.



Le Monde

AUJOURD'HUI LIBREVILLE,

DEMAIN NEW YORK, TOKYO OU SINGAPOUR?

### **MANAGER AUDIT**

UNE STRATEGIE MONDIALE POUR VOTRE CARRIERE

Membre de l'un des plus grands et prestigieux réseaux internationaux d'audit, nous avons depuis de nombreuses années une position très forte en Afrique. Notre développement continu nous amène à recruter un manager audit. Des relations au plus haut niveau (Ministères, Direction Générale de grandes sociétés...), des missions passionnantes par leur diversité et leur contexte humain vous apporteront la satisfaction immédiate nécessaire à l'épanouissement d'un bon professionnel. Mais votre réussite sera aussi le moyen d'être reconnu dans notre organisation

internationale, dans notre environnement et d'y faire une brillante carrière. De nombreux succès passés peuvent en témoigner. Si vous souhaitez élargir votre horizon professionnel, évoluer, et possédez 6 à 8 ans d'expérience en audit comptable, envoyez ou télécopiez votre CV à notre Conseil sous la référence E240M. Une bonne maîtrise de l'anglais est bien sûr nécessaire. La rémunération, très attrayante, est assortie d'avantages en nature (logement, etc...). La plus totale discrétion vous est assurée. Nos collaborateurs sont informés de cette annonce.

#### nervet pont

conseil

15 rue Cardinet 75017 PARIS - Fax 47 54 94 56



Nous sommes un groupe financier important et l'un des premiers intermédiaires sur les actions européennes. Présents à Londres, Paris, Francfort, Stockholm et New York, nous disposons de l'appui de la plus grande banque suédoise pour assurer notre développement en Europe.

A Paris, au sein d'une structure légère, jeune et performante, notre Directeur Financier recherche son bras droit qui fera partie de la

Nous vous confierons principalement le contrôle de gestion, le reporting financier en étroite relation avec Londres, ainsi que la supervision de la comptabilité de l'activité boursière. En outre, vous assumerez progressivement des responsabilités plus larges au

De formation superieure, la trentaine, vous avez 5 ans d'expérience environ dans le Service Titres d'une banque ou dans une société de bourse. Le sens des responsabilités, le goût du contact et une bonne pratique de l'anglais sont des qualités indispensables à la réussite de ce poste nouvellement créé.

Nous disposons, bien sûr, d'outils informatiques très performants pour une meilleure fiabilité de votre travail.

Si vous souhaitez rejoindre une structure de taille humaine qui offre à la fois autonomie d'action, réelle ouverture internationale, et

évolution de carrière, alors adresseznous vite votre candidature sous

référence 24338 à Organisation et Publicité 2 rue Marengo, 75001 PARIS,

Cabinet International, membre de l'un des tout premiers réseaux mondiaux d'Audit et de Conseil

Vous êtes débutants : vous veloriserez votre formation supérieure dans le cadre de missions variées auprès d'une clientèle nationale et internationale. Vous possédez une expérience de 3 à 4 ans : vous mattrez à profit vos compétences acquises

en cabinet d'audit ou commissariet aux comptes. Exercez votre goût de la performance, votre sans des responsabilités, affirmez votre esprit d'initiative... Pour réussir, vous bénéficierez d'un plan de formation, d'un réel soutien dans la préparation des examens professionnels. Vous progresserez dans un environnement propice à la diversité des carrières en France et à l'étranger.

Rejoignez nos équipes à Paris, Grenoble, Lille, Lyon, Marseille ou Strasbourg.



Adressez votre dossier de candidature s/réf. M/50/H, à notre Conseil 8, avenue Delcassé 75008 Paris.



RECRUTEMENT

Un Organisme Collecteur 1 % logement situé à Paris recherche un

#### **CONSEILLER FINANCIER** SECTEUR IMMOBILIER H/F

Responsable d'un service Prêts (action des prêts, gestion, suivi des impayés et contentieux),

- il sera chargé de : la mise en place de nouveaux produits négociés avec des
- banques la commercialisation de ces produits en collaboration avec la force de vente
- l'encadrement d'une équipe de 5 personnes.

Dynamique, entrepreneur et négociateur, le candidat devra justifier d'une expérience réussie d'au moins 3 ans dans le milieu bancaire.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet (CV, photo et prétentions) à : Développement et Management des Hommes et des Entreprises, département recrutement.



S. RUE CHAUVEAU-LAGARDE - 75008 PARIS



d'Audit et Conseil, 650 personnes (Paris, province, étranger) plus de 4.000 dients, nous étoffons nos équipes et recherchons des :

Premier Cabinet Français

#### CHEFS DE MISSION AUDIT

A nos clients, nous offrons : • des prestations de qualité marquées par la rigueur et le sens du service • notre experience de certains secteurs dans lesquels nous sommes specialisés ; banque,

A nos collaborateurs, nous offrons : • la responsabilité des équipes et la gestion des interventions - de la mise en œuvre du programme à la synthèse finale • une formation permanente à nos méthodes • la reconnaissance de votre activité et de vos qualités • une bonne ambiance au sein d'une équipe soudée.

Votre Profil : • Etudes supérieures et expérience réelle en cabinet d'audit • méthode, rigueur, autonomie • sens de l'écoute et force de



Pour une présentation individuelle le 15 ou le 17 Mai, merci d'adresser CV, lettre, photo à ADJ Consultant, 34 Bld Haussmann 75009 PARIS en précisant la réf. 1255 sur la lettre et l'enveloppe ou de télécopier au 45.23.18.30

## Responsable audit internelorganisation Prendre la mesure d'une société financière

CECICO, Filiale du groupe AXA, est spécialisée dans le financement des biens d'équipement de l'entreprise. Pour amorcer une nouvelle phase de son développement, elle désire conforter ses structures internes, et crée le poste de Responsable de l'Audit et de l'Organisation.

Directement rattaché à la Direction Générale, vous effectuerez des missions d'ordre général et ponctuelles dont vous aurez préalablement défini le cadre.

Agé(e) de 28 à 35 ans, diplòmé d'Etudes Supérieures (ESSEC, Maîtrise de Gestion, etc.), vous avez idéalement débuté votre carrière dans un cabinet d'audit réputé.

Vous êtes rigoureux et méthodique, diplomate, capable d'assimiler rapidement le fonctionnement

La connaissance du métier des institutions financières est vivement souhaitée.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous référence L104.997 M. à Bernard Krief Rhône-Alpes, Le Britannia C, 20 bd Eugène-Deruelle, 69432 Lyon Cedex 03.

BERNARD KRIEF RECRUTEMENT

FARIS LILLE LYON SOPHIA-ANTIPOLIS Un département de Bernard Krief Consulting Group





83507 La Segue-sur-Mer Codes, Tel. : 94,30 32,16.

de gestion

En ligne directe avec le Responsable du Département Administratif et Financier, vous réalisez les analyses budgétaires relatives aux affaires (objectifs, prix de revient, facturation) et aux frais de fonctionnement.

Garant du respect des procédures et de la qualité des informations de gestion, vous

assurez le reporting pour la Direction Générale et proposez les actions correctives nécessaires A 30 ans environ, de formation HEC, ESSEC, Sup de Co..., votre expérience de gestionnaire est complètée par une bonne connaissance des systèmes informatiques (gros systèmes et micro). Une formation d'ingénieur ou des compétences ocquises dans un environnement technique servient très appréciées. Vous êtes disponible rapidement.

Votre personnalité el vos compétences vous permettent d'envisager une évolution au sein du Groupe, y compris dans des postes opérationnels.

# DEAUVILLE **EJINTERNATIONAL**

CARECTEME Y DAMINISTR LE FRANCIER H/F

indeure, type Science de Gestion (+ DECS). nence (3 à 5 ans) en iolsirs. Vous êtes déjà hel (contrats de travall...) de capacité relationnelle.

et vous cass contra de capacité relationnelle.

Anglais cui ser le seu de étrangère souhaitée).

Votre Mission : le seu de étrangère souhaitée).

Votre Mission : le contre l'office de la société d'économie mixte incluant le Centre international et l'Office de Tourisme de Deauville. • Mettre en place les structures administratives, comptables et les outils de contrôle de gestion. • Informatiser les différents services. • Gérer le personnel. Rémunération : 350/380 KF. Résidence Deauville ou environs.

Merci d'envoyer CV + lettre man. + photo + prét. sous référence 121/1 à Mme VORUZ PROFESSIONS TOURISME - 35, avenue de l'Opéra 75002 Paris, qui traffera votre candidature en toute confidentialité.

Radio france

recherche pour son Centre de Gestion Inter-Régional de Besançon

UN RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET COMPTABLE

Chargé d'assurer le traitement des opérations comptables de 9 radios locales de Radio France. Il doit posséder de bonnes connaissances comptables, fiscales et

informatiques ainsi qu'une solide expérience professionnelle en matière financière. FORMATION: DESCF ou diplôme équivalent

Expérience minimum 5 ans LIEU DE TRAVAIL : Besancon Les candidats masculins devront être libérés du service national

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, curriculum vita, photo et prétentions) à : Direction du Personnel et des Relations Humaines **Radio France** 116 avenue du Président Kennedy 75786 Paris cedex 16

6 Nonde

The state of the s The state of the same

Mark Control of the C

The second second

The second second second second second

THE PARTY NAMED IN

The state of the s

The same of the same

A Training . The

Ensemble, exceller daus nos méticos, gapuer en Europa.

# **EXPLOITANTS COMMERCIAUX**

LE CREDIT AGRICOLE D'ILE DE FRANCE CONFIRME SA DYNAMIQUE DE SUCCES PREMIERE BANQUE REGIONALE

COLLABORATEURS.

Notre développement commercial nous amène à renforcer l'encadrement de notre réseau d'agences en lle-de-France. Nous souhaitons accueillir des candidats de formation supérieure (universitaire et/ou BP, ITB...), avec une expérience bancaire réussie dans le domaine de la clientèle entreprises et particuliers.

Le Monde

- DIRECTEURS D'AGENCES
- SECONDS D'AGENCES
- ANIMATEURS DE GUICHET

Ecrivez rapidement en précisant le poste choisi et votre rémunération au Crédit Agricole - Service du Recrutement - 26 Quai de la Rapée - 75012 Paris.

RESPONSABLE

POINT DE VENTE

Sciences de l'homme mation ethno./préhisto

Evoyer CV : ZOOTHEQUE BP 137 75223 Paris Cédex 05.

IMPORTANT GROUPE FINANCIER

recherche pour son Directeur néral adjoint en charge l'auploitation bancaire

UN ADJOINT

Un minimum
de 3 ans d'expérienc
dans ce domaine
est requis
alrai qu'un diplôme
d'une école commercia

Envoyer CV à : FBUM

Direction des Relations sociale 8, rue Vivienne 75002 Paris.





SALON INTERNATIONAL DE LA BANDE DESSINÉE

DIRECTEUR (trice)

Yous was une consissance parfaite du monde de l'édition (SD) et de ses aspects culturels et économiques. Vous possédez d'excellentes qualités relationnelles, la

áconomiques. Vous possédez d'excellentes qualités relationnelles, la especié de direction d'une équipe et l'expérience dans la gestion de projets à paractère événementel.

Jous étes disponible

Votra mission:
Assurer svec une équipe à
compléter le miss en cauvre
tu Selon 92 at définir en
scoord avec la profassion et
es partenaires cufturels et
sopnomiques, la politique à
plus long terms de cette
manifestation.

Adresse CV, lettre

121, route de Borde 16000 Angoulême

ICARE Ingénierie recherch TECHNICIENS INFORMATICIENS 8TS/DUT, conneix. OS8 et langage C. Expér. south. Env. CV + pho à: ICARE - 8P 48 13672 Aubagne CEDEX.

# ADJOINT A LA DIRECTION

CADRE pour seconder son PDG, formation + expérience ommerce intern. / finance Anglais courant. QUOTIDIEN NATIONAL

TÉLÉYENDEURS (EUSES)

tourisme...
Poste à remps complet
formation bac + 2
goût des compets, motivé,
rganisé, bonne présentation
Salaire 5 500 F + primes

L'AGENDA

Capitaux

Enseignement

Paris, sept. 91, prof. pour assister 3 ant. (5, 7, 9 ans) devoire et activités sturalise (16 h 30-20 h 30) CV, photo, réf. A 3120 Daufac, Westmount, Qué, Canada, H3Y 2A2.

**DOMICHLIATIONS** 

43-55-17-50

Jeune fille au pair

MRJC (Mouvement rural de Jeunasae chrétionne)

Le Monde

1 DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

180 000 F annuels MRIC 53, rue des Ronat 75017 Paris

Ecole Julye Privée PROFESSEURS CONFIRMES

CHAARE THORA 1/3, rue H.-Torot, 75019 Paris.

INGÉNIEUR PROJET EAUX

RĒSIDUAIRES Envoyer CV er prétenti GUY 2/81 122, av. du Général-de 92200 Neulity

**ANGLAISE** Traductrice - Secrétaire Activité free-lance ou saleriée su choix. D'abord mi-temps puis temps complet. Adresser références et CV é : TTS -

\* 3- cycle de managamen altries da Philo, recherch poste opérationnel en munication ou en formati Tél. : 43-20-80-25. diplomé IFA sur IBM-36; conneissances pro-grammation BASIC et GAF III. Tell: 34-72-51-57

CADRE 54 ANS
strant, cuitivé, esprit de synièse, de bosne présentation,
vec expellente expression
par et orde, susceptible de
déplacer dans toute la co, charche pour reconver-courant 1982 par souci de uvellement amplei dens le sur cultural ou dans les e culturar ou dans les estades publiques. e courant présiable pos-étude toutes proposi-Tél. : 69-40-75-49 après 18 h.

DEMANDES D'EMPLOIS

Écrire au Monde Publiché sous er 8294 5, nas de Montsessuy 75007 Paris.

Professeur d'angleie, russe, exp., réf., rech. posta Paris, province, Tél. : 44-53-03-43.

### Le Monde L'IMMOBILIER

bureaux bureaux Locations VOTRE SIÈGE SOCIAL

A PARTIR DE 50 F HT/moia Votre ADRESSE COMMERCIALE PARIS 1°, 8°, 9°, 12°, 19°, 17°, LOCATION DE BUREAUX. INTERDOM, 43-40-31-45 **DOMICILIATION 8** Burx, tèlex, télécople.

6° arrdt ST SLILPICE/MADAME Supertie 160 m², 5°, sec. sud balc, LITTRE 45-44-44-45. AGECO 42-94-95-28.

13° arrdt MAISON S/TOIT 140 m² + terresse 5 400 000 F - 45-48-28-25.

appartements

ventes

1250 m<sup>2</sup> BUREAUX modernes A LOUER
DIVISIBLES

direct propriétaire

Rue PARADIS Paris 10° Rue D'HAUTEVILLE Tél. (1) 45 01 99 62

Rech. URGENT 100 à 120 m² Peris préf. 5°, 6°, 7°, 14°, 15°, 16°, 12°, 9°. PAIE CPT 48-73-48-07. locations

appartements

achats

non meublées demandes Paris

**EMBASSY SERVICE** 8, av. de Messine, 75008
PARIS recherche APPARTE
DE GRANDE CLASSE
VIDES ou MEUBLÉS,
HOTELS PARTIC. PARIS et
VELAS PARIS-OUEST.
Tél.: (1) 45-82-30-00.

immeubles RER ST-MAUR (94)

#### Groupe de Marketing et Distribution en forte croissance (CA: 350 MF) recherche dans le cadre de l'acquisition de nouvelles activités un

# **Financial Controller**

Ouest de Paris

Groupe.

Rattaché au Directeur Financier, vous êtes responsable du contrôle financier et comptable des filiales. Vous devez mettre en place de nouveaux outils de gestion au sein des structures existantes. Vous assurez le suivi administratif et juridique des différentes activités. Votre mission consiste également dans les analyses financières liées au développement interne et externe du

Agé de 27/35 ans. de formation grandes Ecoles de Commerce et/ou DESCF, vous avez acquis une expérience de 4 à 5 ans en cabinet d'audit anglo-saxon. La parfaite maîtrise de l'anglais et des notions d'allemand seront exigées. Contacter Eric Gandibleu, au (1) 45.53.26.26 ou adresser CV + photo + n° tél + rémunération

actuelle à Michael Page Finance, 30 bis, rue Spontini, 75116 PARIS, sous réf.EG6841MO.

Michael Page Finance
Spécialiste en recrulement Financier



Le groupe COGEMA, leader mondial dans son domaine (17.006 personnes-24 Milliards de CA FF dont 33 % à l'étranger), recherche son :

# Analyste de Gestion Central

Banlieue Ouest Vélizy

Intégréte, à l'équipe de Contrôle de GestionCentral du Groupe, vous devez vous assurer de la cohérence et de la qualité de l'information de gestion pour nos principales branches d'activité (reporting - budget actualisations - plan...).

Participant à l'ensemble du processus de suivi de gestion de la Société, vous contribuez à l'analyse des résultats de synthèse et vous prenez en charge toute étude économique jugée utile (remabilité, investisse-

Cene fonction d'Analyste Central s'adresse à unte) professionnel(le) du contrôle de gestion alliant de bonnes bases comptables et une

excellente connaissance des systèmes de gestion à des qualités intellectuelles et de communication éprouvées. Ce poste vous permettra d'acquérir une vision

globale de nos méthodes de gestion pour évoluer. à échéance de 3 ou 4 ans, au sein du Groupe. Vous ètes diplométes d'une grande école de commerce et vous justifiez d'environ 10 ans d'expérience professionnelle.

Contacter Frédéric Pougeon au (1) 45\_53\_26,26 ou envoyer CV + photo + no iél. + remunération actuelle a Michael Page Comptabilite 30 bis, rue Spontini 75116 PARIS sous ref : FP6920MO

Michael Page Finance

Une banque de la région parisienne recherche un

# Organisateur Confirmé

Proche Banlieue Nord

Directement rattaché au Directeur de Homme de terrain vous étes capable d'être en charge la conduite de missions d'organisation dans lesquelles vous vous impliquerez totalement : diagnostic et négociation de plans de réorganisation du réseau, études sur l'organisation générale des services de la Banque... A 30/35 ans, vous êtes un professionnel de la Banque et justifiez d'une expérience de l'organisation du travail en milieu bancaire.

l'Organisation et de l'Informatique, vous aurez reconnu d'emblée par chacun de vos

Contactez Yves le Levreur au (1) 42.89.30.03 ou adressez votre CV + Photo + lettre manuscrite + tél. + rémunération actuelle à Michael Page Banking & Insurance. 10 rue Jean Goujon, 75008 Paris sous réf.YLL6932MO.

Michael Page Banking & Insurance Spécialiste en recrutement Banque - Assurance

Le siège européen d'un puissant groupe américain cherche pour une de ses divisions un

# Contrôleur de Gestion Européen

Nord de Paris

300 KF +

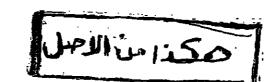
responsable du reporting et du contrôle financier et opérationnel des activités de la division. En contact permanent avec les unités logistiques européennes. vous développez les procédures, préparez les budgets

et mettez en place des nouvelles structures analytiques. Vous participez également à l'harmonisation des systèmes administratifs et à l'élaboration de la stratégie.

Rattaché au European Controller, vous êtes Age de 28/35 ans, de formation ESC ou équivalent, vous avez plusieurs années d'expérience dans la finance et le contrôle de gestion, en milieu international. La maitrise de l'anglais est indispensable.

> Contacter Ralph Crockett, au (1) 45.53.26.26 ou adresser CV + photo + nº tél + rémunération actuelle a Michael Page Finance. 30 bis, rue Sponuni, 75116 PARIS, sous réf.

Michael Page Finance Spécialiste en recrulement Financier



42 925

Le reclassement des titres de la Sodexho et de la Caisse des dépôts

# Les Wagons-Lits sont toujours en quête d'actionnaires couragent pas les candidatures.

La redistribution des actions de la Compagnie internationale des wagons-lits (CIWLT) n'est pas finie. Après l'accord signé par la compa-gnie avec la Caisse d'épargne de Lombardie, Cariplo (le Monde du 10 avril), il reste encore à recaser un cinquième (3 %) des actions arrachées à la Sodexho. Plus important et plus ennuyeux : le premier et le plus ancien actionnaire des Wagons-Lits, la Caisse des dépôts et consignations, cherche preneur pour une partie de son avoir, le holding Sofi-tour, porteur de 20 % des actions de la CIWLT. La Caisse des dépôts en avait 54 % et Marceau Investissements, la société de M. Georges Pébereau, le reste. M. Pébereau, avec qui la Caisse a pris quelque distance après l'avoir soutenu autrefois dans sa tentative de raid sur la Société générale, a accepté de sortir de Sofitour sans exiger la prime

Reste à lui trouver un successeur. La Caisse souhaite, en effet, plutôt réduire son engagement dans les Wagons-Lits que l'accroître, puis-qu'elle a réalisé ses vœux : mettre à la tête de la CIWLT une nouvelle direction appuyée sur une nouvelle majorité d'actionnaires, dont le groupe hôtelier Accor (le Monde du 26 janvier). Mais les bénéfices actuels des Wagons-Lits (moins de 80 millions de francs en 1990) n'en-

Les dirigeants d'Accor, mainte-nant associés à la gestion de la plus grande partie de l'hôtellerie des Wagons-Lits, sont eux-mêmes fort critiques sur la gestion passée de la ClWLT vendredi. « Dans l'hôtellerie, ont-ils dit jeudi 26 avril, le ren

dement par rapport au chiffre d'af-faires est la moitié de celui des marques Accor : il y a deux à trois points de plus sur les frais obnissant de plus sur les frais généraux, et autant sur le résultat d'exploitation. Europear (la filiale de location de voitures) a un solde negatif de 100 millions de francs alors que. gérée normalement, cette société devrait rapporter 400 millions. En trois ans de travail, on doit pouvoir recupérer la différence, redynamises Europear ou le cèder si ce n'est pas un produit fort. » En attendant, les membres du

conseil d'administration des Wagons-Lits vont devoir «chercher ensemble » un héritier pour les parts M. Pebereau, comme l'a dit M. Gérard Pelisson, président d'Accor. Faute de quoi, chacun des actionnaires devra « prendre un peu de l'héritage : certains actionnaires, comme Accor, n'y sont pas hostiles a priori. D'autres jugent d'ores et déjà une telle solution iné-

Effets privés...

Premier groupe français de travail temporaire

# Ecco victime de la conjoncture

Ecco, premier groupe français de travail temporaire et de sécurité, a connu une baisse sensible de ses bénéfices consolidés pour l'année 1990, tombés de 332,4 millions de francs à 247,8 millions (- 25,4 %) après éléments exceptionnels. Le refroidissement de la conjoncture, aux Etats-Unis puis en France à partir de la rentrée 1990, a touché fortement le travail temporaire, qui forme encore plus de 80 % du chiffre d'affaires du groupe (9,13 milliards de francs sur 11,265 milliards). Alors que le chiffre d'affaires global d'Ecco dans ce secteur a augmenté de

tions et d'ouvertur résultats ont baissé dans la même proportion.

Le secteur sécurité et télésurveillance a connu une baisse encore plus accentuée des bénéfices, tombés de 27 millions de francs à 12 millions en raison d'une importante revalorisation des salaires en France et des difficultés de la filiale américaine, alors que le chiffre d'affaires est passé de i 520 à 1 640 millions de francs (+ 8 %). Les bénéfices n'ont progressé que dans le nettoyage industriel (+13,7%), mais pas encore en pro-portion des achats faits par le groupe.

13,2 % en 1990 par suite d'acquisi-Pour éviter la formation d'une société cloisonnée

# Le ministre belge des pensions souhaite autoriser le travail rémunéré des retraités

BRUXELLES de notre correspondant

Parmi les dix-sept membres du gouvernement belge, un socialiste, M. Gilbert Mottard, est ministre des pensions - c'est-à-dire des retraites - portefeuille qui n'existe, en tant que tel, dans aucun autre pays de l'Europe des Douze. Il a de quoi faire: pour une population active de 3 900 000 personnes, le royaume compte quelque deux millions de pensionnes, sans compter 120 000 « prépensionnes », chômeurs déguisés ayant perdu leur emploi après la cinquantaine et pris partiellement en charge par

le ministère du travail pour faciliter les reconversions industrielles. M. Mottard vient de lancer un gros pavé dans la mare avec une proposition actuellement à l'exa-



LE REGARD LITTERAIRÉ

EDITIONS COMPLEXE

permettre aux personnes agées de plus de soixante-cinq ans de tou-cher leur retraite entière tout en travaillant et en étant rétribuées à temps plein. Actuellement, les Belges peuvent prendre leur retraite entre soixante et soixante-cinq ans et travailler à temps partiel à condition de ne pas tirer de cette activité des revenus dépassant un certain seuil. C'est pour-quoi des commerçants, bénéficiant de la retraite des indépendants, ouvrent boutique un ou deux jours par semaine, au grand étonnement des étrangers peu habitués à la débrouillardise belge.

rager cette tengance au travait à temps partiel autour de la soixantaine, car elle aboutit à une facheuse confusion des genres, mais il souhaite faire passer « une mesure revolutionaire sur le plan psychologique » en ce qui concerne les vrais retraités, ceux de soixante-cinq ans et plus.

jeunes ne commencent jamais à exercer un metter avant dix-huit ans. Une trentaine d'années de vie active, avec l'allongement de la durée de vie, c'est absurde. Il faut frapper les esprits. Mon objectif fon-damental est d'éviter la formation d'une société cloisonnée en intégrant les prétendus vieillards au système économique. Cela ne concernera qu'un nombre limité de personnes, su début, mais l'évolu-tion des esprits sera amorcée.»

Comme le note l'hebdomadaire le Vif-l'Express, e il y a un débat éthique, puisque ces mesures bénéfi-cieront avant tout aux retraités en bonne sante, disposant d'une bonne formation ». Mais, pour l'Etat, ce serait tout bénéfice puisque les retraités au travail cotiseraient de nouveau aux prélèvements sociaux (40 % des retraites des travailleurs indépendants sont prises en charge par le budget national et 13 % de celles versées aux anciens salariés). JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE

men et diversement commentée :

M. Mottard ne veut pas encourager cette tendance au travail à

« Nous vivons une situation absurde, nous a dit le ministre, lui-même proche des soixante-cinq ans. Avec l'obligation scolaire, les

#### LES INDICES HEBDOMADAIRES BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BOURSE DE PARIS DE LA BANQUE DE FRANCE 18 avril 1991 161 543 113 531 55 712 recevoir du Fonds européen de 55 540 41 330 Concours au Trésor public. 28 <del>66</del>6 Titres d'Etat (bons et obligations) Autres nices des merchés moné-78 967 49 524 Effets en cours de recouvrement.. 626 950 Comptes courants des établisse

28 871 11 503 7 827 56 059 182 058

TAUX DES OPÉRATIONS sur appei d'offres Taux des pensions de 5 à 

Compte courant du Trésor public.

Compte spécial du Fonds de sta-

bilisation des changes - Contre-

Ecus à livrer au Fonds européen

Réserve de réévaluation des

avoirs publics en or..

#### GRANDE-BRETAGNE Acquisitions de firm par les étrangers

Des sociétés non britanniques ont racheté plus de la moité (52 %) de la valeur globale des entreprises qui ont changé de mains au cours du premier trimestre de l'année en Grande-Bretagne, selon une étude publiée par la revue Acquisitions Monthly, qui souligne aussi la nette baisse du nombre des transactions pour cause de récession. En nombre, les entreprises non britanniques ont racheté 25 % des 216 sociétés d'outra-Manche (cotées en Bourse ou non) vendues au cours des trois premiers mois de 1991. Des sociétés non britanniques

des trois premiers mois de 1991.

Ces sociétés représentent une valeur globale de 2,84 milliards de livres (28 milliards de 1990, quella même période de 1990, quelque 370 sociétés evaient changé de mains, pour une valeur globale de 6,11 milliards de livres (61 milliards de francs). L'étude souligne que la récession a fait chuter le nombre d'offres publiquas d'achat (OPA) au cours du trimestre. Seules 19 OPA ont été lancées dans cette période sur des sociétés britanniques, pour un total de 979 millions de livres, alors que l'an dernier on en comptait deux fois plus, pour un total de 1,95 milliard.

Clos Tous les marchés boursie

TOKYO, 29 avril

Le Kabuto-Cho a perdu 6 500 personnes en six mois Victimes de la chute du marché boursier, de l'affondrement des

boursier, de l'affondrament des volumes d'affaires et de la balssa des commissions, les maisons de titres japonaises ont vu leurs effectifs fondre en six mois de plus de 6 500 personnes, dont 5 000 femmes, soit d'environ 4 %. plus de de des soit d'environ 4 %.

Fin 1990, en plein déclin, les firmes de courtage du Kabuto-cho, du nom du quartier où est installée la Bourse de Tokyo, n'employaient plus que 158 601 personnes, contre 165 114 à la fin de juin 1990. Le nombre d'employés partis des maisons de titres pour prendre leur retraite ou d'autres emplois a ainsi fait un bond de 40 % entre juillet et décembre pour atteindre 11 025 personnes.

Suivant Wall Street et la City, la Survant Wall Street et la City, le secteur boursier japonais traverse une période sombre après les der-nières années euphoriques où il attivait le grain des grandes univer-sités japonaises, au grand dam de l'andustrie.

Déjà dans les années 60, quel-que deux cents sociétés financières avaient discrètement disparu. Aujourd'hui on en compte encore le même nombre en sctivité.

# FAITS ET RÉSULTATS

o Les Galeries Lafayette devront lancer une OPA sur les Nouvelles Galeries. – Les Galeries Lafayette, ayant franchi le seuit règlementaire de 30 % dans le capital de la Société fonguise des Nouvelles Galeries – ayant franchi le sent al de la Société française des Nouvelles Galeries - seuil au-detà duquel le lancement d'une offre publique d'achat (OPA) devient obligatoire, - devront se conformer aux textes en vigueur. En effet, après le rachat de 16,4 % de la Société française des Nouvelles Galeries au groupe financier suédois Proventus, les Galeries Lafayette ont porté leur purticipation à 38,4 % (en terme de droit de vote) dans le groupe de distribution (le Monde du 18 avril). En conséquence, le Conseil 18 avril). En conséquence, le Conseil des Bourses de valeurs (CBV) a rejeré, vendredi 26 avril, la demande rejete, vendredi 20 avril, la demande de dérogation, déposée le 16 avril dernier, par laquelle les Galeries Lafoyette demandaient à être dispensées de l'obligation légale de lancer une offre publique d'achat. Simulta-nément, la Société des Bourses francaises a annoncé la suspension de la cotation du titre Nouvelles Galeries jusqu'à prochain avis.

O Recul des béséfices pour la Société du Louvre, - La Société du Louvre (groupe Taittinger), qui a des activités dans l'immobilier. l'hôtellerie (avec les chaînes Concorde et Campanile) et l'indus-trie (avec Deville notamment), a enregistré un bénéfice net de 140 millions de francs en 1990, contre 617 millions l'année précéde une fois défaiquée une plus-value exceptionnelle nette de 450 millions de francs sur 1989, la baisse est de oe trancs sur 1707, ta utilise est ue 10,2 %, à rapporter, selon le groupe, aux investissements importants opéres dans les trois secteurs en 1990. res dans les trois secteurs en 1990. Le chiffre d'affaires consolidé s'est élevé à 2,39 milliards de francs, en progression de 12 % sur 1989 (2,14 milliards).

O Nouvelles concessions pour le Parc des expositions de Paris. - Le Parc des expositions de Paris vient de signer un contrat de sept ans avec trois nouveaux concessionnaires (Accor, Horeto et Wagons-Lits) pour le service de restauration. Treize res-

taurants et trente-six bars vont être taurants et trente-six bars vont être rénovés ou reconstruits, ce qui représente un investissement de 120 milions de francs sur trois ans (dont 50 millions sur l'été 1991): 57 % seront apportés par le Parc des expositions, 43 % par les nouveaux concessionnaires.

D SAE : bénéfice net en hansse de D SAE: bénéfice net en annsse de 25 % à 252 millions en 1990. – La Société auxiliaire d'entreprise (SAE) a dégagé un bénéfice net consolidé (part du groupe) de 252 millions de francs en 1990, en hausse de 25 % sur 1989. Cette progression a été en conservée maleré un résultat excensur 1989. Cette progression a été enregistrée malgré un résultat exceptionnel négatif de 202 millions. Cette perte est le soide d'une plus-value de 295 millions, réalisée lors de la cession par la SAE de son siège social, et de pertes totales de 497 millions résultant des coûts de restructure notamment aux Etatstructuration, notamment aux Etals-Unis et dans le secteur de la maison individuelle, ainsi que de provisions pour risques et litiges, notamment au Proche-Orient. Le chiffre d'affaires hors taxes a progressé de 4 %, pour atteindre 26,9 milliards de francs, contre 25,9 milliards l'ennée précédente. Cette faible progression du chiffre d'affaires recouvre une évolution contrastée : + 22 % en France, + 50 % en Europe, mais 50 % pour la «grande exportation ».

 Legris industries : angmentation de 44 % des résultats. – Le groupe de 44 % des résultats. - Le groupe rennais Legris industries (mécanique) a dégagé l'an dernier un bénéfice net (part du groupe) de 433 millions de francs, en hausse de 44 % sur les 301 millions réalisés au cours de l'exercice précédent. Legris industries, spécialisé dans la robinetterie industrielle et les grues, a vu, l'an dernier, ses ventes progresser de 31 %, à 5.67 milliards de francs (contre 4.32 milliards). Le résultat net représente ainsi 7.6 % du chiffre d'affaires, contre 7 % l'année précédente. Il y a cinq aas, Legris industries n'était encore qu'une PME réalisant 340 millions de chiffre d'affaires dans la rebinetterie industrielle.

Second marché (selection) Dernier							
Se			1	Cours	Dernier		
VALEURS	Cours préc.	Demier cours	VALEURS	préc.		1	
Alcatel Cities	113K	1075 385 685 180 300 940  830  467 1010  290  0 140	LC.C.  DIA.  Idanove.  Inmob. Histaline.  Local investis.  Local investis.  Local investis.  Local investis.  Local investis.  Local investis.  Resel  Preshourg.  Publ. Filipsochi.  Resel  Re	280 95 20 133 156 76 84 366 806 906 905 177 9 102 451 130 274 304 304 304 205 205 205 205 205 205 205 205 205 205	132  368 605  460 117 90  480 115  20 304 20	8	
Europ. Propulsion	12	£ 50 ····	ــــا	urse su	R MINIT	EL	
Frankoparis GFF (group for Livre	3	38 50   135 06 10   299 65   385 29   229			TAPEZ		

**PARIS** 

Figresport 355 and Livre	385 229 720 1035		<u>36-</u>	15	L I	MONDE	
Notionnel 10 % Nombre de contrats	M A . – Cotation e : 53 429.	n pou	.centagi		NTI 1	991	
		É	CHEA	NCES		<del></del>	
COURS	Join 91	$\neg \tau$	Sept.	91		Déc. 91	
	196,20	_	186,	26		106,42 106,54	
Dernier	186,46	上	106,				
Précédent	Options	SUT 11	otionne	<u> </u>			
				OPTIO	)NS 1	DE VENTE	
PRIX D'EXERCICE	OPTIONS	D AC	£ 91	Join 9		Sept. 91	
LKIY D DUTHOUGH	Juin 91			0,56		1,30	
106	0,81	<u></u>	<u>,56</u>	1			
CAC 40 A TERME							
Volume : 9 341.	_				τ-	Juin	
COURS	Aviil			Mai	╁╌	1 786	
Denic -	1 781		17	192 189,58	1.	1 785,5	

1 781 1 780	1789.58 1783.5
CHANGES  Dollar: 5,9865 1  A Paris, le dollar était en forte hausse, lundi 29 avril, à 5,9865 francs, au cours des premiers échanges entre banques, contre 5,9040 francs au fixing de vendredi. Pas de cotation de la devise américaine à Tokyo, le marchés des changes étant clos en raison de la Golden Week (l'une des trois grandes périodes de congés annuels au Japon).  FRANCFORT 26 avril 29 avril Dollar (en DM) 1,7567 1,7755  TOKYO 26 avril 29 avril 137,83 Clos  MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)  Paris (29 avril) 95/16-7/165	BOURSES  PARIS (INSEE, base 100: 28-12-90) 25 avril 26 avril Valeurs françaises. 116,50 116,50 Valeurs étrangères. 144,40 113,99 (SBF, base 100: 31-12-81) Indice graéral CAC 479,26 471,90 (SBF, base 1000: 31-12-87) Indice CAC 40 1777,01 1714,67  NEW-YORK (Indice Dow Jones) Industriciles 29 21,84 2 912,38 LONDRES (Indice Financiel Tames a) 25 avril 26 avril 100 valeurs 284,90 26 avril 100 valeurs 184,39 1938,30 Mines d'or 184,39 1938,30 Fronds d'Etat 85,09 84,82 FRANCFORT Dex TOKYO 26 avril 26 avril Dex 1629,45 1 623,81 TOKYO 26 avril 29 avril 27 avril 26 avril 28 avril 26 avril 29 avril 20

# LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	LE MARCHE INTERBANCA		DEUX	MORS	SDX	#015	
	COURS DU JOUR	<del></del>		Rep. +	ou die	Rep.+	ou dip
\$ E-U \$ can Yea (190) -	+bas +bas 5.9745 5.976 5.1777 5.181 4.3106 4.315 3.3716 3.374 2.9932 2.999	+ 170 - 5 2 + 39 6 + 1	+ 180 + 12 + 52 + 16 + 17 + 76	+ 328 + 19 + 90 + 8 + 10 + 50	+ 348 + 45 + 111 + 29 + 24 + 150	+ 900 + 8 + 311 - 15 - 3 + 10	+ 940 + 59 + 346 + 25 + 25 + 250
Floris FB (100) — 16,4130 16,42 FB (100) — 16,4130 16,42 4,0124 4,01 4,5659 4,57 10,0070 10,91		5 + 25 19 - 95 70 - 230	+ 3 - 8 - 20	7 + 48 0 - 177 0 - 380		2 - 528 0 - 990	+ 211 - 466 - 890

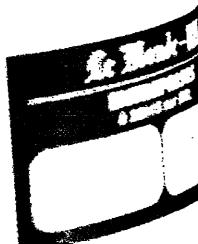
TA	UX DES E	<b>OKOMO</b> WI	(AIEO	
S E-U 5 15/16 Yes 8 5/8 S 13/16 Floris 8 5/8 FB (180) 8 7/8 E 1 5/8 E 9 5/16	6 1/16 5 15/16 8 15/16 8 7/8 9 1/8 8 15/16 8 15/16 9 1/4 8 15/16 8 1/1 3/8 11 3/8 11 5/8	6 1/16 6 9 1/16 9 1 1/16 9 9 1/16 9 9 1/16 9 11 1/16 11 1/16 11 1/16 11 9/16 9 1/16 9 3/16	6 1/8 6 3/10 9 1/8 9 3/10 9 1/16 9 1/4 9 1/8 9 3/1 9 5/16 9 3/1 8 3/16 8 5/1 11 13/4 11 1/7 9 5/16 9 1/1	6 7 5/16 1 9 3/8 16 9 5/16 16 9 7/16 16 8 7/16 16 11 11/16 2 11 5/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbançaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.



# MARCHÉS FINANCIERS

			MAICHER	) I II (III (C		Cours	relevės à 10 h 12
PO	UDSE D	U 29 AVRII				Compan- sation VALEURS Precid	Premier Demier % count
	Cours Premier Dem	iar   %	Règlen	nent mensue		ier % 48 Eche Bay 42	42 15 42 15 - 0 21 192 192 - 2 57
775 86	900 855 85 P. 913 1345 1335 133 LTP. 1571 1571 950 1777 779 78 6 1777 779 779 78 1774 1790 334 234 1774 1790 524 1774 1790 524 1774 1790 524 1774 1790 524 1774 1790 524 1774 1790 524 1774 1790 524 1774 1790 524 1774 1790 524 1774 1790 524 1774 1790 524 1774 1790 524 1790 524 1790 525 1845 1053 1055 1855 1055 1855 1055 1855 1055 1855 1055 1856 1055 1857 721 1867 2860 1220 1787 1015 1787 1015 1787 1015 1787 1015 1787 1015 1787 1015 1787 1015 1787 1015 1787 1015 1787 1015 1787 1015 1787 1015 1787 1015 1788 1020	Compansion   VALEURS   Course	150	376 20 379 90 378 + 0 48 380 380 3800 + 0 53 380 3800 3800 + 0 53 380 3800 3800 + 0 53 380 3800 3800 + 0 53 380 3800 3800 + 0 53 380 380 3800 3800 + 0 53 380 3800 3800 + 0 53 380 3800 3800 + 0 53 380 3800 3800 3800 - 0 33 380 3800 380	1580   Sep-quel (Not.   1551   749   748   750   18 55   18 18   18 500   155	185   Second Corp   346   Second Corp   346   Second Corp   346   Second Corp   346   Second Corp   347   Second Corp   348   Second Corp   349   Second Corp   349	20   20   20   22   25   25   25   25
132 C	b Mediter	138 20 + 0 29 /06 Kapasa	705 700 790 - 188 2250 SA 900 2845 2845 + 151 280 Sad	OM: 281 50 250 30 250 30 250 30	SICAV (sélectio	n)	26/4
.		COMPTA	NT (sélection)	Cours Demier			Emission Rachet Frais incl. net
Box B Emp L 10,80 Emp L Emp L 10,20 CAT	11,72 500F	CLIM 952  CLIT FLA.M. (\$3	VALEURS   prific.   COURTS	Course	AGF Actions of CP 133 0 2 1102 65 Fruchi AGF Actions of CP 130 12 1102 65 Fruchi AGF Founis 1106 79 117 70 Frush AGF Founis 120 64 117 70 Frush AGF Interfoods 113 19 1125 96 Gest. AGF Colin 113 112 112 112 113 113 113 113 113 113	2881 88   238 79   Première   239 33   235 79   Première   239 30 78   30 78   239 70   239 30 78   239 70   239 30 78   239 70   239 30 78   239 70   239 73   239 75   239	Stone
	1	General 958 General 315 Schelet 588 565	SIPH	Tenneco Inc	1052 42   1036 87 e   1077   127 25   121 77   127 25   121 77   127 25   121 27   127 25   121 27   127 25   121 27   127 27	Moneyelor	esoni
	Agricultons Hydr. 1441 Adval. 620 Bains C.Monaso. 1216 B.Hypoth Europ. 357 40 B.M.P. Intercent. 530 Begin-Sey (C.N. 530 Briddichina. 550 Briddichina. 615 Buncy Quest. 5226 BTP. 74 10 Curbodge. 670 Curbodge. 670 Curbou Locarion. 13 30 C.E.S.F. Frigor. 1412 Cossumina Buncy. 530 C.E.S.F. Frigor. 152 Corporal My 129 70 CC (CP) 189  COTE  MARCHE OFFICIEL D  Enatural Vivia (1 usid) 526 EQ. 530 Belgique (100 P.	GF.C.   386 50   355   356	Sofio	Visilin Montage	Ecureul Investossemen 402 27 330 55 Ecureul Investossemen 402 27 330 55 Ecureul Investossemen 402 27 330 55 Ecureul Investossemen 50507 45 35690 65 Ecureul Trimestr 50507 45 35690 65 Ecureul Trimestr 50507 45 35690 65 Ecureul Trimestr 519969 04 2007 89 Ecureul Scale 4238 96 4228 39 Ecureul Scale 439 57 140 29 29 29 29 29 29 29 29 29 29 29 29 29	Natio-Episegne.   16147 51   15987 83   17987 83   17987 83   17987 83   17987 83   17987 83   17987 83   17987 83   17987 83   17987 83   17987 83   17987 83   17987 83   17987 83   17988 83   17	## ## ## ## ## ## ## ## ## ## ## ## ##
1	Gda,Bretagne (1 L) Grèce (100 drachmes). Suisse (100 f)	3 118	Souverain	·· USines	France-Associations 32 21 32 2	71 Planing 1127 44 1099 94	40-00-31-02, posta 100-
	Norvègs (100 k)	6 478	Pièce 5 dollars		c : coupon détaché - o ; offert - " : (	droit détaché - d : demandé - e : prox pré	ACOUNTY OF THE PARTY OF THE PAR



صكذا ساالاجل

# **SCIENCES**

Une exposition du Musée en herbe

# Trente-trois millions d'années en trente minutes

Après « Eléphantiliages » en 1987 et «Uluru, les aborigènes d'Australie » en 1988, le Musée en herbe, à Paris, présente «Les ongines de l'homme», c'est-à-dire les trente-trois millions d'années qui se sont écoulées depuis le premier singe (connu à ce jour) à trente-deux dents - Moeripithecus - jusqu'à... la conquête de la Lune. La visite a lieu comme un spectacle son et lumière. Pendant trente minutes, on se déplace le long de vitrines éclairées les unes après les autres. Chaque stationétape est expliquée par un commentaire compréhensible par grands et petits.

Bien entendu, les différentes étapes de l'évolution vers l'homme actuel sont simplifiées et limitées en nombre : le moeripithèque, le proconsul, différents australopithèques, Homo erectus, l'homme de Neandertal et l'homme de Cro-Magnon. Pour chacune d'emre elles, l'ambiance est suggérée par un décor gris, et le personnage est un mannequin grandeur nature se livrant à une occupation caractéristique.

Le moeripithèque, bien petit et encore doté d'une longue queue, est perché sur un arbre. Le pro-

singe un peu plus grand qui a perdu sa queue, s'affaire sous des arbres. Avec les australopithèques (- 5 à - 1,2 million d'années), nous accédons à la station debout, que l'homme est l'unique primate à posséder. Et leurs différentes variétés montrent les essais tâtonnants de la nature.

#### Fiches aide-mémoire

Le genre Homo est représenté successivement par Homo habilis |- 2,5 ou - 2 à 1,7 ou - 1,5 million d'années); Homo erectus (- 1,7 ou - 1,5 million d'années à - 200 000 ans), l' « inventeur » du feu; Homo sapiens neanderthalensis (- 100 000 à- 30 000 ans), qui a des angoisses métaphysiques puisqu'il enterre rituellement ses morts; Homo sapiens sapiens. l'homme moderne qui apparaît il y a 30 000 ans avec l'homme de Cro-Magnon. l'«inventeur» de l'art, et se continue par nous-mêmes.

L'exposition son et lumière a été conçue par l'équipe du Musée en herbe (Sylvie Girardet, Claire Merleau-Ponty et Anne Tardy),

qui a eu la précaution de se faire guider, sur le plan scientifique, par Yves Coppens, professeur au Coll'Académie des sciences, et par Denis Geraads, chargé de recharche au CNRS.

Après la visite et le spectacle, les enfants peuvent continuer l'exploration de nos origines avec des jeux. Les plus grands et les adultes ont à leur disposition des fiches-aide-mémoire très bien

➤ Musée en herbe, halle Saint-Pierre, 2, rue Ronsard, 75018 Paris, L'exposition est ouverte tous les jours (sauf le lundi, jour où les groupes peuvent toute fois venir) de 10 h à 14 h 30 et de 16 h à 18 h. Entrée : 35 F (tarif réduit : 20 F pour toute les personnes âgées de moins de vingt-six ans, les titulaires de la Carte vermeille, les étudients. les tamilles nombreuses). Le spectacle a lieu à 15 h;. entrée : 50 F (tarif réduit : 30 F). Le billet conjoint exposi-tion et spectacle à tarif réduit est à 40 F. Jusqu'au 31 décem-

## 1er mai: les services ouverts ou fermés

- Aucun quotidien ne de lecture des Archives nationales paraît le mercredi la mai.

Bureaux de poste. - Fermés le le mai, sauf ceux assurant la permanence des dimanches et jours fériés. Il n'y aura pas de distribution de courrier à domicile.

Banques. - Les banques seront fermées le 1º mai.

RATP. - Service réduit des dimanches et fêtes.

Grands magasins. - Les grands magasins seront fermés le 1º mai. Assurance maladie. - Les centres et services de la Caisse primaire d'assurance maladie de Paris seront fermés du mardi 30 avril, à 15 heures, au jeudi 2 mai, aux

Allocations familiales. - Les services d'accueil du siège et les uni-tés de gestion de la région parisienne seront fermés du mardi 30 avril, à 12 heures, au jeudi 2 mai, aux heures habituelles.

Bibliothèque nationale. - Les salles de lecture seront fermées le 1º mai. L'exposition « Dom Juan » ainsi que le cabinet des médailles seront ouverts.

Archives nationales. – Les salles

et le Musée de l'histoire de France scront fermés le le mai.

Institut de France. - Le château de Chantilly sera ouvert le le mai, ainsi que le château de Langeais (Indre-et-Loire) et la villa grecque Kérylos, à Beautieu-sur-Mer (Alpes-Maritimes).

Musées. - A Paris, seront ouverts : le Musée Picasso, le Musée Delacroix, le Musée Gus-tave-Moreau, le musée J.-J. Henner, le musée Hébert.

En région parisienne, seront ouverts : le Musée de l'air et de l'espace, au Bourget, les châteaux de Malmaison, de Bois-Préau, le Musée des Granges de Port-Royal, le Musée des antiquités nationales à Saint-Germain-en-Laye.

Eu province, secont ouverts : le Musée Message biblique Marc-Chagall, à Nice, le Musée de Saint-Riquier, le Musée de la Préhistoire, aux Eyzies-de-Tayac, le Musée Adrien-Dubouché, à Limoges, le Musée des Deux-Vic-toires, à Mouilleron-en-Pareds. le Musée Magnin, à Dijon, et le Musée Milelli, en Corse.

Au sommaire du « Monde dossiers et documents » de mai

### La révision des examens

Comme les années précédentes, deux dossiers conçus pour faciliter les révisions des examens.

#### Premier dossier: *le dernier état du monde*

La période faste qu'a connue le monde industrialisé ces demières années s'est achevée. La guerre du Golfe marque un tournant. Au printemps 1991, trois grands pays se trouvent en phase de « croissance négative » : les Etats-Unis, le Canada, la Grande-

Le dossier aborde les grandes régions du monde : d'abord l'URSS, où la transition vers l'économie de marché fait face à a la stabilisation». La réforme économique radicale de M. Gorbatchev est enterrée. Le renchérissement du coût de la vie, la décomposition du pauvoir central, l'effondrement du secteur pétrolier ont pour toile de fond la confusion, les troubles, une atmosphère de putsch mou.

La région Asie-Pacifique va plutôt bien : le Japon connaît toujours une croissance rapide avec quelques soucis : la dépendance énergétique, une restructuration des banques. Les dragons suivent le même chemin. Le Chine évolue : l'agriculture recule au profit de la technologie, le gouvernement s'efforce de combiner les avantages de l'économie planifiée et de la régulation

du marché. En revanche, les Etats-Unis traversent une phase de récession :

le taux de chômage pourrait atteindre 7 % d'ici l'été prochain, l'automobile est en crise sur le merché intérieur, le système ban-ceire fonctionne mal. Le PNB a reculé de 1,6 % en rythme annuel à la fin 1990, de façon toutefois moins importante que prévu. L'échec du GAAT, la dette, la situation alarmante des PMA marquent la scène internationale.

#### Second dossier: le dernier état de la France

La grisalile de 1991 touche aussi la France. La croissance s'est ralentie, l'économie française est moins dynamique au printemps 1991 que ces dernières années.

La crise du Golfe n'a eu qu'un impact limité, les causes de ce freinage sont plus profondes : ralemissement de la consommation des ménages, dégradation des résultats financiers des entreprises, détérioration de l'activité mondiale. Le déficit commercial subsiste mais la bataille contre l'inflation semble gagnée. Les inégalités restent préoccupantes : le chômage s'est aggravé. La protection sociale est en crise, le mécontentement des agriculteurs est un facteur d'instabilité. La révolte lycéenne a révélé des manques économiques et sociaux qui apparaissent de nouveau avec les problèmes

▶ En yente chez tous les marchands de journaux : 8 francs. Deuxième navette lancée en dix-huit jours

#### Discovery doit accomplir une mission à caractère militaire

Après quelques légers rebondisse ments de nature à entretenir le sus pense (déclenchement intempestif d'un des ordinateurs de bord), la navette spatiale américaine Discovery a décollé, dimanche 28 avril, avec trente-deux minutes de retard du centre spatial Kennedy (Floride). Il était alors 13 h 33 (heure fran-çaise) et la NASA, fière d'avoir précatse et la l'Alba, liete d'avoir files enté trois jours plus tôt sa toute dernière navette, Endeavour, la remplaçante de Challenger, disparue dans une catastrophe en 1986, pouvait légitimement se féliciter d'avoir pu lancer deux navettes spatiales en dix-huit jours.

Hier, Atlantis, avec son énorme satellite d'observation astronomique GRO (Gamma Ray Observatory); aujourd'hui, Discovery, porteuse d'une mission « guerre des étoiles » pour laquelle le Pentagone et la NASA, contrairement à leur habitude lors de tels vols, s'offrent un peu de publicité. Dés la mise en orbite de Discovery, les Américains ont distillé avec un art consommé quelques détails sur la nature réelle de la mission.

C'est ainsi que l'on apprenait que neuf tonnes de matériel d'une valeur de 260 millions de dollars (1,5 milliard de francs) avaient été embar-quées dans la soute de l'engin et qu'une partie importante de ces ins-truments était destinée à observer, analyser et détecter à distance la signature des gaz de combustion émis par les tuyères des missiles.

A cette fin, les sept hommes d'équipage devraient, durant ce voi de neuf jours, mettre en œuvre : une plateforme de détection de signaux infrarouges de l'US Air Force (AFP-675); un ensemble d'observation dans l'ultraviolet (STP-1); un engin de 1 800 kilogrammes, IBSS (infra-red Background Signature Survey) qui analysera les panaches de gaz des moteurs de la navette au cours des soixante mises à feu que fera

Mais, dès lundi, des anomalies découvertes dans le fonctionnement de deux enregistreurs de données ont contrarié le bel optimisme des responsables de cette mission qui s'interrogezient sur le contenu du programme qu'ils pourraient m



# DÉFENSE

#### Un programme de 38 milliards de francs

#### L'hélicoptère franco-allemand Tigre a fait son premier vol

A Marignane (Bouches-du-Rhône) où il a été construit, le premier prototype de l'hélicoptère de combat franco-allemand Tigre a fait, samedi 27 avril, un premier vol d'une trentaine de minutes. Un équipage de deux pilotes d'essais, un Français et un Allemand, était à ses commandes. Le premier exemplaire de série devrait entrer en service en 1998 si les deux pays confirment leurs contrats en 1993-1994.

Conçu par le consortium Euro-copter, qui réunit le groupe fran-çais Aerospatiale et la société allemande MBB (Messerschmitt-Bolkow-Blohm), i helicoptere Tigre existera en trois versions dérivées d'une même « machine » de base. Au total, les deux armées de terre concernées devraient en commander quatre cent vingt-sept exem-plaires. La part de la France représente un engagement de 38 milliards de francs. Le coût de développement (études, recherche et mise au point) du programme, étalé sur dix ans et partagé entre les deux pays, est évalué à 6,9 mil-liards de francs pour cinq proto-

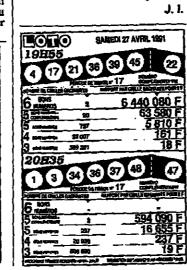
D'une masse de 5.5 à 5.8 tonnes selon la configuration retenue, cet hélicoptère franco-allemand est biplace, biturbine et il doit naviguer par tous les temps, de ionr comme de nuit. Sa structure est entièrement en matériaux composites, et sa discrétion - les spéciaistes narient de la « *furtivilé* » la détection infrarouge et radar a été spécialement étudiée. Ses moteurs sont conçus par trois sociétés : MTU (Allemagne), Turbomeca (France) et Rolls Royce (Royaume-Uni), L'autonomie de vol est de deux heures et demie . La vitesse prévue est de 260 à

#### 280 kilométres à l'heure. Des offres de coopération à la Grande-Bretagne

La première version, dénommée Tigre, est destinée à l'armée de terre française : c'est un hélicoptère antichars (HAC) équipé, dans un premier temps, de missiles Hot et, ultérieurement, du nouveau missile AC 3G LP qui permet à l'équipage de tirer en restant à dis-tance de sécurité. Le Tigre remplacera la Gazelle-Hot à partir de l'an 2001, à raison de cent quarante exemplaires. La deuxième version, baptisée Gerfaut, est aussi destinée à l'armée de terre française : c'est un hélicoptère d'appui et protection (HAP) armé de missiles air-air Mistral contre des hélicoptères ou des avions volant à faible vitesse et à basse altitude. Le Gerfaut remplacera la Gazelle, équipée d'un canon de 20, à partir de 1997, à raison de soixante-quinze

Une troisième version est destinée à l'armée de terre allemande : c'est un hélicoptère de lutte antichars, qui entrera en service après le HAC français et qui sera doté, dès le départ, de missiles AC 43 LP. La commande porte sur deux cent douze exemplaires. Les Allemands étudient actuellement leurs besoins en hélicoptères d'appui et protection, qui seraient équipés de missiles air-air Stinger américains.

Les industriels français et alle-mands ont invité la société britannique Westland à s'associer à leur programme, indépendamment de la participation (déjà acquise) de Rolls Royce et d'une éventuelle commande de l'armée britannique (qui n'a rien de certain). Cette proposition vise aussi à dissocier Westland du groupe américain Sikorsky qui a offert au constructeur britannique de l'abriquer sous licence son hélicoptère Apache et qui, de ce fait, aurait un pied sur le marché européen en concurrence avec le consortium Eurocopter.



# CARNET DU Monde

#### **Mariages**

- M. et M- Mauro B. ELLISON et M. et M- Bernard DÉMÉNÉ sont heureux de faire part du mariage de leurs cafants

> ARE ELLISON ez Laurent DÉMÉNÉ.

qui sera célébré le 2 mai à Manille, San Augustin Church.

# <u>Décès</u>

 M= Marie-Thérèse Brohan,
M. et M= Ilija Djelic,
Ivan et Maïa Djelic,
M. et M= Jean-Claude Bouvier Yannick Bouvier, Catherine Ermine,

Scarlett de Castro. Sa famille et ses amis. ont la douleur de faire part du décès de

#### Patrice BROHAN,

survenu le 25 avril 1991.

La cérémonie religieuse sera célébrée mardi 30 avril, à 8 h 30, en La Chapelle-de l'Est du cimetière parisien du

Une messe à sa mémoire sera célé-brée ultérieurement en Bretagne, à Rochefort-en-Terre.

139, rue Pelleport 75020 Paris. 15, rue Alfred-Roth,

### Patrice BROHAN

survenu le jeudi 25 avril 1991.

Daniel CHAPELOT, ont la douleur de faire part de son décès, le 26 avril 1991, dans sa

Les obsèques auront lieu le 30 avril,

10 heures, au cimetière d'Epinay-sur-

Ni fleurs ni couronnes.

3, rue de la Fontaine-Bridel,

91360 Epinay-sur-Orge. 34, rue Auguste-Renoir, 78400 Chatou.

 M= Simone Chevalier, Gérard et Jacqueline Chevalier,

ses enfants, Bruno Chevalier, son petit-fils,

Florence et Paul Coussy-Chevalier. ses petits-enfar

Fanny et Chloe, ses arrière-petites-filles,

M= veuve Alexandre Charbonnel,

n Dene-sæur, M. et M≈ Marcel Boorcier,

ses neveux, Arnaud Bourcier,

son petit-neveu, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Robert CHEVALIER, survenu le 27 avril 1991, à Athis-Mons

(Essonne), à l'âge de quatre-vingt-trois Les obsèques religieuses seront célé-brées le mardi 30 avril, à 14 h 30, en la chapelle Saint-Dominique, rue Paul-Doumer, à Juvisy-sur-Orge (Essonne).

L'inhumation aura lieu au cimetière ancien de Juvisy-sur-Orge, dans le caveau de famille.

e Tu fus un homme de devoir et de

40. rue Fromenteau 91260 Juvisy-sur-Orge.

[L'équipe du service de la correcțice du Monde exprime nute se sympathie à Gérard Chevellar et à su famille.] - Jacques et J.-Yves Duchamp

et leur mère ont la douleur de faire part du décès de Yvon DUCHAMP. survena le 22 avril 1991.

Les obsèques ont eu lieu dans

 Me Edmond Label sa mère, Claudette Labal,

son épouse, Anne et Patrick Pierson. Nicolas et Julien, Jean-Paul Labal et Carmen Bordallo, Jeanne et Valérie, Isabelie et Ramon Bordallo-Labal, Antoine et Juliette. nilippe et Françoise Labal, i aurent et Claudia.

Frédéric Labal et Isabelle Viala, ses enfants, ont la douieur de faire part du décès de

Paul LABAL, professeur honoraire au lycée Pierre-de-Fermat à Toulouse, (classes préparatoires

à l'École normale supérieure et à l'Ecole des chartes), à l'âge de soixante-trois ans.

Les obsèques ont eu lieu en l'église de Ramonville-Saint-Agne (Haute-Garonne), le 24 avril 1991.

10, chemin des Sauges, 31400 Toulouse.

# Remerciements

- La famille de

Jacques TARAVANT,

très sensible aux témoignages d'amitié si chalcureux exprimés fors de son décès, y a trouvé un vrai réconfort et

### **Anniversaires**

- Voici un an, le 29 avril 1990,

M. Camille DESMAS.

Ceux qui l'ont connu, aimé, estimé, auront pour lui une pensée toute parti-culière.

- Il y a trois ans, le la mai, ses yeux Mais il est vivant en nous.

#### Léon HOBER.

- L'anion départementale Force ouvrière de Paris et la Société des

Léon JOUHAUX (1879-1954), prix Nobel de la paix,

déposeront une gerbe sur sa tombe au Père-Lachaise, le mardi 30 avril 1991, à 16 beures.

- Jeannine JOUVENT surait en anjourd'hui, 29 avril,

Oue ceux oui l'ont aimée et accon pagnée dans son combat pour plus de justice aient une pensée pour elle.

### **CARNET DU MONDE**

40-65-29-94 ou 40-65-29-96

Tarif: la ligne H.T. Abonnés et actionnaires ... 80 F

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de

deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

#### MOTS CROISES



#### HORIZONTALEMENT

HORIZONTALEMENT

I. Prouve que ce que l'on conçoit bien s'annonce clairement. —

II. Donne le jour. — III. Quelqu'un qui nous veut du bien. Moyen de retenir. — IV. Met en forme. — V. Pronom. Du bois sur des feuilles. Est parcouru par des pousse-pousse. — VI. Espèce de souris. En France. — VII. Fere prendre. — VIII. Son arrivée entraîne des départs. Se fair prendre par tout le monde. — IX. Pour ceux qui jugent utile d'en rajouter. Moyen de communication. — X. Laissa échapper quelque chose. Article. — XI. Passe souvent à l'attaque. vent à l'attaque.

VERTICALEMENT

1. On ne peut pas dire qu'il ne nous fait ni chaud ni troid. Fait des obserrait n chaud n mord, hat des observations. - 2. Se remplissent les poches. - 3. Aucunament considéré. Fit sortir le loup du bois, Lettres d'excuse. - 4. Note. Sert à serre. - 1 certains se sont intéressés à la terre. - 5 foir martre à des Circ. - 2011. 5. Se fait mettre à dos. Fis peau nette. - 6. Gros plan. Moyens d'être entendu. - 7. Pas né de la dernière pluie. - 8. Modèle de souplesse. Lettre grecque. - 9. Fit plier maints roseaux. Est peut-être des la la maints. roseaux. Est peut-être dans le tac.

#### Solution du problème nº 5508 Horizontalement

I. Nobiliaire. Noce. - II. Inamicale.
Sat. - III. Edam. Geisha. - IV. Léda.
Ne. Dame. - V. Entourage, Ame. - VI. Eu. Gâcher. Igues. - VII. Urge.
Gien. - VIII. Rê. Amaurose. Ase. - IX. Tabassés. Sabot. - X. Perlot.
None. - XI. Bérets. Slang. - XII. Miss.
Ise. Ota. Nez. - XIII. Tax. Miss. ise. Ota. Nez. - XIII, Tes. Muselière. - XIV. Nord. Apre. Or. El. -XV. Tuée. Isère. Anse.

## Verticalement

Verticalement

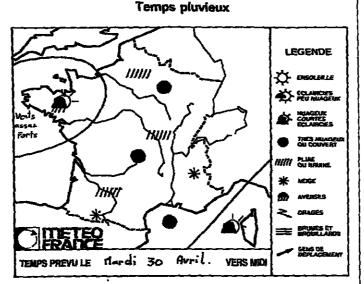
1. Nielleur. Plment. - 2. Onde.
Urate. Ou. - 3. Baade. Arbitre. 4. Immangable, Eda. - 5. Li. Ta.
Maoris. - 6. Iconoclastes. AI. 7. Aa. Euh. Us. Temps. - 8. Ile.
Regrets, Ura. - 9. Ré. Darios. Oser. 10. Gag. Es. Este - 11. Sereines.
Lalo. - 12. Nain, Ana. Ira. 13. Oiseau, Abonné. - 14. Mensongères. - 15. Ecalés. Eté. Zélé.

**GUY BROUTY** 

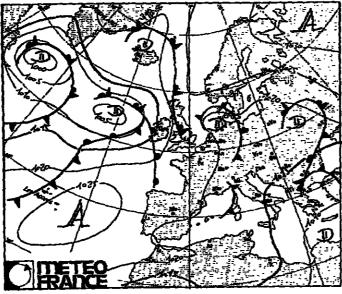
PIERRE GEORGES

The Man 1 18

Prévisions pour le mardi 30 avril 1991



SITUATION LE 29 AVRIL 1991 A 0 HEURE TU



#### PRÉVISIONS POUR LE 1<sup>er</sup> MAI 1991 A 12 HEURES TU

Au cours de ces trois jours, le temps restera mádiocre avec de fréquentes averses, des orages sur le sud-est du pays et un vent de nord-est assez fort qui ratratchire les températures.

شيو

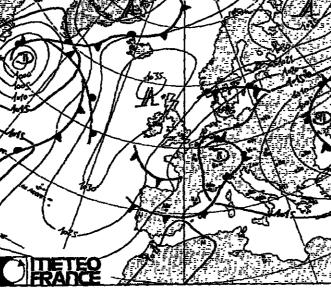
Mercredi 1- mai : frais avec des averses sur le Nord, précipitations urageuses sur le Sud-Est. - Sur le sud-ouest du pays, le grasille sera de mise au lever du jour. En cours de matinée le soleil fera quelques apparitions, mais à partir de midi des averses ne

Sur le cuart sud-est, le ciel sera la plupert du temps très chargé et des chutes de pluie éparses se produiront çà et là, de plus des orages éclateront à partir de la mi-journée.

Sur la moitié nord, après un début de journée frais et sec, les nueges obscur-ciront rapidement le ciel. Sur le nord-est du pays, des averses et parfois même des orages se produiront fréquentment en deuxième partie de journée.

Les températures matinales s'étage-10 degrés du nord au sud.

Les températures maximales seront traiches pour la saison : elles varieront entre 13 et 18 degrés de la frontière



TEMPÉRATURES « Valeurs extrême le 28-04-1991 à 18 heures TU	es relevées entre		ie	ps obs 29-04-9	ervé 1
EENNES 18 9 N ST-ETTENNE 12 1 D		5 C 24 D	MADRID MARRAKI MEXICO MILAN MONTEÉA MOSCOU NAUDORI NEW-TOR. OSLO PALMA-DE: PALMA-DE: PALMA-DE: TOKYO TOKYO TOKYO VARSOYE VARSOYE VEGER	19 XXE 26 26 28 19 12 18 19 19 19 17 17 17 17 17 17 17 17 17 17 17 17 17	7 D 8 D 21 D 6 D 26 B
A B C ciel convert	D N ciel nuageus	ouse O	P pruie	T tempêra	neige

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver. ent étabil avec le support technique spècial de la Météorologie natio

IMAGES

# Le casino de Jean Vandamme

## E n'est pas parce que Honoré de Balzac a écrit que pour l'elle tout ce qui est probable est vrai qu'il faut lui donner raison la Ainsi s'exprimait Bernard Pivot, alias Jean Vandamme, chef du service Investigations d'un grand quotidien du soir, en gothique, le Journal.

Jean Vandamme est un homme sage. Il le sait bien, lui, et le dit en termes fleuris, que l'erreur ne lui sera pas pardonnée : «Si je me plante, c'est pour ma gueule » Et accessoirement pour la « queule » du journel qui l'emploia. Ah I le mentyre du journalisme d'investigation, « poil à gratter de la démocrane et sa mauvaise conscience i l'en l'en.

regardant, samedi soir, sur Canal Plus, ce film de la série modestement appellée « scoop », on a été saisi, un instant, d'une douce hilarité. Comme le dit Jean Vandamme. dans un éclair de lucidité, « plus le singe grimpe au baobab, plus il montre ses fesses».

Il n'était pas dans les intentions

de Georges Marion et d'Edwy Plenel, auteurs du scénario, de montrer, plus que nécessaire, leurs dessous et caux d'un métier à risques. Mais c'est un fait : leur Jean Vandamme qui s'efforce, selon la recette du grand ancêtre, Albert Londres, de « porter la plume dans la plaie, se la fourre plutôt dans

sans manipulation. «Le problème c'est de recouper. » Il sait cela et, pis, il en cauchemarde, entendant les pires insultes, «porte-plume, pisse-copie, manipulateur», les pires diagnostics, «l'investigation c'est de l'intox», les plus frileux pré-

ceptes sur « l'objectivité ». Il n'empêche, Jean Vandamme, doté du chromosome i, fait dans l'investigation. C'est son casino à lui. L'intrigue du film, tout en fausse barbe et écran de furnée, est simple : enquêtant sur des trafics d'armes, il se retrouve, dure loi du donnant-donnant, fortement incité par un Père Joseph élyséen à s'in-

dit. Qu'il n'y a pas d'informations de fausses factures. L'affaire se passe en 1988, avant la présidentielle et il s'agit de mouiller jusqu'au cou un ministre de droite ripou.

> Jean Vandamme fait donner ses informateurs, coupe et recoupe, e les faits, juste les faits, facts, only facts», se fait cambrioler par les e tontons macoutes » d'une officine paratièle. Il publie, croyant le ministre « ferré». Et, enfer et damnation, la preuve, le dossier promis par l'élyséenne gorge profonde, lui sera refusé. A la trappe, Vandamme qui avait raison et, pure fiction, démissionne de n'avoir ou le prouver.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : > signalé dans « le Monde radio-télévision » ; p Film a éviter ; \* On peut voir ; \* Ne pas manquer ; \* \* m Chef-d'œuvre ou classique.

### Lundi 29 avril

A/	Lues
	20.4
	23.5 0.4 1.1
12	
	20.4

40 Variétés : Stars 90. CANAL PLUS 30 Magazine : Médiations.
De François de Closets et Richard Michel.
Le dossier secret des ventes d'armes.
Pierre Marion, directeur général de le DGSE en 1981-1982, expose ses réflexions sur le 20,30 Cinéma :

politique française en matière de ventes d'armes, Explosif? 50 Magazine : Va y avoir du sport. 45 Journal, Météo et Bourse. 10 TF1 Nuit.

TF 1

45 Téléfilm : Les Trafiquants de l'ombre. De Will Patterson, avec Charles Dance.

Documentaire: François Mitterrand. De Hugues La Peige, Jean-François Bastin, Isabelle Christiaens. 1. Le Pouvoir du temps (1916-1981). 22,20 23.20 Journal et Météo.

23,40 Série : Le Saint (rediff.). FR3"

20.35 Cinéma : Le Guépier. 
Film franco-italien de Roger Pigaut (1975).

Avec Claude Brasseur, Marthe Kaller,
Gebriele Ferzetti. 22.15 Journal et Météo.

22.35 Théâtre :

TF 1

Le Baladin du monde occidental. Pièce de John Millington Synge, mise en scène de Jacques Nichet, avec Claude Duparfeit.

0.25 Musique : Carnet de notes. Haendel, Concerto Grosso opus 6.

Benji la melice. ■ Film américain de Joe Camp (1987). 21.55 Flash d'informations.

22.00 Cinéma : Les Baleines du mois d'août. 

Film britannique de Lindsay Anderson (1987).

23.30 Cinéma : Le Slob. ■ Film américain de Chuck Russel (1988). Avec Kevin Dillon, Shawnee Smith, Donovan Leitch (v.o.). 1.05 Cinéma :

Qù que tu sois, RB Film français d'Alain Bergala (1986). Avec Serge Maggiani, Mireille Perrier, Daniela Sil-

LA 5 20.50 Feuilleton:

Mystères à Twin Peaks. De David Lynch (3° épisode). 22.30 Cinéma :

Laura, les ombres de l'été. 

Film français de David Hamilton (1979).

Avec Meud Adams, Dawn Dunlap, James Mitchell. 0.00 Le Journal de la nuit.

0.10 Demain se décide aujourd'hui. 0.15 Le Club du Télé-achat.

M6

20.35 Cinéma : La Kermesse des aigles. Film américain de George Roy Hill (1975). 22.30 Série : Equalizer.

23.20 Série : Le Prisonnier. 0,10 Six minutes d'informations.

0.15 Magazine : Dazibao. 0.20 Magazine : Jazz 6. 2.00 Rediffusions.

LA SEPT

21.00 Cinéma : La Bande des quatre. en Film français de Jacques Rivette (1988).

23.35 Chronique : Le Dessous des cartes (rediffusion quotid

23.45 Documentaire : Charles Trenet au Printemps de Bourges.

#### FRANCE-CULTURE

20.30 La presse face aux risques technolo-

giques. 21.30 Dramatique. Le charlatan, d'après Catherine II de Russie.

22.40 La radio dans les yeux. 0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Coda, Trayelling.

#### FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 26 avril au Châtelet) : Trois scènes villageoises, de Bartok; Trois poèmes de Henri Michaux, de Lutoslawski; Frontispice, de Ravel (orchestration de Boulez); Là, au-delà, de Durieux; Ecuatorial, de Varèse, per l'Ensemble InterContemporain et le Chœur de l'Orchestre national de lyon dir. Plane Roulez

Lyon, dir. Pierre Boulez. 23.07 Poussières d'étoiles.

# Mardi 30 avril

16 15 Club 1 17.40 Série : Chips (rediff.). 18.30 Jeu : Une famille en or. 18.55 Feuilleton : Santa Barbara. 19.25 Jeu : La Roue de la fortune.

19.55 Divertissement : Pas folles les bêtes l 20.00 Journal, Tiercé, Météo, Trafic infos et Tapis vert. 20.45 Cinêma : Silverado, \*\*
Film américain de Lawrence Kasdan (1985).

23.05 Magazine : Clel, mon mardi ! Présenté par Christophe Dechavanne 0.55 Au trot.

1.00 Journal, Météo et Bourse.

A 2

16.00 Série : Arsène Lupin (rediff.). 17.00 Magazine : Giga.

De Jean-François Bouquet, Un toit pour dix; Quoi de neuf docteur? Reportages.

18.10 Jeu : Des chiffres et des lettres.

Animé par Laurent Cabrol. 18.35 Série : Alf (rediff.). 19.05 Série : Mac Gyver (rediff.).

20.00 Journal et Météo. 20.45 Cinéma:

Quelques jours avec moi. ##
Film français de Claude Sautet (1988).

22.55 Cinéma : Baby Doll. ##
Film américain d'Elle Kazen (1956).

0.50 Journal et Météo. 1.05 Musique : Jazz à Antibes. Touré Kunda (3).

FR 3

16.05 Jeu : Zapper n'est pas jouer. 17.30 Amuse 3.

18.10 Magazine : C'est pas juste. 18.30 Jeu: Questions pour un champion.

19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.30, le journal de la région. 20.05 Divertissement : La Classe.

20.35 Téléfilm : Le Roi Mystère. De Paul Planchon (2- épisode). 22.10 Journal et Météo. 22.30 Télévision régionale. 23.30 Variétés : Eurotop. 0.20 Magazine : Espace francophone.

0.50 Musique : Carnet de notes. **CANAL PLUS** 

15.50 Cînéma : Camorra. ■ Film italien de Lina Wertmüller (1985).

17.35 Dessin animé : Les Simpson.

18.05 Canaille peluche. - En clair jusqu'à 20.30 -

18.30 Ca cartoon.
18.50 Top 50.
19.30 Magazine: Nulle part ailleurs.
Présenté par Philippe Gildas
et Antoine de Caunes. 20.30 Cinéma : Midnight Run. • • Film américain de Martin Brest (1988).

22.30 Flash d'informations. 22.35 Cinéma: Meurtre à Hollywood. 
Film américain de Si
(1988) (v.o.). de Slake Edwards

0.20 Cinéma: Vendredi 13, nº 7. □

Film américain de John Carl Buechles

15.25 Série : Soko, brigade des stups. 16.25 Tiercé à Longchamp.

16.50 Youpi! l'école est finie. 17.45 Série : Star Trek (rediff.). 18.40 Série : Allô Nelly Bobo. 19.00 Jeu : La Ligne de chance.

19.40 Série : Les Aventures de Léon Duras, chroniqueur mondain.

20.00 Journal et Météo. 20.40 Journal des courses.

20.50 Cinéma : L'Entourloupe. ■
Film français de Gérard Pirès (1980). Avec Jean-Pierre Marielle, Jacques Dutronc,

Anne Jousset.

22.30 Magazine : Ciné Cinq.
Chaque semaine, les « coups de cœur » de Bruno Cras. 22.45 Téléfilm : Jeux brûlants.

De Bob J. Ross. 0.15 Le Journal de la nuit. 0.25 Demain se décide aujourd'hui. 0.30 Le Club du Télé-achat.

M 6

15.40 Variétés : Bleu, blanc, clip. Emission présentée par Valérie Pascale.
16.40 Série : Drôles de dames.

17.30 Jeu: Hit hit hit hourral 17.35 Jeu : Zygomusic. 18.05 Série : L'Homme invisible. 19.00 Série :

La Petite Maison dans la prairie. 19.54 Six minutes d'informations.

20.00 Série: Casby Show. 20.35 Feuilleton : Sans famille. avec Fabrice Josso Jean Franyal, Les Loups blancs (1º épi

22.25 Téléfilm : Vol 755, le chantage à la bombe. 0.05 Six minutes d'informations.

0.10 Magazine : Dazibao. 0.15 Musique : Boulevard rock and hard.

2.00 Rediffusions. LA SEPT

16.10 Documentaire : Seurat. D'Ann Turner. 17.20 Danse : La Fille mal gardée. Chorégraphie d'Ivo Cramer

18.30 Documentaire : Concert Peter Schidlof. 19.25 Documentaire:

La Cabane de rondins. De Michael Rubbo et André Pouisson. 19.55 Chronique : Le Dessous des cartes. 20.00 ➤ Documentaire : Villa Air-Bel. Varian Fry à Marseille 1940-1941, de Jörg

Bundschu 21.00 Opéra : Le Prince Igor. De Borodine. Mise en scène d'Andrei Ser-

0.20 Documentaire: Rendezes à Budapest. De Jean-Denis Robert.

#### FRANCE-CULTURE

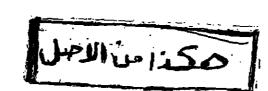
20,30 Archipel médecine. Les bienfaits de l'animal pour l'homme 21.30 Que reste-t-il de Billancourt ? (rediff.).

22.40 Les nuits magnétiques. Un généraliste du langage : Claude Oflier. 0.05 Du jour au lendemain.

0.50 Musique : Coda, Travelling.

FRANCE-MUSIQUE 20.30 Concert (donné le 2 octobre à la Philharmonie de Berlin): Concerto pour violon et orchestre re 4 en ré majeur K 218, de Mozart; Symphonie re 3 en ré mineur, de Bruckner, per l'Orchestre philitamonique de Berlin, dir. Kurt Sanderling; sol.: Frank-

Peter Zimmermann, violon. 23.07 Poussières d'étoiles, Jazz club.



# TCHÉCOSLOVAQUIE: accalmie à Bratislava

# Le président Vaclav Havel intervient dans l'affaire slovaque

Le président tchécoslovaque, M. Vaclav Havel, a approuvé, dimanche 28 avril lors de son émission radiophonique hebdomadaire, la destitution du premier ministre slovaque, M. Vladimir Meciar, par le Parlement de Bratislava, alors que la situation politique se calme.

PRAGUE de notre correspondant

La destitution, la semaine dernière, du premier ministre slovaque M. Vladimir Meciar « a marque une victoire de la démocratie parlementaire et représente un moment décisif dans l'histoire de la Slovaquie », a déclaré dimanche 28 avril le président Vaclay Havel, en mettant l'accent sur la « légalité » et la « légitimité » de l'action du Conseil national slovaque. Ce sont précisément la légalité et la légitimité de ce Parlement que

LESSENTIEL

SECTION A

Un entretien avec M. Bernard

Kouchner; & Revues », par Fré-

Asadabad, après le carnage....

Les différends sur la défense

européenne commune demeurent

Les suites de l'affaire Urba

M. Toubon traite les socialistes

de la Nouvelle-Calédonie

des ministres de la santé

Victoire d'Ayrton Senna à Saint-

« La Nuit de l'iguane »

à la Comédie-Française

Ce paradis chaque jour perdu 18

La mort de Robert Velter.. 22

SECTION B

franco-japonais M. Paul Quilès souligne, à Tokyo, les dangers du déséquilibre per-23

La fréquentation des remontées

mécaniques adoubléhiver...... 23

Les anti-TGV de la Drôme

Un entretien avec la présidente

de la coordination des associa-

CHAMPS ÉCONOMIQUES

Les exportations

stratégiques : un casse-tête technique Albanie : la fin

d'une longue autarcie • L'Eu-

La chronique de Paul
Fabra......

Les retraites en Belgique

Le ministre des pensions propose

d'autoriser le travail rémunéré

Services

Marchés financiers ..... 34-35

La télématique du Monde :

3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 28-29 avril 1991 èté tiré à 491 754 exemplaires.

36

Loto et Loto sportif .....

Météorologie ....

Spectacles.....

Mots croisés Radio-Télévision .

des retraités ....

La réunion des Douze

Les combats

à Luxembourg

de « tartuffes »....

La conférence

Automobilisme

au Palais Garnier

Les échanges

La saison

des sports d'hiver

Adieu au kitsch .

de l'OUA ....

« Giselle »

L'avenir

mettent en doute les partisans de M. Meciar; forts des 90 % de popularité de l'ex-premier ministre, ils revendiquent des élections

anticipées. «Si les Slovaques ne sont pas d'accord avec les députés qu'ils ont élus librement il y a près d'un an, niste, c'est parce que c'était le seul moyen possible », a-t-il déclaré, à propos des manifestations organisées par les meciaristes ces derniers jours dans toutes les villes de Slo-

Tout en rendant hommage à M. Meciar, « un homme travailleur qui a agi pour le bien de la Slovaquie », le président a estimé que

prouve le rapport « solide et

sa destitution mardi 23 avril, a fait plate-forme n'ont en commun que la volonté de se séparer », a décidé à l'unanimité la division en deux des biens du VPN.

tion parlementaire au nouveau gouvernement du chrétien démocrate Jan Carnogursky, « sera la seule force à pouvoir se tenir au centre et à faire une politique slovaque équilibrée et unificatrice », a indiqué M. Meciar dans les couloirs du congrès où il n'a pas pris la parole. « Nos divergences avec le

VPN reposent sur la compréhension de la question nationale, sur nos conceptions de la réforme économique et des garanties sociales », a-t-il expliqué.

M. Meciar, que plusieurs cen taines de personnes étaient venues acciamer devant la saile du congrès, a reçu le soutien du président de l'Assemblée fédérale, M. Alexander Dubcek, une figure de proue du VPN. Ce dernier, absent des travaux pour cause de visite officielle en Australie, a néanmoins annoncé aux délégués qu'il démissionnerait des instances dirigeantes du VPN s'il se divisait, sans toutefois indiquer s'il rejoindrait le mouvement de M. Meciar.

Le week-end a par ailleurs été calme sur les places des villes et villages de Slovaquie, où l'occasion de redescendre dans la rue pour soutenir M. Meciar sera le 1 mai et une grève générale d'une heure le 6 mai prochain.

MARTIN PLICHTA

M. Jiri Diensthier, président du Mouvement civique. – Le ministre tchécoslovaque des affaires étrangères, M. Jiri Dienstbier, a été élu samedi 27 avril président d'un nouveau parti politique, le Mouvement civique, issu de la scission du Forum civique. Le Mouvement civique a tenu son congrès constitutif en présence du ministre allemand des affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Genscher, du ministre français de l'éducation, M. Lionel Jospin, et du secrétaire général de l'OTAN M. Manfred Wörner. Ce nouveau mouvement, qui regroupe les dirig ques de la « Révolution de velours», fait le pendant au Parti démocratique civique, d'orienta-tion plus conservatrice, fondé une semaine plus tôt (AFP, Reuter.)

#### URSS M. Eltsine à la rencontre des grévistes en Sibérie

Le président du Parlement de Russie, M. Boris Eltsine, était attendu lundi 29 avril en Sibérie où il doit essayer de convaincre les grévistes de reprendre le travail.

Les dirigeants des comités de grève des mines du Kouzbass, où le travail a cessé depuis début mars, ont également l'intention de demander des explications à M. Eltsine sur la déclaration commune qu'il a cosignée la semaine dernière avec le numéro un soviéti-que, M. Mikhail Gorbatchev. Cette déclaration prévoit l'arrêt des grèves et l'instauration d'un « régime spécial » dans certains sec-

teurs-clés de l'économie soviétique. La télévision soviétique a montré dimanche soir des images de mineurs reprenant le travail dans la région de Vorkouta, dans le grand Nord. Si M. Eltsine parvient à convaincre les mineurs de Sibérie de se remettre au travail, il en tirera un avantage politique impor-tant sur M. Gorbatchev. Samedi, le tant sur M. Gorbatchev. Sameou, le mouvement réformateur Russie démocratique a désigné M. Etsine comme son candidat aux élections du 12 juin pour la présidence de Russie. – (Reuter, AFP.)

# CLAUDE SARRAUTE

. . . . . .

# Et moi, et moi

H non i Ça vous n'avez pas le droit i Si vous commencez à foutre au gnouf tous caux qui sniffent, qu'est-ce que je deviens, moi? Interdire aux stars du sport et du show-biz, sans parier de la presse et de la politique, de se faire une ligne, c'est tirer un trait sur les aspirations de tous les ploucs qui rament depuis des années pour accéder à ces paradis qu'on dit artificiels alors qu'il n'y a rien de plus naturei que le pavot ou la coca.

SUR LE VIF

C'est avec la marijuana que ça a commence, vous vous souvenez? Dejà, à l'époque, je me sentais complètement larguée, une vraie mémé. J'essayeis de trouver le joint : Où on peut s'en procurer, dis? Quel effet ça fait? On me regardait, incrédule, apitoyé : Enfin, voyons, ça se trouve partout. Et c'est le pied. Merci du

renseignement l Ensuite, il y a eu le LSD. Des acid parties à tout casser. J'étais jamais invitée. Le chisch, même tabac. Après quoi, les enfantsfleurs ont grandi, ils se sont ambourgeoisés. Moi aussi. L'héroine, la chnouf, le fix, le flash, le flip, le shoot, c'était pas pour eux. Donc pas pour moi. Ca sentait la pisse, la piquouze dans les

tollettes minables des cafés de banlieue, ça faisait film policier de série B, ou reportage télévisé accroché tard le soir à un coin da grille : Junkies, dealers, défense d'entrée.

Bon, très bien, relaxe i Plus la peine de se fatiguer à essayer d'être dans le coup. La drogue, c'est franchement moche. Une fichue saloperie. Tu paries i il n'a pas fallu attendre longtemps pour apprendre comme ça, par la bande, une indiscrétion, une inculpation, l'arrestation du maire de Washington, les révélations de l'ami Boggio sur Coluche, qua nos vedettes étalent parties depuis belle lurette sur un autre trip plus cher mais plus chouette. Pas le crack, non : la coke.

Et c'est au moment précis où les petits arrivistes de mon acabit essayaient de rentrer dans la fillère de l'extasy qu'on jette Laura Antonelli et Maradona au trou | Même Florence Arthaud avoue, c'était marqué ce matin dans le Quotidien, avoir acheté un ou deux grammes de came à un disk-jockey en vacances à Saint-Tropez. Alors, je vous en prie, ne venez pas casser mon rêve de pouvoir m'offrir un iour ce ticket chic et choc de la réussite sociale.

#### PEROU

# Le terrorisme a fait plus de 50 morts en une semaine

Environ deux mille cinc suspects ont été arrêtés à Lima après une semaine de violences politiques qui ont fait plus de cinquante morts. La capitale peruvienne a encore été le théâtre dimanche 28 avril de deux attentats à la bombe, imputés comme les autres opérations de la semaine

Jeudi soir, des attentats à la dynamite avaient endommagé une vingtaine de succursales bancaires dans la capitale, sans faire de blessés. Le lendemain, des sendéristes

its riposté en tuant quinze membres

du commando. aux rebelles maoistes du Sentier

avaient massacré seize personnes dans un village reculé des Andes. Les forces gouvernementales ont

En début de semaine, douze rebelles et policiers avaient été més dans l'attaque d'un poste de police à lea (sud du pays). Deux policiers avaient en outre été abattus dans un quartier populaire de Lima et neuf antres dans des circonstances similaires à travers le pays. Enfin, vendredi, une voiture portant une bombe de seize kilos a été lancée contre le bâtiment qui abrite, dans la capitale, l'organisation américano-péruvienne de lutte anti-drogue, détruisant une partie de ses fichiers et de ses ordinateurs. (Reuter, AP.)

 Opéras de Paris : première réaction de M. Jean-Albert Cartier. - M. Jean-Albert Cartier a apporté lundi 29 avril les premières précisions sur le 29 avril les premières pressons sur licenciement de son poste d'administrateur général de l'Opéra de Paris-Garnier, annoncé jeudi (le Monde daté 28-29 avril). M. Cartier, qui souhaite « pour le moment, ne faire aucun commentaire » sur les « circonstances de son licenciement», souligne par la voix de son avocat, qu'il a « respecté », avec des budgets jamais « dépassés », le cahier des charges fixé par la tutelle, « de faire de l'Opéra Garnier le palais de la danse, avec un majorité de spectacles du Ballet de l'Opéra de Paris et un certain nombre de compagnies internationales invi-tées». L'administrateur général licencié précise que sa première saison 1989-1990 a totalisé 240 000 spectateurs. Et, depuis le 3 octobre 1990, 188 543 specialeurs ont assisté à cent vingt-cinq représentations.

#### Mort de Claude Gallimard

Claude Gallimard, ancien PDG des éditions Gallimard, est mort lundi 29 avril à Paris à l'âge de soixantedix-sept ans. Né le 10 janvier 1914 à Paris, fils du fondateur de la célèbre maison d'édition, Gaston Gallimard, Claude Gallimard avait succèdé à son père en 1976. Il s'était retiré, pour raisons de santé, en 1988, au bénéfice de son fils Antoine.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde SCIENCES et MÉDECINE

# LE PRIX, LE DÉLA!! Plus vite, moins cher Ne commandez pas votre PEUGEOT sans nous avoir rendu visite.

**PEUGEOT** • 4, rue de Châteaudun 75089 PARIS 🕿 42.85.54.34 • 8, rue du 4 septembre 75002 PARIS 242.51.15.68 • 29, bd des Batignolles 75088 PARIS @42.93.59.52

• 227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS \$48.2168.21

ils pourront en changer dans un an lors des prochaines élections ordinaires e, a lancé M. Havel, pour lequel il « n'est pas possible de faire la politique sur la place publique car ce serait la révolution permanente ». En novembre 1989, « si nous sommes descendus dans la rue pour renverser le régime commu-

l'ex-numéro un de Bratislava avait

BELGRADE

de notre correspondante

Le déploiement des forces

ins le sud-ouest de la

armées yougoslaves, dimanche

Croatie, laisse prévoir de nouveaux

conflits entre les autorités croates

et l'armée fédérale. Dans la mati-

née, les troupes et blindés de l'ar-mée ont encercié Kijevo, petit vil-

lage situé à une vingtaine de kilomètres de Knin, en pleine pro-vince de Krajina, «enclave» serbe

en Croatie, qui avait proclamé illé-

galement, en mars, sa sécession

à la République de Serbie.

puis, début avril, son rattachement

Depuis, la Krajina ne reconnaît

plus les autorités croates et se trouve sous le contrôle du pouvoir

parallèle serbe, qui a créé sa propre

milice. Les habitants de Kijevo,

Croates pour la plupart, isolés

depuis plusieurs mois par les bar-rages routiers dressés par la milice serbe, avaient demandé la protec-

tion des forces de l'ordre croates.

Le ministère croate de l'intérieur

premier ministre Petre Roman. -

O Premier mai «à l'ancienne»

pour 500 communistes. — Quelque 500 communistes roumains se sont

rassemblés, dimanche 28 avril,

dans un cinema de Bucarest pour

célébrer à l'ancienne la fête du

le mai. « Nous devons nous reorga-

niser, reintroduire l'ordre et la dis-

cipline », a lancé le président du

Parti socialiste du travail (PST),

M. Ilie Verdet. « Nous sommes

immortels!» a répondu la foule.

Fondé en novembre dernier, le

PST se veut l'héritier de l'ancien

Parti communiste roumain, pré-

side par Nicolae Ceausescu et ren-

versé en décembre 1989. Il reven-

dique 400 000 adhérents et des centaines de milliers de sympathi-

avait décide à cette fin d'ouvrir,

fondé» élaboré par le praesidium du Conseil national slovaque. M. Meciar, qui s'était éclipsé dès

sa réapparition en public samedi, lors du congrès de la rupture entre le mouvement Public contre la violence (VPN), qui l'a porté au pouvoir en juin dernier, et sa plateforme dissidente, « Pour une Slovaquie démocratique» (ZDS). Le congrès, constatant que les « deux Le ZDS, qui a rejoint l'opposi-

YOUGOSLAVIE

Nouvelle intervention de l'armée en Croatie chef de la milice parallèle de Krajina avait indiqué qu'il interviendrait si un tel « commissariat » croate était créé. Vers 13 heures, l'armée fédérale est entrée dans Kijevo et a sommé les forces es de quitter le village.

Dans un communiqué, le ministère croate de l'intérieur a accusé l'armée de s'être mise au service des « terroristes indépendantistes serbes ». Les dirigeants croates favorables à une « confédération » yougoslave ont souvent reproché à l'armée de vouloir défendre la solution fédérale et socialiste et de prendre le parti de la Serbie.

Cet incident intervient alors que le ministre de la défense, M. Veljiko Kadijevic, considéré comme l'un des dirigeants militaires les plus modérés, a été, pour des raisons de santé, provisoirement rem-placé par le chef d'Etat-major, le général Blagoje Adzic, de nationalité serbe et appartenant à un courant plus radical.

FLORENCE HARTMANN

#### dimanche, un poste de police. Le □ ROUMANIE : manifestation à Le Var nettoie-Bucarest pour la démission de M. Ion Iliesca. - Environ six mille ses plages Roumains se sont rassemblés, samedi 27 avril, dans le centre de Bucarest pour réclamer la démission du président lon lliescu et du

Sapeurs-pompiers, employés municipaux, agents du Parc national de Port-Cros, plagistes et volontaires ont nettoyé le littoral varois, dimancha 28 avril, des traces de pollution observées après le naufrage du pétrolier Haven, le 14 avril, au large

de Gênes. A Hyères, Porquerolles et Saint-Tropez, on a manié la pelle et le seau afin d'enlever les « galettes » de pétrole et les filets de « mousse au chocolat » échoués sur le sable. tonnes de matériaux pollués ont été stockés à Port-Cros. Selon la préfecture maritime de Touion, la zone au large des côtes du Var et des Alpes-Maritimes est « exempte de pollution jusqu'à 30 milles nautiques ».

Cependant, une mission de reconnaissance de la capitainerie du port de Gênes précise que des « bulles » de pétrole continuent à s'échapper de 'épave du Haven.

 De la dioxige dans les terrains de sport européens. - Selon l'heb-domadaire allemand Der Spiegel, quelque trois cents terrains de sport, stades et courts de tennis de sport, statues et courts de teams de plusieurs pays d'Europe (Alle-magne, Belgique, Danemark, France, Pays-Bas) contiendraient des taux de dioxine dangereux dus à l'utilisation des « scories rouges » en provenance de l'ancienne mine

de cuivre allemande de Marsberg. Au total, depuis 1945, 800 000 tonnes de ces matériaux contaminés auraient été livrées dans toute l'Europe. Plusieurs ter-rains de sport ont déjà été fermés rains de sport ont déjà été fermés en Allemagne. Le ministre allemand de l'environnement, mand de l'environnement, M. Klaus Töpfer, a annoncé samedi 27 avril que le gouvernesament fédéral allait mener l'enquête. – (AFP.)

### sants. - (Reuter.) **BOURSE DE PARIS**

Matinée du 29 avril

Hausse à l'ouverture Les valeurs françaises ont com-

mencé la semaine en hausse sensible. A l'ouverture, l'indice CAC 40 progressait de 0,51 %. Le mouvement se poursuivait par la suite et au terme d'une heure de transactions, l'avance de l'indicateur de la place parisienne avoisinait 0,8 %.

Dans ce contexte, CPR, BHV, Marine Wendel étaient au nombre des plus fortes hausses. Du coté des baisses, on relevait celles de CSEE, Sogénal, Concept SA.

A nos lecteurs En raison du 1- mai, notre supplément « Arts et Specta-cles » paraîtra mardi 30 avril daté 2 mai